Bibliothèque de Philosophie scientifique

GRÉGOIRE ALEXINSKY

Ancien Député à la Douma

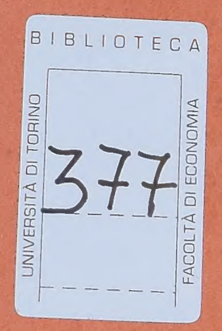
La Russie et l'Europe



PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26



E. Sioto

2. IV. '17

LA RUSSIE ET L'EUROPE

DU MÊME AUTEUR

La Russie moderne. (Ouvrage honoré d'une souscription du Ministère de l'Instruction publique.) Nouvelle édition. Paris, chez E. Flammarion.

La Russie et la Guerre. (2e édition.) Paris, 1916, chez A. Colin.

Bibliothèque de Philosophie scientifique

GRÉGOIRE ALEXINSKY

ANCIEN DÉPUTÉ A LA DOUMA

La Russie et l'Europe



PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

1917

A ma Femme

L'Auteur.

PRÉFACE

Dans la *Russie moderne*, j'ai traité particulièrement de la différence entre la vie russe et la vie européenne. Mais je sentais déjà la nécessité de montrer l'autre face des choses, de dire comment la Russie s'est européanisée, de résumer l'œuvre des influences européennes dans le passé et le présent du grand empire slave.

Les événements actuels, la participation de la Russie à la formidable lutte contre l'impérialisme prussien, ajoutent encore à l'importance de ses rapports avec l'Occident.

Je serais heureux que le présent livre servît au public français à les étudier.

G. A.

Janvier 1917.

P.-S. — Mes sincères remerciements à M. E. Cleemann, qui m'a beaucoup aidé dans la mise au point du manuscrit français de cet ouvrage.

LA RUSSIE ET L'EUROPE

PREMIÈRE PARTIE

LES LIENS MATÉRIELS ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE

CHAPITRE I

I. L'élément étranger à l'origine de l'histoire russe. — Les Scandinaves et les Grecs. — II. L'influence byzantine. L'opinion d'un philosophe russe moderne.

I. — Les origines de l'histoire de la Russie nous présentent deux faits semi-légendaires, semi-réels : la fondation des premières principautés et le « baptême de la Russie ». Dans l'un comme dans l'autre, la tradition populaire reconnaît une active participation de l'étranger.

Selon la légende, les Russes, au IXe siècle, n'avaient pas d'États organisés et vivaient dans la discorde. Fatigués de cette anarchie, ils se seraient adressés aux princes *étrangers* (varègues ou scandinaves) et leur auraient dit :

« Notre terre est grande et féconde, mais l'ordre y manque. Soyez nos princes et venez nous gouverner. »

Et trois princes varègues auraient consenti à « venir » en Russie et auraient fondé trois principautés dans le Nord.

L'étranger aussi créa la principauté de Kiev, dont les premiers souverains et souveraines portent des noms dérivés du scandinave : Igor (dérivé d'Ingvar), Olga (dérivé de Helghi), etc.

Quant au « baptême de la Russie », qui eut lieu en 988, la légende en a transmis ce récit :

Le prince Vladimir le Saint, mécontent du paganisme de ses sujets, aurait voulu le remplacer. Dans ce but, il aurait envoyé dans plusieurs pays des missions spécialement chargées d'en étudier les religions. C'est la religion, ou, plus précisément, les rites byzantins qui les auraient le plus charmées. Ensuite, Vladimir aurait invité les prêtres des divers cultes à se rendre à Kiev pour lui en exposer le caractère et les avantages. A la suite de ce concours, le prince de Kiev aurait arrêté son choix sur l'Eglise orthodoxe byzantine, qui est devenue ainsi l'Eglise orthodoxe russe.

Pour comprendre la possibilité de ce singulier mélange des apports scandinaves et grecs dans la première phase de la période historique, il faut se rappeler que c'est la Russie qui reliait la Scandinavie et Byzance. Ainsi, à l'aube de son histoire, la Russie servait d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, si l'on admet que ses deux voisines aient constitué deux types généraux.

Mais ce que je voudrais signaler surtout, c'est le rôle de l'Etat dans cette première introduction de l'élément étranger : les Scandinaves entrent en Russie en qualité de princes, d'organisateurs du gouvernement; les Grecs y amènent leur religion sur l'invitation du prince. Nous verrons que, jusqu'à nos jours, le pouvoir en Russie a continué d'y favoriser l'étranger, parfois au détriment de l'indigène.

II. — Le lien ténu qui rattachait la Scandinavie et Byzance à travers la vaste plaine russe et qui s'enroulait autour de deux points principaux : l'un dans la région de Novgorod, l'autre dans celle de Kiev, ne put résister longtemps.

L'influence scandinave, assez puissante au début [1], disparut très rapidement : peu de temps après « l'arrivée des princes varègues » (862, selon les chroniques russes), il ne reste pas trace de leurs principautés du Nord. Il est vrai que, quelques siècles plus tard, la Russie se rencontrera de nouveau avec la Scandinavie, non celle qui lui a envoyé pour la gouverner ses princes-brigands, mais le royaume de Suède avec son Charles XII, objet, pour Pierre le Grand, de haine et d'admiration à la fois.

Dans l'intervalle, la Russie septentrionale entra dans une autre forme de contact avec l'Occident en nouant des rapports étroits avec l'Union commerciale des villes libres russes : Novgorod et Pskov, et dont je reparlerai.

L'influence byzantine succomba sous l'invasion des hordes asiatiques qui s'emparèrent de la Russie méridionale et la séparèrent de Byzance. Mais l'empire d'Orient était aussi pour la Russie au xᵉ et au xiᵉ siècle la route vers la civilisation de l'Adriatique et de la Méditerranée. Par là, l'interruption des rapports avec Byzance fut déplorable. Le célèbre historien russe R. Soloviev dit à ce sujet : « Les nomades non seulement attaquèrent la Russie, mais la coupèrent du littoral de la mer Noire et détruisirent ses communications avec Byzance... L'Asie barbare s'efforça de priver la Russie de tous les chemins, de toutes les prises d'air s'ouvrant sur l'Europe cultivée. »

Un autre grand historien russe, V. Klutchevsky,

1. Le terme de *kniaz (prince)*, que les Slaves russes employaient pour désigner le chef d'Etat, est emprunté aux Scandinaves et n'est qu'une altération de leur mot *kunning*.

rend la même pensée en disant qu' « un millénaire de voisinage hostile avec les nomades asiatiques rapaces peut, à lui seul, justifier mainte absence d'esprit européen dans l'histoire de la Russie ».

Dans ma *Russie moderne*, j'ai déjà parlé des conséquences générales qu'entraîna l'envahissement des steppes de la Russie méridionale par les hordes asiatiques. On sait que la principale de ces conséquences fut le déplacement du centre de gravité économique et politique, qui, de la région de Kiev, se transporta dans celle de Vladimir et de Moscou. La Russie moscovite demeura longtemps sans rapports avec Byzance et perdit même tout contact avec la Russie du sud-ouest, c'est-à-dire avec les principautés volhyniennes et galiciennes, les plus civilisées et les plus européanisées de toutes aux XI[e] et XII[e] siècles. C'est à cette époque que la Volhynie et la Galicie commencent à mener une existence séparée pour subir plus tard l'emprise polonaise.

Sur l'influence byzantine, en elle-même, et la perte que la Russie aurait éprouvée à y être soustraite, au XII[e] siècle, les divers auteurs russes ne sont pas d'accord. Un publiciste et philosophe contemporain assez connu, le professeur Boulgakov (néo-slavophile), essaya tout récemment d'attribuer une grande importance au rôle du facteur byzantin :

« L'orthodoxie orientale byzantine contient, *in nuce* (en puissance), tout l'hellénisme dans ses valeurs immortelles, dit M. Boulgakov. En général, l'hellénisme est un principe d'orthodoxie naturelle... C'est pourquoi, dans l'héritage de la civilisation grecque, notre part, à nous (les Russes), est plus riche que celle de l'Occident, légataire de l'hellénisme par une voie détournée, par l'intermédiaire de l'Eglise romaine, et seulement plus tard de l'humanisme par une restauration païenne. » [1]

1. S. Boulgakov, *la Guerre et la Conscience russe* (Moscou, 1915), p. 33.

A cette affirmation prétentieuse et qui cherche à investir la Russie d'une sorte de suprématie sur l'Europe occidentale on peut facilement opposer quelques faits positifs et décisifs.

D'abord, il n'est pas exact que Byzance ait reçu le legs de l'hellénisme pur, tandis que l'Occident n'en aurait connu qu'une déformation. Au contraire, c'est Byzance qui a dénaturé l'hellénisme original. Aux démocraties de l'antiquité elle a substitué un régime monarchique à demi oriental ; à la foi libre, s'exprimant dans un art libre qui frappe l'imagination, une « orthodoxie » sèche et scolastique qui est allée jusqu'à l'iconoclastie. Il n'y eut de retour réel à l'hellénisme que, précisément, par cette « restauration païenne » que fut la Renaissance.

Des affirmations comme celles de M. Boulgakov donneraient à croire que l'action byzantine sur l'ancienne Russie fut purement spirituelle et destinée à propager les « valeurs immortelles de l'hellénisme ». En réalité, ce n'est pas de ces abstractions que s'occupaient les Grecs qui venaient en Russie et les Russes qui allaient à Tsargrad (Constantinople). Le vrai mobile de leur rapprochement fut le commerce, comme il fut la principale raison d'être des rapports russo-scandinaves, car les dynastes scandinaves créateurs des premières principautés russes étaient brigands et marchands à la fois. C'est en suivant les traces des commerçants grecs que les prêtres grecs apportèrent l'orthodoxie à Kiev. Et, si les relations gréco-russes et russo-scandinaves se rompirent au XIIe siècle, c'est parce que la route commerciale « des Scandinaves aux Grecs » fut fermée.

CHAPITRE II

I. L'apparition des vrais éléments européens. L'Union hanséatique et ses rapports commerciaux avec Novgorod. — II. Les Européens en Russie sous Ivan III et Ivan le Terrible. Les commerçants anglais. — III. Le XVIIe siècle et le développement du commerce entre la Russie et l'Europe. Les régies d'État et le capitalisme commercial.

I. — Tandis que les régions méridionales restaient complètement isolées par l'invasion des nomades, le nord de la Russie conservait et développait ses échanges avec l'Occident : au XIIIe siècle, par exemple, la Hanse occupe une grande place dans le commerce de Novgorod.

Les historiens modernes ont établi que, dès l'époque de la principauté de Kiev, l'activité des Russes se portait surtout vers le commerce extérieur. Par exemple, M. Nicolas Rojkov dit que, pendant cette période, l'agriculture et l'industrie tenaient un rang secondaire. La chasse et l'apiculture, ou plutôt la récolte du miel dans les bois, étaient les principaux métiers. Au contraire, le commerce *extérieur* ou, plus précisément, l'exportation par les princes et leurs compagnons de ce que leur rapportait la chasse, du miel et de tout ce que versait la population à titre de *dani* (impôt en nature) était fort en honneur. L'aristocratie envoyait ses marchandises à Byzance, où elle les échangeait contre des armes, du vin, des étoffes etc. Mais ces relations, limitées à une minorité, ne présentaient pas d'intérêt immédiat pour les grandes masses du peuple.

Pour Novgorod et Pskov, la situation est tout autre. Le gros de la population y participe au commerce étranger et en vit, tandis que l'agriculture n'y est guère pratiquée. Les chroniques locales et la poésie populaire l'attestent indiscutablement. Quel est le principal héros des *byliny*, c'est-à-dire des chansons épiques de Novgorod ? C'est Sadko le Riche, marchand puissant, non par l'épée, mais par la bourse.

Le commerce de Novgorod s'étendait sur une région beaucoup plus vaste et à une quantité beaucoup plus grande de produits de celui de Kiev. Les peaux, le beurre, la graisse, la viande, le lin, le miel, la laine, le blé etc., tout cela, les marchands de Novgorod l'achetaient dans les diverses localités de Russie pour le revéndre ou le troquer contre des marchandises étrangères.

Les rapports commerciaux amenèrent les négociants et les aventuriers étrangers sur les voies fluviales de la Russie intérieure et posèrent les bases de l'Etat russe. La région de Kiev emprunta son éclat éphémère à la prospérité de son commerce extérieur, dont la ruine l'appauvrit et lui enleva sa puissance politique. Faute de données précises, nous devons nous tenir à des conjectures sur la part prise à ses relations commerciales par les intermédiaires étrangers. dont le rôle à Novgorod est déjà complètement établi.

Les cours « gothe » et « allemande », fondées, au XIIe siècle, dans cette dernière ville par les commerçants du Gothland et de Lubeck et réunies au XIVe siècle sous la direction de l'Union hanséatique des villes libres, monopolisèrent, pour quelques siècles, tout le commerce russe qui passait par cette voie.

Les Novgorodiens, qui tentèrent de fonder une compagnie indigène pour le commerce avec l'étranger, se privèrent ainsi des moyens de se créer une flotte

marchande particulière; et les voyages de certains de leurs négociants au delà de la mer sur des bâtiments étrangers ou le dépôt de marchandises à l'étranger ne furent que des opérations isolées. Ils durent se borner au monopole de l'entremise entre les acheteurs du Nord et du Sud-Est et le comptoir de la Hanse.

La domination de la Hanse en Russie ne disparut que sous l'action de ses concurrents étrangers, qui, par leurs propres efforts, se frayèrent un accès vers les marchandises du pays. Au XVe siècle et au commencement du XVIe siècle, ce furent les commerçants suédois et les villes livoniennes qui détournèrent à leur profit le mouvement commercial. Sur leurs traces apparurent les représentants des principales nations capitalistes de la nouvelle Europe, les Anglais et les Hollandais, qui, jusqu'alors, avaient alimenté le commerce de la Hanse [1].

A la même époque, Moscou commence à prendre la place de Novgorod dans le négoce avec l'extérieur.

II. — Sous Ivan III (1452-1505), la Russie ayant été délivrée du joug tartare, et sous Ivan le Terrible (1534-1584), la principauté de Moscou forme des attaches économiques directes avec l'Europe. Au XVe siècle arrivent à Moscou des commerçants et des artisans européens qui y « jettent les fondements des principaux métiers urbains » [2]. Les premiers venus furent pour la plupart italiens. Parmi les architectes, les ingénieurs, les médecins expérimentés, les divers techniciens et ouvriers d'Italie qu'on avait appelés se trouvaient des maîtres célèbres comme Fioraventi-

1. P. Milukov, *Études sur l'histoire de la civilisation russe*, Ire partie (4e édition russe, Pétersbourg, 1900), pp. 105-106.

2. B. Ischchanian, *Die ausländischen Elemente in der russischen Volkswirtschaft* (les *Eléments étrangers dans l'économie nationale russe*). (Berlin, 1913), p. 9.

Aristoteles (de Venise ou de Bologne), Petro Antonio, Marco Aloyse. Aristoteles enseigna aux Moscovites la fabrication des briques et de la chaux, le travail des machines; il coula des canons; il construisit près de Novgorod un pont flottant. « Il fut le rénovateur de beaucoup de métiers en Russie. »

Depuis cette époque-là, la pénétration européenne dans la vie économique russe n'a cessé de croître.

Au XVIe siècle, sous Ivan le Terrible, la Russie devient pour la première fois le théâtre d'une énergique rivalité entre les commerces allemand et anglais. Les Allemands entretenaient depuis longtemps des rapports avec elle par Novgorod. Les Anglais arrivèrent dans le pays par un pur hasard : une expédition anglaise s'égara dans l'océan Glacial et atteignit le littoral russe. Le tsar Ivan le Terrible, ayant reçu la nouvelle de la présence de ces étrangers, leur exprima son ardent désir que des relations permanentes fussent établies entre leur royaume et le sien, et la ville d'Arkhanghelsk devint la base du commerce russo-anglais.

En 1556, Ivan le Terrible s'adresse à la reine Elisabeth par l'intermédiaire de l'ambassadeur britannique, Jenkinson, et la prie d'envoyer en Russie de bons artisans et des techniciens. La reine cède à son désir et lui adresse, en 1567, un médecin anglais (Reynolds), un pharmacien (Thomas Carver), un ingénieur (Humfry Lock), avec son adjoint (John Tinton), un orfèvre-bijoutier (Thomas Green) et d'autres.

En 1569, le tsar accorde à des industriels anglais un privilège pour la création d'une usine métallurgique à Vytchegda (dans le gouvernement de Vologda). Les Anglais s'avancent même plus loin, dans les montagnes de l'Oural, et prospectent les mines de fer dans la région de Perm.

Ivan le Terrible envoya aussi un ambassadeur spécial en Allemagne pour obtenir de l'empereur alle-

mand le même service que de la reine anglaise et pour recruter en Allemagne quelques centaines de « savants », d'« artistes » et d'« artisans ».

Mais les préférences d'Ivan IV allèrent surtout aux Anglais, qui, à la faveur des privilèges octroyés par lui, entrèrent en lutte avec les marchands allemands groupés dans l'Union de la Hanse et trafiquant par Novgorod. L'importation du lin et du drap d'Angleterre tua la concurrence allemande, déjà affaiblie par le déclin général de l'activité économique de Novgorod : ce marché avait été dévasté par les souverains moscovites, qui ne pouvaient supporter l'existence d'une ville libre, au régime presque républicain à côté de leur Etat monarchique.

Les sympathies d'Ivan le Terrible pour les Anglais étaient telles qu'on l'appelait le « tsar anglais » ; et, à l'époque d'Elisabeth, l'Angleterre déclarait que nulle part son commerce ne lui rapportait autant de bénéfices qu'en Russie [1].

II. — J'ai expliqué dans ma *Russie moderne* le caractère général de l'évolution ou plutôt de la révolution économique qui s'opéra en Russie au XVIe siècle. Ce fut alors que le marché intérieur fut unifié, que des liens stables et permanents entre les diverses régions du pays furent établis par des échanges commerciaux intenses.

L'étranger contribua grandement à la naissance du nouvel état de choses, car c'est grâce à lui que grossit la circulation des marchandises sur les deux principales routes : celle de Novgorod à Moscou et celle d'Arkhanghelsk à Moscou.

Mais, au début du XVIIe siècle, cette évolution fut interrompue par la grande crise politique connue

1. G. Schultze-Gävernitz, *Études sur l'économie nationale et la politique économique de la Russie* (trad. russe, Pétersbourg, 1900), p. 6.

sous le nom de » Temps troubles » et qui dura jusqu'à l'année 1613, jusqu'à l'avènement du tsar Mikhaïl Féodorovitch, premier souverain de la maison de Romanov.

Sous ce tsar et son successeur, Alexei Mikhaïlovitch, les relations d'affaires avec l'étranger croissent rapidement et se multiplient de plus en plus.

D'autres Européens suivent les Anglais, qui ont établi leurs dépôts sur toute la route d'Arkhanghelsk à Moscou : en premier lieu, les Hollandais, qui prennent la voie de l'océan Glacial et de la mer Blanche, comme les Anglais, et celle de la mer Baltique, comme les Allemands, les Danois et les Suédois. Un auteur anglais se plaint dès 1603 qu'après soixante-dix ans de grand négoce avec la Russie les Anglais commencent à être dépassés par les Hollandais. A la fin du XVIe siècle fut présenté aux Etats généraux des Provinces-Unies un rapport dont l'auteur affirme que le trafic maritime peut être aussi profitable aux marchands hollandais avec la Russie qu'avec l'Espagne, c'est-à-dire qu'avec l'Amérique par l'intermédiaire de l'Espagne. « Ni l'Allemagne ni nos Pays-Bas ne peuvent se passer du commerce avec la Russie », déclare-t-il d'une façon catégorique. Donc la Russie est devenue à cette époque-là un facteur nécessaire du commerce mondial.

La Russie moscovite, au XVIIe siècle, participe doublement aux échanges internationaux. D'une part, elle met en communication l'Occident et l'Orient, l'Europe et l'Asie. Elle achète les marchandises orientales (par exemple, la soie, en Perse) et les livre au commerce de l'Occident. La soie tenant une place énorme dans les transactions en ce temps-là, les particuliers et les gouvernements européens tentèrent plus d'une fois d'obtenir le libre transit par la Russie pour leurs relations avec la Perse, principale source de cette précieuse matière.

En 1614, un représentant de l'Angleterre (John Merik) vint, au nom de son roi, réclamer pour les Anglais le droit d'emprunter la voie de la Volga. En 1629, un ambassadeur français présenta une demande analogue. En 1630, les Hollandais firent de même. Mais le gouvernement moscovite invita tous ces solliciteurs à se procurer toutes les marchandises persanes en les achetant aux Russes.

Les commerçants du duché de Holstein furent plus heureux : ils obtinrent le monopole du commerce avec la Perse moyennant une redevance annuelle de 600.000 *efimoki* (environ 5 millions de roubles) à la Russie. Mais il apparut qu' « en Holstein la théorie est plus forte que la pratique et que les gens de ce pays savent mieux compter que payer. Quand il s'agit de verser, l'argent nécessaire manqua aux Holsteinois; et la grandiose entreprise se termina très pitoyablement par une querelle diplomatique entre le gouvernement du tsar Mikhaïl et le duc Frédéric. »[1]

En général, le gouvernement préférait ne pas permettre aux Européens de traverser son territoire pour gagner ses frontières orientales, ne voulant pas perdre les bénéfices que le commerce avec l'Asie assurait au Trésor. Il allait même jusqu'à chercher à monopoliser à son profit l'exportation et la vente a l'étranger d'une partie des marchandises indigènes, et, notamment, des peaux et des objets en peau, des fourrures, du caviar, du blé, etc.

En 1630, les Provinces-Unies lui firent proposer par une ambassade spéciale un plan énorme de mise en valeur des richesses agricoles et forestières de Russie par le capital hollandais; il y était question d'établir de grandes cultures de blé pour l'exportation et d'exploiter aussi les vastes forêts situées sur les

1. M. Pokrovsky, *Histoire russe*, tome III, p. 95.

bords de la Dvina septentrionale. Mais il tenait à se réserver le commerce des produits russes. Il admettait le principe du monopole, tout en préférant l'appliquer pour son propre compte. Aussi constitua-t-il une série de régies commerciales, par exemple celle de l'alcool, qui fut ressuscitée par le comte Witte à la fin du XIX[e] siècle et abolie au début de la guerre de 1914.

Dans l'exploitation de ces régies, il avait pour agents et représentants, au XVII[e] siècle, les gros marchands connus sous le nom de *gosti* (hôtes). Ces intermédiaires trouvaient dans l'achat et la vente des marchandises d'Etat de grands bénéfices particuliers. Si, comme dit un auteur anglais, « le tsar était le premier marchand de ses Etats », d'autres marchands s'y enrichissaient par le monopole du commerce extérieur et commençaient à former la forte corporation des capitalistes, où, d'ailleurs, les étrangers commerçant avec la Russie avaient accès et étaient parfois très puissants. Ces étrangers, possédant plus d'expérience et de capitaux, devinrent des rivaux pour les Russes et les supplantèrent sur certains points : dans le dernier quart du XVII[e] siècle, Kielburger rapporte que tout le commerce d'Arkhanghelsk était concentré entre les mains de quelques Hollandais, Hambourgeois et Bremois, ayant leurs représentants et commis à Moscou.

En ce temps, l'importation, elle aussi, prit un essor rapide : par exemple, en 1671, par le port d'Arkhanghelsk, il entra en Russie 2.477 tonnes de harengs, 683.000 aiguilles, 5 tonnes de couleurs, 809 barils d'indigo, 28.454 rames de papier, 1.957 barres de fer, etc.

Ainsi les rapports avec l'étranger donnaient le jour au capitalisme *commercial*, dont les débuts remplissent toute l'histoire du XVII[e] siècle. Du commerce étranger, il pénétra dans le commerce intérieur. Mais,

pour la production industrielle, elle garde encore au XVII[e] siècle le caractère de la petite industrie, et c'est du règne de Pierre le Grand seulement que date le capitalisme industriel. Cependant, dans quelques régions du Midi et de l'Ouest (en Ukraïne), surtout dans celles que se disputaient la Russie et la Pologne, il existait avant Pierre le Grand une industrie déjà assez étendue (distilleries fabriquant l'alcool de blé, verreries, usines métallurgiques, etc.). Là encore se marque le rayonnement de l'Europe, qui traversait la Pologne et avait deux foyers maritimes, à Riga et à Kœnigsberg.

CHAPITRE III

I. L'époque de Pierre le Grand. L'européanisation de l'économie nationale en Russie. — II. Les précurseurs. La base des réformes économiques de Pierre Ier. — III. Pierre le Grand a-t-il voulu dénationaliser la Russie? Les motifs nationaux et internationaux dans le programme de ses réformes. Le mercantilisme russe. — IV. Résultats de l'européanisation de l'industrie sous Pierre Ier. La contradiction entre l'élément européen et l'élément russe dans l'œuvre de Pierre.

I. — La réforme de Pierre le Grand a été fort discutée. Les uns la considèrent comme une véritable européanisation, presque comme un cataclysme où a péri l'ancienne Russie, moscovite et asiatique, et d'où est sortie la nouvelle Russie, européenne et civilisée. D'autres, au contraire, sont inclinés à dénier un tel caractère à l'action de Pierre Ier et à ne lui attribuer qu'une portée beaucoup plus modeste.

En dehors de cette question génétique, une question téléologique se pose. L'œuvre de Pierre le Grand fut-elle vraiment positive et utile ? Ou, comme beaucoup de slavophiles l'affirment, la Russie, du fait de ce souverain, souffrit-elle seulement une dépravation de son existence normale, une crise morbide et nuisible, provoquée artificiellement dans son développement naturel et logique ?

Le meilleur, c'est-à-dire le plus sûr moyen de juger objectivement ces controverses et d'en tirer un enseignement solide est d'analyser les phénomènes économiques du règne de Pierre le Grand. Car, s'il est

plus ou moins facile de « réformer » quelques règlements juridiques et d'autres manifestations extérieures de l'autorité publique, l'économie nationale d'un peuple, qui est la vraie matière intime de son existence sociale et politique, est beaucoup plus rebelle à toute mainmise. Les réformes valent par leurs résultats économiques : si leur empreinte sur la vie du peuple est profonde, si elles lui ont valu un cours meilleur, on peut leur reconnaître un grand rôle ; si elles en ont seulement effleuré la surface, elles se réduisent à des incidents négligeables.

II. — Très souvent, la première apparition de la grosse industrie, la création des premières grandes fabriques et usines en Russie est représentée comme contemporaine de Pierre le Grand et due exclusivement aux étrangers. « Pierre fut le vrai créateur et le grand tuteur de l'industrie russe », dit M. Ischchanian, économiste arménien, dont j'ai déjà cité l'ouvrage. « Mais, continue-t-il...

Il est à remarquer d'abord qu'avant Pierre Ier la grande industrie n'était pas inconnue en Russie. Elle existait déjà depuis un siècle et demi. Sous Ivan le Terrible furent créées la première fabrique de papier (« moulin de papier ») et la première imprimerie. Au XVIIe siècle, d'autres établissements prennent naissance : la première fabrique de drap fut fondée en 1650 par un étranger (Johann von Schweden). La métallurgie est même antérieure : en 1632, le gouvernement accorde à Vinius, Hollandais, un privilège pour la fondation et l'exploitation d'une grande usine métallurgique ; deux ans plus tard, un autre étranger (Kojet) obtient le privilège d'une verrerie.

Voilà qui montre que la grande industrie avec la coopération des étrangers a devancé la venue de Pierre le Grand.

Avant lui, il est vrai, la petite industrie prédominait ; l'éclosion de grandes entreprises ne fut qu'un phénomène sporadique ; et c'est seulement depuis son règne qu'elle devient régulière et systématique. Néanmoins, pour que cette transformation fût possible, il lui fallait une base matérielle, qui existait en effet.

« Dans la Russie d'avant Pierre Ier, il n'y avait pas de capitalisme *industriel*, mais un capitalisme *commercial* y était déjà complètement développé. La concentration du capital commercial qu'on observe dans cette Russie n'est pas due à des mesures gouvernementales, mais à l'évolution spontanée du commerce et à la reconnaissance des avantages que présente le gros commerce en comparaison du petit. C'est précisément ce capital commercial qui a fourni les assises de la grosse industrie sous Pierre Ier. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les listes des industriels contemporains : on y verra que, contrairement à une idée fort répandue, ils étaient en grande majorité purement russes et appartenaient à la corporation des marchands. »[1]

Tel est le jugement du professeur Toughan-Baranovsky, le meilleur historien de l'industrie russe.

« Les étrangers et les nobles ne possédaient qu'une partie insignifiante des fabriques existant sous Pierre Ier... Les propriétaires de la plupart de ces maisons étaient des capitalistes moscovites de vieille souche, des marchands. La qualité de ces hommes démontre que la grande industrie se développa dans un milieu favorable, créé par tout le passé de l'Etat moscovite, spécialement au sein du gros commerce. Ce milieu ne fut pas l'œuvre de Pierre ; sans lui, toutefois, la grande industrie, chez nous, aurait été

1. Toughan-Baranovsky, la *Fabrique russe dans le passé et le présent* (Pétersbourg, 1898), tome I, p. 8.

dans l'impossibilité d'acquérir quelque ampleur. »[1]

Mais, comme nous le savons, les grands capitaux commerciaux ont pu surgir et prendre corps dans la Russie moscovite surtout grâce aux relations étrangères. Par conséquent, on est autorisé à dire que les échanges avec l'Europe ont rendu possible l'apparition de la grande industrie russe en lui procurant le terrain nécessaire.

Quant à l'action de Pierre le Grand et de son gouvernement, elle consista en mesures où l'encouragement s'unissait à la coercition pour attirer les capitaux commerciaux vers la production industrielle. On sait quelles furent ces mesures : privilèges et monopoles aux fondateurs de fabriques ; commandes de l'Etat pour l'armée et la marine, etc. Ainsi remontent à l'époque de Pierre le Grand ces relations étroites entre le gouvernement et le gros capital industriel qui sont restées jusqu'à nos jours un des traits les plus caractéristiques de la Russie et qui sont si fertiles en conséquences. Ces relations firent toujours peser fortement sur la haute bourgeoisie russe la main de l'Etat, qui prit l'habitude d'intervenir dans la vie économique de la nation et d'en résoudre directement les problèmes. Le principe « laisser faire, laisser passer » n'a jamais été celui de l'Etat russe, qui mène constamment des entreprises diverses, exploitant comme un particulier des chemins de fer, des distilleries, des mines, des usines, les forêts, etc. Je crois que nulle part on ne voit un Etat à ce point industriel et commerçant.

Pour comprendre comment il est arrivé à se donner une telle mission, il faut remonter à ses premières grandes incursions dans le domaine économique sous Pierre Ier, tout en n'oubliant pas qu'il rencontra alors un milieu préparé : nous savons en effet qu'au XVIIe siècle déjà il cumulait ses fonctions admi-

1. *Ibidem*, pp. 10-10.

nistratives avec l'exercice d'un négoce et qu'il pratiquait, notamment, le commerce en gros avec l'étranger. Ainsi s'établirent des conditions propices aux réformes de Pierre le Grand et à cette « européanisation » économique de la Russie à laquelle il s'attacha si résolument.

III. — Mais il ne faudrait pas croire que Pierre le Grand ait voulu « dénationaliser » la Russie, qu'il ait été l'ennemi des éléments vrais-russes. Au contraire, son système a bien le caractère national, et un des auteurs qui l'ont étudié a pu dire avec raison que Pierre le Grand ne fut qu'un *nationaliste éclairé*[1].

Pierre I[er] est un adepte de la doctrine mercantiliste. Mais le mercantilisme n'est qu'un nationalisme économique[2]. La théorie telle qu'elle s'appliquait à la Russie en fut exposée par le baron von Luberas dans un projet présenté à Pierre :

« Pour mettre l'économie générale dans un ordre solide et stable, il est extrêmement nécessaire de donner à ce corps une véritable vie ou une âme, écrit-il. Cette dernière consiste dans la grandeur du crédit de Votre Majesté tsarienne à l'étranger. » Quant à ce crédit, il est nécessaire au développement du commerce et de l'industrie à l'intérieur du pays. « *Il faut veiller à améliorer la production de son propre pays* », il faut se soustraire à la dépendance de l'industrie étrangère, obtenir un solde actif au profit de la Russie et « créer ses propres manufactures ».

Tels sont les conseils de Luberas[3]. Et tel était

1. V. l'ouvrage de M. Ischchanian, p. 20.

2. M. H. Higgs, économiste anglais bien connu, dit des mercantilistes : « Les mercantilistes étaient toujours très préoccupés de résoudre le problème suivant : Par quels moyens un gouvernement peut-il contribuer au bien-être de la nation ? Le nationalisme, l'intervention de l'Etat et le particularisme constituent l'essentiel de leur politique économique. »

3. Cité d'après M. Milukov, *l'Économie de l'État russe dans le*

l'avis de Pierre lui-même, qui connut le mercantilisme non seulement par les théories de Luberas et d'autres « projecteurs », mais aussi dans la pratique, aux Pays-Bas et dans d'autres pays européens où il avait voyagé. Cependant il ne put être mercantiliste à la manière hollandaise ou anglaise. Aux Pays-Bas et en Angleterre, l'industrie est issue beaucoup plus de l'initiative privée que de l'autorité publique. Le mercantilisme français, le « colbertisme », est déjà plus gouvernemental. En Russie, la collaboration des pouvoirs publics a dû être encore plus grande parce que l'initiative privée était plus faible et que la bourgeoisie russe fut parfois hostile à l'introduction de nouveaux modes d'exploitation économique et à l'européanisation de la production nationale. C'est ainsi, par exemple, qu'un des meilleurs publicistes et économistes russes du temps de Pierre Ier, Ivan Posochkov, conseille au tsar de « boucher tous les trous » par lesquels la Russie se met en relations avec l'Occident et de supprimer jusqu'aux communications postales. Posochkov et beaucoup d'autres étaient partisans du nationalisme économique *conservateur* et *rétrograde*, tandis que Pierre Ier voulait un nationalisme *éclairé* et progressif. Et, comme la force de résistance des nationalistes conservateurs était insuffisante, le pouvoir put oser, dans le domaine économique, des changements qui nous apparaissent presque comme une « révolution d'en haut ».

IV. — A quels résultats pratiques aboutit l'« européanisation » de l'industrie sous Pierre Ier ?

Quant au nombre, ils ne sont aucunement négligeables, car, à la mort du tsar, on comptait en Russie 233 grands établissements industriels appartenant à l'Etat et aux particuliers, les mines exceptées. On

premier quart du XVIIIe siècle et la réforme de Pierre le Grand (Pétersbourg, 1892), pp. 528-531.

peut encore dire que les besoins immédiats y trouvèrent satisfaction. Mais, si l'on considère les possibilités et les éléments de l'évolution future, on a sous les yeux un spectacle moins brillant.

Une forme économique supérieure s'implantant dans un pays dont le niveau général lui est inférieur y produit un effet double. D'une part, elle stimule les forces de la production, dont elle tend à perfectionner et à moderniser les moyens. Mais elle est en même temps destructive : elle désagrège et dissout les formes qui lui étaient antérieures et qui ne s'adaptent plus aux besoins nouveaux suscités par elle.

C'est bien ce qui arriva sous Pierre Ier. Tandis qu'avec une grande activité un nouvel outillage s'élaborait, qu'une nouvelle technique entrait en jeu, les champions des anciennes conceptions de la vie et du travail livraient un combat vraiment désespéré à toutes les « innovations », à tout ce qui était « étranger ».

De grandes souffrances matérielles, sociales et morales furent causées par ce choc entre l'ancien état économique et l'exploitation « européanisée » introduite sous Pierre le Grand. Elles ont ému maint investigateur et historien russe au point de lui inspirer la condamnation de toute la rénovation industrielle accomplie par ce monarque.

Un des meilleurs d'entre eux, M. Korsak, pense que toute la politique économique de Pierre ne fut qu'une vaste erreur, que, loin de fonder de grands établissements à l'européenne, Pierre aurait dû prendre à tâche d'organiser les petits métiers nationaux et la petite industrie locale existant bien avant lui. « Au lieu de changer les artisans en ouvriers industriels, mieux aurait valu en faire des entrepreneurs industriels indépendants » ; et, « au lieu de construire des fabriques pour le compte de l'Etat et de les mettre ensuite en la possession des marchands et des sei-

gneurs, mieux aurait valu en confier l'exploitation aux communes, villages et villes ». M. Korsak, dont l'ouvrage (*Des Formes de l'industrie*) a paru en 1861, est d'avis que « la nouvelle forme d'industrie établie par Pierre Ier était en contradiction absolue avec toutes les habitudes et les modes de la vie russe ».

Mais il est à remarquer d'abord que cette concentration des petites entreprises et cette exploitation communale dont parle M. Korsak auraient été irréalisables au XVIIIe siècle, car, même de nos jours, la « communalisation » de l'industrie rencontre beaucoup de difficultés et avance très lentement. Le règne de Pierre fut un temps de guerres ; et le gouvernement fut trop tenu par les nécessités extérieures pour faire un choix : il emprunta tout simplement à l'Europe ce qu'il y trouva.

Il ne s'agit donc pas de ce que Pierre le Grand *aurait dû* faire, mais de ce qu'il put faire.

D'un autre côté, la nouvelle forme de la production était-elle, comme dit M. Korsak, absolument contraire aux habitudes et aux modes de la vie russe ? Sur ce point, on doit se rappeler que, comme nous le savons, le commerce connaissait la grande entreprise avant Pierre : l'industrie n'eut donc qu'à suivre son exemple. On peut admettre cependant que les conditions économiques générales et la « nouvelle forme » étaient en désaccord. Mais elles l'étaient parce que l'une était *supérieure* aux autres, comme plus progressive.

Pour bien saisir le caractère de cette opposition, il est nécessaire d'approfondir un problème spécial qui compliqua l' « européanisation » économique de la Russie : celui de la main-d'œuvre.

Les efforts de Pierre le Grand pour développer l'industrie en Russie se heurtèrent au manque de bras. Les fondateurs des premières fabriques ne furent pas des nobles, qui possédaient des serfs, mais

des commerçants et des étrangers, qui n'en possédaient pas. Le gouvernement, en leur accordant un privilège pour une entreprise, leur laissait la liberté d'embaucher des ouvriers russes et étrangers, en « leur payant un salaire convenable ». Le principal contingent de ces ouvriers « libres » se composait d'anciens serfs ayant quitté de leur propre volonté leurs nobles seigneurs. La noblesse, très mécontente de leur évasion, demanda qu'ils fussent renvoyés des fabriques dans leurs villages. Mais Pierre I[er], par un oukaze de 1722, interdit de livrer à leurs maîtres légitimes ces paysans devenus ouvriers.

A voir cet oukaze, on supposerait volontiers que, dans le conflit entre l'ancien régime national, basé sur le servage, sur le travail forcé, et la nouvelle exploitation industrielle avec le concours de l'ouvrier libre, Pierre le Grand se prononça pour la seconde et qu'ainsi lui vint l'idée d'abolir le servage. Il n'en fut rien, car, l'année précédente (le 18 janvier 1721), Pierre, par un autre oukaze, autorisait les « gens marchands » propriétaires de fabriques à acheter des paysans, à la condition que ce fût par villages entiers et que chaque village fût attaché non à la personne du fabricant, mais à l'entreprise industrielle.

Ainsi, dans leur lutte avec l'innovation, les « anciennes habitudes », malheureusement, l'emportèrent ; et, au lieu d'accélérer la disparition du servage, comme elle l'a fait en Europe, la grande industrie, dès son apparition en Russie, s'adapta au milieu et prit pour base le même travail forcé des serfs que l'agriculture.

Plus d'un siècle s'écoula donc avant qu'une vraie européanisation de la production industrielle devînt possible en Russie par la libération des serfs.

CHAPITRE IV

I. L'influence étrangère sous les successeurs de Pierre le Grand. Le conflit entre les tendances occidentales et le régime russe. Catherine II. L'oukaze de 1763. — II. Les colons européens en Russie. Pourquoi le moujik russe est pauvre et l'agriculteur immigré est riche. — III. La vraie européanisation.

I. — Les successeurs immédiats de Pierre le Grand ne continuèrent pas sa politique économique. On peut même dire qu'ils en adoptèrent une toute contraire. Au lieu de développer les forces du pays, ils ne s'occupèrent que de leur propre consommation. Ils gaspillèrent beaucoup plus qu'ils ne produisirent. Le caractère général de l'importation européenne, qu'ils ne fuyaient pas, devint tout autre. Pierre I[er] appelait en Russie de bons spécialistes de l'industrie et du négoce, des sciences et de l'art militaire, des ingénieurs, des officiers, des commerçants; ses successeurs tombèrent entre les mains d'aventuriers [1]. Les tsars et surtout les tsarines (incapables de résister aux charmes de la beauté étrangère) distribuèrent à leurs favoris les biens de l'Etat, de grosses sommes d'argent prises au Trésor, des terres, des villages entiers peuplés de serfs.

Ce qui fut encore plus grave, c'est que, n'ayant pas

1. M. Émile Haumant constate le fait dans son remarquable ouvrage la *Culture française en Russie* en disant que le flot de l'immigration française en Russie est devenu « plus trouble » après Pierre I[er]. Il en est de même de l'immigration originaire des autres pays européens.

emprunté à Pierre le Grand une seule idée positive et féconde, ses successeurs immédiats reprirent et renouvelèrent ses erreurs.

L'oukaze de 1721, qui confirme le principe du servage, fut sans doute une faute en ce qu'il empira la situation des masses laborieuses; toutefois il établit une égalité de droits entre les capitalistes industriels et les nobles et il ne réserve pas la main-d'œuvre serve exclusivement à ceux qui en avaient été maîtres jusqu'alors. Sous les successeurs de Pierre le Grand. les nobles prirent leur revanche. Ils s'attachèrent à enlever aux marchands et aux fabricants le droit de posséder des serfs, de manière à pouvoir, désormais sans rivaux, s'emparer également de l'industrie.

Sous la pression de leurs exigences, une loi, en 1762, interdit aux personnes étrangères à la noblesse d'acheter des serfs et de les employer dans les usines et les fabriques. Cette loi ne fut que le couronnement logique d'une série de mesures ayant pour but de rétablir la suprématie de la noblesse dans le domaine de l'industrie et de prendre ainsi une direction opposée à celle qui prévalait alors en Europe, où s'avançait à grands pas le régime bourgeois. Cet « anoblissement » de l'industrie russe eut des effets funestes, comme je l'ai déjà expliqué ailleurs.

« Grâce à la loi de 1762 et à la petite quantité d'ouvriers libres, les nobles ne tardèrent point à accaparer toutes les branches principales de l'industrie... Mais, si les serfs étaient de mauvais ouvriers industriels, les nobles, eux, étaient de déplorables organisateurs. Habitués à vivre du travail gratuit, de celui de leurs serfs, les nobles ne possédaient ni l'énergie ni l'initiative nécessaires à un bon industriel... N'ayant point de concurrence à craindre, ils n'étaient stimulés par rien à améliorer la technique de leur production. »

L'avènement de Catherine II sembla devoir déterminer un revirement dans la politique économique

et un retour aux conceptions pratiques de Pierre le Grand. Comme lui, Catherine II recourut à l'élément européen comme à un ferment.

La deuxième année de son règne (le 22 juillet 1763), elle rendit un oukaze invitant les étrangers à venir en Russie et leur promettant : 1° une entière liberté de conscience religieuse et des subventions aux institutions de leur culte ; 2° l'exemption perpétuelle du service militaire obligatoire ; 3° l'exemption des impôts pendant un certain temps ; 4° l'autonomie communale sous le rapport administratif et policier, avec le droit d'élire eux-mêmes leurs administrateurs et l'existence d'un organe supérieur spécial ayant la direction générale des rapports entre les immigrés et l'Etat ; 5° une juridiction spéciale pour les affaires entre immigrés.

Ces dispositions attirèrent en Russie une multitude d'Européens, qui renforcèrent considérablement le coefficient étranger dans l'économie russe. A la fin du règne de Catherine II, par exemple, de 163 fabriques et usines qui existaient alors à Pétersbourg 35, c'est-à-dire 21, 47 °/₀, appartenaient à des étrangers : 7 à des Anglais, 7 à des Français, 5 à des Allemands, 3 à des Bulgares, 2 à des Italiens, 1 à un Suédois et 10 à des personnes d'origine inconnue (allemandes pour la plupart probablement). A Moscou aussi s'établit une colonie européenne composée surtout d'Allemands.

II. — Mais le plus important résultat de l'oukaze de 1763 fut l'apparition d'immigrés dans les régions agricoles.

De 1764 à 1776, un grand afflux de Rhénans et de Westphaliens vinrent fonder des villages sur les bords de la Volga (dans les gouvernements de Saratov et de Samara), où ils occupèrent un territoire d'une longueur de 100 verstes. En 1783, une autre vague d'Eu-

ropéens se porta dans le Midi (gouvernement d'Yekaterinoslav), sur les bords du Dnieper. Elle était formée de mennonites (secte protestante), d'origine mi-hollandaise, mi-allemande, qui établirent des colonies agricoles.

Les immigrations d'agriculteurs européens continuèrent sous Alexandre Ier et Nicolas Ier. En 1803, un fort groupe de familles mennonites prit pied dans une des régions caucasiennes. Il fut suivi d'autres colons, d'abord exclusivement allemands, ensuite tchèques et bulgares, qui se fixèrent dans le Sud-Ouest de la Russie.

Quelques chiffres montrent la promptitude avec laquelle la Russie méridionale se peupla d'agriculteurs étrangers.

En 1775, on ne comptait en Russie que 23.000 colons isolés. En 1877, c'est-à-dire un siècle plus tard, il en existait 86.000 *familles*; et 158.500 familles en 1905. En 1877, ils avaient en leur possession 2.894.500 déciatines de terre; et 3.190.000 en 1905[1].

La majeure partie des agriculteurs immigrés est concentrée dans les gouvernements de Kherson (61.000 familles), de Bessarabie (27.500), de Samara (21.000), de Saratov (19.000), d'Yekaterinoslav (17.000) et en Crimée (11.500).

Il s'agit ici seulement des agriculteurs devenus sujets russes. Il y a de plus un certain nombre de propriétaires fonciers sujets étrangers. En 1905, le nombre des domaines leur appartenant était de 868, qui comprenaient 350.000 déciatines de terre. Ce sont en majorité de gros propriétaires, qui ont pu acquérir des biens-fonds en Russie grâce à leurs relations personnelles.

Quant aux colons paysans, il faut dire, ce que confirment tous les auteurs, que leur situation économique est bien supérieure à celle des paysans indigènes. Pour

1. Je cite ces chiffres d'après l'enquête statistique de 1905 sur la propriété foncière en Russie, publiée par le ministère de l'intérieur (Pétersbourg 1907), pp. XXIV-XXVII.

certains économistes, ce fait s'explique par l'« individualisme » régnant chez les immigrés, tandis que les paysans russes sont restés attachés au communisme du *mir*. C'est de cette théorie qu'a dû procéder en partie la fameuse réforme agraire du ministère Stolypine (oukaze du 9/22 novembre 1906), dont le principe est la dissolution de la commune agricole et son remplacement par l'exploitation individuelle.

Je ne suis pas grand admirateur du *mir* russe; j'avoue cependant que le bien-être des immigrés et la misère des autochthones ne sont pas imputables au système de la propriété, mais à la différence des conditions générales auxquelles sont soumis les uns et les autres. Si le gouvernement russe, qui offrit des privilèges aux agriculteurs immigrants, avait traité de même les paysans indigènes, s'il ne les avait pas écrasés sous les impôts, s'il les avait exemptés du service militaire et leur avait laissé la liberté de s'administrer au lieu de les tenir sous le terrible joug du servage, on peut être sûr qu'ils auraient manifesté avec autant de succès toutes leurs facultés de travail et d'organisation.

D'un autre côté, il est à remarquer que les terres des colons sont beaucoup plus étendues que celles des moujiks russes. D'après l'enquête officielle de 1905, un *dvor* (cour, ménage) de colons a, en moyenne, 20, 2 déciatines, tandis qu'un *dvor* de moujiks n'en a que de 6,9; et des millions de *dvors* de moujiks n'ont, en moyenne, que de 3 à 4 déciatines. Le manque de terres est le plus grand obstacle au développement de l'exploitation rurale en Russie. En 1908, le zemstvo de Samara fit une enquête statistique comparative sur l'état de l'agriculture dans le gouvernement; elle permit de reconnaître qu'une famille de colons mennonites tient, en moyenne, 33 1/3 déciatines, et une famille paysanne russe, 7 déciatines. Les auteurs de l'enquête, très favorables à l'ex-

ploitation individuelle, disent néanmoins ce qui suit :

« Seule, une quantité déterminée de terre peut maintenir l'existence d'une famille mennonite à ce niveau d'aisance qui lui est familier. Avec le rapetissement de la propriété terrienne commencent les malheurs qui, à la fin, entraînent une complète déchéance de l'exploitation et la perte de la propriété. »[1]

Les mêmes conclusions résultent des faits observés dans d'autres régions de la Russie : par exemple, dans le gouvernement de Kiev, où se trouvent des colonies agricoles allemandes et tchèques. Leur prospérité tient aussi à ce que les propriétés foncières y sont beaucoup plus étendues que chez les moujiks et cultivées dans d'autres conditions sociales et légales[2].

III. — Le régime spécial et de faveur institué pour les colons étrangers montre que Catherine II et ses successeurs tenaient en grande estime l'élément européen, mais comprenaient mal l'européanisation de leurs Etats. La transformation qu'ils recherchaient ne pouvait se réaliser en créant des oasis de culture européenne dans le désert de la misère générale. Ce qu'il fallait, c'était de relever la population indigène en lui donnant la possibilité de vivre et de travailler comme en Europe. Leur erreur a réduit les fruits attendus de l'immigration occidentale. Et l'on est toujours frappé du contraste existant entre les colonies européennes et la campagne russe environnante.

Au contraire, tout progrès dans la politique générale a ouvert un nouvel essor économique et ajouté à la véritable européanisation de la Russie. Par exemple,

1. Les *Exploitations individuelles dans le gouvernement de Samara* (Samara, 1909), tome I, p. 177.

2. V. l'ouvrage de M. A. Yarochevitch, *Étude sur les exploitations individuelles dans le gouvernement de Kiev* (extrait de l'enquête du zemstvo de Kiev). (Kiev, 1911).

les grands événements de la période de 1860-1870, l'abolition du servage, la réforme administrative etc., lui ont donné la plus forte impulsion. Il suffira de dire que les trois quarts des entreprises industrielles existant aujourd'hui sont nées depuis lors.

Cependant, malgré toutes les fautes de politique intérieure, des liens de plus en plus forts unissaient la Russie à l'Europe et la rendaient inséparable de l'organisme économique mondial. Aussi, au cours de tout le xixe siècle, observe-t-on une corrélation de plus en plus marquée entre son évolution et celle des pays en rapport avec elle.

Pour nous borner à un seul exemple, considérons l'industrie textile, dont le développement se poursuivit en Russie durant tout le siècle dernier, même au temps où dans tous les autres domaines de la production régnaient la dépression et l'immobilité.

Au milieu du xviiie siècle, toute la fabrication des tissus de coton était monopolisée en Russie par deux Anglais (Chamberlain et Kosens), qui avaient un grand établissement à Pétersbourg. Depuis lors, les relations entre l'industrie textile russe et celle de l'Angleterre ne se rompirent pas et survécurent à la suppression du privilège dont jouissaient les deux Anglais. Au cours du siècle suivant, un parallélisme remarquable s'observe entre les fluctuations de la production russe et celles de la production anglaise. Toutes les crises survenues dans la seconde furent suivies de crises analogues dans la première ; toute reprise, toute renaissance se répercute de celle-là à celle-ci, nonobstant le protectionnisme russe et les droits d'entrée très élevés dont il frappait les tissus.

Chaque crise de l'industrie textile (par exemple, celles de 1826, de 1837, de 1840) abaissa en Angleterre les prix de la matière filée, qui était aussi un article d'importation en Russie. La comparaison des chiffres prouve l'existence en Russie aux mêmes

périodes d'un même état de choses. L'abaissement des prix, à son tour, provoqua, en Angleterre, des changements de technique, le perfectionnement de l'outillage et l'extension du machinisme, et c'est encore ce qui se retrouve au même moment en Russie. « Donc, dit le professeur Toughan-Baranovsky en commentant ces faits, l'évolution de notre industrie textile s'explique, avant tout, par les conditions générales mondiales de l'évolution industrielle. La Russie a été prise dans l'engrenage du développement capitaliste de l'Angleterre et a profité des succès techniques de cette dernière. »[1]

Durant la seconde moitié du XIXe siècle, la tendance accusée dans l'industrie textile se généralisa et atteignit d'autres branches importantes de la production russe. Les alternatives de progrès et d'arrêt dans l'économie capitaliste coïncidaient à peu près en Russie, en Europe et dans le monde entier.

On pourrait signaler encore d'autres analogies et corrélations du même genre entre la Russie moderne et l'Europe. Quelques économistes (notamment J. Hobson, dans son *Evolution of modern capitalism*) ont observé qu'à toutes les périodes de construction intensive de voies ferrées en Angleterre, sur le continent européen et aux Etats-Unis succédèrent des moments de stagnation et d'affaissement économiques. Le même phénomène se montra en Russie après les « fièvres » de création de chemins de fer à la septième et à la neuvième décade du siècle dernier, quand les temps de prospérité et d'agiotage se terminèrent par des krachs, par la ruine et la disparition de douzaines d'entreprises industrielles.

C'est donc un principe général que l'économie industrielle capitaliste en Russie vit de la même vie que celle d'Europe.

1. Toughan-Baranovsky. la *Fabrique russe dans son passé et son présent* (Pétersbourg, 1898), tome I, p. 65.

CHAPITRE V

I. L'influence européenne sur l'économie nationale russe d'aujourd'hui. L'augmentation des exportations et des importations. Le caractère général du commerce extérieur de la Russie. — II. L'immigration de l'Europe en Russie. Sa composition. — III. La pénétration des capitaux européens en Russie. Ses formes et son étendue. Les emprunts d'État et l'industrie privée. Le capital national et le capital étranger en Russie. — IV. La répartition des capitaux étrangers entre les diverses branches de l'industrie. Le capitalisme allemand et son action sur l'économie russe.

I. — Après avoir résumé dans ses traits principaux l'histoire des rapports économiques entre la Russie et l'Europe occidentale, exposons sommairement la pénétration des éléments européens dans l'économie nationale russe.

La valeur totale des exportations et des importations russes s'élevait en moyenne, pendant le premier quart du XIX[e] siècle, à 11.230.000 roubles ; de 1825 à 1849, à 22.120.000 ; de 1849 à 1874, à 525 millions ; de 1874 à 1900, à 1.092 millions. En d'autres termes, le mouvement commercial de la Russie sur le marché universel augmenta en cent ans de 972 %, c'est-à-dire qu'il décupla. « Et ainsi devint dix fois moindre l'isolement de la Russie vis-à-vis des autres puissances, devinrent dix fois plus complètes et solides les attaches de la Russie avec les autres nations. »[1]

Au commencement du XX[e] siècle, la contribution de la Russie aux échanges mondiaux continua de

1. V. ma *Russie moderne*, 2[e] édition (Paris, 1915), p. 113.

s'accroître. Pendant les cinq premières années de ce siècle seulement, le total de son commerce extérieur grossit d'un tiers. En 1905, il atteignit le chiffre de 1.702 millions de roubles; en 1910, celui de 2.533.500.000 roubles ; en 1913, celui de 2.690 millions [1].

Ces chiffres sont ceux du commerce international de la Russie de toutes provenances et pour toutes destinations. Mais, en majeure partie, il passe par les frontières européennes : ainsi, pour la période quinquennale 1907-1911, les marchandises ayant traversé ces frontières valent, moyenne annuelle, 2.083.700.000 roubles ; la valeur de celles qui entrent ou sortent par les frontières asiatiques n'est que de 202.700.000 roubles, c'est-à-dire dix fois moindre.

Il n'y a pas d'exagération à déclarer que, si, quant aux formes politiques, la Russie est encore loin d'une européanisation véritable, ses liens et ses aspirations économiques la rapprochent beaucoup plus de l'Europe que de l'Asie.

Quelles sont les marchandises que la Russie tire de l'Europe ?

Les substances alimentaires forment la part la plus faible des importations russes d'origine européenne, ce qui est naturel pour un pays d'agriculture : en 1902, il en est importé pour 82.300.000 roubles ; en 1912, pour 140.200.000; l'augmentation pendant cette dizaine d'années est donc de 70 °/₀. L'importation des « objets fabriqués » (produits industriels) est comptée pour 150.300.000 roubles en 1902 et 375.700.000 en 1912 : augmentation, 150 °/₀. Mais la plus grande partie des importations consiste surtout en « objets à demi fabriqués » et en matières brutes nécessaires à l'industrie : en 1902, on en importe pour 295 mil-

1. V. le rapport du ministre des finances sur le projet de budget de 1914 (Pétersbourg, 1913), IIe partie, p. 29.

lions; en 1912 pour 518 millions (75 °/₀ d'augmentation pour la décade).

Ces chiffres, empruntés au rapport officiel du ministère des finances sur le budget de 1914, démontrent qu'attribuer, sans réserves, tous les avantages des rapports commerciaux russo-européens à l'Europe et tous les désavantages à la Russie, c'est se laisser aller à l'outrance.

Pour prouver encore mieux que l'introduction des marchandises industrielles étrangères sur le marché russe est d'importance secondaire, je citerai deux exemples :

En 1912, la Russie a importé 2.150.000 pouds de laine, tandis qu'elle en produisait 13.500.000 pouds; c'est-à-dire que la matière d'origine extérieure ne fournit que 14 °/₀ de toute la consommation russe (si on la considère comme égale à la somme de la production intérieure plus l'importation). Dans la même année 1912, il a été amené en Russie 306 millions de pouds de charbon, et le pays en a produit 1.887 millions, soit 87 °/₀ du total consommé.

La seule catégorie de produits dont l'importation en Russie est d'un intérêt véritablement énorme et pour lesquels le pays reste sous la dépendance de l'étranger, ce sont les machines, dont, en 1912, il est entré pour 146 millions de roubles contre 51 millions en 1902. Mais cette croissance rapide de la demande est un nouveau témoignage de l'ampleur prise par l'industrie nationale et de la rapidité avec laquelle se perfectionne son outillage technique.

II. — La pénétration de l'Europe aujourd'hui ne se borne pas à l'adduction de marchandises; elle revêt encore deux autres formes : envoi d'hommes et de capitaux.

Pour connaître le caractère et la force de l'immigration en Russie, il faut recourir aux résultats du

recensement, unique par malheur, de la population de l'empire fait en 1897. Il a été dénombré alors en Russie 605.500 sujets étrangers, soit 0,50 % de la population totale.

Certains auteurs croient que la proportion des sujets étrangers en Russie est encore moindre et donnent les chiffres comparatifs suivants de l'immigration dans les divers pays de l'Europe :

En Suisse, le nombre des étrangers par 1.000 habitants est de 77 ; en France, il est de 30 ; en Belgique, de 24 ; aux Pays-Bas, de 10 ; en Allemagne, de 9 ; en Angleterre, de 8 ; en Autriche-Hongrie, de 5 ; en Ecosse, de 4 ; dans les pays scandinaves et en Irlande, de 3 ; en Italie, de 2 ; en Russie, de 1.

Même dans les régions de la Russie qui les attirent le plus, les étrangers ne sont pas très nombreux : au Caucase, ils font 1,69 % du total de la population ; en Pologne, 1,15 % ; en Sibérie, 1,08 % ; dans la Russie centrale, 0,27 %, etc.

Par nationalité, les sujets étrangers se répartissent ainsi :

Allemands, 158.000 ; Austro-Hongrois, 121.500 ; Turcs, 121.000 ; Persans, 74.000 ; Chinois, 47.500 ; Coréens, 13.000 ; Grecs, 125.000 ; Français, 9.500 ; Boukhariens, 8.000 ; Anglais, 7.500 ; Suisses, 6.000 ; Italiens, 5.000 ; Roumains, 4.000 ; autres, 18.000.

Il y a une grande différence entre les immigrés d'origine asiatique et ceux d'origine européenne sous le rapport de leurs fonctions économiques.

M. Ischchanian la détermine comme suit :

« Les étrangers venus de l'Occident en Russie forment dans les professions urbaines — avant tout, dans l'industrie, le commerce et les transports — le camp des entrepreneurs, du personnel dirigeant et administratif, de la haute hiérarchie technique et commerciale, des contremaîtres et, au moins, des ouvriers qualifiés (ces derniers presque exclusivement

en Pologne russe). Les étrangers d'origine asiatique forment, au contraire, en général, les couches moyennes et inférieures du petit commerce, de la représentation commerciale en province, du travail manuel et, surtout, la grande masse de ceux qu'on désigne sous le terme spécifique de *tchernorabotchié*[1] (c'est-à-dire des manœuvres, des ouvriers non qualifiés). »

Ainsi la Russie tient le milieu entre l'Europe et l'Asie économiquement comme géographiquement. Aux Asiatiques elle ne demande déjà que de la main-d'œuvre, du simple travail manuel ; pour les Européens, elle est le lieu de mise en valeur de leurs capitaux et de leurs facultés intellectuelles.

Des 605.000 étrangers qui, en 1897, résidaient en Russie 244.000 étaient des femmes. Mais, la majorité des femmes étant une matière passive, économiquement, et sans indépendance, nous ne devons guère tenir compte, pour notre sujet, que des hommes, qui font 361.500 têtes.

41 °/₀ des étrangers recensés en Russie en 1897 habitaient les villes ; 59 °/₀, la campagne. Or de la population totale de l'empire les habitants des villes, en 1897, ne formaient que 25 °/₀. Il est évident qu'en Russie l'étranger donne relativement beaucoup plus de citadins que la population autochthone. Mais ce qui est encore à noter, c'est que 30 °/₀ de tous les immigrés sont concentrés dans les quatre grandes villes : à Pétrograd, à Moscou, à Odessa et à Varsovie.

Cependant toutes les colonies étrangères n'ont pas une égale prédilection pour la vie urbaine : les Allemands, les Tchèques et les Bulgares préfèrent s'établir en dehors des villes : 77 °/₀ des sujets austro-hongrois habitaient la campagne, de même que 58 °/₀ des Allemands et 57 °/₀ des Bulgares. Le fait s'explique

1. Ce mot est composé de *tcherny*, noir, et *rabota*, travail.

par l'existence de nombreuses colonies allemandes, tchèques et bulgares dans le Midi de la Russie et sur les bords de la Volga. Au contraire, plus des trois quarts (82 %) des Français habitant la Russie sont citadins; de même que 80 % des Anglais, 60 % des Belges, 78 % des Italiens.

Sous le rapport des professions, les Français et les Anglais appartiennent, pour la plupart, à l'industrie et au commerce : sur 100 Français « actifs », 44 s'occupent d'industrie; 20, de commerce et de transports; 28 sont des gens de service, etc.; 5, des agriculteurs, et 3 exercent d'autres métiers. Les Anglais donnent 48 % de techniciens industriels, etc., 28 % de commerçants, 20 % de domestiques etc., et seulement 1 % d'agriculteurs. Parmi les sujets allemands, les agriculteurs sont en proportion beaucoup plus considérable : 22 %; les industriels font 52 %; les commerçants, 11 %.

En général, les industriels et les commerçants sont relativement beaucoup plus nombreux chez les étrangers que chez les nationaux, où nous ne trouvons, toujours d'après le même recensement, qu'environ 12 % de personnes attachées à l'industrie, 5 1/2 % de commerçants et 70 % d'agriculteurs.

III. — Mais c'est par ses capitaux que l'Europe agit le plus puissamment sur la Russie, car l'argent de l'étranger et les nouvelles formes de l'exploitation capitaliste y soumettent l'ancien état de choses au plus profond bouleversement.

Le capital européen est reçu en Russie par trois voies : création d'entreprises industrielles dans le pays même par des Européens, particuliers ou sociétés; participation du capital européen aux entreprises organisées par des Russes, isolés ou associés; emprunts des municipalités et emprunts de l'Etat russes sur les places européennes, les premiers destinés,

pour la plupart, à des services publics dans les villes (tramways, eaux, etc.); les derniers (c'est-à-dire ceux de l'Etat) ne profitant que pour une partie à l'industrie privée par le moyen de commandes officielles dont ils assurent le payement, et servant pour la plus grande part à défrayer l'administration.

Il n'est pas facile de trouver le chiffre total des capitaux européens engagés dans l'industrie et les emprunts russes. M. Ischchanian prétend qu'au commencement du xxe siècle il aurait été de 7 milliards 45.600.000 roubles, dont 4.400 millions venus de France; 1.920, d'Allemagne; 372, d'Angleterre; 253, de Belgique, et 200 d'autres pays d'Europe. Mais le calcul fait par M. Ischchanian est fort imprécis; et, en réalité, l'Europe a en Russie des intérêts bien supérieurs.

Ainsi, d'après la revue française le *Correspondant*, en 1912, la France, à elle seule, possédait pour 17 milliards de francs de valeurs russes (près de 7 milliards de roubles)[1]. M. A. Neymarck affirme que, vers 1907. l'Angleterre avait placé en Russie 4 milliards et demi de roubles, dont 2 milliards en fonds d'Etat. Des 17 milliards dus par la Russie à la France 10.610 millions ont été absorbés par les emprunts extérieurs de l'Etat; 1.340 millions, par ses emprunts intérieurs; 400 millions, par la dette des gouvernements et des villes, et 4.750 millions, par les entreprises industrielles[2].

A ce sujet, un économiste russe fait cette remarque bien justifiée que « la Russie est entrée dans la dépendance économique de l'étranger principalement par l'endettement de l'Etat » et qu' « en comparaison les

1. En 1914, quelques mois avant la guerre, la Russie a conclu à Paris un nouvel emprunt d'État pour la somme de 2 milliards et demi de francs, dont la première tranche (500 millions) fut émise la même année.

2. Le *Correspondant*, 1913, 25 décembre, p. 1050.

sommes prêtées à l'industrie et au commerce russes apparaissent insignifiantes. »[1]

Tout en admettant très volontiers la justesse de la *comparaison*, nous devons reconnaître que la part absolue prise par le capital européen à notre industrie est très forte. Et ce qui doit nous frapper encore plus, c'est qu'en ces derniers temps elle s'agrandit rapidement. Avant 1890, il n'y avait en Russie que 16 compagnies par actions opérant avec des fonds d'origine étrangère. De 1891 à 1900, il en fut créé 215 ; de 1900 à 1910, encore 160; et 182 de 1911 à 1913. Dans cette dernière période, 774 compagnies furent fondées avec des capitaux russes. Donc un cinquième des nouvelles entreprises nées pendant ces trois années est l'œuvre des étrangers. Mais, en réalité, ces derniers ont aidé plus encore au développement de l'industrie russe, car la moyenne du capital-actions pour les compagnies étrangères est plus élevée que pour les compagnies nationales : 1.736.000 roubles par compagnie étrangère contre 1.222.000 par compagnie russe.

Pour apprécier justement ce que l'industrie russe doit au capital étranger, il ne faut pas prendre pour point de comparaison l'endettement extérieur de l'Etat, mais plutôt le revenu national et les capitaux nationaux.

En voici la preuve :

En 1910, le revenu annuel de toutes les entreprises industrielles et commerciales russes (en ne comptant que celles dont le rendement était supérieur à 1.000 roubles) était de 856 millions de roubles. Les capitaux étrangers placés dans les sociétés par actions autorisées, pour l'année 1911, formaient un total de 80 millions de roubles. En supposant que les capitalistes russes fussent en état de consacrer jusqu'à

1. A. Tinn-Yenotaevsky, *Sovremennoyé Khoziaïstvo Rossii* (l'*Économie moderne de la Russie*). (Pétersbourg, 1911), p. 481.

50 °/₀ de leur revenu à la création de nouvelles entreprises, ils auraient pu placer de cette manière environ 400 millions, c'est-à-dire seulement cinq fois plus que les capitalistes étrangers n'avaient fait dans la même année.

IV. — Par les chiffres cités plus haut, on a vu que l'Europe s'est répandue sur l'économie russe ; mais il n'est pas exact qu'elle la tienne dans une complète dépendance. Economiquement, l'empire russe a cessé d'être isolé, mais sans avoir perdu son autonomie.

Cependant on ne saurait négliger quelques traits particuliers de la participation européenne aux affaires russes.

Comme on vient de le voir, les entreprises industrielles étrangères en Russie sont relativement, plus fortes que les russes. La concurrence, donc, est assez difficile pour nos capitalistes.

La situation des capitaux nationaux se ressent en outre de la répartition des capitaux étrangers entre les diverses branches de l'industrie. Les plus importantes, c'est-à-dire la métallurgie, les charbonnages, les tissages, sont en grande partie au pouvoir du capital européen.

Voici quelques faits et quelques chiffres significatifs :

Dans le bassin de la Russie méridionale, au commencement du xxe siècle, 75 °/₀ de la production du charbon provenaient d'une quinzaine de grandes entreprises, dont les deux tiers, fournissant 62 °/₀ de l'extraction annuelle, appartiennent à des Européens. Dans celui de Dombrowa, en Pologne, sur 13 grandes entreprises, 6 appartiennent aux étrangers et entrent pour 86 °/₀ dans le total de la production.

Pour le fer, il en est de même. Par exemple, dans le bassin du Donetz, au commencement du xxe siècle, sur 17 grandes aciéries, 2 seulement sont la propriété

de Russes; 15 sont à des étrangers ou à des compagnies mixtes où l'étranger prédomine.

A Bakou, également, la domination étrangère est indiscutable. En 1909, il fut exporté de Bakou 371.932.500 pouds de pétrole et de sous-produits, provenant de 45 entreprises. Mais plus de 45 °/₀ de cette quantité, soit 167.982.000 pouds, formaient le contingent de 5 grandes sociétés appartenant à des Européens.

Quant à l'industrie textile, un des premiers terrains sur lesquels l'étranger se soit implanté, elle compte déjà quelques centres, particulièrement dans la région de Moscou, où elle est suffisamment russifiée ; et la plupart des noms d'origine étrangère portés par des chefs de maison dans cette partie du pays sont ceux de sujets russes. Mais, sur d'autres points, la fabrication des tissus est presque entièrement régie par le capital étranger. Tel est notamment le cas de la ville de Lodz (en Pologne) et de ses environs.

Ces faits permettent d'affirmer que le capitalisme européen dispose actuellement d'une grande puissance dans les principaux départements de la production russe.

De quelle nationalité sont les capitaux qui entretiennent l'industrie russe ?

Dans la métallurgie, les capitaux anglais, belges et français l'emportent. Le vrai créateur de l'exploitation des métaux dans la région du Donetz fut un Anglais, le fameux John Hughes, initiateur aussi de la production charbonnière à l'européenne dans le même bassin. Le souvenir de ce pionner énergique se perpétue dans le nom d'un des principaux centres industriels de la Russie méridionale : celui de d'*Iouzovka* (*Hughes* est prononcé en russe *Iouz*, d'où *Iouzovka*, c'est-à-dire, le bourg d'*Iouz*).

Après lui, des capitalistes français vinrent s'établir dans la région du Donetz, à Krivoï-Rog (en 1880). Dix

ans plus tard, une société belge bien connue, la Société Cockerill, fonda une grande usine près de la ville d'Yekaterinoslav. Une foule d'entrepreneurs de nationalités diverses les suivit, parmi lesquels il y eut même des Américains; mais c'est des Anglais et surtout des Français et des Belges que vinrent les principaux apports de capitaux étrangers dans la Russie méridionale.

L'industrie du pétrole au Caucase doit le jour aux capitaux suédois et anglais. Un Suédois, Robert Nobel, arrivé à Bakou en 1874, y fonda, cinq ans plus tard, une société pour l'extraction du pétrole, qui a fait une véritable révolution dans cette industrie en Russie et a donné une nouvelle vie à tout un pays. En 1886, la maison de Rothschild (de Paris) rejoignit Nobel dans la presqu'île d'Apcheron pour mener avec lui l' « apostolat pétrolifère ». Elle a traité avec la maison anglaise Lane and Mc Andrew pour l'exportation en commun du produit. A partir de ce moment-là, ce sont les capitaux anglais qui se pressent pour l'exploitation du pétrole russe. Les Anglais ont pu non seulement racheter la plupart des entreprises qui existaient avant eux à Bakou et aux environs, mais ils s'emparent de presque toutes les entreprises ultérieurement projetées.

Le capital allemand s'est porté vers les mines et la métallurgie en Pologne (à Sosnowice et à Dombrowa), où les premières grandes usines furent fondées (entre 1856 et 1863) par le comte Renard et le major von Kramsta, venus de Prusse. Mais il a été attiré surtout par l'industrie textile, qui, si elle a eu pour introducteurs en Russie des Anglais, des Hollandais et des Français, a eu cependant pour promoteur principal un Allemand, Ludwig Knoop, venu à Moscou en 1830 comme représentant d'une maison anglaise et qui créa, d'abord avec le concours de capitalistes anglais, ensuite indépendamment, 122 tis-

sages dans les régions de Pétersbourg et de Moscou. Un proverbe populaire conserve sa mémoire : « *Gdié tserkov, tam pope*; *gdié fabrika, tam Knoop* », ce qui veut dire : « Où il y a une église, il y a un pope; où il y a une fabrique, il y a un Knoop (on ajoute parfois : « *Gdié izba, tam klope* », c'est-à-dire : « Où il y a une izba, il y a des punaises »).

Mais, aujourd'hui, comme je l'ai déjà dit, la collaboration allemande à l'industrie textile dans la Russie centrale s'est affaiblie. En Pologne, au contraire, elle est énorme; et la ville de Lodz n'est pas polonaise, mais à demi allemande.

V. — Nous avons maintenant à envisager un point particulièrement grave : la force de chacun de ces éléments étrangers.

Du côté des entreprises industrielles, les Anglais et les Français sont au premier rang. Mais il n'en est pas de même pour l'ensemble des rapports économiques de la Russie avec l'Europe, c'est-à-dire non seulement pour la participation des capitaux européens à l'industrie russe, mais aussi pour les échanges commerciaux entre la Russie et les divers pays européens et pour les emprunts conclus par l'Etat russe sur les places européennes.

En matière d'emprunts, la France occupe une situation exceptionnelle : elle a prêté à l'empire des tsars 10 milliards 610 millions de francs en dette extérieure et 1 milliard 340 millions en dette intérieure, outre les 400 millions dont lui sont redevables les zemstvos et les municipalités russes, et sans compter l'emprunt dit des « chemins de fer » (500 millions) conclu avant la guerre présente et les emprunts militaires émis au cours de cette guerre.

Mais les échanges commerciaux entre la France et la Russie restent inférieurs : sur ce terrain, l'Allemagne domine la France.

« Vers le milieu du XIX[e] siècle, les transactions commerciales, exportation et importation, entre la Russie et la France, d'une part, la Russie et l'Allemagne, de l'autre, étaient d'une importance à peu près égale. La moyenne à cette époque (de 1841 à 1850) a été de 74 millions de francs pour la France et de 85 millions pour l'Allemagne, soit un écart relativement peu appréciable. Le développement progressif, dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, des échanges commerciaux entre la Russie et les autres pays de l'Europe avait pour base son tarif douanier, uniforme pour les marchandises de toutes provenances, et cependant, aujourd'hui[1], l'Allemagne arrive avec un chiffre d'exportation en Russie de 50.060.000 francs et d'importation de 420 millions par an, alors que la France n'y exporte que pour 66.660.000 francs et n'importe que pour 168 millions.

« Ainsi, dans ces cinquante dernières années, les échanges de la Russie avec l'Allemagne ont augmenté dans la proportion de onze fois et demie, et avec la France de trois fois seulement. »[2]

Telle était la situation à la fin du siècle dernier. Au commencement du XX[e] siècle, les rapports commerciaux entre la France et la Russie se résument dans les chiffres suivants (en millions de francs) :

Années.	Exportations russes en France.	Exportations françaises en Russie.
1901-1905	157,5	71,8
1908.	171,8	88,3
1909.	237,0	130,3
1910.	248,9	158,0

Ces chiffres, extraits des statistiques de l'administration des douanes russes, sont publiés par M. A.

1. Il s'agit des dernières années du XIX[e] siècle.

2. M. Halpérine-Kaminsky, *France et Russie : Alliance économique* (Paris, E. Flammarion), pp. 4-5.

Giraud, secrétaire de la chambre de commerce russe à Paris[1]. Pour permettre la comparaison, M. Giraud donne aussi les statistiques du commerce allemand en Russie. Il en résulte que « les rapports commerciaux entre la France et la Russie, comparés à ceux de l'Allemagne, sont déplorables ». On le verra par le tableau ci-dessous, qui donne la proportion des exportations d'Allemagne et de France en Russie par rapport à la totalité des importations russes.

Années.	Exportations allemandes en Russie (pour 100).	Exportations françaises en Russie (pour 100).
1901-1905	35,8 %	4,3 %
1906-1910	39,5 %	4,5 %
1911.	42,0 %	4,9 %
1912.	50,0 %	5,3 %
1913.	52,7 %	4,6 %

Les chiffres absolus ne sont pas plus consolants pour le commerce français. « Alors qu'en cinq ans (1908-1912) les importations allemandes ont passé de 331 à 519 millions de roubles, les françaises n'ont progressé que de 35 à 55 millions de roubles. La barrière douanière est pourtant la même pour tous les pays; et la question de distance ne saurait être invoquée comme une raison d'infériorité, puisque l'Autriche-Hongrie, qui est limitrophe de la Russie, vient bien après la France et que, par contre, les Etats-Unis, qui en sont dix fois plus éloignés, font un chiffre très supérieur : en 1912, 85,7 millions contre 55,2 pour la France. »[2]

La supériorité commerciale allemande est écrasante aussi sur d'autres pays du continent européen. Les

1. A. Giraud, le *Commerce extérieur de la Russie* (Paris, 1915), p. 10.
2. *Ibidem*, p. 17.

chiffres que voici le démontrent pour les années 1908 et 1913 :

1. — Exportations de la Russie dans les divers pays (Angleterre exceptée[1]).

	1908	1913
	—	—
	(En millions de roubles.)	
Allemagne.	278,9	452,6
Pays-Bas	93,5	177,4
France	64,6	100,8
Autriche-Hongrie	49,0	65,2
Belgique	34,4	64,6
Italie	29,9	73,0
Danemark	31,5	35,7
Turquie.	21,5	34,4
Roumanie.	12,8	21,6
Suède.	4,7	11,4
Norvège.	5,8	8,6
Espagne	5,0	8,9

2. — Importations en Russie des divers pays (Angleterre exceptée).

	1908	1913
	—	—
	(En millions de roubles.)	
Allemagne.	331,8	642,7
France	35,7	56,0
Autriche-Hongrie	26,4	34,6
Pays-Bas	11,5	21,5
Italie	12,9	16,7
Turquie.	7,1	16,9
Suède.	10,1	16,1
Norvège	8,4	9,8
Belgique	8,1	8,6
Danemark.	8,7	12,8

Les Etats-Unis exportèrent en Russie, en 1908, pour 75,4 millions de roubles de marchandises et, en 1913, pour 74,1 et importèrent de Russie, en 1908, pour 2,8 millions et, en 1913, pour 14,1.

1. Les chiffres relatifs à la France ne coïncident pas entièrement avec les proportions citées plus haut. Cela s'explique par la différence des sources où les données sont puisées (les rapports des douanes russes et des douanes françaises).

Quant à l'Angleterre, elle tient beaucoup plus de place sur le marché russe que les autres pays européens, mais cependant moins que l'Allemagne.

Les exportations de la Russie en Angleterre furent, en 1908, de 220,1 millions de roubles et, en 1913, de 226,8 ; les importations de l'Angleterre en Russie, en 1908, de 119,9 millions de roubles et, en 1913, de 170,3. La comparaison de ces chiffres avec ceux du commerce russo-allemand prouve que, dans cette période de cinq ans (1908-1913), les exportations allemandes en Russie augmentèrent de 311 millions de roubles, et les exportations anglaises seulement de 50 millions de roubles, soit respectivement de 193 °/₀ et de 41 °/₀.

Il apparaît ainsi d'une façon irréfutable qu'en ce qui concerne la Russie, du moins, toutes les lamentations allemandes sur la concurrence anglaise sont dénuées de fondement : loin d'être empêchés par l'Angleterre de faire de colossales conquêtes sur le marché russe, ce sont les Allemands qui en évinçaient peu à peu tous leurs rivaux et étaient en train de le monopoliser à leur profit.

VI. — Quelles sont les causes de cette suprématie commerciale de l'Allemagne en Russie ?

D'abord, le voisinage géographique, qui facilite les rapports. Nous avons déjà vu que, pour 9,421 Français et 7,421 Anglais relevés en Russie par le recensement de 1897, il y avait 158,103 sujets allemands immigrés. Mais il ne faut pas oublier qu'en dehors de ces Allemands sujets de leur nation d'origine il existe en Russie un grand nombre d'Allemands sujets russes : ce sont les habitants des provinces baltiques, les agriculteurs de la région de la Volga et de la Russie méridionale, etc. D'après cette même statistique de 1897, les habitants de la Russie ayant pour langue maternelle l'allemand faisaient un total de 1.790.500 personnes, qui, actuellement, est beau-

coup plus considérable et doit s'élever à 2 millions au minimum.

La contiguïté facilite aussi la germanisation économique de la Pologne russe. Elle facilite enfin les échanges commerciaux. Au début du XIX[e] siècle, le commerce extérieur russe passait surtout par la mer : c'est la voie que, de 1802 à 1804, prenaient 88 % des exportations. Un siècle plus tard, au contraire, une partie considérable de ce commerce, un tiers des exportations et la moitié des importations, franchissaient déjà la frontière de terre, et en grande majorité la frontière allemande. L'Allemagne tient aussi une très forte part du commerce maritime de la Russie, grâce à la proximité des ports allemands et des ports russes de la mer Baltique.

Les tarifs douaniers russes sont les mêmes ou à peu près pour tous les pays, et ils sont fort élevés (en moyenne, ils montent presque au tiers de la valeur des marchandises). Et, néanmoins, l'industrie allemande envahit le marché russe et y supplante facilement toutes les concurrences, y compris celle des Anglais, comme en témoignent les chiffres qui suivent et qui furent publiés par le professeur russe Goldstein, une des meilleures autorités dans la question [1] :

Années.	Importations allemandes en Russie.	Importations anglaises en Russie.
	(Par rapport au total des importations.)	
1898-1902	34,6 %	18,6 %
1902-1907	37,2 %	14,8 %
1908-1912	41,6 %	13,4 %
1912	45,4 %	12,2 %
1913	47,5 %	12,6 %
Janvier-juin 1914	49,6 %	13,3 %

Ni les conditions géographiques, ni les avantages du traité commercial russo-allemand de 1904, ni les

1. V. le *Joug allemand*, article de M. Goldstein dans le *Rousskoïé Slovo* (Moscou) du 27 janvier 1915.

complaisances d'une bureaucratie réactionnaire et germanophile ne suffisent à expliquer ce triomphe allemand dans notre pays.

La cause réelle en est dissimulée dans le système spécial adopté par les syndicats industriels allemands : celui des « primes d'exportation », qui leur permet et de braver les droits d'entrée et même de vendre leurs produits moins cher au dehors qu'à l'intérieur.

Voici quelques-uns des résultats ainsi obtenus :

En 1909, le Syndicat rhénano-westphalien des mines de charbon vendit en France une grande quantité de charbon à 15 fr. 50 la tonne. Droits d'entrée et frais de transport déduits, ce charbon était vendu 5 marks 21, tandis que, sur le marché allemand, il coûtait, au même moment, 10 marks 50, c'est-à-dire le double. A la fin de 1900, le Syndicat allemand des fabricants de fil de fer (employé pour la production des clous) décida de fixer le prix du produit à 185 marks la tonne pour l'Allemagne et à 115 marks pour l'étranger. Le Syndicat allemand des producteurs d'alcool (*Spiritusring*) vendait en 1909 et postérieurement sa marchandise 22 marks l'hectolitre en Allemagne et 11 marks à Londres[1].

Les Allemands usent de ce système pour leurs exportations en Russie, où il leur vaut une victoire encore plus facile que dans des pays économiquement supérieurs, comme l'Angleterre et la France.

A l'aide des primes d'exportation et de diverses autres mesures, l'Allemagne s'est donc rapidement emparée du marché russe, dont elle reste la seule maîtresse.

En 1902 déjà, le ministre des finances russe publia une note officielle, où il s'exprime en ces termes sur l'œuvre des syndicats industriels allemands :

1. Ces données sont prises au récent ouvrage russe de M. Goldstein *la Guerre, les Syndicats allemands, l'Exportation russe et l'Isolement économique de l'Allemagne* (Moscou, 1916).

« La politique de l'exportation des marchandises à des prix inférieurs à ceux du marché intérieur est extrêmement pénible et désastreuse pour les pays qui ont à la subir, parce qu'elle y ruine l'industrie indigène... Il n'y a aujourd'hui qu'un seul moyen de lutter contre le mal des produits à bon marché exportés par les syndicats : c'est de défendre l'industrie indigène en augmentant les droits de douane. Mais ce moyen, auquel dut recourir aussi le gouvernement russe, a ses désavantages et ses dangers pour l'industrie indigène, parce qu'il implique des changements fréquents aux tarifs douaniers et un protectionnisme exagéré... En outre, le relèvement des droits de douane est injuste : provoqué par les actes des syndicats d'un seul ou de quelques pays, il atteint tous les Etats étrangers, tous liés aujourd'hui entre eux par des traités commerciaux. »[1]

Donc les stratagèmes des syndicats exportateurs allemands lèsent l'industrie russe et celle des autres pays. Ils nuisent d'ailleurs à la population allemande elle-même, obligée de subir un renchérissement artificiel pour procurer aux syndicats les moyens de pratiquer l'exportation forcée à bas prix.

Une autre considération encore se présente. Comme je l'ai expliqué dans ma *Russie et la Guerre*, ce qui caractérise les relations économiques entre les deux pays, c'est une tendance évidente de l'Allemagne à faire de la Russie sa colonie. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit dans le susdit ouvrage[2]; je veux seulement attirer l'attention sur une particularité qui n'y est point signalée. Une grande différence se remarque dans le commerce entre les deux nations : la Russie importe d'Allemagne surtout des objets *fabriqués* et y exporte des *matières brutes*. C'est-à-dire

1. V. le *Messager des finances* (Pétersbourg), 1902, n° 25.
2. V. *la Russie et la Guerre* (1915, Armand Colin), Ire partie, chap. IV.

que l'industrie allemande achète à bas prix ses matières premières à la Russie et les lui vend après les avoir ouvrées. Tel est précisément le rôle d'une métropole.

Un pareil ordre d'échanges est contraire à toute vraie européanisation économique de la Russie, qui ne se conçoit pas sans une libre coopération de tous les facteurs européens à l'intérieur et, ensuite, sans un libre développement des forces du capitalisme indigène par l'acquisition graduelle des formes européennes.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTACT ARMÉ ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE

CHAPITRE I

I. Le peuple russe est-il guerrier ? — II. Un peu de philologie et d'arithmétique.

I. — Ceux qui connaissent la mentalité des masses populaires de Russie sont unanimes à constater qu'elles sont démuées d'aspirations guerrières et foncièrement pacifiques.

La poésie et la religion *populaires* russes, par exemple, se distinguent par le profond amour de la paix dont elles sont imbues dès leur naissance et qui s'est conservé jusqu'à nos jours. Cet amour de la paix éclate dans leurs plus anciennes manifestations.

« Après comme avant la fin du paganisme, les sujets guerriers ne jouent pas le moindre rôle sensible dans la pensée religieuse de la masse du peuple russe. L'Olympe russe se distingue par le caractère profondément pacifique et l'on peut dire « civil » de ses divinités. On en est particulièrement frappé si on le compare avec l'Olympe des anciens Grecs ou avec le monde des vieilles divinités germaniques et scandinaves. Au lieu de Pallas-Athéné couverte de sa cuirasse, on trouve dans la Russie païenne la Mère Terre Humide et dans la Russie chrétienne sainte

Sophie la Très Sage, qui n'a d'autre arme que sa douce sagesse. Au lieu des Jupiters ou des Neptunes en guerre entre eux et contre les hommes, on a, dans la vieille Russie, Voloss, protecteur des troupeaux, et Peroune, sur les penchants belliqueux duquel aucun souvenir ne s'est conservé. Tandis que les forêts de l'ancienne Grèce servaient de demeure à Diane chasseresse, armée de son arc et de ses flèches, les forêts de la Russie païenne et chrétienne sont peuplées de *roussalkas*, en qui se transforment les jeunes filles « non mortes de leur mort » et qui dansent leurs rondes à la douce clarté de la lune.

« Si, dans les croyances païennes du Slave de Russie ou dans les légendes et les contes de son descendant moderne, on voit paraître parfois quelque être sanguinaire, tueur d'hommes et altéré de leur sang, ce n'est ni un dieu ni une déesse, mais une « force impure ».

« Quand les divinités païennes des Slaves russes devenus chrétiens prirent un nouveau costume et l'extérieur du dieu et des saints du christianisme. cette transformation ne leur fit pas perdre leur caractère pacifique. Voici, par exemple, saint Georges, type du saint belliqueux. De ce guerrier, de ce soldat bardé de fer, monté, lance au poing, sur son destrier, le paysan russe a fait un paisible et utile auxiliaire de sa vie travailleuse : il a donné à saint Georges la charge de pâtre de village.

« Chaque année, au printemps, le 23 avril (du style russe), jour de la fête de saint Georges, les paysans de toute la Russie lâchent dans les champs leurs troupeaux de vaches, de chevaux et de brebis, épuisés par le séjour d'hiver à l'étable. De bon matin, ce jour-là, les paysans et leurs femmes font le tour des champs ensemencés et demandent à saint Georges « de se lever « plus matin, d'ouvrir la terre et de répandre la rosée « sur le seigle rebelle aux beaux grains et aux beaux

« épis ». Puis ils lâchent leurs troupeaux, qu'ils poussent avec des branches de saule bénites à l'église, et ils prient « leur brave Georges de garder leurs « troupeaux, dans les champs et les bois, du loup « rapace, de l'ours cruel et de toute bête mauvaise ».

« Un berger de village, un agriculteur au lieu d'un chevalier! Telle est la métamorphose subie par la traditionnelle figure de saint Georges quand ce saint eut pénétré chez les paysans russes.

« Les sentiments pacifiques et une aversion naturelle pour la guerre s'expriment aussi dans les proverbes russes, qui comprennent bien que « la guerre « aime le sang », mais que « le sang n'est pas eau » et qu'en conséquence « même une mauvaise paix « vaut mieux qu'une bonne guerre. »[1]

Dans l'épopée *héroïque* russe, dans les *bylinas*, on s'attendrait à trouver une exaltation de la guerre. Mais, même dans ces chansons guerrières par excellence, l'esprit de la paix prédomine, et les guerriers cèdent la suprématie aux laboureurs, aux gens du travail paisible. Une *bylina* chante la rencontre entre Volga Vseslavitch, chevalier noble et orgueilleux, et Mikoula Selianinovitch, paysan et laboureur, qui triomphe de Volga, sans combat.

« Mikoula est l'Hercule rustique... L'épopée russe est la seule peut-être (avec l'épopée finlandaise du *Kalévala*) où un grand rôle héroïque soit dévolu à un défricheur du sol », remarque à ce propos M. Alfred Rambaud (dans la *Russie épique*). « C'est à cela surtout que l'on reconnaît que les bylinas ont été faites par le peuple et pour le peuple. Les chansons de gestes françaises, par exemple, ont un caractère plus aristocratique. Nos trouvères pensaient surtout à leur auditoire de barons et de nobles guerriers : jamais ils ne se seraient

1. Passage extrait de mon article *la Guerre et les Soldats dans la poésie populaire russe* (la *Revue de Paris*, 1916).

avisés de les humilier devant un héros-vilain. »[1]

La même comparaison peut être établie entre l'épopée russe et l'épopée germanique :

« Dans l'épopée germanique, Thor, le patron des travailleurs, est constamment primé par Odin, le guerrier. C'est tout le contraire dans l'épopée slave. »

Le héros le plus aimé et le plus populaire des *bylinas* russes, c'est Ilia Mourometz, *fils de paysan*, épithète qui accompagne toujours le nom d'Ilia dans toutes les *bylinas*, comme l'épithète de *selianinovitch* (c'est-à-dire *le villageois* ou *le fils de villageois*) accompagne le nom de Mikoula.

Ilia, fils de paysan, qui accomplit un grand nombre d'exploits divers, commence par un exploit rustique : le défrichement de la terre. Il s'efforce d'observer religieusement le commandement que lui a donné son père, vieux paysan : « ne tramer rien contre le Tatare, ne pas tuer le chrétien sur la plaine nue » et s'occuper « de bonnes œuvres et pas de méchantes œuvres ». Il ne se sert de sa force que pour lutter contre le mal et l'injustice, pour défendre son pays contre l'ennemi du dehors. C'est un guerrier paysan qui ne cherche ni l'agression ni les conquêtes et qui n'accepte la guerre que pour sa légitime défense.

En général, dans les *bylinas* russes, la guerre n'est admise que comme défensive, et même elle n'y est représentée qu'avec ce caractère. La poésie populaire n'a sans doute pas jugé digne d'elle de chanter la guerre offensive. Son héros est exclusivement le protecteur de la terre natale, pas du tout le conquérant de la terre étrangère; c'est le gardien de l'indépendance de son peuple, pas du tout l'oppresseur des autres peuples.

1. Alfred Rambaud, la *Russie épique* (p. 37). Cet ouvrage fut publié il y a déjà quarante ans (en 1876), mais il est resté jusqu'à ce jour un des meilleurs travaux sur l'histoire de la poésie dans la Russie ancienne.

II. — Je me permettrai une petite incursion dans le domaine de la philologie pour attirer l'attention sur un fait bien curieux : Les termes servant à désigner les héros des *bylinas* russes ne sont pas d'origine russe. Ceux de *bogatyr* et de *vitiaz*, qu'elles emploient et qui équivalent aux mots *preux*, *chevalier*, viennent l'un des mots turco-mongols *batyr* ou *batour*, *bagatour* ou *baghatour*, l'autre du mot scandinave *wiking*. Certes, elles leur appliquent aussi les deux mots de *polonitsa* et de *khorobr* ou *khrabr*. Mais ces vocables n'ont pas une signification spécialement guerrière. Le premier signifie « géant », « homme de grande taille ». Le second (que l'on retrouve dans l'adjectif actuel *krabryi*) signifie « homme courageux, viril ». Quant à *bogatyr* et à *vitiaz*, qui ont un sens nettement belliqueux, ils ont été empruntés par les Slaves de Russie, l'un à des peuples contre lesquels ils ont longuement combattu, l'autre aux *varègues*, qui, suivant la légende, comme nous le savons, ont été les premiers organisateurs politiques et militaires de la Russie.

Quoi qu'on fasse, il est impossible de ne pas tenir pour caractéristique le fait que les premiers mots désignant le guerrier de métier dans l'ancienne épopée russe ne sont pas russes, ont été pris à l'étranger, de sorte que l'ancienne langue russe n'a pas de terme pour désigner spécialement le militaire de carrière. C'est donc que ce type n'était pas commun chez ceux qui la parlaient.

Je remarquerai enfin que l'étranger continue d'apporter une collaboration prépondérante au développement des forces militaires de la Russie. On la suit et on la mesure dans la formation du vocabulaire de la guerre spécial aux XVIIe et XVIIIe siècles, époque où fut organisée l'armée régulière russe. Les noms de presque tous les grades, depuis le simple *soldat* jusqu'au *gueneralanchéf* et au *gueneralissimus*, sont tirés

du français ou de l'allemand : *unteroffitzér* et *feldfébel*, *kapténármus* et *bombardír*, *grenadír* et *dragoune*, *gussár* et *feierwerker*.

Les élèves des écoles militaires secondaires sont des *kadéty* (cadets); ceux des écoles d'officiers, des *junkerá*. L'officier placé pour missions auprès d'un général ou d'un colonel s'appelle *adioutant*, et le soldat qui remplit la même fonction auprès d'un officier est un *ordinaretz*. De l'étranger viennent encore les termes désignant les différentes armes : *artillériia*, *kavallériia*, *sapióry* (sapeurs) et les constructions militaires : *bastión*, *chántzy* (de l'allemand *schantze*), *fortifikátsiya*, etc. Etrangère aussi est l'origine des noms du service médical et de l'intendance : *góspital*, *lazaret*, *intendantstvo*, etc.[1].

Mais je ne peux pas m'arrêter sur ce point, si digne d'intérêt.

Pour en revenir à la mentalité générale, il est à remarquer que l'amour de la paix s'est conservé dans les masses laborieuses de Russie jusqu'à nos jours et se retrouve, par exemple, dans les dogmes des nombreuses sectes religieuses actuelles. Encore païen, le Slave de Russie n'avait parmi ses dieux rien d'analogue à l'Arès grec ou au Mars romain. Devenu chrétien, il donna, comme nous l'avons vu, des traits pacifiques à ceux-là même des saints que l'Occident a dotés d'un caractère belliqueux. Il n'avait nul besoin d'une divinité cruelle, vindicative, meurtrière et destructrice. Dans l'expression de sa foi et dans les manifestations de son génie poétique, il a constamment introduit la réprobation de la guerre et pris la paix

1. Cependant quelques militaires appartiennent, depuis longtemps, au russe. C'est, par exemple, pour *canon*, l'onomatopée *poûchka*. Le simple soldat s'appelle *riadovoï*, du mot *riad* (rang); la sentinelle *tchassovoï*, du mot *tchas* (heure), etc. La mitrailleuse a été baptisée d'un nom nouveau : *poulemiot*, des mots *poulia* (balle) et *metat* (lancer), etc.

pour idéal (tout en admettant, en général, qu'on combatte pour se défendre) ; et de très nombreux sectaires russes ont payé de la prison et de la déportation leur inébranlable résolution de se refuser à l'homicide.

Par son pacifisme naturel, attesté d'ailleurs par les spécialistes militaires (par exemple, par le général Kouropatkine dans ses *Mémoires sur la guerre russo-japonaise*), le peuple russe est porté aux rapports amicaux avec les autres. C'est un fait incontestable qu'après une guerre il ne conserve aucune rancune, aucune haine et est prêt à traiter son adversaire en ami dès le lendemain du combat.

Et cependant l'histoire de ce peuple pacifique est toute remplie de guerres. Des deux derniers siècles (le XVIIIe et le XIXe), pour se borner à ceux-là, les deux tiers, 128 ans et 4 mois, furent pour la Russie des temps de conflits armés, ce qui laisse à la paix 71 ans et 8 mois seulement. Des 35 guerres que la Russie mena pendant ces deux siècles, 2 furent intérieures et 33 extérieures ; 22 furent de conquête, eurent pour but l'extension du territoire national et imposèrent au peuple 101 ans de combats ; 4 furent purement défensives et durèrent 4 ans et demi. Les autres eurent un caractère mixte ou spécial et ne prirent que 10 ans. Quant aux deux guerres intérieures (au Caucase et en Asie), elles se prolongèrent pendant 65 ans.

Cette longue suite de luttes mit sous les armes au moins 10 millions d'hommes (d'après les statistiques officielles, qui, dans ce cas, ne sont enclines à aucune exagération), dont un tiers fut perdu[1].

Nous ne nous occuperons dans le présent ouvrage que de celles qui furent soutenues contre des Etats européens ou furent déterminées par l'européanisation de la Russie.

1. Le général Kouropatkine, *Mémoires sur la guerre russo-japonaise* (édition russe), chap. I.

CHAPITRE II

I. La lutte pour les côtes de la mer Baltique, « fenêtre sur l'Europe ». Les guerres livoniennes du xve et du xvie siècle. — II. Les temps troubles. Les guerres du xviie siècle. La guerre russo-suédoise sous Pierre le Grand. Ses résultats et son influence.

I. — Depuis les premiers moments de son histoire jusqu'au temps (en 1480 où elle secoua le joug tartare, « supporté pendant plus de deux siècles », la Russie dut faire face au sud et au sud-est, d'où, l'une après l'autre, surgissaient en vagues gigantesques les invasions des tribus asiatiques. Mais, aussitôt affranchie, elle tourna décidément sa diplomatie et ses armes contre ses voisins et ennemis occidentaux : pour la première fois, elle fut vraiment en contact avec l'Europe.

De ce côté, elle se rencontra d'abord avec la Livonie, alors entre les mains de l'Ordre livonien et qui s'allia contre elle à la Lithuanie et à la Pologne.

La grande lutte contre la Livonie ne commença cependant que plus tard, sous Ivan le Terrible, qui s'était inébranlablement donné pour but la conquête des ports de Narva et de Revel, sur la mer Baltique. Donc le désir d'avoir une « fenêtre ouverte sur l'Europe », qu'on attribue toujours à Pierre le Grand, animait déjà d'une façon bien évidente son terrible prédécesseur, tyran de ses sujets, mais convaincu de la nécessité pour la Russie d'être en relations avec la civilisation occidentale.

Ainsi dès le milieu du XVIe siècle commence ce « roman de la Russie avec l'Europe » qui dure toujours en passant des négociations diplomatiques et des actions militaires aux élans d'amour et de sympathie désintéressée et passionnée dont l'élite russe est prise pour l' « Occident ».

« La guerre livonienne eut pour but la possession de routes commerciales. » Les événements ultérieurs ont démontré que, pour la Russie, la possibilité d'une évolution économique, quelle qu'elle fût, était subordonnée presque entièrement à l'existence de rapports directs avec les pays les plus éclairés de l'Europe. Les contemporains le sentaient et l'exprimaient très clairement. La prise du port de Narva (Narew), qui resta entre les mains de la Russie même après ses premiers insuccès, préoccupait gravement nos rivaux. « Le souverain moscovite, tous les jours, augmente sa puissance par l'acquisition des objets qu'on importe à Narva », écrivait le roi polonais, dans son embarras, à Elisabeth, reine d'Angleterre, en cherchant à détourner les Anglais du négoce avec Moscou, « car on importe par là non seulement des marchandises, mais aussi des armes qui lui (à Ivan IV) étaient inconnues auparavant... Jusqu'ici, nous n'avons pu le vaincre que parce qu'il était sans instruction et ne connaissait pas les arts. Mais, si le commerce avec Narva continue, qu'est-ce qui lui restera inconnu ? » A Moscou, on le comprenait aussi ; et, comme le port de Narva n'ouvrait qu'une issue étroite sur l'Occident, on voulut acquérir une plus large voie d'accès en mettant la main sur un des grands ports de la mer Baltique. Mais la tentative réitérée de conquérir Revel (en 1570 et en 1577) n'aboutit qu'à une guerre avec la Suède, où les Moscovites perdirent Narva, et aussi son faubourg russe, Ivangorod. Ils étaient ainsi complètement coupés de la mer Baltique... Pendant les dernières années de sa vie, le Terrible ne songea plus

à des conquêtes en Occident : il était réduit à se défendre et content de ne pas perdre ce qui lui appartenait[1].

Mais, si les guerres livoniennes n'apportèrent pas à Ivan III, à Vassili III et à Ivan le Terrible les fruits espérés, elles les convainquirent au moins de la grande supériorité de l'Occident, surtout dans l'art de la guerre. Eux qui avaient battu les Tartares se trouvèrent impuissants devant l'Européen. Cette leçon leur profita. Ils commencèrent à prendre à leur service des militaires étrangers, d'abord isolément, puis par groupes. Ces soldats formèrent des corps particuliers; mais, bientôt, dans la première moitié du XVII[e] siècle, ils s'occupèrent surtout d'instruire les recrues russes, qu'on réunissait en « régiments organisés à la mode étrangère ». Enfin, dans la dernière moitié de ce siècle, les anciennes milices furent entièrement supprimées et remplacées par une cavalerie de *dragouny* et de *reitary* et par une infanterie de « régiments » de *soldaty*.

Les guerres livoniennes aidèrent singulièrement à l'européanisation de la Russie. Les prisonniers faits par les Russes : Lithuaniens, Polonais, Allemands de Livonie, etc., furent transportés à l'intérieur du pays et y devinrent les introducteurs du savoir occidental.

Le 24 février 1556 fut transmis au gouverneur de Novgorod un ordre du tsar Ivan le Terrible ainsi conçu : « A Novgorod, dans les faubourgs, domaines et bourgs, vous férez crier à plusieurs reprises sur les marchés qu'il n'est pas permis aux fils de boyards ni à toutes autres gens de vendre les prisonniers allemands aux Allemands de Livonie ni de les envoyer vers la Lithuanie, mais seulement dans les villes moscovites. Je donnerai des marques de ma faveur

1. P. Pokrovsky, *Histoire russe*, tome II, pp. 128-129.

aux fils de boyards qui m'auront avisé que quelqu'un a vendu aux Allemands des prisonniers allemands; et un homme de basse condition recevra 50 roubles de celui qu'il aura dénoncé. Quant aux vendeurs, ils seront jetés en prison en attendant notre décision. Si, chez les fils de boyards ou chez d'autres personnes, il se trouve un prisonnier allemand qui s'entende à découvrir du minerai d'argent, à traiter l'argent, l'or, le cuivre ou l'étain ou connaisse quelque autre métier, vous donnerez l'ordre de conduire ce prisonnier auprès de nous, à Moscou. »

M. Ischchanian fait remarquer à ce propos : « Telle est l'ironie du destin que les véhicules de la civilisation occidentale furent contraints de cultiver et d'européaniser comme esclaves l'Orient barbare. »

Ainsi l'ancienne Rome fut initiée par les prisonniers grecs aux beautés de l'hellénisme.

Une partie des prisonniers ramenés de Livonie par Ivan le Terrible fut répartie entre diverses villes de province; une autre conduite à Moscou, où on lui assigna un quartier spécial connu sous le nom de *Nemetzkaïa Sloboda* (textuellement le « faubourg allemand »; mais le mot *nemetz*, qui signifie *allemand* en russe moderne, signifiait autrefois *étranger;* il est dérivé de *nem*, *nemoi*, dont le sens est *muet*). Le tsar accorda aux prisonniers établis à Moscou quelques privilèges fiscaux; il leur donna le droit de vendre l'eau-de-vie sans patente. Bientôt cette petite colonie devint florissante. Mais, dans un accès de sa fureur tyrannique, Ivan le Terrible fit subir à ces étrangers le traitement auquel ses sujets autochthones étaient si accoutumés : en 1578, la « Sloboda » fut pillée, ruinée et dévastée, sur l'ordre direct du tsar, par sa fameuse garde d'*opritchniki*.

Les prisonniers étrangers semblèrent cependant si utiles à la Russie que le tsar Boris Godounov leur accorda des faveurs : il leur rendit la liberté person-

nelle et leur reconnut les mêmes droits qu'aux autres habitants de ses Etats.

Sous un des premiers tsars de la nouvelle dynastie des Romanov fut autorisé le rétablissement du « faubourg étranger » à Moscou, qui eut lieu en 1652, et, de nouveau, dans la capitale russe, il exista une petite ville particulière peuplée d'étrangers.

Cette colonie, composée d'abord de quelques immigrés volontaires et de prisonniers de guerre, devint le foyer d'une action stable et permanente; et l'*Inozemskaïa Sloboda*, fondée en 1652, servit de première école européenne à Pierre le Grand.

II. — L'époque qui s'étend entre le règne d'Ivan le Terrible et l'avènement du premier Romanov, et qui est connue sous le nom expressif de *Temps troubles*, fut une suite de discordes civiles, auxquelles furent mêlées les diverses classes de la société et les étrangers. Le protagoniste le plus fameux de cette grande convulsion, Dimitri Samozvanetz (l'imposteur), qui se donnait pour fils du Terrible et qui occupa pendant quelques mois le trône moscovite, était l'instrument de l'opposition boyarde et, en même temps, celui de la Pologne, qui lui fournit des armes et des soldats.

Son rival, Vassilii Chouisky, était soutenu par une partie des boyards et des bourgeois et par les commerçants anglais. Il eut recours aussi aux Suédois et, pour combattre Dimitri, il en engagea un corps, que commandait son jeune neveu, le prince Mikhaïl Skopine Chouisky.

Des Français participèrent aussi, comme volontaires, à la lutte : les uns, huguenots, au service de Chouisky avec les Suédois; les autres, catholiques, du côté de Dimitri et des Polonais. Un de ces derniers, le capitaine Margeret, nous a laissé une relation de son séjour en Russie, où il apprend à ses compatriotes que le pays du tsar est « plus grand, puissant,

abondant et populeux qu'on ne le croit », qu'il « prolonge la chrétienté loin vers l'est » et qu'on a en Russie une estime singulière pour la France et son roi[1].

Si les Français n'allèrent guerroyer chez les Russes qu'en amateurs, chacun suivant ses préférences et mû par le désir de la gloire, des aventures et de l'argent, les Polonais et les Suédois obéissaient à leurs ambitions politiques.

Profitant du désordre, la Pologne occupa les territoires russes de l'ouest, avec la ville de Smolensk. La Suède, de même, enleva Novgorod. Les Polonais portèrent leurs armes jusqu'aux murs de Moscou, qu'ils assiégèrent (en 1610) en compagnie d'un des nombreux faux Dimitri, imitateurs de Dimitri Ier et prétendants au trône moscovite. Le prince héritier polonais Wladislaw essaya aussi d'y monter. En 1610, les boyarié et les dvorianié russes, fatigués de la lutte, le reconnurent pour tsar russe, après avoir conclu avec lui un traité accordant à la noblesse quelques privilèges sociaux et politiques et, surtout, raffermissant son pouvoir sur les serfs.

Un moment donc, la Russie, orthodoxe, tsariste et demi-asiatique, eut une dynastie commune avec la Pologne, catholique, féodale et européanisée, et fut placée sous la tutelle polonaise. Qui sait le cours qu'aurait pris l'histoire russe si le tsar polonais avait conservé le pouvoir ? Mais il ne put surmonter l'opposition de la bourgeoisie, des paysans, du clergé et d'une partie de la noblesse provinciale. Un grand mouvement populaire se forma pour « réunir » la terre russe et mettre fin aux troubles. Dirigé contre l'intrusion des étrangers, il eut un caractère national et patriotique.

« Les ennemis déchirent l'État moscovite de tous

1. Margeret, *État de l'empire de Russie.*

les côtés ; nous sommes devenus un objet de honte et de réprobation pour tous les souverains voisins », disait une proclamation publiée en 1612 et appelant le peuple à la défense du pays. En 862, selon la légende, les Russes invitèrent spontanément des princes scandinaves à venir régner sur eux ; en 1612, ils se soulevèrent pour n'avoir pas à subir un prince polonais. Ainsi, en huit cents ans, ils avaient appris à se considérer comme une nation opposée à d'autres, même d'origine slave.

Wladislaw fut chassé ; mais il ne voulut pas renoncer à ses prétentions ni rendre à la Russie les provinces occidentales occupées par la Pologne. En 1634 seulement, après deux longues guerres, Wladislaw abandonna ses « droits » au trône russe, mais il garda Smolensk et quelques autres villes. Une nouvelle guerre éclata en 1654 et continua, interrompue par un armistice, jusqu'à l'année 1667. Elle laissa entre les mains des Russes Smolensk et tous les territoires ukraïniens situés sur la rive gauche du Dnieper, avec Kiev, tandis que la Lithuanie restait aux Polonais. Le traité provisoire conclu en 1667 pour un délai de treize ans fut confirmé en 1686 : la Russie signa alors une « paix perpétuelle » avec la Pologne et entra dans la ligue polono-austro-vénitienne contre la Turquie.

La guerre contre la Suède pour la reprise de Novgorod commença immédiatement après l'avènement du premier Romanov. Au bout de quatre ans, en 1617, la Russie récupéra la ville de Novgorod seule, les Suédois conservant une partie considérable du territoire novgorodien avec le littoral baltique. Quarante ans plus tard, une nouvelle guerre contre la Suède permit à la Russie d'occuper une bonne part de la Livonie avec Dunabourg (Dvinsk) et Dorpat (Youriev) ; mais des complications en Ukraïne l'obligèrent de conclure la paix en 1661, en restituant ses conquêtes.

En définitive, la Suède demeurait maîtresse de tout le littoral baltique, d'où elle pouvait menacer constamment la Russie et lui fermer la communication immédiate avec l'Europe occidentale.

Ainsi la percée entreprise vers la mer par Ivan le Terrible ne s'accomplit pas avant Pierre le Grand, qui eut à renouveler tous les efforts de ses prédécesseurs.

III. — La guerre entre Pierre le Grand et Charles XII dura vingt et un ans. 1.700.000 soldats, au total, y participèrent du côté russe, dont 120.000 périrent et 500.000 furent congédiés pour cause de maladie. La guerre se termina en 1721 par le triomphe complet de la Russie, qui s'agrandit de l'Ingermanlande, de l'Esthonie, de la Livonie et d'une petite partie de la Finlande, le tout couvrant une étendue de 812.000 verstes carrées.

Ce qui, pour la Russie, faisait la valeur de cette conquête, ce n'était pas l'agrandissement de territoire, mais les ports, les débouchés sur la mer Baltique, dont dépendait tout son avenir et dont la possession assurait la réalisation de beaucoup d'autres projets.

« Il avait besoin d'un port à l'orient de la mer Baltique *pour l'exécution de toutes ses idées* », dit de Pierre le Grand Voltaire dans son *Histoire de Charles XII*[1].

La principale de ces idées était d'ouvrir entre la Russie et l'Europe une voie directe et rapide.

Au point de vue économique, ce résultat fut atteint par la conquête de Riga et la « construction » de Pétersbourg (en 1703). Après avoir aménagé le port de Pétersbourg, Pierre y concentra le commerce étranger, au détriment d'Arkhanghelsk, qui tomba bientôt en décadence.

1. Livre I.

De 1717 à 1719, la valeur de l'importation annuelle par Arkhanghelsk était de 2.344.000 roubles et, par Pétersbourg, de 269 roubles seulement; en 1726, Arkhanghelsk n'importait déjà plus que pour 285.000 roubles, et Pétersbourg, pour 2.403.000.

Quant à Riga, Narva et Revel, la Russie entretenait déjà avec ces villes, antérieurement à la guerre russo-suédoise de 1700-1721, des rapports commerciaux, qui accrurent certainement ses chances d'étendre sa domination sur le littoral, car ils avaient suscité de la « russophilie » parmi les représentants influents de la grosse bourgeoisie de Riga, et même parmi la noblesse livonienne.

Sur la politique internationale, la victoire de la Russie eut un effet énorme. La Suède était alors un des Etats les plus puissants, et son vainqueur ne pouvait manquer d'acquérir un grand prestige. Peut-être Voltaire exagère-t-il en disant de la Russie que « ce pays immense était à peine connu de l'Europe avant le czar Pierre ». Mais ce qui est vrai, c'est qu'avec Pierre « l'Etat moscovite, pour la première fois, entra, comme un membre actif et inséparable, dans la famille des puissances européennes et se mêla aux relations internationales »[1]. Il s'y mêla déjà pendant les guerres de Pierre, parce qu' « avec ses principaux ennemis Pierre guerroya d'une autre manière que ses prédécesseurs : il fit des guerres de coalitions, d'alliances ».

On doit enregistrer comme un indice du grand développement des relations russo-européennes l'apparition des agents consulaires russes en Europe. Le 11 mars 1715, Jean Lefort fut nommé par Pierre agent russe à Paris, avec le titre de « conseiller de commerce »; et son frère, Amédée Lefort, fut nommé « consul de commerce » à Paris également. Dans

1. Klutchevsky, *Cours d'histoire russe* (Moscou, 1910), 4e partie, p. 66.

l'acte de nomination, il est dit que « le bon ordre dans le commerce et la nécessité de prévenir toutes difficultés demandent que la Russie ait dans les ports et autres localités du royaume français où nos sujets, marchands et autres, peuvent exercer leur commerce une personne sûre et ayant l'expérience du commerce, qui pourrait, dans les difficultés qui surviennent et dans tous les autres cas, prêter son concours à nos commerçants ».

Des consuls et des agents commerciaux furent nommés ensuite à Spa, à Anvers, à Breslau, à Vienne, à Liège, à Bordeaux et à Cadix.

La lutte contre les Suédois mit Pierre en contact avec les Etats allemands. « Par malheur, au nombre de ses alliés, il compta encore le Brandebourg et le Hanovre, dont l'électeur devint, juste à ce moment-là, roi d'Angleterre, et une nouvelle passion s'empara de Pierre : le désir d'intervenir en Allemagne. Il dispersa ses nièces dans divers coins obscurs du territoire allemand : il en maria une au duc de Courlande, une autre au duc de Mecklembourg. Pierre fut ainsi entraîné dans les petites intrigues de cour et participa aux petits intérêts dynastiques de l'énorme toile d'araignée féodale qui enveloppait la grande nation cultivée. »[1]

J'insiste sur ces faits parce qu'ils ouvrirent à l'invasion allemande les plus hauts milieux dirigeants de Russie. Quelques années après la mort de Pierre, elle mit une duchesse allemande sur le trône russe. Elle eut encore d'autres conséquences, dont je parlerai plus loin.

La guerre contre la Suède, qui changea la situation internationale de la Russie, transforma en même temps toute la politique intérieure de l'empire. Tous les historiens des réformes de Pierre Ier sont d'accord

1. *Ibidem*, p. 75.

sur ce point-là. Le professeur V. Klutchevsky affirme que « la guerre fut le plus important des facteurs auxquels les réformes de Pierre doivent leur caractère ».

Entrée dans une lutte désespérée avec une puissance vraiment européenne, la Russie ne pouvait la battre qu'avec les armes européennes. Cette nécessité fut le grand mobile de la Russie. Par « armes », il ne faut pas entendre ici simplement les moyens d'action militaires, hommes et matériel. Il n'était pas difficile de se les procurer, et Pierre y réussit d'une façon plus ou moins satisfaisante, avec le concours de ses conseillers étrangers : il réorganisa l'armée de terre et créa une flotte, dont le germe fut un vieux canot anglais trouvé par lui entre des objets de toute sorte qui attiraient sa curiosité d'enfant.

Mais il ne s'agissait pas des seuls armements. C'est toute la vie russe qui était à reconstruire. Les insuccès militaires qui se suivirent presque sans interruption pendant les huit premières années de la guerre furent très utiles sous ce rapport, parce qu'ils montrèrent à Pierre qu'il devait aller à l'école de son vainqueur. Et il aimait à dire qu'il avait passé à cette école « trois périodes de scolarité » (la durée des études était, à cette époque-là, de sept ans).

L'histoire nous a conservé les paroles prononcées par lui au cours du repas qui suivit la victoire de Poltava (8 juillet 1709) et auquel il avait invité les généraux suédois faits prisonniers :

« — A la santé, dit-il, de mes maîtres dans l'art de « la guerre. »

Rehnskjold lui demanda qui étaient ceux qu'il honorait d'un si beau titre.

« — Vous, messieurs les généraux suédois », reprit le tsar. »[1]

1. Voltaire, *Histoire de Charles XII*, livre IV.

Et, en effet, le gouvernement de Pierre avait pris la Suède pour modèle. Comme nous le verrons bientôt, il alla plus d'une fois jusqu'à vouloir la copier.

IV. — La guerre contre la Suède, principal ressort des réformes intérieures engagées par Pierre, en plaça l'apparition et le développement dans une ambiance très défavorable.

« La réforme se faisait dans le tumulte et la confusion qui accompagnent habituellement une guerre. Les besoins et les embarras provoqués à tout moment par l'action militaire contraignaient Pierre à se hâter. Pressée par les circonstances, l'œuvre des réformes prit une allure fiévreuse, s'exécuta avec une précipitation morbide. Dans les inquiétudes de la guerre, Pierre n'avait pas le temps de s'arrêter, de discuter paisiblement, de délibérer à loisir ses mesures, d'en déterminer l'exécution, de les laisser mûrir naturellement. Il exigeait d'elles un effet rapide et des résultats immédiats... Pierre ne comptait que sur la force du pouvoir, ne cherchait pas à gagner les esprits. Gouvernant l'Etat d'une voiture de campagne ou d'un relais, il ne voyait que les affaires, ne songeant pas aux hommes, et, confiant en la force du pouvoir, comptait trop peu avec la puissance des masses passives... où l'édifice de ses nouveautés ne rencontrait que des assises incertaines et mouvantes. Les réformes passèrent en trombe sur le peuple, apeurant tout le monde et, pour tous, restant une énigme. »

Ainsi parle de Pierre un de ceux qui le connaissent le mieux et en même temps un fervent admirateur.

Le peuple ne comprenait pas le sens et la portée de tous les changements qui lui étaient imposés ; il n'avait du reste pas le temps d'y réfléchir. Pendant presque tout le règne se poursuivit une guerre très onéreuse. Les continuelles levées d'hommes, l'accroissement ininterrompu des impôts ne présentaient au

peuple l'œuvre de Pierre que par son mauvais côté. Et c'est tout ce qu'il en vit. D'où sa haine pour le tsar, et de là les légendes qui se répandirent dans l'empire et représentèrent ce novateur comme un ennemi de ses propres sujets, comme un « étranger », un imposteur et même comme l'Antechrist.

La politique intérieure de Pierre, sous l'aiguillon de la guerre, prit ainsi l'apparence d'une ruée, d'une catastrophe et d'une révolution. Or, si le peuple accepte souvent avec plaisir la révolution dont il est l'auteur, il refuse, en général, sa sympathie à celle d' « en haut ». Les conjonctures dans lesquelles opérait Pierre, son système d'agir par la violence, *manu militari*, exaspérèrent le mécontentement populaire. Quand le tsar mourut, la voix publique prétendit qu'il n'aurait pu vivre plus longtemps, parce que « le peuple l'avait maudit ».

CHAPITRE III

I. La guerre de 1812 et la guerre russo-suédoise. — II. Les causes de la guerre contre Napoléon. Les rapports économiques entre la Russie et l'Angleterre. Le blocus continental et son retentissement sur l'économie russe. — III. Deux périodes de la guerre de 1812. Le patriotisme officiel et le patriotisme populaire. — IV. La Sainte-Alliance et le légitimisme. La réaction russe. — V. L'influence de la guerre sur le peuple et le monde de l'intelligence. Les décembristes. — VI. Les effets de la guerre en Pologne.

I. — La guerre pour acquérir la « fenêtre ouverte sur l'Europe » fut *nationale* par ses résultats généraux et lointains : elle assura à tout un pays la possibilité de se développer librement et d'entretenir des relations avec d'autres pays plus civilisés. Mais elle ne le fut pas par la compréhension et l'approbation populaires, car ce fut le gouvernement qui l'engagea et la fit aboutir, malgré l'opposition du peuple.

Celle de 1812 fut fort différente : on peut la considérer comme la première guerre vraiment nationale et populaire en Russie.

Mais elle ne le devint pas immédiatement.

II. — A son début, la lutte de la Russie avec Napoléon ne pouvait pas exalter le peuple parce qu'elle était issue de problèmes européens plutôt qu'elle ne touchait aux intérêts propres de la Russie. Elle eut pour cause première, on le sait, la rivalité de la France et de l'Angleterre.

A la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle, la Russie était unie à l'Angleterre par des transactions très développées. Elle lui envoyait ses produits agricoles et recevait en retour des filés, qu'elle transformait en tissus.

« L'Angleterre nous fournissait des produits de ses manufactures et de ses colonies en échange des produits bruts de notre sol, dit un contemporain (Tone-Vizine). Ce commerce ouvrait les seules voies par lesquelles arrivât à la Russie tout ce qui lui était nécessaire. La noblesse était sûre de toucher les revenus de ses domaines en exportant au delà de la mer du blé, du bois de construction navale et de mâture, de la graisse, du chanvre, du lin, etc. »

Les négociants exportateurs russes étaient aussi étroitement liés à l'Angleterre. Donc deux groupes très puissants de la société russe étaient économiquement inclinés à l'anglophilie. On le comprenait bien en France, et, en 1803, l'ambassadeur français à Pétersbourg écrivait à son gouvernement que la Russie était trop attachée à l'Angleterre par son commerce pour ne pas tenir particulièrement à conserver la paix avec la France.

En outre, la majorité de la haute noblesse et des milieux dirigeants haïssait la France comme un pays de révolution.

Une union de la Russie avec l'Angleterre contre la France était donc inévitable. Il est vrai que la peur des baïonnettes napoléoniennes retint Alexandre Ier et même le poussa à des rapprochements momentanés avec la France, mais qui, précisément, faisaient apparaître toute la solidité des liens russo-anglais et toute la fragilité de l'amitié franco-russe. Il en fut ainsi surtout après la paix de Tilsitt (1807), qui entraîna la Russie dans l'orbite de la politique économique française en l'associant au blocus continental, dirigé contre l'Angleterre. Le traité de Tilsitt fut signé au mois de

juillet 1807, et, dès le mois d'octobre de la même année, l'ambassadeur français en Russie, Savary, constatait que la fermeture des ports russes aux navires anglais provoquait un grand mécontentement dans le commerce russe, dont les exportations étaient menacées, et chez les acheteurs de produits anglais. En vain, Savary tâcha de relever le cours du rouble, abaissé par l'interruption des rapports avec l'Angleterre, et répandit à Pétersbourg le bruit que la France se proposait d'acheter pour vingt millions de francs de marchandises russes : ces promesses n'offraient qu'une très maigre compensation à de grandes pertes.

A la vérité, si l'agriculture eut à souffrir du blocus continental, quelques industries y gagnèrent beaucoup par l'élimination de la concurrence anglaise. Mais les bourgeois et les nobles embourgeoisés ainsi avantagés n'étaient qu'une faible minorité et n'avaient pas la direction de la politique extérieure.

Deux ans après la paix de Tilsitt, le blocus fut, en réalité, rompu par la Russie, qui autorisa l'importation de marchandises anglaises sous le pavillon américain. La rupture avec la France, devenue inévitable, fut rapprochée par quelques autres causes d'ordre politique et personnel. En 1812, la « guerre patriotique » commença, et l'armée russe traversa le Niémen.

III. — Il faut distinguer deux périodes dans cette guerre. La première est celle du patriotisme officiel et superficiel, de la fanfaronnade légère, des proclamations pompeuses, qui déniaient le courage à l'armée française. Elle se termina, comme il fallait s'y attendre, par une série de défaites russes et par l'occupation de Moscou.

Le gouvernement et la noblesse en furent accablés. Alexandre Ier se cachait du peuple dans son palais ; et sa sœur, la grande-duchesse Iékaterina Pavlovna,

lui écrivait sans détours qu'il « devait bien comprendre ce qui se passe dans un pays dont on méprise le chef ». Une grande partie de la noblesse avait peur à la fois de Napoléon et de ses propres paysans, qu'elle opprimait et qui auraient pu trouver dans la guerre l'occasion de se révolter.

Mais ce furent au contraire les masses populaires, les paysans qui personnifièrent le vrai patriotisme en 1812, avec une minorité éclairée de la noblesse, d'où sortirent plus tard les premiers constitutionnalistes de Russie.

« Le salut vint d'en bas, de cette masse de serfs qui commença, avec abnégation, une guerre populaire. Stein (ministre prussien) eut parfaitement raison de dire dans une lettre (à Gneisenau) que « le « peuple est arrivé au suprême degré d'acharnement « et que l'empereur ne pourrait pas conclure la paix, « du moins s'il tenait tout simplement à sa sécurité « personnelle ». La guerre populaire fut la conséquence naturelle de la sombre méfiance du peuple envers le pouvoir... La cause fondamentale, principale et presque unique de la victoire en 1812 fut l'entrée en action des masses populaires contre les armées de Napoléon. »[1]

Les mémoires relatifs à la guerre de 1812 laissent la conviction que ce ne fut pas le gouvernement qui, comme dans la lutte contre Charles XII, déploya le plus de vigueur et d'activité; c'est le peuple qui, intervenant comme une force de la nature, sauva la Russie de l'invasion napoléonienne.

« Tous les ordres et tous les efforts du gouvernement n'auraient pas suffi pour chasser les Gaulois et les douze langues qui avaient envahi la Russie avec eux si le peuple était resté dans son ancienne tor-

1. N. Rojkov, l'*Année 1812 et son influence sur la société russe contemporaine (Sovremenny Mir)* (Pétersbourg, 1912), VII.

peur, dit un témoin des événements, le décembriste Yakouchkine. Ce n'est pas sur l'ordre des autorités que les habitants du pays se retiraient dans les forêts et les marécages à l'arrivée des Français, en livrant leurs demeures à l'incendie. Ce n'est pas sur l'ordre des autorités que toute la population de Moscou quitta, avec l'armée, la vieille capitale. Sur la route de Riazan, à droite et à gauche, les champs étaient couverts d'une foule bigarrée, et je me rappelle encore aujourd'hui les paroles d'un soldat qui marchait à côté de moi : « Grâce à Dieu, toute la Russie s'est « mise en marche ! »

Cette « Russie qui s'était mise en marche » se sauva elle-même, malgré les défaillances de son gouvernement. Et c'est seulement quand la guerre de légitime défense fut terminée et l'ennemi chassé du sol national que le gouvernement reprit la direction de la guerre pour passer à l'offensive et poursuivre les armées françaises à travers l'Europe, en compagnie de deux professionnels de la spoliation internationale : les monarchies prussienne et autrichienne.

IV. — Le triomphe d'Alexandre Ier sur Napoléon lui permit de former (en 1815), avec ses deux alliés autocrates, la Sainte-Alliance, qui était parfaitement naturelle, car entre les trois monarques conservateurs — le russe, l'autrichien et le prussien — régnait une attraction réciproque. Mais ils étaient unis surtout par leur haine pour la France et pour Napoléon, despote lui-même, mais « progéniture de la Révolution ». Par leur victoire sur lui, ils croyaient avoir vaincu le mouvement révolutionnaire. Dans le dogme de la légitimité, dont la défense constitua l'essentiel de la politique pratiquée par la Sainte-Alliance, s'exprimait non seulement l'antipathie des monarques « héréditaires » pour un « parvenu », mais

aussi la prétention à l'intangibilité du pouvoir autocratique régulièrement transmis.

Pour être considérée comme intangible, l'autorité du monarque doit se prévaloir d'un titre surnaturel. L'issue heureuse de la guerre contre Napoléon, à laquelle Alexandre Ier contribua personnellement si peu, le poussait vers le mysticisme. Ne voulant pas reporter le succès de ses armes aux efforts et aux sacrifices du peuple, l'empereur y voyait l'effet d'une intervention divine.

« Dans cette grande œuvre, supérieure aux forces humaines, nous reconnaissons uniquement la providence de Dieu », déclarait-il dans son manifeste. Il exprima la même pensée dans un entretien privé à Vilna, où il dit que, « seul, le Seigneur Jésus est le vrai vainqueur et a libéré la patrie de l'invasion de féroces ennemis. »

Mais, logiquement, cette providence divine et cette volonté de Jésus devaient choisir le tsar russe pour leur servir d'instrument sur la terre. Alexandre ne doutait pas qu'elles l'eussent fait. S'il se montra assez modeste dans ses conversations avec Mme de Staël : (« Je ne suis, lui dit-il, qu'un accident heureux dans la vie des peuples »), il parla plus franchement à la baronne de Krudner, en lui avouant sa conviction que ses actes s'accordaient parfaitement avec la volonté de Dieu.

Cette doctrine a porté des fruits néfastes dans la politique extérieure de la Russie, comme dans sa politique intérieure. La Sainte-Alliance commença ses travaux en faveur de la légitimité par la restauration du pouvoir royal en France, où il fallut deux révolutions sanglantes pour réparer son erreur.

A partir de 1815, l'autocratie russe devient une sorte de « gendarme international » et agit comme tel. Elle est ainsi poussée à de lourdes fautes, dont la principale fut commise, en 1848, par le successeur

d'Alexandre Ier, en mettant, au nom de l'ordre et de la légitimité, ses armées au service de la monarchie autrichienne pour écraser la révolution hongroise, en sauvant l'Autriche d'une ruine inévitable et en aliénant à la Russie, sans retour, les meilleurs éléments de la société hongroise. Les conséquences de cette politique sont encore sensibles aujourd'hui.

Quant à la vie intérieure de la Russie, la guerre de 1812 y introduisit deux sortes de facteurs. Sur ses sujets, l'autocratie, après 1815, fit peser le système dont elle était le champion au dehors. Ce sont eux qui en connurent les pires applications. L'ère de la plus sombre réaction s'ouvrit, et, selon l'expression d'un des hommes qui s'y distinguèrent, le peuple fut traité comme « un troupeau de moutons », qui devaient être « assez alertes » pour qu'on pût les « mener » vers le but marqué par leurs maîtres. Cette oppression pénétrée de mysticisme eut quelque analogie avec la Sainte-Inquisition : le zèle des moines, ses serviteurs les plus marquants et les plus qualifiés.

V. — Dans les masses populaires et dans les esprits éclairés, la guerre de 1812 eut un tout autre contrecoup.

Le décembriste Yakouchkine, dont j'ai déjà cité les mémoires, dit qu'elle « éveilla le peuple russe à la vie et forme une importante période de son existence politique ». Un autre décembriste, A. Bestoujev, dans sa lettre à Alexandre Ier, écrit que, « Napoléon ayant envahi la Russie, le peuple russe, pour la première fois, eut conscience de sa force. C'est à ce moment-là que naquit dans tous les cœurs le désir de l'indépendance, d'abord nationale (c'est-à-dire *extérieure*), ensuite civique. Ce fut l'origine des aspirations libérales en Russie ». Le même Bestoujev expose d'une manière encore plus saisissante l'état des esprits en Russie après la guerre.

« Les soldats disaient : « Nous avons versé notre « sang, et on nous fait suer sur les champs des sei- « gneurs ; nous avons libéré notre patrie du tyran, et « nous sommes tyrannisés par nos maîtres. »

Ainsi, née de la guerre, l'opposition au servage devient de plus en plus vive parmi la population des campagnes ; et au bout de quelques années commence une série de troubles ruraux qui continuent, avec des intervalles, jusqu'à l'abolition de l'institution (en 1861).

La guerre de 1812 détermina dans le monde de l'intelligence un ébranlement direct, encore plus remarquable.

Ce fut d'abord un relèvement général de l'esprit civique chez les officiers, qui composaient alors une sorte d'élite intellectuelle. Un des contemporains constate que les campagnes de 1812 à 1814 « exaltèrent d'une façon extraordinaire l'âme de notre armée, et surtout des jeunes officiers... C'est avec la conscience de leur dignité et pleins d'un sublime amour pour la patrie que retournèrent à Pétersbourg, en 1815, la plupart des officiers des gardes et d'état-major ».

Le séjour à l'étranger leur avait d'ailleurs laissé des impression immédiates.

« Pendant leurs marches à travers l'Allemagne et la France, nos jeunes gens apprenaient à connaître la civilisation européenne, qui les frappait d'autant plus qu'ils pouvaient la comparer avec ce qui leur apparaissait, à chaque pas, dans la patrie : l'asservissement de la grande majorité des Russes, la cruauté des chefs envers leurs subordonnés, les abus de pouvoir de toute sorte, l'arbitraire qui sévissait en tous lieux. Tout cela révoltait les Russes instruits et faisait souffrir leur patriotisme. »[1]

1. Rojkov, *op. cit.*

M. Emile Haumant, dans sa *Culture française en Russie*, cite plusieurs témoignages comme ceux-ci : « Beaucoup d'entre nous, raconte un des officiers qui prirent part à la guerre, avaient fait connaissance avec des officiers allemands, membres du Tugendbund, puis avec des libéraux français... En causant avec eux, ils s'appropriaient, même sans s'en apercevoir, leur manière de penser et leur goût des institutions représentatives et rougissaient pour leur pays, humilié par la tyrannie. » Plus ils s'engagent dans les pays façonnés par les institutions françaises, plus le tableau de leur prospérité relative agit sur les Russes. Une jacquerie pure et simple n'aurait pas créé ces richesses : il y a donc des révolutions bienfaisantes. D'autre part, les événements montrent que la stabilité des trônes, pour laquelle on combat, est un dogme fort incertain. « Nous voyons partout des trônes restaurés, renversés... si bien que nos esprits s'accoutumèrent aux révolutions, à leur possibilité, à leur profit », et cela d'autant plus vite que, dans ce chaos général, « la plupart des institutions révolutionnaires étaient conservées, donc reconnues bonnes ». En définitive, remarque M. Haumant, les vainqueurs s'aperçoivent qu'« avec toute leur gloire ils sont moins bien partagés que les vaincus ». [1]

Les officiers russes mirent à profit leur séjour en France pour s'initier à la littérature politique et aux idées françaises. Tandis que les autres alliés fréquentaient surtout les salons royalistes, les Russes allèrent jusqu'à nouer des relations avec les révolutionnaires, avec les « suspects », et étudièrent la formation et les statuts des sociétés politiques secrètes. Prompts à utiliser ce qu'ils venaient d'apprendre, ils s'occupaient d'instruire leurs soldats, en appliquant la méthode lancastérienne. Au dire de plusieurs obser-

1. Émile Haumant, *op. cit.*, pp. 320-321.

vateurs, « les coups de bâton, toujours en usage dans les autres armées alliées, disparaissent des corps russes stationnés en France ».

C'est donc avec de nouvelles habitudes, avec un nouvel esprit et dans un nouvel état d'âme que toute cette jeunesse militaire rentra dans sa patrie. Mais, là, quel désenchantement! Un régime réactionnaire et oppressif fermait la voie aux aspirations généreuses, aux projets de libération. Un choc était inévitable; il se produisit dix ans plus tard, le 14 décembre 1825 : quelques officiers ayant pris part aux campagnes de 1812 à 1814 firent une tentative d'insurrection militaire pour établir une Constitution.

La guerre de 1812 donna donc l'impulsion à une « révolution d'en bas », comme la lutte contre Charles XII avait causé une « révolution d'en haut ». Pierre Ier avait usé du pouvoir malgré l'opposition du peuple. Les décembristes prirent les armes, pour la libération du peuple, contre le pouvoir autocrate.

Un de ces hommes, le poète Lorer, a résumé le sens des événements de 1812 dans une poésie où il met dans la bouche de Napoléon les paroles suivantes :

Mon rival est la Russie,
Mais mon vainqueur est le destin...
Je ne marchais pas sur les traces de Batou-Khan,
Et je n'ai pas combattu sans raison;
Je n'étais pas mû par la vanité de la gloire...
J'ai vu les cendres de Moscou, mais je ne suis pas un Erostrate.
... J'ai voulu, d'une main de fer,
M'emparer soudain de l'abîme futur des siècles
Et j'ai appelé ces siècles prématurément
Pour faire tomber la chaîne rouillée des préjugés
Et pousser le colosse paresseux
Vers un plus haut but de vie[1].

Le « colosse paresseux » de Russie fut fortement secoué par la guerre contre Napoléon, pas assez

1. Lorer, *Napoléon* (v. le recueil de poèmes intitulé la *Guerre de 1812 dans la poésie russe*) (Moscou, 1912), p. 199.

cependant pour rompre la chaîne rouillée du vieux régime. L'insurrection des décembristes fut étouffée, et c'est seulement trente ans plus tard, après une nouvelle commotion internationale, après la guerre de Crimée, que les fers de la Russie commencèrent à se desserrer.

VI. — Mais il faut d'abord dire quelques mots des rapports de Napoléon avec la Pologne.

Tandis que la grande Révolution s'accomplissait et que tombait l'ancien régime en France, la Pologne était, en 1795, définitivement anéantie et partagée entre les trois monarchies voisines : russe, autrichienne et prussienne.

Au point de vue des intérêts de la Russie (c'est-à-dire de tout le peuple russe, et pas seulement de la bureaucratie et des groupes dirigeants), ce fut une grande faute d'avoir trempé dans l'assassinat et le dépècement de sa voisine. On le voit encore très bien aujourd'hui. La Russie s'est privée d'une barrière entre elle et les Etats germaniques, et elle se trouve en contact immédiat avec l'Autriche et l'Allemagne. La destruction de leur petit royaume, qui aurait été impossible sans la participation de la Russie, remplit les Polonais de haine pour elle. Leur asservissement devint une plaie douloureuse au flanc de l'empire russe ; elle saigna abondamment à deux reprises : en 1831 et en 1863.

La violence faite à la Pologne a été et continue d'être exploitée par les rivaux de la Russie, qui a compliqué sa situation extérieure sans la fortifier.

Napoléon Ier avait compris le parti à tirer de la Pologne et en avait fait un des leviers de sa politique contre la Russie, ce qui était d'autant plus facile qu'antérieurement au dernier partage de leur pays des patriotes polonais irréductibles s'étaient réfugiés en France et qu'une affection réciproque unissait

les défenseurs de l'indépendance nationale et la démocratie française. Napoléon disposait ainsi d'une force, et il en usa, pendant et avant la guerre de 1806-1807, en se posant en soutien des revendications polonaises. Mais il ne leur offrit qu'un mirage, car, en 1807, il n'imposa pas à Alexandre la restauration de la Pologne comme condition *sine qua non* de la paix. Le traité de Tilsitt se borna à créer un grand-duché de Varsovie formé de la Pologne prussienne et donné en pâture à l'électeur de Saxe.

Ce symbole, cette fiction d'un Etat polonais indépendant suffit pour conserver les sympathies polonaises à Napoléon, considéré comme le seul monarque ami. Et, en 1812, les aigles polonaises planaient sur les champs de bataille à côté des étendards napoléoniens.

La polonophilie diplomatique de Napoléon eut sa répercussion sur la politique russe, car Alexandre Ier ne pouvait admettre que la France fût considérée par les Polonais comme leur libératrice. Il le dit lui-même dans une instruction secrète à Novossiltzev, chargé de négociations confidentielles avec l'Angleterre.

« La plus forte arme que les Français aient employée jusqu'ici et dont ils menacent encore tous les pays, c'est l'idée, qu'ils ont su répandre partout, que leur cause est celle de la liberté et du bonheur des peuples... Le salut de l'humanité, l'intérêt véritable des pouvoirs légitimes et les succès de l'entreprise méditée par les deux puissances (la Russie et l'Angleterre) veulent qu'elles arrachent des mains des Français cette arme formidable et, s'en étant emparées, l'utilisent contre eux-mêmes. »

Il apparaît ainsi que le projet de constituer une Pologne autonome, sur lequel Alexandre insistait tant au congrès de Vienne, et son désir de créer un « fan-

tôme de Pologne » sont dus surtout à la nécessité de... faire la concurrence à la France et à Napoléon[1].

La renaissance d'un Etat polonais, œuvre de l'armée française et admise — on ne sait si ce fut sincèrement — par Alexandre, devint effective le 15 novembre 1815 par l'octroi d'une Constitution au « royaume de Pologne ». Mais, comme ce royaume se trouvait sous la tutelle de la Russie, qui, elle-même, n'était pas pays constitutionnel, la contradiction entre ce semblant de constitutionalisme et l'autocratie russe devait éclater de nouveau et engendrer un conflit sanglant où l'individualité politique de la Pologne a disparu encore une fois.

La confiance de la Pologne, qui voulait voir dans la France, même napoléonienne, son amie et sa libératrice, fut raffermie encore par une série de mesures prises par Napoléon en 1807 et 1808 et fécondes en conséquences.

Dans la loi constitutionnelle du grand-duché de Varsovie, il existe un article aux termes duquel « le servage est aboli » et « tous les citoyens sont égaux devant la loi ». En vertu de ce principe, un décret, rendu à la fin de 1807, autorisa les paysans à quitter librement leurs maîtres. Malheureusement, les serfs, en recevant la liberté, furent en même temps dépossédés des terres dont ils avaient vécu et qui furent reconnues propriété de leurs seigneurs. Une partie de la population agricole devint alors rapidement un prolétariat, bientôt envahi par le paupérisme. Mais, en somme, l'abolition du servage donna un très grand élan au développement économique et social du pays en y ruinant le régime féodal au profit de la société bourgeoise.

Une autre mesure très importante fut la promulga-

1. Voir les mémoires de Talleyrand (Paris, 1891, tomes II et III) et les mémoires du prince de Metternich (Paris, 1886, tome II).

tion en Pologne du code Napoléon. Sur la portée de cette réforme, un des meilleurs historiens de l'économie polonaise a dit ceci :

« La plus large brèche au régime civil et surtout à celui de la propriété foncière tels qu'ils existaient dans l'ancienne Pologne a été faite par le code Napoléon, introduit dans le grand-duché de Varsovie en 1808. Il implanta les formes juridiques du système bourgeois moderne dans l'économie d'une exploitation féodale naturelle. Incapable, à lui seul, de transformer les moyens de production, il a porté cependant les coups les plus destructeurs à l'ancien régime de la propriété, dont il a accéléré la chute. L'abolition du régime spécial auquel était soumise la propriété affermée a arraché la propriété foncière à l'immobilité et l'a entraînée dans le courant des échanges. »[1]

En 1809 et en 1812, le gouvernement du grand-duché de Varsovie invita les industriels, les techniciens et les ouvriers étrangers à s'établir en Pologne. Divers privilèges leur furent accordés : par exemple, l'exemption du service militaire, des impôts immobiliers, des droits de douane, etc.

Dans son « royaume de Pologne », le gouvernement russe continua cette politique et, de 1816 à 1824, publia une série d'oukazes impériaux ayant pour but de favoriser l'industrie, d'attirer le capital et les capitalistes étrangers.

Par suite, le caractère général de la vie économique et sociale changea radicalement. Mais les origines de ce nouvel état de choses remontent à « la brève existence du grand-duché de Varsovie », au « triomphe de la bourgeoisie », quand « furent brisées les barrières qui la séparaient de la noblesse » et que celle-là put s'emparer de tous les moyens de conquérir

1. L. Janowicz, *Esquisse de l'évolution de l'industrie au royaume de Pologne* (édit. polonaise, Varsovie, 1907), p. 16.

les forces productives du pays. De sorte que l'on a pu dire que « l'embourgeoisement de la vie politique en Pologne est en grande partie le résultat de l'influence française. »[1]

1. R. Luxembourg, l'*Évolution industrielle de la Pologne* (édit. russe, p. 8).

CHAPITRE IV

I. La guerre de Crimée. Ses origines. — II. Les causes de la défaite. L'antithèse de la vieille Russie et de la nouvelle Europe. — III. La question orientale. Le problème slave et l'européanisation de la Russie.

I. — De 1812 à 1814, la Russie, unie à l'Angleterre, combattait la France. Quarante ans plus tard, ces deux Etats occidentaux s'alliaient contre l'empire russe.

Cette composition des camps, en 1854, autorisait les adversaires à représenter leur lutte comme étant celle de l'Occident et de l'Orient, de l'Europe et de l'Asie.

D'autre part, la guerre de Crimée eut pour cause immédiate, ou plutôt pour prétexte immédiat, les clefs du temple de Bethléem : les moines orthodoxes et leurs concurrents catholiques s'en disputaient la possession. Il semblait ainsi que la lutte fût engagée entre l'orthodoxie et le catholicisme.

En réalité, elle eut des origines beaucoup plus matérielles et concrètes. Elle procédait encore une fois des rapports économiques entre la Russie et l'Angleterre.

Au début du XIX[e] siècle, comme nous le savons, ces rapports étaient très étroits; il serait même permis de dire que la Russie et l'Angleterre ne pouvaient pas se passer l'une de l'autre. Vers le milieu du siècle, la situation changea. Les liens commerciaux entre les deux pays subirent un relâchement

général, dû d'abord à l'état du marché mondial, ensuite à la politique économique de la Russie. L'Angleterre prenait à la Russie des matières brutes et des céréales surtout. Mais, dans le deuxième quart du siècle, le marché européen offrait en quantité assez abondante du blé à des prix peu élevés. L'Angleterre pouvait donc, dans une très grande mesure, se passer des importations de blé russe. Quant à la Russie, son industrie, ayant goûté l'élimination de la concurrence pendant la courte période du blocus continental, commença à manifester ses prédilections pour un protectionnisme de plus en plus marqué. Les marchandises anglaises disparaissaient graduellement du marché russe, et, de 1830 à 1835, la presse britannique constatait avec mécontentement que, tandis que le commerce de la Grande-Bretagne avec d'autres Etats européens s'accroissait plus ou moins rapidement, avec la Russie il restait au même niveau ou s'abaissait. On se plaignait en Angleterre surtout de ce que la Russie s'emparât des régions transcaucasiennes et de tout le littoral de la mer Noire, de la Géorgie, de la Bessarabie et songeât à mettre la main sur l'Asie-Mineure, le Bosphore et les Dardanelles, c'est-à-dire sur la grande route par laquelle le commerce anglais pénétrait en Orient.

En outre, Nicolas Ier cherchait à établir sur l'Europe son hégémonie absolutiste et réactionnaire.

Plus d'un prétexte s'offrait donc à un conflit anglo-russe.

Si la France se décida à y participer, ce fut, au dire des historiens récents, « non par hostilité pour la Russie, mais par amitié pour l'Angleterre. »[1] L'auteur russe qui définit ainsi le ressort auquel la France aurait obéi appuie son opinion sur des constatations

1. M. Pokrovsky, *Histoire russe* (Moscou, 1914), tome V, p. 34.

d'ordre matériel. Il fait observer qu'en ce temps-là la France n'était pas en concurrence avec l'Angleterre, mais plutôt collaborait avec elle : près de la moitié de toutes les marchandises anglaises se transportait alors sur des navires français. « Et, parallèlement, l'Orient, avec ses ports et ses voies commerciales, acquérait un intérêt particulier pour le gouvernement français. Vers le même moment, de Lesseps appelait les capitaux français à la construction du canal de Suez, et Napoléon III se souvenait du traditionnel protectorat exercé par les souverains français sur les catholiques habitant la Turquie. Comme on le voit, ce fut l'intervention de la France dans les affaires de Palestine qui provoqua un conflit formel entre le nouvel empereur français et Nicolas Ier : les clefs du temple de Bethléem ouvrirent le temple du dieu de la guerre, fermé depuis quarante ans. »

II. — Le dieu de la guerre, si bienveillant pour l'empire russe dans les quarante années précédentes, l'abandonna en 1854. La Russie fut battue.

Il semblerait étonnant, au premier aspect, qu'un si grand Etat ait dû se déclarer vaincu et se mettre à la merci de ses ennemis pour une défaite essuyée à Sébastopol, c'est-à-dire sur un point reculé de son immense territoire. Des auteurs russes autorisés affirment que la Russie aurait pu et dû continuer la guerre de Crimée, ayant beaucoup de chances d'en sortir victorieuse. Voici ce que dit, par exemple, le célèbre historien russe S. Soloviev dans ses notes posthumes :

« La paix fut conclue après la chute de Sébastopol, tandis que Sébastopol jouait le même rôle que Moscou en 1812. A ce moment-là, précisément, il fallait déclarer que la guerre n'était pas terminée, mais ne

faisait que commencer, pour contraindre les alliés à y renoncer... Les affaires extérieures n'étaient point en un état si désespéré qu'un souverain énergique ne pût sortir de la lutte en conservant sa dignité et des avantages essentiels. A l'intérieur du pays, il n'y avait pas d'épuisement ni d'extrême détresse. Le nouveau souverain, que tout le monde voulait aimer parce que nouveau, aurait fait surgir d'énormes forces en s'adressant à l'amour et au patriotisme du peuple. La guerre était pénible pour les alliés; ils en désiraient ardemment la fin. Devant un souverain russe parlant avec fermeté et proclamant son intention de combattre jusqu'à une paix honorable, ils auraient reculé. »

Le général Kouropatkine partage cet avis : il pense qu' « en nous inspirant des exemples de Pierre Ier et d'Alexandre Ier nous aurions dû continuer la guerre pour jeter les ennemis à la mer ».

Mais tous les deux, le savant et le militaire professionnel, dépeignent eux-mêmes l'état général des choses en Russie vers la fin de la guerre de Crimée sous de telles couleurs que l'impossibilité de ne pas y mettre fin est évidente pour quiconque sait juger objectivement. Soloviev pense qu'Alexandre II, au moment de son avènement, n'avait ni la largeur de vues, ni le courage, ni l'initiative, ni l'énergie nécessaires à la continuation de la lutte et que, dans son entourage, « il n'y avait pas un seul homme doué de force intellectuelle et morale, pas un seul homme capable d'éclairer les ténèbres ». Quant à M. Kouropatkine, il trace de la situation en Russie avant et pendant la guerre le tableau suivant :

« Au mouvement libérateur commencé en Russie après les guerres napoléoniennes et qui pénétra même dans les rangs de l'armée succéda (sous Nicolas Ier) la forte pression bureaucratique qui pesa lourdement sur toutes les manifestations de l'action

publique, sur tous les rangs et toutes les classes, y compris les militaires. C'était comme si toute la Russie avait endossé le même uniforme, boutonné d'en bas jusqu'en haut, et se tenait fixe. La Russie et son armée ne pouvaient dire que : « Je vous obéis », « Vous avez raison » et « Tout va bien ». Les soldats étaient traités cruellement. Leur nourriture était mauvaise. Les vols de toute sorte étaient des phénomènes habituels dans l'armée... On distribuait le commandement des régiments aux seigneurs qui avaient gaspillé leur fortune, pour leur permettre de la rétablir. La garde impériale jouissait de privilèges oppressifs. Tout acte d'initiative spontanée était poursuivi et puni. La presse était timide et silencieuse. Une discussion dans un organe militaire, même sur le vêtement du soldat, était parfois considérée comme l'indice d'un esprit subversif. Aussi l'armée, malgré ses grands effectifs, était attardée sous le rapport de la force intellectuelle. Et, sous le rapport de la puissance matérielle, nous étions aussi en arrière des armées européennes. »[1]

M. Kouropatkine impute donc, comme on voit, le mauvais état de l'armée russe, quand éclata la guerre de Crimée, au régime général de réaction. Ce n'est donc pas l'armée russe qui a été vaincue à Sébastopol par les troupes alliées, mais plutôt et surtout le système social et politique de la vieille Russie autocratique. Un pays de servage ne pouvait pas résister à des Etats plus civilisés.

Chose curieuse, ce même retard qui faisait la faiblesse de la Russie et la condamnait à un échec était célébré par les « patriotes » de diverses couleurs comme lui donnant un avantage sur l'Europe. Telle était l'opinion non seulement des chauvins officiels,

1. Kouropatkine, *Mémoires sur la guerre russo-japonaise*, chap. I.

à l'optimisme de commande, mais aussi des patriotes sincères et honnêtes du camp slavophile. Les déclamations en prose et en vers où ils opposent « la sainte Russie » à « l'Europe païenne » produisent actuellement une très étrange impression.

« Sur quoi comptez-vous ? demande aux ennemis L. Mey, un des poètes patriotiques de 1855. Sur la bravoure de vos troupes ? Mais tout soldat russe est non seulement brave dans le combat, il y est intrépidement calme. Car, partout, des bords de la Néva jusqu'à Sébastopol, il se dresse pour défendre la Russie et la religion. *Il ne se dresse pas pour une chimère de presse ni pour les vanités des chambres représentatives...* »

Un autre poète slavophile, A. Khomiakov, assure dans un poème, en 1854, « que Dieu a accordé son amour à la Russie et lui a donné une puissance fatale pour détruire la malveillance des forces aveugles, irraisonnables et sauvages » (*sic*).

Est-ce de l'aberration ou de l'hypocrisie inconsciente, cherchant à magnifier les tares de la Russie par sa prédestination suprême ?

Toutefois, dans la même pièce, ce poète ne cache pas à son pays les vérités que voici :

Mais n'oublie pas qu'être l'instrument de Dieu
Est difficile aux créatures terrestres.
Il juge sévèrement ses serviteurs,
Et sur toi, hélas ! pèsent
Tant de péchés horribles !
Dans tes tribunaux règne une injustice noire ;
Tu es marquée du joug de l'esclavage ;
Tu es pleine de flatterie impie,
De mensonge pestifère
Et d'abominations de toute sorte.

Khomiakov comprenait lui-même qu'à la vérité sa patrie « était indigne de l'élection divine » ; il croyait néanmoins qu' « elle est élue » et qu'elle frappera les ennemis avec le glaive de Dieu.

Ce miracle ne se produisit pas. La défaite de la Russie à Sébastopol, si minime militairement, eut une gigantesque portée politique et morale parce qu'elle ouvrit les yeux à tous les Russes plus ou moins clairvoyants et conscients sur tous les maux dont souffrait leur pays. Elle eut pour résultat immédiat l' « époque des grandes réformes » d'abord et ensuite le mouvement connu sous le nom de « nihilisme ». La défaite militaire renversa, à l'étranger, la légende de la suprématie russe, et, dans le pays, elle ébranla le principe du pouvoir autocratique. La « négation » de toutes les idées d'autorité, de tous les préjugés sur lesquels était basée l'ancienne vie jaillit naturellement de cette catastrophe. C'est pourquoi la « négation » constitua le fond du nihilisme [1].

III. — L'antithèse établie par les patriotes entre la « sainte Russie » et « l'Europe païenne » à l'époque de la guerre de Crimée s'expliquait dans une certaine mesure par la présence de la Turquie dans la coalition formée contre le pays du tsar, ce dont le gouvernement russe profita pour s'arroger la protection des frères slaves et des chrétiens contre les musulmans « infidèles ».

Il est vrai que la condition des peuples slaves chrétiens dans les Balkans était, à cette époque-là, insupportable Mais le gouvernement de Nicolas I[er], réactionnaire et oppresseur de son propre peuple, n'avait aucun droit moral de se saisir de leur cause parce que toute sa conduite antérieure était en opposition absolue avec la mission qu'il usurpait. Alexandre I[er], déjà, après le congrès de Vienne, s'était déclaré ouvertement hostile à un soulèvement des

1. Pour plus de détails sur cette doctrine, voir ma *Russie moderne* et la dernière partie du présent ouvrage.

peuples balkaniques contre les Turcs. Par exemple, en 1821 (au congrès de Laybach), il avait condamné sévèrement les velléités d'indépendance des Grecs, où il ne reconnaissait qu'une éruption de l'esprit révolutionnaire. Pour confirmer son jugement par des actes, il avait exclu du corps des officiers de l'armée russe le prince Ypsilanti, pour avoir pris le commandement des insurgés grecs ; et il avait destitué le comte Capo d'Istria, citoyen grec, ministre des affaires étrangères en Russie et fauteur de la révolte de ses compatriotes. Les Grecs, affranchis, ayant élu Capo d'Istria président de leur république, le gouvernement russe avait tenté de le mettre au service de sa politique réactionnaire en Grèce et provoqué de la sorte l'hostilité des partis avancés de ce pays et l'assassinat de Capo d'Istria par deux patriotes républicains, les frères Mavromikhalis.

Au reste, les Russes éclairés n'approuvaient pas la politique mal comprise de leur gouvernement. Au contraire ; et le célèbre poète russe Alexandre Pouchkine encourageait l'insurrection grecque dans ces vers :

Soulève-toi, ô Grèce, soulève-toi !
Ce n'est pas en vain que tu t'efforces,
Ce n'est pas en vain que la guerre secoue l'Olympe, le Pinde [et les Thermopyles.
Sous l'ombre séculaire de leurs cimes
Sont nés la liberté antique,
Les marbres sacrés d'Athènes,
Les sépulcres de Thésée et de Périclès.
Pays de héros et d'esclaves,
Brise les chaînes de l'esclavage
En chantant les vers enflammés
De Tyrtée, de Byron et de Rigas !

L'Autriche encourageait cette ingérence coercitive du gouvernement russe dans les affaires intérieures de la Grèce, comprenant bien qu'il perdrait ainsi les sympathies qui lui étaient acquises dans ce pays ; et

c'est d'ailleurs sur les conseils de Metternich qu'Alexandre prit parti contre le mouvement de libération.

La France et l'Angleterre se déclarèrent, au contraire, favorables à l'établissement d'un régime constitutionnel en Grèce, mais elles commirent une autre erreur en soutenant la candidature du prince bavarois Othon au trône grec, en laissant ainsi à l'intrusion allemande l'occasion de pousser ses premières racines dans le sol grec.

Un demi-siècle plus tard, un autre exemple se présente de la déviation imprimée par la réaction intérieure à la politique extérieure de l'empire : Le gouvernement voulut soumettre complètement à sa tutelle la Bulgarie, que la guerre de 1877-1878 avait rendue indépendante. Il réussit seulement à susciter un mouvement antirusse qui éleva au pouvoir Stambouloff et qui ouvrit aux menées allemandes et autrichiennes l'accès de la Bulgarie.

La même erreur se répète dans la guerre actuelle. Une partie considérable de la population russe (ruthène) et polonaise de la Bukovine et de la Galicie, mécontente de la domination autrichienne, accueillit bien les Russes, qui vinrent occuper ces deux provinces. Mais les bureaucrates civils, arrivés à la suite des armées, commencèrent aussitôt leur travail de réaction et d'oppression et irritèrent la population indigène par des persécutions policières.

Sans doute, les Prussiens aussi réservaient aux Polonais des traitements abominables, et la situation des Slaves en Autriche et en Hongrie était très pénible; mais Allemands, Autrichiens, Polonais, Tchèques, Hongrois, Ruthènes, Serbes sont divisés entre eux politiquement et ethniquement, tandis que la Russie, parente des Slaves, pourrait être pour eux une amie véritable et une protectrice si elle n'avait pas de bureaucrates.

Il est clair maintenant que le problème slave est, pour la Russie, lié à celui de son propre progrès et de sa propre européanisation. Si, il y a une cinquantaine d'années encore, la Russie, quoique elle-même à demi civilisée et gouvernée despotiquement, attirait à elle des Slaves des Balkans soumis au joug terrible des sultans et menant une existence presque barbare, aujourd'hui ses protégés, devenus indépendants, ont rapidement acquis une civilisation à l'européenne; ils ont même devancé sur certains points leur ancienne libératrice, la Russie. Ils ont des Constitutions très démocratiques, des parlements, une vie politique intense, tandis qu'en Russie le régime constitutionnel naît à peine, et il reste encore beaucoup de vestiges de l'ancien. Aussi les regards de ses anciens clients se tournent-ils vers l'Europe occidentale et non vers elle. L'Autriche et l'Allemagne ont su tirer parti de cette orientation. Quant à la bureaucratie russe, elle n'a pas encore compris.

J'ai cité dans ma *Russie et la Guerre* l'opinion du baron Rosen, membre du conseil d'empire, qui constate que l'influence russe s'est affaiblie parmi les Slaves balkaniques et que la « grande idée slave » est, pour la Russie, « dénuée de tout fondement réel ».

« Toutes les entreprises inspirées par cette idée, dit M. Rosen, comme, par exemple, la Banque slave, les expositions de produits russes, les bibliothèques russes en pays slaves, et ainsi de suite, tout cela ou bien reste à l'état de projet ou traîne une existence misérable... Dans le domaine de la civilisation matérielle, la Russie n'a pas besoin du monde slave, ni le monde slave de la Russie. Dans les Etats slaves des Balkans, notre industrie, qui dispose d'un énorme marché intérieur, défendu par des droits protecteurs très élevés, ne pourrait qu'à perte concurrencer l'industrie austro-allemande; pour les Slaves du sud, les relations commerciales seront toujours

plus avantageuses avec la monarchie austro-hongroise, leur voisine, qu'avec la lointaine Russie. Au point de vue intellectuel, les Slaves des Balkans (à plus forte raison, ceux d'Autriche), en dépit d'une germanophobie plutôt factice, préfèrent évidemment — et cela est fort naturel — puiser directement et de première main aux sources occidentales, principalement aux germaniques. »

M. Rosen considère cette situation comme normale. Il semble ne pas voir qu'une Russie « européanisée » pourrait grouper autour d'elle ses frères de race et former une véritable fédération de civilisation russo-slave. Cette simple idée ne le frappe pas, et il conseille à son gouvernement d'abandonner les Balkans à l'impérialisme austro-allemand et, ayant dit adieu à l'Occident, de se retourner vers l'Asie :

« En abandonnant à l'Allemagne la suprématie dans la partie occidentale de l'Europe et en se désintéressant complètement de la rivalité entre les puissances européennes sur le terrain des intérêts purement européens, la Russie assurerait la sécurité de sa frontière occidentale et aurait les mains libres pour accomplir sa mission en Asie. »

Car M. Rosen croit et proclame que la Russie est « plutôt une puissance asiatique ».

CHAPITRE V

I. La guerre contre le Japon européanisé. Le problème asiatique. — II. La barrière allemande entre la Russie et l'Europe. La mer Baltique et les détroits. La grande guerre européenne et ses conséquences générales au point de vue russe.

I. — La théorie préconisée par le baron Rosen, c'est-à-dire la recherche d'objectifs en Asie, avait eu déjà pour défenseurs, à la fin du XIXe siècle, d'autres représentants de l'ancien régime. Elle avait l'appui aussi du gouvernement allemand, désireux de pousser la Russie à des aventures en Extrême-Orient afin d'avoir, pour lui-même et pour l'Autriche, la liberté de manœuvrer en Europe, dans les Balkans et en Asie-Mineure. Il est incontestable que la marche russe vers la frontière de la Corée, vers Port-Arthur fut encouragée par la diplomatie allemande.

Mais, chose étrange, en Extrême-Orient, l'empire russe se rencontra avec... l'Europe, non seulement parce que derrière le Japon se trouvait l'Europe sous les espèces de la vieille Angleterre, mais aussi parce que, depuis la révolution de 1868, la civilisation européenne avait transformé toute l'existence économique et politique du Japon et y avait engendré de nouvelles formes de production capitaliste, de nouvelles méthodes industrielles, de nouveaux moyens de lutte armée.

Il est à remarquer que la révolution au Japon et le commencement de l'européanisation de ce pays coïncident avec les grandes réformes en Russie. Mais le

Japon eut plus d'esprit de suite. Ayant entrepris de moderniser le pays, il s'y appliqua sans relâche, avec le concours de toutes les forces nationales, qu'il laissait libres de se développer et de se manifester au Parlement, dans la presse, à l'école, dans l'industrie. Le gouvernement russe, au contraire, après quelques concessions accordées au peuple, sous Alexandre II, s'arrêta d'abord à mi-chemin et bientôt commença à reculer, à restaurer l'ancien régime dans ses organismes les plus néfastes. Aussi les ressources du Japon, mises en valeur suivant les conceptions européennes, devinrent-elles relativement plus grandes ou, pour mieux dire, plus effectives et plus aptes à l'action que celles, encore informes et assoupies, de l'immense empire russe. Et le colosse fut battu par son faible adversaire avec une facilité inattendue. En réalité, ce fut de nouveau l'Occident qui, en 1905, triompha de la Russie.

Je ne parlerai pas ici, l'ayant fait ailleurs, des conséquences de la guerre malheureuse contre le Japon pour la vie intérieure de la Russie. Je constaterai seulement qu'alors fut fixée définitivement la position générale de la Russie entre l'Occident et l'Orient, entre l'Europe et l'Asie. On connaît cette fameuse question : « La Russie est-elle le plus occidental de tous les Etats asiatiques ou le plus oriental de tous les Etats européens ? » La guerre de Mandchourie a donné la meilleure réponse possible à cette question en la supprimant. Elle a démontré, en effet, d'abord que les termes d'*Orient*, d'*Occident*, d'*Asie* et d'*Europe* ne sont que relatifs et rétrospectifs, le plus éloigné des Etats de l'Extrême-Orient étant devenu européen et ayant pris place dans le concert des puissances européennes. D'autre part, elle a imposé à l'action de la Russie en Asie la même loi qu'à son action en Europe. Obligée de s'européaniser si elle ne veut pas être devancée par ses frères de race, elle l'est aussi

pour conserver son rang vis-à-vis des Etats asiatiques qui se modernisent comme la Chine ou la Perse même.

IV. — Cette évolution est d'autant plus nécessaire à la Russie que l'issue malheureuse de son expédition en Extrême-Orient l'a rejetée vers l'Europe. Mais l'Allemagne avait saisi l'occasion d'exécuter en Europe occidentale, en Turquie et en Asie-Mineure des plans pangermanistes qui, dangereux pour tous les Etats européens, le sont surtout pour la Russie, parce qu'ils menacent les bases mêmes de son développement futur. Elle avait mis ou s'occupait de mettre la main sur la mer Baltique, sur les Dardanelles et le Bosphore.

La construction d'une puissante flotte et du canal de Kiel avait rendu l'Allemagne maîtresse absolue de la mer Baltique, d'où les forces navales russes avaient disparu en 1905. Donc l'œuvre de Pierre le Grand, une voie de communication maritime avec l'Europe, est sinon anéantie, du moins entièrement à la merci de l'empire allemand, qui peut, à tout moment, la fermer au moyen de ses sous-marins et de ses cuirassés.

Pour mesurer les seuls effets économiques de la maîtrise obtenue par l'Allemagne, il suffit de songer que 30 °/o environ de toutes les exportations russes (1.227 millions de francs sur un total de 4.054 millions en 1913) empruntent la mer Baltique. Quant à la valeur politique et spirituelle des relations avec l'Europe par la mer Baltique, elle est incalculable.

Mais le passage par les Dardanelles est non moins et, peut-être, encore plus nécessaire à la Russie. Par les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov sort un tiers du total des exportations russes : 1.286 millions de francs en 1913. Les céréales passent surtout par les Dardanelles (en 1913, sur 10.670.000 tonnes de

céréales exportées, 7.900.000, soit plus de 80 °/₀, ont pris ce chemin), et notamment celles destinées à l'Italie, à la Suisse, à la France, à la Belgique, aux Pays-Bas, à l'Angleterre. Sur 1.811.000 tonnes de blé importées en 1913 en Italie, 881.000 étaient de provenance russe, comme 1.715.000 sur les 3.883.000 entrées la même année aux Pays-Bas; 40 °/₀ du blé consommé en Suisse étaient de même origine[1]. Donc, pour la Russie et pour les pays européens, la voie des Dardanelles est d'importance primordiale. Elle l'est aussi pour l'avenir industriel de la Russie, qui, par ce débouché, exporte les produits des régions minières, charbonnières et pétrolifères du Midi et importe une quantité toujours grandissante de marchandises européennes.

Les Dardanelles, en la possession exclusive des Turcs, étaient ouvertes à la Russie, la Turquie, à elle seule, n'étant pas assez forte pour oser les fermer. Mais, en ces dernières années, l'impérialisme allemand s'installa à Constantinople et commença la construction de son gigantesque chemin de fer de Bagdad. Par le Midi cette fois, une barrière germanique devait couper la Russie de l'Occident, en même temps que la flotte et l'armée allemandes l'enfermaient du côté de l'ouest.

Qu'un des buts de l'Allemagne en s'installant sur le Bosphore ait été de séparer la Russie de l'Europe, les pangermanistes l'avouent eux-mêmes depuis longtemps.

« La Turquie met obstacle à la pénétration dans la Méditerranée de la puissante nation asiatico-européenne, la Russie, écrit le colonel allemand Rogalla von Bieberstein dans une revue militaire (en 1902). Cet obstacle réside plus dans les ouvrages fortifiés du

1. J'emprunte ces chiffres à l'*Europe devant Constantinople*, de M. Max Hoschiller. (Paris, 1916), p. 101.

Bosphore et des Dardanelles que dans les traités internationaux concernant ces passages. L'Allemagne a également un grand intérêt à ce que cette barrière soit maintenue et à ce que la Russie ne pénètre pas dans la Méditerranée. »[1]

En tenant la Russie à l'écart de l'Europe, l'impérialisme allemand avait deux desseins :

Le premier est exposé comme suit par un auteur militaire allemand, le colonel Hildebrandt :

« Les avantages acquis par l'Allemagne dans la conclusion du traité relatif au chemin de fer de Bagdad réduisent sérieusement l'influence russe en Asie-Mineure; aussi l'action de la Russie s'oriente-t-elle de nouveau vers l'Asie centrale, qui est d'ailleurs son vrai terrain. »[2]

La Russie rejetée vers l'Asie centrale, la domination germanique s'étendrait sans obstacle sur les Balkans, en Turquie et en Asie-Mineure.

Ensuite, séparée de l'Europe, la Russie deviendrait inévitablement une colonie allemande, un objet d'exploitation pour les sujets du kaiser.

Ce vaste blocus permanent arrêterait son développement économique et donnerait la suprématie définitive à la réaction germanophile dans son gouvernement.

Il est donc exact que, dans sa résistance actuelle à l'impérialisme allemand, le peuple russe combat non seulement pour la défense de son territoire, mais pour tout son avenir, pour la liberté de sa communion à la vie de l'Occident.

Heureusement, il a pour compagnons d'armes les pays les plus avancés de l'Occident. La France, la Belgique, l'Angleterre, l'Italie et la Serbie (qui est le

1. Cité d'après *la Question d'Orient. La Macédoine. Le Chemin de fer de Bagdad*, de M. André Chéradame (Paris, 1903), p. 253.

2. *Ibidem*, p. 255.

plus civilisé des pays slaves balkaniques) forment avec la Russie un seul bloc contre l'entreprise d'asservissement tentée par l'Allemagne en compagnie de ses alliés, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie.

Je ne répéterai pas ici ce que j'ai dit, dans *la Russie et la Guerre*, du retentissement des événements présents sur la vie russe. Je me contenterai d'attirer l'attention sur les faits où elle apparaît le mieux.

La guerre contre l'Allemagne offre avec celle de 1812 cette analogie d'avoir un caractère national. Tous les démocrates en Russie reconnaissent que la cause de la liberté à l'extérieur et à l'intérieur y est engagée. Au contraire, pour les réactionnaires, germanophiles antérieurement, combattre les junkers prussiens est le pire malheur. Depuis longtemps, ils étaient étroitement liés à leurs coreligionnaires politiques de Prusse et se montraient pour eux pleins de complaisance. Berlin avait su mettre à profit cette faiblesse de la bureaucratie et de l'autocratie russes, devenues pour lui un instrument : la marche allemande vers Bagdad, la pénétration autrichienne dans les Balkans, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ont été favorisées par leur camaraderie. Les réactionnaires russes subordonnent les intérêts internationaux de l'empire à leurs intérêts de l'intérieur. Ils regrettent la rupture avec le kaiserisme, qui est un des meilleurs appuis du régime monarchique présent, et l'union de leur pays avec la France républicaine et les Etats constitutionnels d'Angleterre, de Belgique et d'Italie. Les partisans du progrès sont d'un avis tout opposé et voient dans la fraternité avec les nations occidentales une force de démocratisation et d'européanisation pour la Russie. C'est pourquoi, pensent-ils, au bout du chemin qui la mène à la victoire sur l'oppresseur extérieur, leur patrie doit aussi trouver la liberté.

TROISIÈME PARTIE

L'EUROPÉANISATION DE L'ÉTAT

CHAPITRE I

I. Un État européen dans l'ancienne Russie : la ville libre de Novgorod. — II. La naissance de la monarchie absolue et sa lutte contre la féodalité. Les influences occidentales dans la féodalité russe.

I. — Les historiens de l'ancienne école nationale aiment bien d'attribuer à une cause extérieure les vices du régime politique suranné qui s'est maintenu en Russie. Pour les uns, le joug tartare aurait vicié le développement normal de la nation. Les autres accusent la contagion occidentale d'avoir corrompu la pureté des mœurs russes et les relations patriarcales entre le peuple et ses souverains. Les uns et les autres, cherchant dans le passé reculé le « vrai » caractère et l'esprit politique « national », citent très souvent et très volontiers l'histoire des « républiques » urbaines de Novgorod et de Pskov, qu'ils prétendent d'origine purement autochthone.

La critique impartiale a détruit cette légende et établi que les institutions républicaines des villes libres de Novgorod et de Pskov doivent leur naissance et leur développement à des contacts étrangers directs,

gers directs, à leurs rapports économiques avec les villes libres commerciales d'Europe.

Quelle était la constitution politique de Novgorod ? La ville était gouvernée par un *vetché*, c'est-à-dire un corps de tous les citoyens. Le *vetché* élisait les *tysiatskié* (du mot *tysiatcha*, qui veut dire *mille*) et le *posadnik*, c'est-à-dire le président de la république. Les *tysiatskié* avec le *posadnik* formaient un conseil qui dirigeait les affaires. *Mutatis mutandis*, c'est la même oligarchie urbaine qui fleurissait dans toutes les villes commerciales du moyen âge : sur les bords de l'Adriatique (à Venise) et de la Méditerranée (à Gênes), comme sur ceux de la mer du Nord (en Flandre, en Hollande, en Allemagne).

Mais Novgorod commerçait avec les villes libres d'Allemagne. Au XIIe siècle déjà, elle avait les « cours gothe et allemande », fondées par les négociants étrangers venus de Gothland et de Lübeck. Au XIIIe siècle, elle se met en rapports avec l'Union de la Hanse. Et c'est à cette époque-là que ses bourgeois se libèrent de la domination des princes et créent des pouvoirs élus. Il y a coïncidence entre le moment où le commerce étranger de Novgorod atteint son plus haut point de prospérité et celui où ses institutions républicaines sont à leur apogée.

La forme oligarchique du gouvernement fut empruntée par la ville aux républiques urbaines étrangères auxquelles l'unissait un courant d'échanges.

« Les succès du commerce extérieur, devenu le principal foyer de vie pour la ville, dit Klutchevsky, y avaient créé quelques grandes maisons, qui s'étaient mises à la tête des affaires et, subséquemment, avaient pris la direction de l'administration civile. Cette aristocratie gouvernait, mais seulement de fait et sans qu'eussent été abolies les formes démocratiques de la Constitution novgorodienne. »

II. — Cette Constitution fut supprimée de vive force par les tsars moscovites au XVe siècle. Alors a commencé le régime tsariste et autocrate qui dure encore.

Comme je l'ai déjà expliqué dans ma *Russie moderne*, la monarchie moscovite, pour devenir une véritable autocratie, avait dû étouffer et les institutions républicaines des villes libres du nord-ouest et les tendances féodales et séparatistes d'autres princes, petits-princes, boyards, etc.

Les recherches historiques nouvelles ont révélé une analogie entre l'Europe féodale et la Russie des XIIIe, XIVe et XVe siècles. Des similitudes ressortent même des termes exprimant les rapports de souveraineté et de droit entre les suzerains et les vassaux en Europe et en Russie.

Une question se pose : Ces ressemblances viennent-elles exclusivement d'une identité d'évolution ou d'une imitation plus ou moins directe de l'Occident ?

Il me semble que cette imitation est incontestable ; elle ne peut toutefois être constatée positivement que dans les provinces de l'ouest, voisinant avec la Lithuanie et la Pologne. La Pologne, comme on sait, conserva jusqu'à la perte de son indépendance une féodalité très vivace et profondément enracinée. Les régions limitrophes de la Grande-Russie et de l'Ukraïne se ressentirent de leur contact avec la Pologne et la Lithuanie polonisée, et ce sont leurs seigneurs locaux qui combattirent avec le plus de vigueur le pouvoir absolu naissant à Moscou. C'êst en Lithuanie et en Pologne que se réfugiaient les boyards moscovites en conflit avec les grands-princes et tsars, comme le fit, par exemple, le prince Andrei Kourbsky, sous Ivan le Terrible.

Le voisinage de l'Occident était aussi très sensible dans la Russie galicienne, où les relations entre le prince et les boyards aux XIIIe et XIVe siècles sont tout

à fait semblables à celles des seigneurs d'Europe avec leurs feudataires. Les princes galiciens employaient même des « cachets à la mode occidentale » ; la langue de leurs oukazes est le latin. Un moment, ils prétendirent devenir les grands-princes de toutes les Russies. S'ils y avaient réussi, les événements auraient pu prendre un tout autre cours. Mais les invasions des nomades et le joug tartare séparèrent la Russie du sud-ouest de celle du nord-est et la lancèrent dans d'autres voies.

Le joug tartare laissa son empreinte sur l'État russe. Pendant une période très longue, les principautés russes demeurèrent sous la domination asiatique ; et le prince de Moscou, quoique grand-prince de la Russie, était le principal vassal du Khan tartare, dont il subissait la tutelle. Il est très naturel que son gouvernement se soit modelé sur le despotisme asiatique. Les étrangers qui visitaient la Russie au XVI[e] siècle, c'est-à-dire au moment où se forma l'autocratie moscovite, s'étonnaient de ce qu'ils y voyaient et ne savaient pas s'ils se trouvaient en Europe ou en Asie. « L'Etat russe ressemble beaucoup au turc, qu'ils (les Russes) tâchent, paraît-il, d'imiter », dit l'Anglais John Fletcher (venu à Moscou en 1588) dans son ouvrage *On the Russian Common Wealth*.

« Leur gouvernement est purement tyrannique; toute son action sert exclusivement au profit et aux avantages du tsar, et encore de la façon la plus ouverte et la plus barbare. »[1]

La puissance du pouvoir central et la fondation de

1. Je remarquerai en passant que la première édition de l'ouvrage de Fletcher, publiée en Angleterre à la fin du XVI[e] siècle, fut brûlée par ordre du gouvernement anglais, désireux d'éviter que le tsar prît ombrage de quelques vérités désagréables. En Russie, le livre de Fletcher parut pour la première fois en 1848 dans une revue historique. Le numéro où il est inséré fut brûlé, et le rédacteur eut des démêlés pénibles avec la censure, la police et la gendarmerie.

l'autocratie furent favorisées également par les nécessités de la lutte contre les ennemis extérieurs : d'abord contre les hordes asiatiques, ensuite contre les voisins occidentaux. Avec les Asiates, la Russie moscovite fut en guerre jusqu'à la fin du XVI[e] siècle ; son triomphe sur les Tartares coïncide avec celui du tsarisme sur les féodaux. L'historien Klutchevsky a raison d'affirmer que la victoire de la Russie sur les Mongols fut celle de l'Europe sur l'Asie. Mais M. Georges Plekhanov dit avec autant de raison que « l'Europe a vaincu les « Asiates » seulement parce qu'elle-même était devenue l'Asie ». [1]

M. Plekhanov expose cette pensée dans quelques remarquables pages de sa magistrale *Histoire de la pensée sociale en Russie*, dont les deux premiers volumes ont paru dernièrement. Dans la formation de l'Etat en Russie et en Europe, M. Plekhanov relève ces différences essentielles :

En Russie aussi bien qu'en Europe, le pouvoir central a pu vaincre les aspirations centrifuges des féodaux. Mais, en France, par exemple, les rois, en imposant leur autorité à la noblesse, ne lui retiraient pas le droit de posséder des propriétés foncières et ne la soumettaient pas au service obligatoire. Ou, comme dit M. d'Avenel, « le privilège n'était pas la récompense du service rendu, mais le droit de la naissance ». En Russie, il en fut tout autrement. La propriété foncière y devint un fonds d'Etat, où les tsars puisaient quand ils voulaient récompenser les services d'un noble. Et ce que les nobles faisaient pour les paysans en mettant des terres à leur disposition en échange d'un travail obligatoire, les tsars le faisaient pour les nobles, qui n'étaient donc que des serfs supérieurs, pour ainsi dire. Cet état de choses était typique pour l'ancienne Chaldée, l'ancienne

1. G. Plekhanov, *Histoire de la pensée sociale en Russie* (Moscou, 1914), tome I, p. 98.

Egypte, pour la Perse, et, en général, pour les grands Etats despotiques de l'Asie, M. Plekhanov peut, à bon droit, comparer la Russie moscovite à ces Etats et trouver dans l'évolution russe de cette époque des éléments despotico-asiatiques.

Mais la Russie ne resta point au degré de développement politique que ces Etats conservèrent jusqu'à leur dissolution définitive. « L'évolution russe offre cette particularité — avantageuse au progrès, cette fois — d'une grande ressemblance avec l'Asie suivie d'une très lente, mais irrésistible assimilation à l'Occident européen, tandis que les Etats asiatiques proprement dits, le Japon le premier, ne nous présentent qu'après le milieu du XIXe siècle des exemples de tendance à l'européanisation. »[1]

1. *Ibidem*.

CHAPITRE II

I. Les forces militaires et la transformation de l'administration de l'État sous Pierre Ier. L'influence suédoise. — II. Les révolutions de palais au XVIIIe siècle et l'influence européenne. — III. La domination des Allemands et le mouvement antigermanique sous Anna. La participation de la France et de l'Angleterre au coup d'État de 1741. Le duc de Holstein tsar russe et sa borussophilie. — IV. La conspiration de 1801 et la diplomatie anglaise.

I. — Sur un point particulier et de grande importance, la construction de l'Etat russe diffère de celle des Etats européens. C'est l'organisation des forces militaires.

Dans les monarchies occidentales, grâce à l'accroissement rapide de la richesse pécuniaire, les rois, en France, par exemple, avaient pu prendre à leur service des troupes mercenaires et, par suite, ne pas dépendre des armées seigneuriales. Les rois furent ainsi amenés à s'appuyer sur le tiers état, d'où ils tiraient les fonds nécessaires à l'entretien de leurs soldats.

En Russie, au contraire, la bourgeoisie urbaine, même au XVIIe et au XVIIIe siècle, était trop faible pour prêter aux tsars une aide matérielle, et les besoins militaires étaient trop grands pour que des mercenaires pussent y suffire. L'organisme militaire devait donc être constitué autrement qu'en Europe.

Jusqu'à l'année 1705, l'armée russe était composée d'une cavalerie seigneuriale, c'est-à-dire de milices montées, de quelques régiments d'infanterie et de cava-

lerie soldés. La guerre contre la Suède obligea le gouvernement de Pierre à recourir sans retard à d'autres sources. Il adopta le principe du recrutement obligatoire, qui fut appliqué pour la première fois en 1705, quand le gouvernement ordonna à la population de lui amener des recrues à raison d'un homme par vingt « dvors » paysans [1].

Vers la fin du règne de Pierre Ier, l'armée russe comptait déjà 200.000 hommes de troupes régulières et 100.000 cosaques et autres irréguliers. L'entretien de ces forces nombreuses coûtait cher : 5 millions de roubles, auxquels s'ajoutait 1 million et demi de roubles pour la flotte, de sorte que la totalité des dépenses militaires s'élevait à 6 millions et demi, ce qui équivaut, d'après la valeur actuelle du rouble, à une somme de 52 à 58 millions.

La suppression des milices et la création d'une armée permanente demandaient une nouvelle administration. L'ancienne se composait de quelques organes centraux très rudimentaires, connus sous le nom de *prikazy*, dirigés par les boyards ayant reçu du tsar un *prikaz*, c'est-à-dire un ordre de service. L'autorité locale était exercée par des *voïevody* (des mots *voïn*, *soldat*, et *vodit*, *mener*), dont le nom indique l'origine et la fonction : c'étaient des administrateurs civils et militaires en même temps. Les *voïevody* ne recevaient aucun traitement fixe de l'Etat et devaient « s'alimenter » (tel était le terme officiel) aux dépens de la population.

Le système d'administration basé sur le principe des milices locales ne convenait pas à la nouvelle institution, et Pierre voulut le remplacer pour centraliser le mécanisme militaire, et ses revenus surtout.

Comme la Suède, son ennemie, lui paraissait le plus puissant des Etats et devait, croyait-il, sa force à sa

1. *Dvor* veut dire *cour* et signifie une famille ou une unité économique paysanne.

bonne administration, il y envoya un étranger (Tick) pour se renseigner sur elle, au besoin à l'aide du vol. En outre, il prit à son service le baron silésien de Luberas, dont j'ai déjà parlé et qui avait la réputation de fort bien connaître les choses de Suède.

D'ailleurs, il put s'initier directement aux procédés suédois en les voyant appliqués dans les provinces baltiques qu'il avait conquises. Un de ses oukazes en ordonne l'adoption dans certains services administratifs.

Il emprunta aussi à d'autres Etats occidentaux. Après son premier voyage en Hollande, il crée les *ratouchi* et les emplois de *bourmistry* à l'imitation de ce qu'il y avait vu. En 1714, il écrit à son *projector* (c'est-à-dire à l'élaborateur des projets de réforme) Saltykov qu'il lui fasse tenir « les droits qu'il a extraits des lois anglaises et autres lois européennes, les républiques exceptées »[1]. Parmi ces « droits » que Saltykov lui avait envoyés se trouvait un projet sur le majorat, dont l'idée était prise à l'Angleterre et qui fut introduit en Russie sous forme d'inaliénabilité et d'indivisibilité des propriétés seigneuriales.

Mais, comme foyer d'inspiration, les autres Etats ne tinrent qu'une place secondaire : la Suède fut le modèle à copier et à reproduire fidèlement. C'est que, aux yeux du gouvernement russe, l'excellence de ses moyens militaires la rendait digne de devenir un objet d'émulation, et, surtout, elle était le seul pays d'Europe où la monarchie absolue eût définitivement vaincu la féodalité, encore perceptible ailleurs. Son administration, du reste, avait la réputation d'être la meilleure de ce temps-là.

1. Cette aversion pour la République se manifeste déjà chez Ivan le Terrible, qui, malgré toute son anglophilie, interrompit les rapports commerciaux avec l'Angleterre parce que « les Anglais avaient accompli, d'après son expression, une grande œuvre mauvaise : avaient mis à mort leur roi Carolus ».

C'est pour cette raison que son adaptation à la Russie fut une entreprise très, ou peut être trop audacieuse.

Pierre Ier emprunta à la Suède tous les dehors de la puissance publique et créa les *kolleghii* (collèges) pour remplacer les anciens *prikazy*; le Sénat, composé primitivement des premiers présidents des *kolleghii*; les *goubernatory* (gouverneurs), préposés chacun à un des huit *goubernii* (gouvernements) qui divisaient la Russie et qui étaient subdivisés en *provinntsii* (provinces) et *distrikty* (districts).

Ses oukazes indiquent plus d'une fois que les « instructions et règlements » suivant lesquels doit fonctionner l'administration nouvelle sont à faire « à la façon suédoise » ou « avec certains changements ».

En même temps qu'il remplaçait la vieille machine gouvernementale, Pierre crut nécessaire de substituer à la hiérarchie aristocratique une hiérarchie bureaucratique. En 1722, il promulgua dans un oukaze le *tabel o rangakh* (le tableau de rangs), c'est-à-dire l'échelle des *tchiny* (grades) civils et militaires, où presque tous les noms des grades et des emplois bureaucratiques sont empruntés au latin ou à l'allemand (*kollejsky assessor*, *maior*, etc.).

Croyant qu'on « ne peut pas faire d'après les seuls livres, car, dans ces derniers, toutes les circonstances ne sont pas prévues », Pierre ne se borna pas à colliger des lois et des statuts étrangers. Il recruta en Allemagne, en Bohême, en Hollande des juristes, des scribes, des administrateurs. Le baron de Luberas, à lui seul, engagea jusqu'à 150 fonctionnaires étrangers au service de son gouvernement.

Ayant créé de nouveaux organes, avec de nouvelles dénominations, remplacé les noms russes par des noms européens, Pierre crut qu'il avait européanisé l'Etat moscovite, dont il avait rapproché géographiquement de l'Occident la capitale, baptisée d'un nom européen. Mais il se trompait.

Dans son idée, le Sénat, constitué en 1711, devait avoir la surveillance générale et la direction supérieure des affaires de l'Etat. Mais, dès 1715, Pierre fut obligé de soumettre le Sénat lui-même à la surveillance d'un « reviseur général » chargé d'assister aux séances de l'assemblée pour dénoncer au tsar ceux de ses membres qui manquaient à leur devoir. Cinq ans plus tard, un autre fonctionnaire eut mission de veiller à ce qu'au Sénat « tout soit fait convenablement et qu'il n'y ait pas de bavardages, de cris et *autres choses* ». Il devait observer, avec un sablier, si les délibérations étaient assez rapides et en fixer les limites. Un an après, comme il restait inférieur à sa tâche, il fut remplacé par un officier de la garde, ayant le droit d'arrêter les sénateurs qui usaient d'un langage inconvenant ou injurieux pour leurs collègues. Au bout d'un an encore, le Sénat est définitivement subordonné à un *gueneral-prokouror* (procureur général), entre les mains duquel, au lieu d'être le corps le plus haut de l'Etat, il devient un simple instrument.

L'histoire du Sénat et des autres créations de Pierre est déplorable. Les sénateurs et les membres des collèges « jouaient à la loi comme aux cartes » et « minaient la forteresse de justice » (c'est l'expression de Pierre), s'adonnant sans cesse au vol, aux intrigues, aux querelles. Presque tous les hauts fonctionnaires négligaient les intérêts de l'Etat et ne pensaient qu'aux leurs. A une séance du Sénat, vers la fin de son règne, Pierre, en entendant lecture de rapports sur leurs infidélités, ordonna de publier sans retard un oukaze en vertu duquel serait pendue toute personne qui aurait volé à l'Etat une somme même ne dépassant pas le coût d'une corde. Son favori, Jagujinsky, gueneral-prokouror du Sénat, lui dit : « Est-ce que Votre Majesté veut rester empereur toute seule, sans sujets ? Nous volons tous ; seulement, l'un vole plus et pas aussi discrètement que l'autre. »

La situation des administrations provinciales n'était pas meilleure. Les nouveaux *goubernatory* et *landraty* (du mot *landrath*), malgré leurs noms européens, volaient la population et le Trésor autant que le faisaient les *voïevody* moscovites. Les généraux et les officiers, voyageant par les provinces, pillaient et battaient les fonctionnaires civils. Le peuple, appauvri par les guerres, les impôts, et les rapines, s'enfuyait dans les steppes, dans les forêts et y formait des bandes de brigands. Pierre lançait oukaze sur oukaze, menaçait, punissait, sans arriver à rien. « Le fonctionnaire pétersbourgeois, le général, le seigneur provincial jetaient par la fenêtre les oukazes du terrible réformateur et, d'accord avec le brigand forestier, s'inquiétaient peu de ce que, dans la capitale, il y eût un Sénat mi-absolu et neuf ou dix collèges, constitués à la suédoise, aux attributions systématiquement déterminées. Les façades imposantes de l'ordre légal cachaient un désordre général. »[1]

La tentative d'européanisation faite sous Pierre Ier échoua, il faut le rappeler, parce qu'elle coïncida avec des guerres incessantes. Si la guerre imposait des réformes, elle leur donnait un caractère d'accident et d'improvisation. Les nouvelles institutions avaient un but plutôt fiscal et militaire que social et politique. Des neuf « collèges », créés en 1718, six devaient s'occuper des finances, des affaires étrangères et militaires, un, de la justice, et deux, du commerce et de l'industrie. Nul service n'avait charge de l'agriculture, principal moyen d'existence du peuple cependant. La population rurale, vrai fondement de l'Etat, était absolument sacrifiée par le gouvernement, qui

1. Un observateur étranger (Fokkerodt) écrit dans son ouvrage sur son séjour en Russie sous Pierre le Grand que le tsar, désespérant de corriger ses fonctionnaires, voulait les exterminer par la hache et la potence et que des condamnations à mort en masse étaient à attendre. Mais Pierre mourut le premier...

cherchait plutôt à renforcer le pouvoir des nobles sur les moujiks.

La condition des paysans russes, qui n'avait cessé d'empirer depuis la fin du XVI° siècle, devenait de plus en plus semblable à celle des agriculteurs asservis dans les Etats despotiques de l'Orient. Pierre le Grand n'avait pas cherché à la relever, au contraire. Toute véritable européanisation de la Russie restait donc impossible, et la réforme administrative était vouée à la stérilité.

II. — Le désordre général, qui navrait Pierre Ier pendant les dernières années de sa vie, se conserva et s'accrut encore sous ses successeurs immédiats.

Pierre le Grand, pour la première fois depuis l'époque d'Ivan le Terrible, réalisa l'« idéal » de l'autocratie absolue. Dans une de ses lois, il proclama que « Sa Majesté est souveraine, autocrate. Elle ne doit de comptes à personne au monde ». Il écrasa toutes les forces qui auraient pu lui faire obstacle : les vieilles familles de boyards furent exterminées ; le patriarchat remplacé par une chancellerie ecclésiastique (Saint-Synode), subordonnée à un fonctionnaire civil. La mise en vigueur du *tableau des rangs* devait signifier que les préséances dépendaient non des origines, mais exclusivement de l'échelon occupé dans la bureaucratie par la volonté du tsar ou de ses mandataires. La transformation du *tsarstvo* en empire et du tsar en empereur rendait encore plus évidente la rupture formelle avec l'ancien régime. L'empereur concentrait en lui l'ensemble et la plénitude des pouvoirs : il devint le chef suprême de l'armée, le chef de l'Eglise, le chef de la hiérarchie bureaucratique.

En 1613, le premier Romanov fut *élu* tsar par les représentants de la population. Ensuite, la couronne se transmit par héritage. Pierre Ier, rejetant les deux principes de l'élection et de l'hérédité, publia,

en 1721, un oukaze reconnaissant à l'empereur le droit de nommer lui-même son successeur. Le pouvoir monarchique devint à la fois absolu, arbitraire et personnel.

Il faut avouer cependant que Pierre Ier n'en usa pas exclusivement pour son avantage personnel, mais pour le bien de l'Etat. On peut dire qu'il appliqua souvent les moyens du despotisme asiatique à des fins européennes et progressistes. Ses successeurs conservèrent les moyens, mais pour atteindre d'autres buts, et ils confondirent complètement leurs affaires avec celles de la collectivité.

Un monarque absolu, en réalité, ne l'est que de nom, parce qu'il dépend toujours de son entourage, de ses favorites ou de sa garde. Cette vérité est pleinement confirmée par l'histoire de la monarchie russe au XVIIIe siècle. Aussitôt le principe de l'autocratie proclamé officiellement, le trône tombe aux mains de ceux qui l'environnent.

Dans la nuit du 28 janvier 1725, tandis que Pierre le Grand était à l'agonie, les officiers des régiments de la garde proclamèrent impératrice sa femme Catherine Ire, ruinant ainsi les plans des hauts bureaucrates qui voulaient donner eux-mêmes un successeur à Pierre. Mais la bureaucratie et l'aristocratie prirent leur revanche en persuadant à Catherine de former une sorte de gouvernement oligarchique sous le nom de *conseil supérieur secret* (en 1726). A l'instigation de ce conseil, Catherine laisse la succession à son petit-fils Pierre, devenu, en 1727, le tsar Pierre II. Trois ans plus tard, en 1730, le conseil supérieur secret, avec l'appui de la garde, élève au trône la nièce de Pierre Ier, Anna Ivanovna, duchesse de Courlande, qui, avant de mourir, prend pour héritier Ivan Antonitch (âgé de deux mois), tsar sous le nom d'Ivan VI (en 1740). Anna Ivanovna charge de la régence son favori, le fameux Biren,

mais, quinze jours après la mort de l'impératrice, la mère d'Ivan VI, Anna Léopoldovna, princesse de Brunswick, avec l'aide des officiers et des soldats du régiment Préobrajensky, fait une révolution de palais, déporte Biren et se proclame régente. Un an après, une compagnie du même régiment fait un nouveau coup d'Etat et remplace Anna Léopoldovna et Ivan VI par la fille de Pierre I[er], Yelisaveta Petrovna (Elisabeth), qui règne pendant vingt ans et transmet en mourant le pouvoir à son neveu le duc de Holstein-Gottorp, Pierre III. Le règne de ce prince est de très courte durée : au bout de six mois, sa femme Catherine, née princesse d'Anhalt-Zerbst, le dépose avec le concours de la garde et prend le pouvoir. Elle reste sur le trône pendant trente-quatre ans (de 1762 à 1796) et transmet la couronne à Pierre I[er], renversé et tué, en 1801, par les officiers de la garde.

L'Europe ne resta pas étrangère à tous ces événements. On y distingue, parfois très nettement, son inspiration et même son intervention, établie par des documents.

En 1726 déjà, l'ambassadeur français à Pétersbourg, Campredon, mandait à Versailles que les aristocrates russes voulaient diminuer le pouvoir personnel de Catherine I[re] et organiser l'Etat à la mode anglaise. Le même avis est donné, en 1730, par le secrétaire de la même ambassade, qui dit qu'à Moscou on parle, dans les rues et chez les particuliers, de la Constitution anglaise et des droits du Parlement anglais. Pendant la crise de 1730, les nobles qui élurent Anna Ivanovna désiraient aussi limiter le pouvoir absolu et cherchaient en Occident le meilleur système de gouvernement : « Les Constitutions de là-bas miroitaient à leurs yeux comme des joyaux dans un magasin, plus beaux l'un que l'autre et entre lesquels on ne peut pas choisir. » Les ambassadeurs européens rapportent qu'il y avait parmi les nobles,

en 1730, des partisans de la monarchie parlementaire, comme en Angleterre, de la monarchie élective, comme en Pologne, de la monarchie associée à une oligarchie aristocratique, commune en Suède; il y avait aussi des républicains.

Le mode suédois l'emporta, et l'élection d'Anna Ivanovna ressemble à celle d'Ulrique-Eléonore, sœur de Charles XII, devenue reine de Suède en 1719. Le conseil supérieur secret, en investissant Anna, l'obligea à signer les « points » qui limitaient son autorité et soumettaient ses actes à son agrément et à son contrôle, à lui. De même qu'en Suède, la noblesse moyenne et petite protesta contre cette usurpation; et Anna Ivanovna, s'appuyant sur cette résistance, déchira les *konditzii* (conditions) qui lui avaient été imposées.

Pour ce qui est de la participation matérielle des étrangers à la polique intérieure de la Russie, la révolution de palais de 1741 et le meurtre de Paul Ier, en 1801. en offrent deux exemples extrêmement intéressants.

III. — Le *pronunciamiento* militaire qui dénoua la crise de 1741 a une autre grandeur toutefois qu'une simple révolution de palais. C'est une explosion de révolte nationale et patriotique contre l'immixtion étrangère dans le gouvernement du pays.

Comme je l'ai déjà dit, Pierre Ier avait noué des liens avec le monde allemand. La conquête des provinces baltiques réunit à l'empire une nombreuse population allemande. En 1731, c'est-à-dire six ans seulement après la mort de Pierre, le trône russe est occupé par une duchesse de Courlande, à demi allemande. Anna Ivanovna amène avec elle, à Pétersbourg, tout son entourage courlandais et livonien.

« Se méfiant des Russes, Anna se mit sous la garde d'un tas d'étrangers qu'elle avait importés de Mitau

et de divers coins de l'Allemagne. Les Allemands se répandirent en Russie comme les balayures s'échappent d'un sac troué, s'installèrent en foule à la cour impériale, cernèrent le trône, se glissèrent à tous les postes lucratifs de l'administration. Tout ce ramassis bigarré était composé des *kléotoury* (créatures) de deux puissants patrons : d'une « canaille courlandaise » qui n'avait qu'un talent : celui de trouver des chiens de race (il s'agit de Biren), et d'une autre canaille livonienne, auxiliaire et d'ailleurs concurrente de Biren : c'était le comte Lœwenwold, *ober-stallmeister*, menteur, joueur passionné et concussionnaire. Dans une cour débauchée, n'ayant d'autre occupation que des fêtes somptueuses, organisées par un autre Lœwenwold, *ober-hofmarschall*, plus malfaisant encore que son frère, toute cette bande se rassasiait et menait joyeuse vie avec l'argent tiré du peuple par la bastonnade. Ce n'est pas sans raison que l'entretien de la cour coûtait sous Anna cinq ou six fois plus que sous Pierre Ier, bien que les revenus de l'État n'eussent pas augmenté et fussent plutôt en diminution. »

Les bureaucrates allemands, qui, d'après le même auteur (Klutchevsky), « prirent position autour du trône comme des chats affamés autour d'un pot de lait », appliquèrent à l'empire les pires moyens d'oppression : les exécutions, la déportation, la torture, les dragonnades. « L'invasion tartare se répétait ; seulement, cette fois, elle ne sortait pas des steppes méridionales, mais de la capitale russe. »

Cette peinture concorde avec celle que tracent dans leurs rapports les ambassadeurs étrangers auprès d'Anna : eux aussi signalent l'intolérable insolence des favoris et des bureaucrates allemands et prédisent une révolution.

Un mouvement antigermanique se formait parmi les officiers et les soldats de la garde et parmi la

moyenne et la petite noblesse. Ayant aidé Anna à se débarrasser d'une oligarchie prise dans l'aristocratie russe, la noblesse vit avec stupéfaction et irritation les efforts de sa fidélité à la nouvelle impératrice tourner au profit d'une oligarchie allemande. L'idée d'un coup d'Etat surgit tout naturellement, et les conspirateurs décidèrent de porter au trône Yelisaveta Petrovna. Par une ironie de l'histoire, une justice peut-être, la fille de Pierre I[er], qui, de son vivant, était considéré comme un « étranger » et un « Allemand », comme un ennemi de son peuple, devint l'incarnation du sentiment national soulevé contre la tyrannie germanique.

Mais, chose encore plus singulière, le succès de cette entreprise fut assuré par le concours de l'étranger : de la France et de la Suède. Le docteur français Lestocq, La Chétardie, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, et son collègue suédois Nolken furent les principaux fauteurs du complot contre la *birenovchtchina* (régime de Biren); ils l'aidèrent de leurs conseils et de leur argent.

Il semblerait étonnant que la Suède ait servi dans ses ambitions la fille de Pierre le Grand, de l'ennemi qui lui avait enlevé le littoral de la mer Baltique. C'est qu'elle espérait obtenir pour récompense de son appui la restitution d'une partie de ses anciens territoires ; et Nolken demanda même à Yelisaveta Petrovna de s'engager par un traité secret « à défendre toujours les intérêts de la Suède ». C'est ensuite qu'il y avait rivalité entre la Suède et l'Angleterre, alliée de l'Autriche, avec laquelle ni la Suède ni la France n'étaient en bon accord. En outre, ces deux dernières puissances craignaient la domination économique et politique de l'Angleterre en Europe, et particulièrement en Russie ; or le gouvernement et les commerçants anglais achetaient les complaisances de Biren et des autres « créatures » allemandes.

Cependant l'intrusion germanique ne fut pas complètement repoussée par l'avènement d'Yelisaveta, qui se contenta de mettre à la retraite quelques bureaucrates allemands des plus notoires. La mutinerie d'un régiment de la garde contre ses chefs allemands fut étouffée avec rigueur. Il est vrai que, dans l'entourage immédiat d'Yelisaveta et entre ses principaux conseillers politiques, on ne comptait pas d'Allemands ; mais, ayant choisi pour successeur Charles-Pierre-Ulric, duc de Holstein, Yelisaveta non seulement transmit la couronne à un Allemand, mais germanisa la dynastie : la maison russe de Romanov est remplacée depuis ce moment-là par la maison, plutôt allemande, de Romanov-Holstein-Gottorp. Devenu tsar sous le nom de Piotr Fedorovitch (Pierre III), le duc de Holstein « ne put pas élargir son esprit étroit de Holsteinois à la mesure de l'immense empire que le destin lui avait donné ; au contraire, sur le trône russe, il devint encore plus holsteinois que chez lui ».

Il cherchait à imiter en tout Frédéric II, roi de Prusse, mais, un tel modèle étant trop puissant pour ses petites facultés, il ne parvenait qu'à en faire une caricature. Il se comportait en soldat prussien, baisait en public le buste de Frédéric II, s'agenouillait devant son portrait ; il portait l'uniforme prussien, qu'il imposa à l'armée russe ; il montait en personne la garde devant l'appartement de l'ambassadeur de Frédéric, en signe de respect pour son maître ; et il constitua l'armée russe gardienne de la gloire et des bénéfices acquis par le roi de Prusse. Il ordonna au Saint-Synode de « purifier les églises russes », c'est-à-dire d'en éloigner les icônes (celles de Jésus et de la Vierge exceptées) et d'imposer aux popes les dehors et le costume des pasteurs luthériens ; il recruta des soldats et des caporaux prussiens pour en composer sa garde particulière.

Il réussit de cette manière à être détrôné et, huit jours après, tué par les officiers de la garde russe.

Ce fut un nouvel échec pour la pénétration allemande. Mais le « parti allemand » ne fut pas détruit. Il devint seulement plus prudent et sut ainsi conserver et accroître ses privilèges. A la cour impériale, encore de nos jours, les noms des dignitaires sont allemands : *freilina* (*fräulein*), *kammerfrau*, *kammerjunker*, *kammerherr*, *stallmeister*, *hofmeister*, etc. Dans la haute bureaucratie civile et militaire, les individualités d'origine allemande étaient et sont toujours très nombreuses. Cet état de choses a été résumé par un de nos éminents contemporains, Emile Vandervelde, en cette phrase : « La Russie est la plus grande démocratie du monde, dirigée par une petite colonie allemande. »

IV. — Le coup d'Etat de 1801, qui enleva le trône et la vie à Paul Ier, ne fut pas une revanche du patriotisme, comme la chute de son père, Pierre III, ou l'élévation d'Yelisaveta. Mais l'étranger y prit une part très grande.

La noblesse russe, on l'a vu, était fort mécontente de la politique économique suivie par Paul Ier à l'égard de l'Angleterre. « La rupture avec l'Angleterre, lésant les intérêts matériels de la noblesse, augmentait sa haine pour Paul, rendue déjà si vive par un cruel despotisme. La pensée d'anéantir Paul par quelque moyen que ce fût devint presque générale », écrit un contemporain.

Mais la politique extérieure du tsar était encore plus odieuse au gouvernement et au commerce anglais. C'est ce qui explique que l'Angleterre, en la personne de son ambassadeur, ait trempé dans la conspiration.

« La diplomatie anglaise fit tout ce qu'elle put pour renverser Paul. L'ambassadeur d'Angleterre à

Pétersbourg, Whitworth, fut activement mêlé à la première tentative contre Paul (tramée au printemps de 1800, c'est-à-dire environ un an avant la catastrophe finale) et dont la mise en scène était « anglaise » : Paul aurait été déclaré dément, comme le fut un peu plus tard Georges III d'Angleterre ; et Alexandre Pavlovitch serait devenu régent. L'entreprise était si bien décidée que Panine (lié avec Whitworth et chef des conspirateurs) se renseignait déjà auprès des diplomates étrangers sur les formes dont, chez eux, les actes de ce genre sont revêtus : c'était nécessaire, car l'Angleterre, État parlementaire, ne pouvait fournir aucun précédent juridique à la Russie. »[1]

Et l'insuccès ou plutôt l'avortement de la première conspiration vint, d'après le même historien, de ce que Whitworth avait quitté Pétersbourg. Mais, du dehors, il restait en rapport avec la noblesse russe, ennemie de Paul, et continuait d'aider à répandre les excitations qui préparèrent la seconde conspiration et la mort violente du souverain.

La diplomatie anglaise ne s'était pas trompée dans ses calculs, car la chute de Paul eut pour résultat immédiat « la réconciliation de la Russie avec l'Angleterre », comme le constate le prince Adam Czartoryski dans ses mémoires.

Profitable à l'Angleterre, la disparition de Paul ne fut pas désavantageuse non plus à la Russie : ce fut celle d'un des pires tyrans que connaisse l'histoire.

On pourrait ajouter que l'Angleterre, en contribuant cette fois à délivrer la Russie, racheta, dans une certaine mesure, ses collusions d'autrefois avec Biren et la bande allemande, exploiteurs et oppresseurs du peuple russe.

Si les nobles qui renversèrent Paul Ier reçurent de

1. M. Pokrovsky, *Histoire russe* (Moscou, 1912), tome IV, p. 231.

l'Angleterre des conseils et peut-être des subsides matériels, leur conspiration procéda d'idées françaises, comme sont empruntés à la France les plaidoyers en sa faveur. Certains mémoires des nobles russes contemporains s'efforcent de justifier le meurtre du tyran par des arguments pris aux écrits révolutionnaires français. Ils parlent de la sainte et juste haine contre la tyrannie dans la langue expressive des sans-culottes. Aussi un conservateur russe, le comte Rostoptchine, a-t-il dit, en plaisantant, qu'en Russie les *aristocrates* avaient des buts qui, en France, sont la spécialité des savetiers.

Mais, comme nous le verrons, cette comparaison n'est pas exacte.

CHAPITRE III

I. La renaissance de la féodalité. Catherine II et les sources européennes de ses idées. — II. Les tentatives d'européanisation sous Alexandre Ier. L'anglophilie. Les institutions centrales. Speransky et son inspiration française. — III. Les décembristes. Ce qu'il y eut d'européen dans leurs théories et leur action. Le modèle espagnol. La réaction d'origine austro-allemande. Les barons baltiques écrasent l'insurrection des décembristes.

I. — Il ne faut pas exagérer l'ampleur sociale et la portée politique de ces « révolutions » qui secouèrent de temps à autre la monarchie russe au cours du XVIIIe siècle. Malgré toute la violence qu'elles déployaient, elles restaient limitées à un choc entre le pouvoir central et la noblesse, et les grandes masses du peuple n'y participaient en rien.

Malgré leur phraséologie parfois très démocratique, les nobles ne luttaient, en réalité, que pour leurs intérêts de classe, qui, durant ce siècle, parvinrent à une suprématie de plus en plus complète. Au XVIIe siècle et dans le premier quart du XVIIIe, le service dans l'administration civile ou militaire était obligatoire pour la noblesse, et la loi établissait deux catégories des propriétés foncières nobles : la *votchina* et le *pomiestié*. La première était une véritable propriété héréditaire ; la seconde n'était qu'un bénéfice dont le tsar demeurait propriétaire et accordait l'usufruit aux nobles en rétribution d'un office. En 1731, la noblesse obtint un oukaze qui supprima la distinction entre les deux sortes de propriétés ; et les

pomiestié, avec les paysans attachés à la glèbe, appartinrent sans restriction à leurs occupants. En 1753, sous Elisabeth, l'Etat se chargea de soutenir matériellement les nobles et créa la Banque de la noblesse pour leur accorder du crédit à des conditions favorables.

Mais ces privilèges ne leur suffisaient pas, et ils réclamèrent la suppression du service obligatoire. Elisabeth céda et, par un manifeste, publié, en 1762, par son successeur, Pierre III, et connu sous le nom de « manifeste sur la liberté de la noblesse », les laissa libres, ne leur faisant plus qu'un devoir moral de ce qui avait été une obligation légale. Depuis lors, les *dvorianié* (nobles) ont cessé d'être les serfs de l'Etat. Et ils en sont devenus les maîtres, car, vers ce temps-là, ils avaient compris d'eux-mêmes les avantages attachés pour eux à la possession des emplois administratifs de quelque importance. Le « tableau des rangs » resta en vigueur légalement, mais, en fait, la hiérarchie bureaucratique commença à correspondre à la hiérarchie aristocratique, avec ses « livres généalogiques » : comme, d'une part, les fonctionnaires arrivés à un certain grade obtenaient un titre de noblesse et comme, d'autre part, la noblesse se réservait la majorité des fonctions les plus élevées, le « tableau des rangs » a perdu le caractère que Pierre le Grand avait voulu lui attribuer ; il est devenu peu à peu, au moins en ce qui concerne ses plus hauts degrés, un nouveau moyen de renforcer la puissance de l'aristocratie.

Les seigneurs, maîtres absolus et irresponsables de leurs serfs dans leurs *pomiestié*, gèrent les affaires de l'Etat dans le même esprit que les leurs. L'administration de l'empire ressemble à celle d'un domaine seigneurial. L'intérêt public est assimilé à l'intérêt privé, en ce sens que les fonctionnaires chargés d'y veiller le subordonnent à leurs aspirations person-

nelles et en usent pour s'enrichir. Toutes les autres classes, les bourgeois, petits et grands, les paysans et le clergé, sont considérés comme inférieures à la noblesse. La Russie est devenue un Etat de nobles.

II. — Dans la première partie, j'ai démontré que l'accroissement pris par la puissance de la noblesse contrariait l évolution économique du pays et ralentissait le développement de l'industrie capitaliste. Une opposition entre les tendances économiques et les formes politiques de l'Etat apparaît donc de plus en plus clairement depuis le troisième quart du XVIIIe siècle.

En outre, les paysans exploités par les nobles commencent à s'impatienter. Dès le règne d'Elisabeth, une série de troubles éclatent dans la population rurale.

Sous l'impulsion de ces malaises et des idées européennes, le gouvernement de Catherine II se résigna à quelques tentatives de réformes.

Quant à l'inspiration étrangère chez Catherine, les historiens d'aujourd'hui ont constaté qu'elle était beaucoup plus grande et en même temps beaucoup plus superficielle qu'on ne croyait peut-être autrefois. Il a été établi que le plus important ouvrage politique de la souveraine, connu sous le nom de *Nakaz*, n'est qu'un plagiat systématique de *l'Esprit des lois* de Montesquieu. M. Pokrovsky dit que Montesquieu a été tout simplement volé par Catherine. M. Haumant, plus galant à l'égard de cette tête couronnée, exprime la même pensée avec plus de courtoisie : « En effet, dans le *Nakaz*, dit-il, c'est Montesquieu qui traite, sous la plume de Catherine, du gouvernement, de la justice, des droits du citoyen, à moins que ce ne soit, quelquefois, son disciple Beccaria. »

Catherine écrivit son *Nakaz* (*Instructions*) pour qu'il pût servir de guide à la commission chargée d'élaborer le nouveau code, qu'elle convoqua en

1767 également, sous la poussée du libéralisme occidental. Cette commission était composée de délégués des diverses classes sociales, le clergé et les paysans exceptés. Cette exclusion des paysans montre que le gouvernement n'avait pas assez de largeur de vues pour assurer à *tous* les citoyens la possibilité de faire entendre leurs plaintes et leurs désirs.

Les travaux de la commission, dont les membres, venus des diverses régions du pays, apportaient les *nakazy* de leurs électeurs, établirent d'abord qu'il existait un conflit entre la noblesse et la bourgeoisie des villes, celle-ci lésée par les privilèges de celle-là, ensuite que la noblesse elle-même n'était pas satisfaite de sa situation et qu'elle voulait étendre ses droits en limitant le pouvoir monarchique. Des critiques très sévères furent élevées par les membres de la commission, et Catherine y répondit par la dissolution de l'assemblée. Ainsi cessa d'exister, sans avoir pu prendre corps, cette faible imitation russe des Etats généraux de France.

Ce bref incident marque la différence entre la Russie et la France. La convocation des Etats généraux en France détermina le mouvement révolutionnaire et la fin de la monarchie ; la rapide disparition de la commission de 1767 prouve, au contraire, qu'en Russie le pouvoir monarchique l'emportait sur les forces qui auraient pu lui devenir hostiles. En France, le tiers Etat, devenu économiquement plus fort que la noblesse, était capable de saisir aussi la domination politique ; en Russie, la noblesse gardait économiquement et politiquement le dessus. Les derniers Etats généraux de France mirent aux prises le tiers Etat et la noblesse, appui du pouvoir royal ; la commission russe de 1767 trahit seulement un désaccord tout superficiel entre la noblesse et l'absolutisme.

La dissolution de la commission irrita les nobles,

mais un danger social et politique apparut qui les réconcilia tout de suite avec le pouvoir central : l'insurrection contre eux des cosaques et des paysans, menés par Yemelyan Pougatchov, de 1773 à 1775.

La révolte de Pougatchov n'avait rien d'antimonarchique ; au contraire, son chef, pour gagner les sympathies de la population, prit le nom du tsar Pierre III (qui avait été détrôné et tué par les partisans de Catherine II). Les cosaques et les paysans, menés par lui, se soulevèrent contre l'impératrice au nom du « tsar légal » : autre différence avec les débuts de la Révolution française, où les tendances républicaines sont si évidentes.

Mais la *Pougatchovchtchina* avait des fins sociales bien caractérisées : elle était dirigée contre les nobles, dont plus de quinze cents (d'après les chiffres officiels) furent pendus par Pougatchov et ses partisans.

Catherine avait des raisons de craindre cette révolte. Elle-même avait aggravé la condition économique et juridique des paysans : par un oukaze, elle avait interdit aux serfs de porter plainte au gouvernement et aux tribunaux contre leurs maîtres. Cette mesure inhumaine date de 1767, c'est-à-dire de l'année où l'impératrice convoquait la fameuse commission pour l'élaboration du nouveau code et copiait, dans ses cahiers, les propositions libérales des encyclopédistes français. Trois délégués envoyés à Pétersbourg, malgré l'interdiction, par des serfs de province, employés dans l'industrie, pour porter plainte contre ceux qui les exploitaient et les torturaient furent punis cruellement : ils reçurent chacun cent coups de knout, eurent le nez brûlé au fer rouge et furent déportés à perpétuité en Sibérie.

Tout en discutant avec les philosophes français les hauts problèmes du droit et de la liberté, Catherine étendait le servage à plusieurs régions (en Ukraïne). Elle distribuait à ses nombreux favoris des

terres avec les paysans qui y résidaient. Elle était donc personnellement intéressée au régime contre lequel Pougatchov avait pris les armes.

La *Pougatchovchtchina* lui ramena cette partie de la noblesse que le sort de la commission de 1767 inclinait à la fronde. Devant le danger dont les menaçaient les paysans. les nobles et l'autocratie se réunirent. La phraséologie des « savetiers » fut vite rejetée par les aristocrates apeurés.

Ensuite, ce fut la Révolution française qui donna une leçon du même genre aux maîtres de la Russie. Les projets de réformes libérales furent définitivement oubliés par Catherine, et le pays, à la fin de son règne, conservait le même régime seigneurial qu'auparavant. Il est vrai que Catherine II voulut faire quelques concessions à la bourgeoisie citadine et publia, en 1785, la « Charte accordée aux villes », qui leur permettait d'élire les *doumy*, c'est-à-dire les conseils municipaux. Mais ces *doumy* n'avaient ni droits ni pouvoirs réels : elles ne pouvaient et ne devaient veiller qu'à la répartition et à la rentrée des contributions. dont le taux n'était pas fixé par elles, mais par le gouvernement. L'autorité souveraine, au contraire, devint encore plus puissante. Le nombre des gouverneurs et leurs pouvoirs s'accrurent sous Catherine II. qui créa de nouvelles *goubernii*, puis une quantité de rouages administratifs et judiciaires dans chaque *gouberniya* : le *goubernskoyé pravlenié* pour l'administration générale, la *kazennaya palata* (chambre fiscale) et le *kaznatcheistvo* (trésorerie), et quelques tribunaux généraux et spéciaux.

Ce système mit un certain ordre extérieur dans le fonctionnement de la machine à opprimer, et il subsista jusqu'au milieu du XIXe siècle, jusqu'aux « grandes réformes » d'Alexandre II. Mais, au fond, il était mi-bureaucratique, mi-féodal. Les gouverneurs, dénommés officiellement « maîtres de la *gouberniya* », jus-

tifiaient ce titre en exerçant un pouvoir absolu, et le souvenir des « satrapes de Catherine » n'est pas encore perdu. Ces fonctionnaires étaient d'ailleurs choisis parmi les nobles seigneurs.

La noblesse aussi obtint de Catherine une « charte », qui ne ressemblait point à celle des villes et qui acheva son émancipation, commencée par le manifeste de 1762. Libérée définitivement de toute obligation envers l'Etat, elle fut dotée d'une constitution corporative, avec la faculté de former, dans chaque *goubernya*, un corps privilégié et d'être représentée au sein des divers organes administratifs. Elle partagea de la sorte avec la couronne la direction des affaires.

Telles furent les réformes de Catherine, élève de Voltaire, de Diderot et de Montesquieu. Ainsi fut réglée la vie de l'empire russe à l'époque où la noblesse en France perdait tous ses privilèges et où le peuple français allait de la royauté à la République.

II. — Quelques changements de forme furent donc apportés à l'administration locale, mais Catherine laissa intact tout l'organisme central de l'empire et toute sa base sociale. Elle comprenait bien elle-même, cependant, que c'est par là que devait commencer la véritable européanisation du gouvernement.

La principale particularité de l'Etat européen moderne, qui le distingue de l'Etat-domaine féodal, où l'intérêt privé du maître se substituait à l'intérêt public, et du despotisme asiatique, où la volonté personnelle du souverain est au-dessus de toutes les lois, consiste en la suprématie de la loi, soustraite à l'arbitraire d'un monarque absolu. Ce principe est encore étranger à l'empire russe vers la fin du XVIIIe siècle.

Catherine II voulut remédier à ce grave défaut. Elle emploie, dans son *Nakaz*, une page à démontrer la

nécessité d'établir une différence juridique entre une *loi*, disposition stable, et un *oukaze*, rendu pour une espèce particulière et momentanée. Pour avoir des lois issues d'une autre source que les ordonnances gouvernementales, il eût donc fallu créer des institutions législatives. Catherine II n'en fit rien : elle conserva l'omnipotence de l'autocrate, législateur et maître du gouvernement. Sous ce rapport, l'empire restait donc inférieur au *tsarstvo* moscovite du XVI[e] et du XVII[e] siècle, qui comprenait une *boyarskaïya douma* (conseil des boyards), chargée de préparer les lois nouvelles, et des *zemskiï sobory* (assemblées de la terre), où les représentants des diverses provinces étaient convoqués de temps à autre pour discuter les principales questions de législation.

Le successeur de Catherine était entièrement hostile à toute idée de représentation nationale [1]. Il préférait procéder par oukazes, lancés à tort et à travers et qui tranchaient les plus importantes affaires de l'Etat comme les plus petits cas de la vie privée et réglementaient jusqu'à la forme des chapeaux et des voitures. Cette intervention permanente du souverain contribua beaucoup à augmenter la haine que lui portaient ses sujets. Alexandre I[er] dut consacrer plusieurs mois à rendre une série d'oukazes annulant ceux de son prédécesseur.

Ensuite, Alexandre I[er] et ses collaborateurs commencèrent à édifier des projets de réformes. La nécessité de rétablir l'alliance avec l'Angleterre ayant été une des principales causes de la chute de Paul I[er], son fils, au début de son règne, manifesta une certaine

1. Le fait suivant prouve la force de cette hostilité : Paul I[er] fit un voyage dans l'est de la Russie en compagnie d'un personnage de sa suite, qui lui montra un bois en disant : « Votre Majesté, ce sont les premiers *représentants* des forêts de l'Oural ». Paul fut tellement offusqué par cette phrase qu'il mit en disgrâce celui qui l'avait prononcée...

anglophilie, sous l'action de ses « jeunes amis », Novossiltzev et Kotchoubey. On parla d'établir une Chambre des seigneurs et un ministère responsable à l'instar de l'Angleterre. Des conseils furent demandés au célèbre juriste anglais Bentham.

Mais au lieu d'une Chambre des seigneurs naquit, en 1801, un *conseil permanent* (*nepremenny soviet*) nommé par l'empereur et ayant mission d' « asseoir la puissance et le bonheur de l'empire sur le fondement inébranlable de la loi ». Des ministères responsables virent le jour en même temps; mais ils n'étaient responsables que devant l'empereur. Le Sénat obtint, en 1802, le droit de faire à l'empereur des représentations sur les défectuosités des lois et des oukazes ; mais, quand il se permit d'en user, l'empereur se montra tellement mécontent que le Sénat n'y revint plus. Les premières années du règne d'Alexandre n'apportèrent donc, elles aussi, que quelques modifications superficielles au mécanisme bureaucratique.

En réalité, les velléités de réformes et les vraies aspirations du pouvoir absolu étaient inconciliables. Quand fut discutée l'organisation des ministères, « Alexandre voulait absolument que les ministres fussent déclarés responsables. — Mais, si un ministre refusait de contresigner un oukaze de Votre Majesté, objecta-t-on, cet oukaze serait-il néanmoins exécutoire? — Sans doute répondit-il : mon oukaze doit être exécuté en tout cas ». Voilà comme il concevait la responsabilité[1].

Une dizaine d'années plus tard, nouvel accès de fièvre réformatrice chez Alexandre, qui charge Speransky de dresser un projet de complète rénovation des institutions centrales. Admirateur de la France

1. A. Pypine, membre de l'Académie impériale à Pétersbourg, le *Mouvement social en Russie sous Alexandre I*[er], 3e édition (Pétersbourg, 1900), p. 118.

napoléonienne, Speransky lui emprunte presque tous les éléments essentiels de son édifice. Il admet le principe de la division des pouvoirs, concentre l'exécutif entre les mains du conseil des ministres, remet le judiciaire au Sénat et le législatif à une Douma d'Etat (*Gosoudarstvennaiya Douma*), composée de députés, élus selon les principes de la Constitution française de l'an VIII.

Ce système était assez favorable aux tendances bourgeoises dans la vie économique et sociale. Un historien moderne considère Speransky comme l'interprète de la bourgeoisie enrichie par le blocus continental et aspirant à ruiner par une Constitution l'autocratie et les privilèges de la noblesse. Il est à remarquer d'ailleurs que, sous Alexandre Ier, pour la première fois, les bourgeois furent définitivement admis à acheter des biens-fonds, faculté jusqu'alors réservée aux nobles.

Mais le « tiers état » russe se montra de nouveau trop faible pour dépouiller la noblesse, et le plan de Speransky ne fut exécuté que très incomplètement.

La Douma d'Etat imaginée par lui, quoique consultative et privée du droit d'initiative, sembla trop dangereuse pour l'autocratie ; il ne fut établi qu'un conseil d'Etat (*gosoudarstvennyi soviet*), nommé par l'empereur. Selon Speransky, seules les décisions légales de ce conseil devaient avoir force de *loi* après leur approbation par l'empereur, tandis que les ordonnances impériales, rendues sous forme d'oukazes, ne pouvaient être considérées comme des lois. Mais Alexandre ne se crut jamais lié par les réponses du conseil : très souvent il n'approuvait pas l'avis de la majorité, mais celui de la minorité; parfois il se rangeait du côté d'un seul membre contre tous les autres, annulant d'un trait de plume tout le travail de l'assemblée.

Vers la fin de son règne, la coopération du conseil d'Etat était réduite à rien, et le conseil des ministres s'était emparé de tout le pouvoir législatif en soumettant directement à l'approbation impériale des mesures qui auraient dû passer par le conseil d'Etat.

L'esprit de réaction l'avait emporté définitivement après 1815 et poussé au pouvoir un homme brutal, sans humanité, sans intelligence, le comte Araktcheev. La tentative officiellement entreprise de réorganiser et d'européaniser l'Etat russe se termina donc, elle aussi, par un échec. « Le progrès russe ne suit pas une ligne droite, mais marche des zigzags », et « le beau commencement des jours d'Alexandre » aboutit à une sombre régression.

III. — Le pouvoir ne parvenant jamais à réaliser aucune amélioration véritable du régime politique, les hommes de progrès, les libéraux voulurent suppléer à son impuissance. La solution adoptée par les décembristes était plus radicale que celle des « jeunes amis » d'Alexandre Ier et celle de Speransky. Au lieu de se satisfaire d'une distinction subtile entre une « loi » et un « oukaze », entre une mesure légale, votée par le conseil d'empire, et un acte personnel du souverain, ils entendaient supprimer la possibilité même d'un conflit entre les deux autorités et borner la législation à une source unique et constitutionnelle.

Les décembristes cherchèrent des modèles en Europe : leurs projets de *constitoutsiya* (Constitution) sont copiés sur les institutions occidentales.

Les plus modérés étaient empruntés à l'Angleterre. Celui de Nikita Mouraviev consistait, suivant le témoignage de son camarade Yakouchkine, en « une reproduction raccourcie de la Constitution anglaise ». Quelques historiens affirment (et M. Emile Haumant le répète dans sa *Culture française en Russie*) que les

partisans de Nikita Mouraviev avaient pris l'essentiel de leur système aux lois des Etats-Unis. « La Constitution des Etats-Unis lui a fourni la plupart de ses articles relatifs au pouvoir du prince. »[1] Ce qui est une erreur évidente, car les Etats-Unis, ne connaissant pas le « pouvoir du prince », ne pouvaient offrir aucun précédent sur ce point. Un contemporain dit du projet de Mouraviev que, « admettant la forme monarchique du gouvernement, il différait, au fond, de la Constitution américaine par le principe aristocratique du cens. Il attachait la jouissance des droits politiques à un cens assez considérable pour l'éligibilité, plus faible, mais indispensable encore pour l'électorat ». Ce n'est donc pas à la Constitution américaine que les décembristes modérés demandèrent l'essence de la leur; ils n'en utilisèrent que des détails. Pour l'ensemble, c'est toujours à l'Angleterre qu'ils recoururent.

Nikita Mouraviev met à contribution même quelques articles de la Constitution espagnole de 1812, la plus neuve alors, mais dont les origines remontaient à la Constitution française de 1791 et à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Ses camarades, plus radicaux, ayant Pestel à leur tête, étaient élèves immédiats de la France. Pestel suit pas à pas Destutt de Tracy; il lui doit tout le fond de ses conceptions: républicanisme bien prononcé, rejet absolu de la monarchie héréditaire, centralisme gouvernemental. C'est la France aussi qui lui fournit une organisation des pouvoirs pour sa République russe: un directoire semblable à celui de l'an III, deux assemblées législatives, comme les conseils des Anciens et des Cinq Cents; les institutions judiciaires, etc.

Les décembristes furent également disciples de

1. M. E. Haumant, *op. cit.*, p. 330.

l'Europe pour les moyens d'arriver à leurs fins. Les sociétés politiques fondées par eux reproduisent des types européens rencontrés dans les dernières guerres contre la France par ceux de leurs camarades qui avaient servi comme officiers. Les statuts qu'ils se donnent sont une adaptation ou une traduction presque textuelle de ceux du Tugendbund allemand. Naturellement, les associations décembristes, illégales et révolutionnaires, n'ont pas d'autre ressemblance avec le Tugendbund, qui était légal et conservateur, formé pour « soutenir le trône du souverain de Prusse et la maison de Hohenzollern contre l'esprit immoral de l'époque », c'est-à-dire l'esprit révolutionnaire. Ainsi les décembristes empruntaient au Tugendbund ses règlements; mais l'*esprit* de leur action venait de la France républicaine et de ses imitateurs.

Ils s'éprirent particulièrement du mouvement révolutionnaire espagnol, dirigé, comme le leur, par des officiers. Le chef du mouvement militaire de 1820, le général Riego, qui fut passé par les armes, était pour eux un « saint martyr » ; ils répandirent son portrait à Pétersbourg dans un but de propagande. L'histoire de l'Espagne remplissait quelques libéraux russes de haine pour la monarchie et les attachait à la République. L'auteur d'un des projets de Constitution, le comte Dmitriev-Mamonov, écrivait que le système espagnol était très sage, mais ne convenait pas tout à fait à la Russie, puisqu'il conservait le principe monarchique. Que sont devenus les membres des Cortes? demande avec indignation le comte Mamonov. Ils sont déportés, torturés, condamnés à mort, et par qui? Par un animal auquel ils avaient conservé la couronne. »

M. Haumant reproche aux décembristes de n'avoir pas assez compté avec l'esprit public, qui n'était pas prêt aux transformations rêvées par eux, et d'avoir cherché à « transplanter la France en Russie ». Cette

imputation n'est pas fondée, car les décembristes faisaient beaucoup de concessions aux idées et aux conditions régnantes et même aux intérêts de la classe noble, à laquelle ils appartenaient. D'autres historiens modernes accusent les décembristes d'avoir manqué de démocratie et d'avoir été trop modérés dans la partie sociale de leur programme.

Ce qui est certain, c'est que l'amour de la patrie animait les décembristes et régissait toutes leurs aspirations. Au contraire, la politique réactionnaire qu'ils combattaient si ardemment était vraiment ennemie de la nation, dont elle entravait le développement, et de source trop souvent étrangère, comme le démontre très clairement M. A. Pypine dans l'excellent ouvrage que je viens de citer.

« Peu de temps après le congrès de Vienne, les peuples sortirent de leur enchantement. Au lieu d'institutions libres, la réaction créa cet « Etat policier » qui, dit un écrivain allemand, ne « connaît « pas des citoyens dans une patrie, mais gouverne « seulement des masses abruties comme des bêtes « domestiques »... Cette forme de l' « Etat policier » s'affermit pour longtemps en Allemagne et en Autriche. Pendant les dernières années du règne d'Alexandre, on tâcha de l'étendre à la Russie ; on adopta les procédés et le langage qu'elle avait inventés et qui devaient se maintenir intacts, chez nous, pendant longtemps... Depuis le congrès de Vienne, Alexandre était circonvenu surtout par les avis et les conseils secrets des réactionnaires allemands... La haine pour la liberté des peuples se développait particulièrement en Autriche. A Vienne la réaction aristocratique tramait ses plans. Metternich et son bras droit, Genz, construisirent une théorie de la contre-révolution ; et, parmi d'autres, la maison de l'ambassadeur russe, A. Razoumovsky, devint un foyer pour les aristocrates venus de tous les coins de l'Europe.

Dans la haute société russe, qui croyait exercer une action politique et peser sur les affaires européennes, s'implantaient très facilement les idées des féodaux autrichiens et des émigrés français... La diplomatie autrichienne, dès 1813, tenait pour suspect le mouvement populaire en Prusse... Le roi de Prusse se soumettait volontiers à ces suggestions et allait au-devant d'elles... On sait, d'autre part, quelles étaient les opinions de l'empereur François, qui ne pouvait pas supporter le terme de *constitution*, même dans le sens médical. Tels étaient les hommes avec lesquels l'empereur Alexandre s'unit par la Sainte-Alliance... N'entrons pas dans le détail des voies par lesquelles la réaction européenne s'insinua auprès d'Alexandre; il suffit de dire que, vers 1820, il partageait ses vues; et les dernières années de son règne présentent une étrange imitation des mesures prises alors par l' « Etat policier » allemand contre de prétendues « conspirations et un esprit révolutionnaire supposé ».[1]

A ce travail de la réaction extérieure s'ajoutait à l'intérieur celui des aristocrates et des bureaucrates, étrangers en général et allemands surtout. Déjà pendant la guerre de 1812, certains Russes étaient mécontents de la puissance prépondérante prise par des étrangers dans l'entourage immédiat d'Alexandre, et notamment par des généraux allemands, dont certains fort incapables, comme le fameux général Pfuhl, dont Lev Tolstoï nous donne un portrait si vivant dans *la Guerre et la Paix*. Voilà l'origine des traits d'ultra-nationalisme qui s'observent dans les projets de Constitution émanant des libéraux et des radicaux russes sous Alexandre Ier. Ainsi, pour le comte Dmitriev-Mamonov, les membres de la Chambre des seigneurs, qu'il croyait nécessaire, doivent être « de la confes-

1. A. Pypine, *op. cit.*, pp. 431-433 *(passim)*.

sion gréco-russe », et, à la deuxième « Chambre », personne ne peut être élu « en dehors des Russes et des orthodoxes ». L'Ordre des chevaliers russes, précurseur des sociétés secrètes décembristes, avait pour but, entre autres, d'« empêcher toute ingérence des étrangers dans les affaires de l'Etat » et aussi d'éloigner définitivement et, si possible, de mettre à mort les étrangers occupant des fonctions publiques. Un des chefs des décembristes, A. Mouraviev, fondateur de la société politique de l'Union du salut, disait qu'elle était destinée à « combattre les Allemands au service de la Russie ».

Parmi les participants à l'insurrection du 14 décembre 1825, on ne trouve guère de noms allemands (Pestel et l'ami de Pouchkine, le poète Kuchelbaecker, de naissance allemande tous les deux, étaient de sincères patriotes russes). Dans leurs titres, les sociétés décembristes et antidécembristes proclament leur nationalisme : l'Ordre des chevaliers *russes*, la Société des *Slaves* réunis.

Chez leurs adversaires, chez les aristocrates et les bureaucrates réactionnaires, les noms allemands sont nombreux; et les Allemands montrent une grande activité. Les premiers troubles dans la garde impériale, en 1820, furent provoqués par l'odieuse brutalité du colonel allemand Schwarz, commandant du régiment Semenovsky. L'insurrection même du 14 décembre 1825 fut écrasée par des mains allemandes. Qnand les insurgés se rassemblèrent sur la place du Sénat pour réclamer la Constitution et qu'ils commencèrent leur attaque à main armée (qui n'était pas bien préparée), les généraux russes ne surent que faire. Mais « les officiers baltiques décidèrent d'user d'initiative, et c'est aux conseils du baron Jol qu'est dû le feu d'artillerie qui fut ouvert sur les conjurés ». Nicolas Ier voulut, plus tard, « jeter un voile sur la part prise par les Allemands à la répression du sou-

lèvement », dit M. Pokrovsky, mais, « quand on parcourt la liste des champions de la « juste cause » contre la « révolte » des décembristes, on est frappé de l'abondance des noms baltiques : ceux des Benckendorf, des Grünwald, des Frederichs, des Kaulbars brillent à chaque page ». En effet, explique M. Pokrovsky, la noblesse allemande des provinces baltiques « était la plus féodale parmi toute la noblesse de l'empire ».

« Le plus loyal des Allemands » était le prince Eugène de Wurtemberg, général de l'armée russe ; et c'est lui qui prit le commandement des troupes lancées contre l'insurrection.

CHAPITRE IV

I. L'empire tartaro-prussien sous Nicolas Ier. Le knout et les *chpitzrouteny*. La nécessité des réformes. — II. L'époque des grandes réformes et leurs origines européennes. Un nouveau recul.

I. — La révolution étouffée, les décembristes pendus ou déportés, Nicolas Ier n'eut qu'à recueillir et maintenir l'ordre légal, si complètement rétabli. On a déjà vu par le jugement, cité plus haut, de M. Kouropatkine, ancien ministre de la guerre, que ce travail de conservation fut fertile en fruits funestes. Les conceptions asiatico-despotiques atteignirent sous Nicolas Ier le plus haut degré de leur épanouissement, et le tsar russe devint « le plus puissant souverain du monde ». Pour lui conserver intacte cette puissance, le gouvernement s'efforça d'élever entre le pays et la civilisation occidentale une barrière hermétique. Le seul modèle « européen » qu'il trouvât digne d'être suivi était le régime policier et militaire de Prusse. Combiner l'esclavage à l'orientale avec la discipline de la caserne prussienne, tel était l'idéal simpliste de l'autocratie et de la bureaucratie.

Il se réalisa d'une manière parfaite dans les « colonies militaires » organisées par le comte Araktcheev. Les paysans attachés à ces colonies habitaient des maisons de la même dimension et de la même couleur, rangées le long de la rue comme une haie de soldats. Ils cultivaient la terre répartis, comme

des soldats, en sections sous la surveillance et le commandement de « chefs ». Une véritable « militarisation » à la prussienne commandait ainsi le travail agricole et toute la vie de ces paysans, dont chaque action, chaque mouvement étaient réglementés d'avance.

L'administration était convaincue que l'autorité doit inspirer au peuple une « peur salutaire ». Le *knout* tartare et les *chpitzrouteny* allemands étaient ses principaux moyens[1]. Voici comment s'infligeait la punition des *chpitzrouteny*, introduite par Araktcheev et dont le nom (*spitzruten*) indique l'origine.

« Un millier de braves soldats russes s'alignent sur deux rangs, l'un face à l'autre. On met dans la main de chaque homme une verge (*chpitzrouten*) ; la « verte rue » vivante s'agite gaiement et se balance en l'air. On amène le criminel, nu jusqu'à la ceinture et dont les bras sont attachés à la crosse de deux fusils ; devant lui marchent deux soldats, qui ne lui permettent de s'avancer que lentement, afin que le *chpitzrouten* ait le temps de laisser une trace sur sa peau ; derrière lui, sur un traîneau, vient un *cercueil*. La sentence est lue ; on entend le roulement lugubre du tambour. Un, deux !... Et la rue verte commence à cingler du côté droit et du côté gauche. En quelques minutes, le corps se couvre de larges stries, rougit, est meurtri ; des gouttes de sang jaillissent... « Ayez

1. Anatole Leroy-Beaulieu dit que le mot de *knout* « semble plutôt d'origine aryenne, si ce n'est germanique ; il a du moins la même racine que l'allemand *knoten* ». (*L'Empire des tsars et les Russes*, 3e édition, tome II, p. 414.) « Les châtiments corporels rentrent, du reste, dans les traits de l'ancienne Russie, où l'influence byzantine est peut-être en réalité plus ancienne que l'influence tartare », ajoute M. Leroy-Beaulieu. A cette affirmation on peut opposer celle du comte Orlov, qui déclarait déjà en 1861 que, « là où le Russe se développait sans l'influence directe des Mongols et des *tchinovniki*, il n'y avait point de châtiments corporels ».

pitié, mes petits frères !... » Ce cri perce le sourd roulement du tambour. Mais avoir pitié, c'est être battu, à son tour, sur place. Donc la rue de bouleau frappe avec plus d'acharnement. Bientôt, les côtes et le dos ne sont plus qu'une plaie ; par endroits, la peau se détache en lambeaux. Le mort vivant avance avec lenteur, attaché aux crosses, couvert des haillons de sa chair, roulant follement ses yeux de plomb... Il tombe. Mais il reste encore à battre pour longtemps. On place le corps sur le traîneau, et, de nouveau, il passe et repasse entre les deux rangs, d'où tombent sans cesse les coups de *chpitzrouteny* qui hachent la bouillie de sang. Les gémissements cessent ; on n'entend qu'une sorte de claquement, comme le bruit d'un bâton frappant l'eau, et les tambours funèbres grondent toujours. »[1]

Un Etat qui conservait une telle sauvagerie, même ordonnée et disciplinée à la prussienne[2], ne pouvait pas coexister longtemps avec des Etats civilisés : la Russie devait ou se décomposer ou se transformer.

II. — Quand la débâcle de Crimée eut ouvert les yeux à tous ceux qui étaient capables de comprendre et leur eut démontré l'impossibilité de conserver l'ancien régime, la Russie, comme dans ses crises précédentes, demanda des remèdes à la civilisation occidentale. Les « grandes réformes » de 1860 à 1875 ne furent donc qu'une phase de l'européanisation. C'est ainsi qu'elles apparurent aussi bien à leurs partisans qu'à leurs adversaires.

Un publiciste noble et réactionnaire, par exemple,

1. Grégoire Djanchiev, l'*Époque des grandes réformes* (9e édit., Moscou, 1905, pp. 187 et 188).

2. Parmi les plus notoires agents de la réaction et de l'oppression sous Nicolas Ier, nous trouvons, comme toujours, les noms des aristocrates allemands : ceux des comtes von Adlerberg, Benckendorf, Kleinmichel, etc.

les combattait pour conserver au pays ses assises propres :

« Chaque *volost* (canton) est gouverné par un parlement; dans chaque *ouyezd* (district), il y a un parlement; dans les *goubernii*, il y aura probablement la même chose, dit-il avec indignation, et, pour finir, le centre de l'Etat doit se transformer de la même manière. Ainsi, pour mode d'administration, on prend la centralisation, qui a pour condition le parlementarisme. Le milieu nécessaire à ce géant, nous l'avons aussi : la justice rendue publiquement, la procédure orale, la division des pouvoirs et, pour comble, le jury. *En un mot, au lieu de la Russie paraît un Etat occidental.* Messieurs, demande notre réactionnaire aux libéraux, n'auriez-vous pas été trop loin dans la voie des transformations? »

Les partisans des « transformations » pensaient, au contraire, que le retard où était restée la Russie obligeait de pousser les réformes le plus loin possible et qu'aucun compromis avec le passé n'était acceptable. Voici, par exemple, ce qu'un procureur provincial écrit pendant la discussion de la réforme judiciaire réalisée en 1864 :

« En Angleterre, le peuple et le gouvernement, la société et le droit se développent ensemble. Il en résulte que ces facteurs s'accordent et collaborent, et la loi est un produit commun et un bien commun. Quant à notre société, elle n'avait participé à rien : elle se trouvait en léthargie. »

Répondant à ceux qui voulaient « ralentir », le même auteur dit :

« Au contraire, il faut faire des transformations plus vite et plus résolument : la lenteur dans les réformes est toujours nuisible ; le concours de tous leur est nécessaire. Des demi-mesures jamais ne nous conduisent au but : elles sont presque toujours funestes. Il faut transformer tout à la fois. Car, si

l'ancien régime n'est pas bon, il faut le supprimer totalement et non en partie; il ne faut pas mélanger le vieux avec le nouveau...

« Si nous ne vivions pas, l'humanité vivait. Ce qu'elle a acquis, nous en devons doter notre résurrection et, par les réformes, prendre notre part du bien qui appartient à tous et pour lequel ont travaillé, dans l'intérêt de l'humanité, les peuples avancés. »[1]

A ceux qui exprimaient la crainte — factice généralement — que des réformes brusques ne provoquassent un désarroi administratif, les partisans du progrès citaient l'expérience des Etats européens :

« Parmi d'autres, l'exemple du Hanovre, où la situation (dans l'organisation judiciaire) était peut-être encore pire que chez nous, démontre la rapidité et la facilité des transformations. La publicité des débats judiciaires y fut introduite d'un seul coup par la loi du 8 novembre 1850 ; et les magistrats et les avocats les plus anciens l'acceptèrent avec enthousiasme. Il en fut de même au Piémont. Preuve qu'il n'est besoin d'aucune gradation dans les réformes. »

Les mêmes divergences se présentaient dans chaque question. Au cours de la discussion sur l'introduction du jury, un sénateur conservateur écrivait :

« Les renseignements authentiques sur cette juridiction ne remontent qu'au règne de Henri III, à un temps où la lutte contre la révolte cessa seulement après que le roi eut confirmé la *Magna Charta Libertatum* de Jean sans Terre... Le jury, né à une époque si troublée et dans des conditions pareilles, fut regardé, sans doute, non comme un moyen d'améliorer simplement le régime judiciaire, mais comme une arme pour protéger les intérêts du peuple contre les empiétements du pouvoir suprême. » Et,

1. J. Gessen, la *Réforme judiciaire* (Pétersbourg, 1905), pp. 82-84.

comme la Russie est une autocratie, ajoutait-il, « le jury y sera en contradiction absolue avec les lois fondamentales de l'Etat ».

A ces excès de loyalisme un avoué provincial objectait l'histoire moderne de l'Angleterre. Il s'élevait en ces termes contre la proposition de soustraire à la compétence du jury les crimes politiques : « On dit que ces exceptions sont une imitation de la France et qu'elles n'existent pas en Angleterre. On peut se demander cependant où règne le plus de tranquillité : chez le peuple français ou en Angleterre. »[1]

L'expérience européenne, mise au service des polémiques de caractère privé ouvertes sur les « grandes réformes », fut appelée également à éclairer les travaux des corps officiels qui préparaient les nouvelles lois.

Ainsi le gouvernement chargea une commission spéciale d'étudier l'organisation de la justice en Europe, particulièrement en France et en Angleterre. Dans le rescrit, publié au commencement de 1862, qui fixe sa tâche, il est dit que le nouveau régime judiciaire doit être établi « selon les enseignements de la science et l'expérience des Etats européens ».

Comme le constate M. A. Leroy-Beaulieu dans son *Empire des tsars*, « ni les enseignements de la science ni les conseils de l'expérience n'ont fait défaut aux promoteurs de la réforme judiciaire. Dans sa liberté de tout faire et de tout essayer, le gouvernement de Saint-Pétersbourg n'a point, cette fois, mis son amour-propre à faire du neuf. La réforme de ses tribunaux a été moins une création originale qu'une combinaison et une adaptation de divers éléments, presque tous empruntés aux peuples les plus avancés de l'Europe. »[2] M. Leroy-Beaulieu trouve que, grâce à cette

1. *Ibidem*, p. 93.
2. A. Leroy-Beaulieu, *l'Empire des tsars*, tome II, p. 289.

prépondérance de l'exemple européen, la réorganisation de la justice a été plus réussie que les autres « grandes réformes » :

« Si la réforme judiciaire a été la plus largement conçue et la plus résolument conduite de toutes les grandes réformes de l'empereur Alexandre II, c'est qu'au lieu de s'appuyer sur des données empiriques et sur les convenances du moment, elle a une base rationnelle, qu'elle repose à la fois sur des idées générales, acceptées de tous les peuples modernes, et sur la pratique des Etats les plus civilisés. Aussi, malgré les déviations successives d'un gouvernement toujours trop disposé à revenir sur ses propres lois, cette réforme possède-t-elle ce qui manque souvent à ses contemporaines : l'esprit de suite, l'unité. »[1]

A ce propos, comment expliquer que ce soit dans le domaine de la justice que l'enseignement reçu de l'Europe apparaît avec le plus d'évidence et qu'il est le mieux suivi dans ses conséquences? C'est que la tentative d'européanisation faite sous Alexandre II a son point de départ dans l' « embourgeoisement » de la Russie. Une justice régulière, stable et rapide est une condition essentielle des relations économiques et civiles sous un régime bourgeois. On sait, par exemple, que l'entrée des Européens avec leurs capitaux dans les pays d'Orient a toujours entraîné l'établissement du régime des « capitulations », qui les rend justiciables de tribunaux spéciaux et les met à l'abri de la justice indigène. Des apports européens ayant pénétré dans la vie économique de la Russie, il devenait indispensable d'européaniser des institutions judiciaires tout à fait archaïques et asiatiques qui avaient mérité le surnom caractéristique de *volokita* (du mot *volotchit*, qui veut dire *traîner en longueur*). Et, comme l'ancienne justice russe était,

1. *Ibidem*, pp. 291-292.

en réalité, la négation de toute *justice*, il fallut la supprimer de fond en comble et la remplacer par un système entièrement neuf. La noblesse et la bureaucratie elles-mêmes comprirent que cette nécessité était absolue, et elles ne s'opposèrent pas à la réforme judiciaire aussi énergiquement qu'aux autres, où l'européanisme tenait moins de place.

J'ai exposé dans ma *Russie moderne* la nature des « grandes réformes » accomplies par le gouvernement d'Alexandre II. En ce temps-là encore, les seigneurs et les bureaux s'efforcèrent de conserver leur domination et de sauver leurs intérêts. Les paysans, quoique libérés, restèrent sous la dépendance économique et juridique des nobles.

Les zemstvos furent soumis au principe du cens et à celui des curies électorales, avec la prédominance des nobles; l'électorat aux municipalités urbaines fut rendu censitaire aussi. Les zemstvos et les municipalités furent placés sous la tutelle des gouverneurs, et la présidence des assemblées de zemstvos devint un privilège pour les maréchaux de la noblesse. En 1863, les châtiments corporels furent abolis en principe, sauf pour les paysans : à cette catégorie de justiciables les tribunaux ruraux conservèrent la faculté de les infliger. En somme, les « grandes réformes » sortirent diminuées et mutilées des commissions gouvernementales, la féodalité ne fut pas abattue définitivement et, un peu plus tard, sous Alexandre III, elle prit sa revanche.

La contre-réforme accomplie par ce souverain tient, dans une certaine mesure, à des causes internationales, mais d'une manière indirecte. Comme je l'ai déjà indiqué dans la *Russie moderne*, elle eut pour point de départ le ralentissement ou un déclin relatif de l'activité économique. La crise agraire, qui avait empêché les progrès de l'agriculture et des autres industries, en général, abaissa le niveau de

la vie matérielle et, conséquemment, de la vie sociale et politique. Le retour aux anciennes formes et relations économiques ramena au vieil esprit politique.

Or la crise agraire et la régression économique aux environs de 1880 sont issues d'un fait de portée mondiale : l'apparition du blé américain sur les marchés européens, d'où il élimina ses concurrents, donc les céréales russes. Le gouvernement d'Alexandre III était incapable de remédier au mal par des perfectionnements; il ne trouva d'autre ressource qu'un retour en arrière.

La restauration seigneuriale atteignit son apogée, en 1889, par l'institution des *zemskié natchalniki* (les « chefs de la terre »), fonctionnaires recrutés dans la noblesse et investis du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire sur les paysans. C'était un rétablissement partiel du servage.

Au reste, l'arrivée de l'Amérique sur le marché européen et le revirement qu'elle y occasionna ne sont pas les seuls facteurs de la réaction politique et sociale essuyée par la Russie; les milieux dirigeants en portent aussi la responsabilité. Leur esprit de caste avait faussé l'œuvre des réformes sous Alexandre II; ils avaient limité l'européanisation en cherchant à sauver le plus possible de l'ancien ordre de choses.

Ce qui est singulier, c'est qu'eux-mêmes étaient nourris d'idées européennes. Par exemple, en faveur du rétablissement des châtiments corporels, ils recouraient à l'autorité d'un lord anglais au dire de qui, prétendaient-ils, l'humanité ne peut se perfectionner qu'au moyen des verges... Le fameux Pobiedonostzev, pour combattre le système du jury, invoquait le témoignage de savants européens (anglais, en particulier) qui seraient revenus de cette « malheureuse institution ». Pour leurs mesures contre la presse, les réactionnaires russes demandaient des précédents à

la France de Napoléon III et aux règlements de sa censure.

Les Allemands ne restèrent pas étrangers aux travaux de la réaction à la fin du XIX[e] siècle. Pour donner satisfaction aux conservateurs, le gouvernement plaça à la tête du ministère de la justice le comte Palen, junker baltique de confession protestante, dont la nomination, d'après un autre conservateur bien connu, le prince Mechtchersky, « devait avoir le sens d'un correctif à l'excès de libéralisme apporté par les nouvelles institutions judiciaires ». Parfois, les Allemands restaient dans la coulisse : tel fut le cas de général Grünwald, aide de camp du tsar, qui occupait le poste modeste de chef du haras impérial, mais qui opposa une puissante résistance à la réforme de l'armée russe (il ne voulait pas du service militaire obligatoire et général, qui, mêlant les jeunes gens instruits aux simples fils du peuple, aurait pu les éclairer), et il contribua à acclimater en Russie l'école classique disciplinée à la prussienne. Plus tard, les talents d'organisation que les Allemands possèdent plutôt pour la réaction que pour la révolution brillèrent en la personne de Plehve, tué par des terroristes après avoir employé sa police à terroriser tout l'empire.

CHAPITRE V

I. Le problème de la représentation nationale sous Alexandre II et le mouvement constitutionnel. — II. La Douma. Les éléments étrangers dans le système représentatif en Russie. La mentalité politique du peuple russe est-elle asiatique ou européenne? Quelques documents.

I. — Malgré toutes leurs imperfections, aggravées par les remaniements postérieurs, les institutions créées à l'époque des grandes réformes constituaient un progrès considérable. Mais le fonctionnement et l'existence même en étaient très précaires. Nous avons vu l'opinion d'un conservateur russe qui, au moment où se discutaient ces innovations, les déclarait incompatibles avec la principale assise du régime russe : avec le pouvoir autocratique. Ce conservateur avait raison; et plus le nouvel état de choses renfermait d'améliorations et d'européanisme, plus profonde devait être l'hostilité entre lui et l'ancien régime. M. Gessen, historien de la réforme judiciaire, le constate. Il pense que la nouvelle justice, dès les premiers jours de son introduction en Russie, « entra dans l'organisme de l'Etat comme un corps étranger, qui, selon la loi générale de la physiologie, doit être assimilé ou éliminé ». On pourrait en dire autant des autres « grandes réformes » d'Alexandre II, et particulièrement de l'autonomie locale.

L'imminence d'un conflit entre les organes qui venaient de naître et le vieux pouvoir central était évidente dès leur apparition. Aussi les réactionnaires

protestaient-ils contre les réformes, dont les libéraux et les radicaux réclamaient le complément, car ils croyaient indispensable de « couronner l'édifice », c'est-à-dire de reconstruire l'Etat sur des assises constitutionnelles. Aussitôt que les zemstvos furent formés, quelques assemblées de zemstvos des divers gouvernements présentèrent au tsar des « adresses » pour exprimer leur désir d'obtenir le « couronnement de l'édifice ». Les sociétés politiques secrètes publièrent des proclamations en faveur de la Constitution. Et, comme le gouvernement, loin de céder, renforçait la répression, le mouvement de libération prit la forme morbide du terrorisme.

L'agitation terroriste devint particulièrement puissante après la guerre de 1877-1878, qui contribua à rendre plus intenses les préoccupations politiques en Russie et irrita vivement les esprits avancés contre le système gouvernemental. Pour eux, il n'était pas admissible que le peuple russe, libérateur des Slaves balkaniques, ne fût pas digne du parlementarisme consenti aux frères libérés par lui. M. A. Leroy-Beaulieu, qui eut l'occasion d'étudier sur place l'esprit régnant dans la société russe après la guerre contre la Turquie, en dit ce qui suit :

« Il est pénible aux Russes de demeurer politiquement au-dessous des autres Etats de l'Europe, presque tous aujourd'hui pourvus de Constitutions, au-dessous même de leurs frères puînés et encore enfants des Balkans, à peine émancipés d'hier. Beaucoup de Russes ont peine à comprendre les trop sérieuses raisons qui rendent une évolution libérale plus malaisée dans le grand empire du nord que dans ces minces Etats, affranchis par ses armes. Leurs yeux sont choqués d'un contraste que les années ne feront que rendre plus sensible et plus blessant. »[1]

1. Leroy-Beaulieu, l'*Empire des tsars*, tome II, p. 581.

Le gouvernement, qui ne méconnaissait pas ces considérations, restait cependant inébranlable. Alexandre II avouait qu'il n'avait rien à objecter au régime constitutionnel, mais ajoutait qu'il ne voulait pas être responsable de l'avoir introduit en Russie. Il assumait une responsabilité beaucoup plus grave en privant le peuple du seul moyen légal d'exprimer sa volonté. Et il devint la victime de sa propre inconséquence et de la violence que les aspirations réformatrices éveillées au commencement de son règne opposèrent au retour de la réaction.

Chose bizarre, les hésitations d'Alexandre II étaient provoquées par l'exemple de la Révolution française, dont il ne comprenait pas assez clairement la leçon. Quelques semaines avant sa mort tragique, ses ministres voulurent le décider à réunir une assemblée *consultative* de représentants du pays. Alexandre II leur répondit : « Messieurs, ce qu'on nous propose, c'est l'assemblée des notables de Louis XVI. Il ne faut pas oublier ce qui suivit. » Et « il remit à quelques semaines la publication de l'acte dont dépendait l'avenir de l'*empire et de sa propre existence* ».[1]

M. A. Leroy-Beaulieu rappelle à ce propos que Louis XVI aussi avait hésité et atermoyé.

Il ne faut pas cependant attribuer aux ministres d'Alexandre II une prévoyance supérieure à celle de leur maître. Son premier ministre Loris-Melikov, dans un rapport daté du 28 janvier 1881, niait la possibilité du régime représentatif en Russie :

« La Russie ne peut s'accommoder d'une représentation nationale revêtue de formes empruntées à l'Occident, disait-il. Ces formes non seulement sont étrangères au peuple russe, mais pourraient même ébranler toutes les assises de ses conceptions poli-

1. A. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, II, p. 509.

tiques et y occasionner un trouble complet dont il serait difficile de prévoir les conséquences. De même, nous regardons comme inopportune la proposition, avancée par certains partisans des anciennes formes de l'Etat russe, de créer chez nous une *Zemskaïa Douma* ou un *Zemskii Sobor*. Notre époque est tellement loin de celle où existait ce mode antique de représentation... qu'il serait difficile de le ressusciter simplement. En tout cas, ce serait une dangereuse tentative de retour au passé. »[1]

Il va de soi que rester à un point mort, sans avancer vers l'européanisation ni revenir à la représentation nationale en vigueur dans la Russie moscovite, était une solution encore moins pratique que la résignation à la Constitution la plus hardie.

II. — Après la mort violente d'Alexandre II, le nouvel empereur et ses ministres reprirent la question laissée en suspens. Alexandre III adopta l'avis de Pobiedonostzev, son ami, qui se prononça absolument contre tout régime constitutionnel et conseilla au tsar de ne pas ajouter une « parlotte centrale » aux « parlottes locales » qui existaient déjà, selon lui, sous les espèces des zemstvos, des jurys, etc. Au lieu d'une représentation nationale, même consultative, la Russie subit depuis ce moment-là un régime autocratique et policier de plus en plus accentué; et c'est seulement un quart de siècle plus tard que furent réalisées très imparfaitement les idées de parlementarisme qui, d'Europe, avaient pénétré en Russie au commencement du XIX[e] siècle.

Je ne rechercherai pas ici les origines européennes de la charte publiée le 17/30 octobre 1905 et connue sous le nom de « manifeste sur les libertés ». Je me

1. S. Svatikov, le *Mouvement social en Russie (1700-1895)*. (Rostov-sur-Don, 1905), pp. 129-130.

bornerai à faire observer que les pires dispositions de la « Constitution » actuellement en vigueur sont copiées sur le modèle prussien. Tel le système des « curies », qui sépare les électeurs en classes comme des chevaux dont chacun est isolé dans son box : c'est celui du Landtag de Prusse.

Sur plusieurs autres points, le régime représentatif de la Russie ressemble à celui de la Prusse et contraste avec le vrai parlementarisme occidental. Malgré tous ses défauts, cependant, la représentation nationale qui fonctionne en Russie, avec trop d'interventions et de dissolutions, il est vrai, depuis 1906 est un puissant agent de l'évolution politique.

La principale différence entre un Etat européen et celui qui est livré au despotisme asiatique consiste en ce que, dans le premier, le peuple peut exprimer ses vœux et sa volonté, tandis que, dans le second, il est condamné à se taire. Avant 1905, le peuple russe n'avait pas le droit de *parler*. Un sénateur russe a dit autrefois que le principal caractère de la politique en Russie est le mutisme :

« Le peuple russe est muet et ne peut pas du tout réagir contre les abus. »

Le mouvement révolutionnaire de 1905 et la convocation de la Douma en 1906 ont mis fin à cette ancienne Russie muette. La nouvelle ose et sait parler. Et, immédiatement après la création de la représentation nationale, il apparut que les masses populaires en Russie étaient beaucoup plus conscientes et beaucoup plus préparées au régime constitutionnel qu'on n'avait cru.

Quand la presse indépendante insistait sur la nécessité d'établir ce régime en Russie, les réactionnaires objectaient toujours que les demandes de réformes n'émanaient pas du peuple, mais étaient un produit artificiel élaboré dans le cerveau de raisonneurs étrangers au peuple. Le peuple même, assuraient les

réactionnaires, ne songeait à aucune modification du régime politique et n'avait aucun besoin des garanties constitutionnelles.

Les premiers débuts de la Douma ont donné à ces affirmations un écrasant démenti par la publication de documents restés presque inconnus du public européen, qui ont une grande importance pour l'étude de la mentalité politique du peuple russe, car ils permettent de reconnaître si elle est barbare et asiatique ou européenne et progressive. Ce sont des *nakazy*, dont j'ai publié déjà quelques extraits dans la presse anglaise. De même qu'en France, en 1789, pour les élections aux Etats généraux, le peuple, dans ses cahiers, consigna ses besoins et ses griefs et donna ses instructions à ses représentants, la population de l'empire russe, en 1906 et 1907, aux élections des deux premières Doumas, arma ses députés de ces *nakazy*, memoranda de ses doléances et de ses désirs.

Il faut considérer que l'établissement et la remise des *nakazy* ne fut pas chose aisée, exempte de danger pour les électeurs. Le gouvernement avait convoqué la population pour élire ses représentants; mais, en même temps, il fit tous ses efforts pour empêcher ces représentants d'exprimer la volonté authentique de leurs électeurs et pour prévenir tout contact permanent et actif entre les collèges électoraux et leurs mandataires. Les citoyens « indignes de foi » coupables d'avoir rédigé ou signé un *nakaz* pour leur député furent partout, de la part de la police, l'objet de recherches suivies de persécutions. Dans les perquisitions qui, après la dissolution de la deuxième Douma, eurent lieu au domicile des députés de gauche, les gendarmes et les agents de l'*okhrana* s'acharnèrent particulièrement à dénicher des *nakazy*, des lettres et des adresses de félicitations venues d'électeurs. Le fait d'avoir reçu de telles correspondances fournit le principal chef d'accusation contre

les membres du parti ouvrier dans le procès qui leur fut intenté. Dans la demande en autorisation de poursuites contre cinquante-cinq députés démocrates socialistes présentée à la deuxième Douma par feu M. Stolypine, ces députés sont accusés d' « avoir reçu des *nakazy* de corps de troupe en garnison à Vilna et à Saint-Pétersbourg » et d' « avoir recueilli les revendications révolutionnaires des classes les plus pauvres de la population ».

Cependant, malgré toutes les défenses du gouvernement et toutes les représailles qu'il exerçait, les électeurs tenaient à être en rapport avec leurs députés. Les membres de la gauche aux deux premières Doumas furent submergés de télégrammes, de lettres de félicitations et de missions venues de tous les points du pays et des éléments les plus divers parmi les nombreux millions d'hommes du peuple. De la Dvina septentrionale et du Caucase, des régions de la Baltique et de l'Oural, des rives de la Volga et de la lointaine Sibérie, envoyées par le villageois et le prolétaire de grande ville, par l'artisan et l'employé de commerce, par le déporté politique et le cosaque du Don, par le soldat et le marin, de tous les côtés les revendications populaires et les réclamations tombèrent comme la grêle sur la Douma. Les lettres et les mandats des électeurs reflétèrent ainsi l'état d'esprit régnant dans les diverses classes de la population pendant la période des deux premières Doumas (1906 et 1907); ils font entendre la voix authentique et réelle des masses populaires elles-mêmes.

Les *nakazy* contiennent une très sévère appréciation de l'état de choses créé en Russie par l'incurie et la malveillance de la bureaucratie et par l'égoïsme de l'aristocratie.

« L'arbitraire et la violence sont au comble », déclare le mandat des employés de la fabrique Ding à Pétrograd.

Les paysans du canton de Kiinsk, dans le district de Belozersk (gouvernement de Novgorod), disent dans leur *nakaz* que « la situation des classes inférieures, c'est-à-dire des paysans, des ouvriers urbains et ruraux et des « intellectuels » pauvres est devenue intolérable. Partout s'entendent des plaintes qui fendent le cœur, et apparaît le spectre menaçant de la mort. La mise au pillage des deniers publics et les abus d'autorité commis par les fonctionnaires ont atteint des proportions effrayantes. »

La condition des paysans est particulièrement pénible.

Un mémoire adressé à la deuxième Douma par les employés subalternes du chemin de fer Nicolas (Saint-Pétersbourg à Moscou) décrit comme suit la manière dont les paysans sont traités par les propriétaires terriens :

« Vous (les grands propriétaires) considérez le paysan comme quelque chose de moins qu'un chien hors de service auquel l'on jette une vieille croûte de pain pour qu'il ne grogne pas et que la faim ne le rende pas enragé. Il ne vous reste plus qu'une chose à désirer : le rétablissement de la servitude, votre joie d'autrefois. Mais le peuple a profité de l'expérience. Il est difficile de reprendre un oiseau une fois qu'il s'est échappé. »

Les paysans, dans leurs relations secrètes avec leurs représentants à la Douma, attribuent la ruine de leurs villages à l'état général du pays et trouvent la cause de leurs misères dans le régime de l'autocratie et de la bureaucratie. Dans le mandat qu'ils donnent aux députés de la province de Koubane, les paysans et les ouvriers d'un des arrondissements écrivent :

« Vous savez, naturellement, sans que nous ayons à vous le rappeler, que toute la Russie languit sous le joug d'une autocratie qui a fait son temps. La nation souffre de l'arbitraire des fonctionnaires qui volent le

Trésor, qui ont infligé à la Russie la honte d'une guerre malheureuse, qui ont ruiné le pays par des impôts et des contributions insupportables et qui ont de parti pris maintenu tout le peuple dans l'ignorance et l'esclavage. Vous savez que toute la Russie est traitée en pays conquis, soumise aux conseils de guerre et à la loi martiale, à la police politique extraordinaire et renforcée ; elle est devenue un pays où des centaines et des milliers d'individus sont massacrés, fusillés, pendus, mis en prison, envoyés aux travaux forcés, et où un simple mortel ne peut recourir à quelque loi que ce soit pour sauver son honneur et ses biens. »

Les ouvriers d'une briqueterie de la ville caucasienne d'Ekaterinodar terminent leur mandat par l'appel suivant :

« Nous sommes accablés d'une souffrance insupportable sous l'arbitraire sauvage de l'administration. N'ayant pas la liberté d'association, nous sommes contraints de nous assembler à une heure avancée de la nuit dans une cabane à peine éclairée pour rédiger un mandat à nos députés. »

Les ouvriers du village de Novoselki, dans le gouvernement de Vladimir, décrivent l'état des masses ouvrières en Russie et adressent un appel attendrissant à leurs représentants :

« Tâchez, à la Douma, d'obtenir des droits pour les opprimés et ceux qu'on foule aux pieds. N'oubliez pas que, là-bas, dans un sous-sol humide, se traîne quelque chose de noir et de sale. Les rayons du soleil n'y pénètrent guère. Tendez donc une main secourable à vos frères. »

Ayant esquissé le triste état où se trouvait le pays, les électeurs démocrates réclamaient de leurs représentants à la Douma les changements qu'ils croyaient nécessaires, en indiquant la manière de les opérer.

Ce que les mandats demandaient d'abord, avec le plus d'urgence, était l'amnistie pour les déportés et les prisonniers politiques, la remise en liberté de ces champions de la cause populaire mis vivants au tombeau. « Nous demandons une amnistie pour nos pères et nos frères qui ont combattu pour la cause du peuple », écrivent les paysans d'un village du gouvernement de Mohilev. « Nous demandons une amnistie pour tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions politiques, pour avoir soutenu la lutte contre le gouvernement et les propriétaires de terres », déclarent les électeurs du gouvernement de Nijni. Les détenus de la prison de Morchansk faisaient remarquer aux membres de la Douma qu'ils devaient leur élection et l'existence même de la Douma aux martyrs de la liberté. Ils déclaraient que l'amnistie devait être complète et générale : tous ceux que le gouvernement regardait comme des « criminels » politiques devaient être relâchés sans aucune exception.

Les électeurs de la ville de Coustanaï, dans la province de Tourgaïsk, déclaraient dans leur mandat :

« Il doit y avoir une amnistie parce que les hommes qui languissent maintenant en prison ou en exil se sont efforcés, en répandant la vérité, d'éclairer le peuple ignorant, d'enlever de ses épaules le joug de l'esclavage et de le guider vers un avenir brillant, quand le royaume de Dieu sera établi sur la terre : le royaume de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Ce sont des hommes qui, avec fermeté, gardent présent à l'esprit le commandement du Christ d'aimer son prochain comme soi-même. De tels hommes devraient être l'objet de la reconnaissance et de l'estime au lieu de subir des persécutions et de pourrir dans les cachots. »

Dans ces mandats, l'amnistie est considérée non comme un acte de clémence envers un *coupable*, mais comme un *droit* appartenant légitimement à des

hommes atteints par l'illégalité et l'arbitraire d'une réaction despotique ; et l'on prétend que ce droit soit reconnu et produise ses effets pendant la législature. Comme disent les ouvriers d'Arkhanghelsk, « demandez à titre de mesure législative une amnistie pour toutes les affaires politiques et religieuses, une amnistie complète, non comme un acte de grâce ou un pardon, mais comme le rétablissement de libertés et de droits illégalement supprimés, et veillez à ce qu'elle soit étendue à tous ceux qui ont été condamnés judiciairement ou persécutés administrativement pour avoir combattu le pouvoir ».

Les ouvriers d'une des fabriques du gouvernement de Perm allaient plus loin encore dans leur mandat.

« La Douma, écrivaient-ils, est tenue de demander non seulement une amnistie, mais des secours matériels à allouer temporairement par l'Etat à tous les amnistiés. » Ceux d'un autre établissement du même gouvernement voulaient que tous les déportés remis en liberté fussent ramenés à leurs lieux de résidence primitifs aux frais de l'Etat.

« Une amnistie et l'abolition de la peine de mort, tel est le cri qui s'échappe de notre poitrine », écrivaient les électeurs démocrates d'Odessa. De fait, les mandats établissaient avec évidence que cette demande était bien le cri unanime de tout le pays. Entre les milliers de mandats, félicitations et lettres reçus par les députés, il n'en était pas un qui ne contînt cette revendication. L'amnistie était considérée par la population comme la condition préliminaire indispensable de la rénovation politique et sociale du pays. On disait aux députés de se souvenir que l'amnistie était « la garantie de l'efficacité des lois » (mandat des mineurs de Blagovyestchensk).

Nombre d'électeurs, toutefois, reconnaissaient qu'aussi longtemps que le pouvoir resterait entre les mêmes mains on ne pouvait nourrir aucun espoir

d'amnistie. « Tous les champions de la liberté, déclaraient les électeurs de la ville d'Ekaterinbourg, ne seront libérés que quand le peuple aura mis fin à l'autocratie. »

La deuxième demande instante des électeurs était l'abolition de la peine capitale et des cours martiales, qui servent d'arme au gouvernement pour l'extermination de ses adversaires politiques.

« Débarrassons-nous de cette iniquité et des assassins, des membres de ce gouvernement avide, despotique, menteur et ennemi de l'humanité », dit un mandat de Coustanaï. De pareilles demandes s'élevèrent de tout l'empire.

Plusieurs mandats, y compris celui de la province des cosaques du Don, réclamaient la mise en accusation du ministère, tandis que les électeurs de Kinechnia (Kostroma) voulaient l'abolition du conseil d'Etat, cet obstacle à la législation.

Les ouvriers de l'Oural demandaient « des poursuites contre le ministre de l'intérieur et autres fonctionnaires pour infraction au manifeste du 30 octobre, qui accordait au peuple l'inviolabilité de la personne, la liberté de conscience, celle de la parole et de la presse et qui déclarait qu'aucune disposition n'aurait force de loi sans la sanction de la Douma ».

Un mandat de la province de Koubane exigeait « la destitution immédiate de toutes les autorités de l'Etat, qui seraient à remplacer par des fonctionnaires élus au suffrage universel, direct, égal et secret ».

Un mandat du gouvernement de Vladimir se prononce pour l'abolition de toutes les limitations de classe imposées à la personne et à la propriété des paysans, ainsi que de tous payements et charges établis sur des différences de classe et l'annulation de toutes dettes ayant un caractère usuraire. « Les paysans, affirment ceux de Simbirsk, doivent jouir

de droits égaux à ceux de toutes les autres classes. L'Etat ne doit avoir égard qu'aux mérites et aux facultés personnels des citoyens sans distinction d'origine. »

« Nous demandons la suppression complète des classes. Qu'il n'y ait ni paysans, ni bourgeois, ni gentilshommes, mais seulement des citoyens russes ». déclarent les ouvriers de Chouya.

Les mandats comportent aussi des indications dans l'intérêt des travailleurs de l'industrie : réduction des heures de travail, relèvement des salaires, amélioration des conditions légales et des conditions d'hygiène du travail, assurances ouvrières aux frais de l'Etat et du patron, Bourses du travail, tribunaux pour le jugement des différends industriels, etc.

Les électeurs attachent un grand prix à une réforme des finances, y compris un changement radical du système d'impôts. Les impôts indirects doivent être abolis et remplacés par un impôt progressif sur le revenu (mandats de Saint-Pétersbourg, de Kestch, d'Arkhanghelsk, de Vladimir, de Tourgaï et d'ailleurs).

Dans aucun autre pays, peut-être, l'Eglise n'est aussi inféodée à l'Etat qu'en Russie, où le clergé est devenu un agent d'administration et de police au service de l'autocratie. Des mandats réclament la séparation de l'Eglise et de l'Etat, une tolérance religieuse complète et l'autonomie des diverses confessions. Celui des habitants musulmans de la ville de Petropavlovsk demande que « les ordonnances du Chariat, qui règlent toute la vie religieuse, politique, civile et domestique des mahométans, soient à l'abri des atteintes du gouvernement. Cette demande n'est pas seulement couchée sur le papier, mais écrite aussi dans le cœur de nos députés ».

Quant à la question des nationalités, on ne trouverait pas une seule expression de chauvinisme dans

un seul des mandats. Egalité entière de droits pour toutes les nations habitant la Russie et liberté complète pour elles de se développer, voilà le régime que conçoivent les masses démocratiques. Quelques mandats vont jusqu'à préconiser le principe d'une fédération.

« Nous demandons, dit un mandat de la province de Tourgaï, l'autonomie pour les provinces et les communautés, urbaines et rurales ; l'application aussi large que possible des principes fédératifs dans les rapports entre les diverses nationalités, la reconnaissance de leur droit absolu à s'organiser elles-mêmes et la représentation proportionnelle. »

Les mandats reflètent d'une manière frappante l'hostilité des démocrates russes pour la politique antisémite du gouvernement. Les ouvriers du gouvernement de Vladimir pensent « que tous les exécuteurs de pogroms devraient être mis en jugement et expulsés de la Douma ».

Une autre manifestation de l'extrême aversion qu'inspirent à la Russie démocratique la campagne de pogroms et ses auteurs se rencontre dans le mandat de félicitations ci-après, envoyé à la Douma par l'assemblée des paysans de Pokrovskaya, dans le gouvernement de Samara :

« Nous saluons les membres de la Douma et désirons qu'ils exécutent nos mandats. Toutefois nos salutations ne vont pas à Krouchevane ni à ses pareils, car les libres fils de la Volga ne peuvent sympathiser avec ceux qui éteignent la lumière et la vérité. »

Une des allégations favorites du gouvernement fait de la révolution russe l'« œuvre des Juifs ». Elle reçoit une très intéressante réponse dans le mandat des ouvriers d'Albertine, dans le gouvernement de Grodno :

« Les partis de droite, dit-il, prétendent que ce sont les orateurs juifs qui soufflent au peuple la sédition, mais il est de fait que nous avons divers orateurs

créés par le gouvernement lui-même, et nous pouvons les nommer : 1° la faim et le froid, causés par le gouvernement ; 2° les lourds impôts mis par le gouvernement sur les objets indispensables à la vie des ouvriers et des paysans, alors qu'il accorde des dégrèvements aux propriétaires et aux fabricants. »

Tout en incriminant la faim et le froid, c'est-à-dire les conditions pénibles auxquelles est soumise son existence matérielle, le peuple de Russie proteste non moins énergiquement contre les restrictions apportées à sa culture intellectuelle. Complète liberté d'instruction, tel est le mot d'ordre de nombreux mandats, comme le prouvent les citations suivantes :

« Pour être maître de l'argent du peuple et pour le gaspiller impunément, le gouvernement doit maintenir le peuple dans l'ignorance et les ténèbres en le privant systématiquement d'instruction et en mettant obstacle à ce qu'il en reçoive. Les écoles de l'Etat, à commencer par les écoles paroissiales, ont pour but de tuer toutes aspirations à la lumière et à la liberté.

« L'école devrait être libre, et toute liberté devrait être laissée à l'initiative tant privée que publique pour l'ouverture et l'organisation d'écoles.

« Nous voulons que nos enfants reçoivent une instruction effective.

« Plus de ténèbres ni d'ignorance !... Nous voulons qu'on donne à nos enfants une instruction véritable et professionnelle. »

Il y a un passage émouvant dans le mandat des apprentis aux fabriques de Yourievsky, dans le gouvernement de Kharkov, qui déclarent :

« Nous, la jeune génération de Russie, voyant l'ignorance de nos grands-parents, ne désirons pas leur ressembler. Nous avons le désir d'apprendre et nous sommes bien disposés à le faire ; mais le régime

bureaucratique ne nous donne pas, à nous, enfants de pauvres artisans, l'occasion de mettre en valeur nos capacités intellectuelles. »

Le peuple russe est parfaitement convaincu que le développement de l'instruction et de la conscience publique exige un changement radical du régime politique. « Aujourd'hui, déclarent les paysans et les bourgeois de l'arrondissement d'Odessa, nous ne savons pas si les impôts payés par nous sont levés légalement, ni comment le produit en est employé, ni si une mesure prise par le gouvernement est dans l'intérêt du peuple ou à son désavantage. Nous avons beaucoup à apprendre, et il nous faut être libres pour l'apprendre. »

Liberté politique complète et démocratisation de l'Etat sont des revendications qui font partie de tous les mandats. « Il est temps de mettre fin à un régime qui nous laisse sans droits et de nous délier les mains, car nous ne sommes plus des enfants au maillot. » Ainsi s'exprime un mandat des ouvriers aux ateliers d'Yourievsky, Altchevskaya.

Les électeurs du gouvernement de Kostroma chargent leur député de chercher à obtenir les libertés d'opinion, de la presse, de réunion, d'association, ainsi que l'inviolabilité de la personne, du domicile et de la correspondance. « Sans ces libertés, écrivent-ils, nous n'arriverons jamais à adoucir les rigueurs de notre sort. »

Un grand nombre de mandats se prononcent pour le rétablissement et la mise en vigueur du manifeste du 30 octobre. D'ailleurs, ce manifeste du 30 octobre 1905, qui promettait des garanties constitutionnelles, n'est pas considéré par les électeurs comme une concession volontaire de la part de l'autocratie, mais comme une conquête du peuple lui-même.

« Nous demandons la promulgation d'une loi

garantissant tous les droits et les libertés civiques que le peuple a gagnés par sa victoire du 30 octobre. » (Mandat de l'arrondissement de Byelozersk, gouvernement de Novgorod.)

« Le prolétariat combattra résolument toute tentative de limiter le champ de la liberté politique. » (Mandat des ouvriers d'Arkhanghelsk.)

L'adoption d'un système parlementaire et de la représentation démocratique constitue, d'après un mandat de la ville d'Ekaterinoslav, le besoin principal du pays. Il ne devrait y avoir d'autre autorité que celle nommée par le peuple et responsable vis-à-vis de ses représentants, déclarent les paysans du gouvernement de Simbirsk. Le peuple seul peut élaborer des lois utiles et veiller à leur exécution, dit un cahier de la province des cosaques du Don. Beaucoup de mandats signalent la nécessité de rendre les ministres responsables vis-à-vis des représentants du peuple et demandent la suppression du Conseil d'État, qui « enterre les lois faites à la Douma ». Ils réprouvent aussi le système électoral actuel, auquel ils voudraient en substituer un dont la base serait le suffrage universel, et la place tenue par la Douma dans la machine de l'Etat.

Voici quelques citations typiques :

« Dans la présente Douma, il n'y a pas de représentation populaire véritable. » (Mandat des citoyens d'Ekaterinbourg.)

« La part prise par nous aux élections n'implique nullement que nous reconnaissions la Douma pour un organe véritable de représentation populaire. » (Mandat des ouvriers de Tambov.)

« Nous, ouvriers, savons bien que la présente Douma ne peut passer pour un organe véritable de représentation populaire. » (Mandat des ouvriers des fabriques de Saint-Pétersbourg.)

« Votre première tâche, déclarent les électeurs

d'Arkhangel à leurs représentants, doit être de combattre pour une pleine représentation populaire, faisant de la Douma non un instrument d'entente avec le gouvernement, mais un centre révolutionnaire pour l'organisation des masses. Il faut amener le peuple à reconnaître que la Douma n'est pas une représentation véritable, qu'il ne lui a été attribué qu'un caractère purement consultatif. »

Malgré tout, les partisans de l'extrême gauche reconnaissaient que la création de la Douma marque une grande étape dans l'histoire de la Russie.

Quand je fus élu député de la ville de Saint-Pétersbourg, entre les compliments et les félicitations que je reçus à cette occasion, il en vint de plusieurs révolutionnaires qui étaient à Samara sous le coup d'une condamnation à mort.

« Nous vous saluons comme membre du Parlement du peuple, écrivaient-ils. Nous monterons maintenant sur l'échafaud avec fermeté, voyant l'aurore d'un jour nouveau. »

Pour terminer cet aperçu des *nakazy*, j'en citerai quelques-uns qui tâchent de donner aux députés des indications sur la tactique à suivre :

« En vous envoyant à la deuxième Douma, nous ne caressons pas l'espoir que le gouvernement se rendra aux désirs du peuple. En effet, depuis que les ouvriers de Saint-Pétersbourg qui, le 22 janvier 1905, portaient au tsar une pétition exposant leurs besoins et ceux des paysans ont été accueillis par une grêle de balles et de coups de baïonnette, et depuis que le gouvernement a dispersé la première Douma pour avoir exprimé timidement et en partie les revendications du peuple, nous avons compris qu'aucune amélioration de notre sort n'est à attendre du gouvernement autocratique, hostile de sa nature à nos vœux. C'est notre ennemi juré. » (Mandat du gouvernement de Perm.)

« Souvenez-vous que le peuple est avec vous. Ne faites aucune concession partielle à la droite, mais attachez-vous à obtenir un gouvernement pleinement populaire », écrivent les paysans de Novo-Koubanskoïé, dans l'arrondissement de Labinsk, province de Koubane.

Un autre mandat de la même province dit :

« Rappelez-vous que le peuple vous a envoyés non pour adresser des placets aux ministres et vous incliner devant eux, mais pour leur arracher la liberté. »

« Nous n'élisons pas de députés dans le but de dresser des projets de loi qui, ayant à passer par le conseil d'Etat et le gouvernement occulte, ne verront jamais le jour. Non. Nous vous avons élus pour que vous combattiez, au palais de Tauride, pour la convocation d'une Constituante, pour le pays et la liberté. » (Mandat des citoyens d'Ekaterinbourg.)

Les électeurs de Sébastopol recommandent à leur député de « ne pas s'arrêter à mi-chemin dans le combat contre le gouvernement autocratique ».

La majorité des mandats, comme celui d'Ekaterinbourg cité ci-dessus, s'accordent à croire qu'une transformation radicale de tout le système politique exige la convocation d'une Assemblée constituante, seule capable, déclarent-ils, de réaliser la pacification et d'assurer la liberté; et, pour y parvenir, les électeurs offrent leur concours aux députés.

« Nous sommes désireux, écrivent les musulmans de Petropavlovsk, d'être en contact avec la Douma. A vous d'organiser ses rapports avec nous. Que nos pensées et nos sentiments deviennent ceux de la Douma : la victoire sera alors assurée et définitive. »

« Dans sa lutte avec le gouvernement pour donner satisfaction aux vœux du peuple, disent les citoyens de Maïkop, la Douma doit compter sur l'appui des grandes masses de la population sympathisant avec elle. »

Les paysans de l'arrondissement de Syzrane transmettent à leur député les instructions que voici :

« La première Douma, qui soutenait justement les prétentions du peuple, a été dissoute parce que le peuple n'était pas suffisamment organisé et n'a pu lui prêter aucun appui. C'est pourquoi nous vous demandons d'assumer, en même temps que vous proposerez des lois, l'organisation locale du peuple, de manière que, au moment décisif, le peuple puisse se lever comme un seul homme pour la Douma. Seulement, que la Douma explique le secours dont elle a besoin, afin d'éviter des erreurs et une action isolée, et la Russie tout entière se lèvera pour soutenir son droit à la terre et à la liberté, que nous vous avons envoyés conquérir pour nous. »

La même idée est rendue avec plus de vigueur encore dans un des mandats des ouvriers :

« Nous invitons notre député à ne pas se plier aux désirs du gouvernement et à ne pas revenir à nous sans avoir exécuté notre mandat. Si la bande qui torture le peuple vous dispersait par la force des baïonnettes, tous ceux de nous qui vous ont élu se lèveraient afin de défendre les députés combattant pour la liberté et le bonheur du peuple. »

Tels sont les vœux et les espoirs de millions de Russes en tant qu'ils trouvent leur expression dans les mandats des électeurs démocrates. Naturellement, je n'ai pu donner qu'une partie insignifiante des énormes matériaux politiques et historiques renfermés dans ces remarquables documents. Mais les passages cités montrent déjà avec évidence que la conscience politique des masses s'étend bien au delà des limites dans lesquelles l'ancien régime s'efforce de la renfermer.

QUATRIÈME PARTIE

LES TENDANCES EUROPÉENNES DANS LA LITTÉRATURE RUSSE

CHAPITRE PREMIER

I. La théorie des races. Le sang étranger dans les veines des écrivains russes. — II. La formation de la langue littéraire et ses ingrédients européens.

I. — Je ne suis pas partisan de la théorie des races, qui tente d'expliquer les divers phénomènes de notre vie par des forces ataviques, par une hérédité lointaine et de rétablir entre les diverses familles humaines une barrière plus ou moins infranchissable. Cette théorie est surtout inapplicable à la Russie, dont la population est ethnologiquement fort mélangée : il suffira de rappeler que le peuple *vielikorouss* (grand-russien) est un amalgame de l'élément slave et de l'élément finnois.

Mais la preuve peut-être la plus convaincante de son inanité nous est offerte par la littérature russe, où les représentants de toutes les races ont apporté leur contribution.

Un écrivain russo-polonais établit, dans une curieuse étude, que maint écrivain russe a du sang qui ne l'est pas.

« En étudiant la biographie des écrivains russes, on reconnaît qu'un grand nombre de ceux qui font l'orgueil et la gloire de la littérature, une part considérable de ses lumières, de ses étoiles, de ses coryphées et de ses « rois » ne sont pas d'origine russe, qu'ils sont de sang mêlé, qu'ils ne sont pas originairement russes, dans le sens précis de ce mot. »[1]

L'auteur nous cite les exemples suivants :

Le vrai créateur de la vraie poésie nationale en Russie, le célèbre Alexandre Pouchkine, eut pour aïeul maternel un nègre abyssin qui épousa une Allemande ; l'enfant issu de cette étrange union intercontinentale fut le grand-père du poète. Du côté paternel, Pouchkine eut pour ancêtres un émigré de la Prusse (venu en Russie sous Alexandre Nevsky et qui était probablement d'origine slave) et une Italienne.

Un autre grand poète russe, Mikhaïl Lermontov, était d'origine écossaise. Au XIIe siècle vivait en Ecosse un barde fameux, Leirmont ou Learmount, qui aurait prédit les destinées de son pays et fut glorifié par Walter Scott. Une branche de sa famille émigra en Pologne, et, en 1613, Georg Leirmont s'engagea au service militaire russe avec 60 autres Ecossais et Irlandais et s'occupa, sous le tsar Alexei Mikhaïlovitch, de former les premiers régiments de cavalerie régulière.

Le poète Lermontov était très fier de son extraction, et il en parle dans ces vers :

Pourquoi ne suis-je pas un oiseau, un corbeau des steppes,
Qui passa tout à l'heure au-dessus de moi ?
Pourquoi ne puis-je planer dans le ciel
Et aimer la seule liberté ?
Vers l'Occident, vers l'Occident je dirigerais mon vol rapide,
Où fleurissent les champs de mes ancêtres,

1. S. Librovitch, le *Sang non-russe dans les veines des écrivains russes.* (Pétrograd), p. 4.

Où, dans un château vide, sur les monts brumeux,
Leurs cendres oubliées reposent.
Sur le mur antique, leur bouclier héréditaire
Et leur glaive rouillé sont suspendus.
Je volerais au-dessus du bouclier et du glaive
Et j'en secouerais la poussière avec mon aile.
Je toucherais avec mon aile la corde de la harpe écossaise,
Et le son s'envolerait sous la voûte.
Par un seul entendu et par un seul engendré,
Il s'éteindrait comme il retentirait.

Le premier satirique russe, le prince Kantemir, était fils d'un souverain moldave et d'une Grecque. Un autre, qui fut aussi le premier grand moraliste en Russie, Radichtchev, descendait de Tartares.

Le père de la poésie romantique, Vassili Joukovsky, eut pour mère une prisonnière turque. Son contemporain Delwig, poète romantique lui aussi, appartenait à une famille de barons allemands.

Le poète Ogariov, ami de Herzen, avait des Tartares pour ascendants. Herzen était fils illégitime d'une Allemande et d'un seigneur russe.

Les frères Axakov, écrivains et fondateurs du mouvement slavophile, comptaient parmi leurs aïeux lointains des rois norvégiens.

Le romancier et nouvelliste bien connu Grigorovitch était fils d'une émigrée française.

Fete, poète lyrique remarquable, avait pour parents une Allemande et un seigneur russe.

La nation juive a donné à la Russie quantité de poètes, de nouvellistes, etc. : par exemple, le poète Semion Nadson, dont l'œuvre fait époque.

Parmi les écrivains modernes, plusieurs exemples semblables seraient à citer.

Le célèbre Leonid Andreev est fils d'une Polonaise. Balmont, poète bien connu, a parmi ses ancêtres des Ecossais et des Scandinaves du côté paternel, du côté maternel des Tartares.

Cette énumération pourrait être prolongée. Mais

les faits cités suffisent pour démontrer que ce qu'on appelle la race ne joue pas un rôle décisif dans la formation du génie littéraire. Ce qui est important, c'est le milieu historique et social où ce génie se développe. Et, en montrant la participation de l'Europe à l'évolution de la littérature russe, nous négligerons l'anthropologie pour des sciences d'un autre ordre.

II. — Avant de parler des éléments occidentaux incorporés par la Russie dans sa littérature, quelques remarques sont à faire sur la part de l'Europe à la formation de sa langue littéraire.

Dans la langue d'un peuple se reflète toute son évolution historique. Il en est ainsi de la langue russe, qui présente des phénomènes fort intéressants sous le rapport de la linguistique pure et aussi pour l'histoire générale.

La langue populaire et la langue littéraire de la Russie se sont constituées d'une manière très différente. Dans la première se reconnaissent le mouvement de la population, la colonisation de la grande plaine orientale par des tribus slavo-russes et leur contiguïté avec d'autres peuples, les Mongols, les Finnois, les Polonais, les Lithuaniens, etc. Les trois principaux dialectes de la langue russe — le grand-russien (*vielikorouss*), le petit-russien (*malorouss*) ou ukraïnien et le blanc-russien (*bielorouss*) gardent la trace de ces contacts.

Quant à la langue littéraire, le grand-russien est seul à en avoir une, à proprement parler, car, chez les Blancs-Russiens (habitant le pays limitrophe à la Lithuanie et à la Pologne), la littérature n'est pas encore assez développée pour avoir son moyen d'expression ; et, chez les Ukraïniens, s'il existe déjà une littérature très riche, l'instrument dont elle dispose est encore en formation et plus proche du parler

populaire que le grand-russien littéraire. Il est atteint de la même instabilité, si caractéristique : les auteurs ukraïniens de l'Ukraïne russe écrivent en un idiome sensiblement autre que celui des écrivains ukraïniens (ruthènes) de la Bukovine ou de la Galicie.

La langue littéraire des Grands-Russiens s'est élevée sur un fond ferme et bien défini. En cela, elle est fort différente de leur langue populaire, qui n'est aucunement uniforme et se compose de patois nombreux et divers.

La formation de la langue littéraire grand-russienne peut être divisée en trois phases principales, dont deux procèdent de deux facteurs extérieurs distincts. La première commence à l'évangélisation de la Russie : le caractère en est donc bulgare ou gréco-bulgare. On se rappelle en effet que la Russie a reçu le christianisme de la Bulgarie, ou plutôt de la Macédoine, d'où lui vinrent aussi le clergé et les premiers livres religieux et ecclésiastiques. La langue littéraire russe fut, au début, celle de la religion, et elle est connue sous le nom de « langue slave d'Eglise ». Elle était tout à fait étrangère à celle du peuple et très peu compréhensible pour lui. Mais, après quelque temps, la seconde pénètre dans la première, et le langage écrit se rapproche du parler populaire vivant. Cependant leur ressemblance se borne à la phonétique. Dans la lexicologie et la syntaxe, la langue savante reste bulgaro-ecclésiastique. En cette langue — russe par la consonnance, étrangère par les flexions et les constructions des mots et les tournures des phrases — sont écrites les premières chroniques historiques et les premiers actes juridiques de la principauté de Kiev.

Après le transfert de la capitale de Kiev à Vladimir et ensuite à Moscou, une langue urbaine prend naissance, distincte de la langue rurale et qui, à

mesure que Moscou s'accroît et se transforme en grand-duché et en *tsarstvo* russe, devient celle de l'Etat. « Les chancelleries gouvernementales doivent parler de Moscou avec toute la Russie une langue compréhensible. Ainsi naît une langue de chancellerie, simple et précise, qui n'est pas privée de pittoresque ni de force d'expression… langue achevée et perfectionnée, qui avait chance de durer sans changement aussi longtemps que les besoins et la mentalité d'où elle était issue… Mais, à partir du commencement du XVIIIe siècle, tout se met de nouveau en mouvement. La langue se détache de sa base tout récemment constituée et se déplace au hasard, accumulant, sans aucune retenue, les matériaux bruts des concepts et des termes étrangers. Un moment arrive où les écrivains russes préfèrent, non sans raison, recourir aux langues étrangères pour s'exprimer avec assez d'art et de précision. Après le calme, la gravité et l'exactitude du solide parler moscovite commencent des efforts convulsifs pour rendre l'afflux des nouveaux sentiments et des idées nouvelles. Le voile d'uniformité jeté sur la littérature par le style élaboré du XVIe siècle disparaît comme par enchantement. »[1]

L'évolution de la langue littéraire en Russie correspond donc à l'évolution générale du pays. L'invasion linguistique de l'Europe en Russie, qui se produit dès le début du XVIIIe siècle, est donc contemporaine de la première grande tentative d'européanisation sous Pierre Ier. Les deux mouvements ne sont pas en simple coïncidence, mais en corrélation très profonde. Il existe un rapport étroit entre les emprunts linguistiques et la multiplication générale des liens entre la Russie et l'Europe. Les échanges commer-

1. P. Milukov. *Études sur la culture russe.* (Pétersbourg, 1897), IIe partie, p. 176.

ciaux apportent au vocabulaire russe une foule de nouveaux termes pour la désignation des marchandises et des transactions. L'adoption des pratiques européennes par l'armée russe nécessite, comme nous l'avons vu, l'emploi de nouveaux vocables militaires. De même pour les institutions gouvernementales : presque tous les noms des organes et des emplois nouveaux (du *Sénat* jusqu'au *landrat*) furent pris à l'Europe.

Il est à remarquer que, déjà sous Pierre Ier, on comprenait que ces emprunts ne devaient pas être machinaux, et Pierre Ier lui-même s'occupait parfois de corriger la traduction des livres étrangers en russe.

L'académicien A. Chakhmatov constate que, pendant la première moitié du XVIIIe siècle, « la langue russe était placée dans une position difficile par la foule des mots étrangers qui l'envahissaient, venus de l'Occident en un flot irrésistible »[1]. Mais, dans l'autre moitié, la langue littéraire s'assimile déjà très activement ces apports européens, qui la transforment. D'ailleurs, à la fin du XVIIIe siècle, l'Europe pénètre dans la langue russe d'une autre manière qu'au commencement. Sous Pierre Ier, elle prenait plutôt la voie officielle, pour ainsi dire : traductions commandées par le gouvernement, actes diplomatiques, etc. Sous Catherine II, les écrivains mettent spontanément à profit les richesses de l'Europe, et leurs acquisitions sont d'une autre nature. Elles ne se limitent pas aux termes techniques et aux vocabulaires du commerce, de l'industrie et du gouvernement ; elles comprennent les expressions qui rendent les phénomènes intellectuels propres aux hommes cultivés, les idées abstraites et les mouvements de l'esprit et du cœur.

1. A. Chakhmatov, la *Langue russe* (article dans l'encyclopédie de Brockhaus et Efron, tome 55, Pétersbourg, 1899).

Karamzine contribue vigoureusement à ces conquêtes. Chef de l'école « sentimentaliste», il ne trouvait pas dans l'ancienne langue littéraire russe tout ce dont il avait besoin pour peindre la vie intérieure de ses personnages. Afin de remédier à cette pénurie aussi bien que pour se composer le lexique réclamé par ses ouvrages d'histoire et de philosophie, il créa un grand nombre de mots en procédant par analogie, d'après le modèle des langues latines. Il européanisa aussi la syntaxe, où il implanta des tournures plus souples et plus agréables.

Cette réorganisation de la langue russe rencontra une vive résistance de la part des nationalistes à outrance, dont un (Chichkov) publia une violente protestation contre les « nouveautés » importées par Karamzine et en faveur du « vieux style ». L'hostilité de Chichkov et des « chichkovistes » s'expliquait dans une certaine mesure par les exagérations de certains novateurs, qui allaient jusqu'à dire qu'ils détestaient la langue russe et lui préféraient le français. Mais Karamzine et les meilleurs protagonistes de l'européanisation n'étaient aucunement responsables de ces outrances. Karamzine ne « dénatura ». pas la langue littéraire ; il la vivifia, au contraire. Bielinsky, célèbre critique, eut parfaitement raison d'affirmer qu' « avant Karamzine on ne lisait pas, car le peu qui existait était épouvantablement lourd ».

Mais Karamzine dut aller chercher ses moyens dans la littérature européenne, dans la française en particulier. Quand on lui demandait comment il avait procédé, il répondait qu'il « avait dans la tète quelques auteurs étrangers » et qu'il « les avait d'abord imités ». Mais son imitation ne fut pas aveugle ni mécanique, car, comme dit M. Haumant, il « russifiait plus ou moins heureusement » les matériaux (pour la plupart français) qui entraient dans la construction de sa prose russe.

Ce que Karamzine avait fait pour la prose, d'autres le firent pour la poésie. « La peine que se donnaient les rimailleurs des bords de la Moskva pour attraper l'élégance de ceux des bords de la Seine n'est pas restée sans fruit », dit M. Haumant. Ces rimailleurs du commencement du XIXe siècle, qui, tous sans exception, étaient allés à l'école européenne, préparèrent les voies à la muse de Pouchkine, dont le style se forma aussi aux leçons des auteurs étrangers et dont les vers sont la première manifestation — encore inégalée — de la synthèse russo-européenne dans la poésie russe.

Depuis Karamzine et Pouchkine, la langue littéraire russe jouit d'assises solides pour son développement, tout national, tout original; mais elle n'oubliera pas que c'est de l'Europe, au premier quart du XIXe siècle, que lui est venue une grande part de ces substructions.

Cette langue était au moment de sa formation et est restée celle qu'emploie le monde de la pensée, et elle est étrangère au peuple. L'européanisation linguistique, comme l'européanisation en général, n'a pas encore touché toutes les masses. Si le parler des habitants des villes est très voisin de la langue écrite, le rude et lourd idiome pratiqué couramment par les moujiks en est encore très éloigné. Mais la diffusion de la presse, qui des villes pénètre dans la campagne, l'extension de la vie politique, l'éveil des intérêts intellectuels dans la population rurale et le progrès de l'instruction populaire effacent peu à peu la distance.

CHAPITRE II

I. La production populaire et la littérature savante. Les premières influences occidentales. — II. L'importation des formes et des genres littéraires de l'Europe en Russie.

I. — L'influence de l'étranger sur la littérature russe fut très sensible même aux temps les plus anciens, quand naquirent la poésie populaire et la tradition orale. Dans les œuvres écrites, elle est encore plus visible et plus forte.

La littérature écrite s'approprie les éléments étrangers et les incorpore autrement que la poésie populaire : l'imitation voulue s'y reconnaît très clairement, tandis que, dans le folk-lore, lés emprunts sont inconscients.

L'origine générale de l'inspiration étrangère, sa source, ses voies de pénétration ne sont pas les mêmes non plus dans l'une et dans l'autre. La poésie orale en Russe est très souvent fille de l'Orient ; les œuvres écrites procèdent de l'Occident : pour elles, l'Asie cède la place à l'Europe.

Ce mouvement fut graduel. A ses débuts, la littérature russe dut demeurer sous la sévère égide de l'Eglise byzantine et de ses sujets ascétiques, où s'éteignait l'éclair brillant de la fantaisie poétique. Ce n'est qu'à partir du XVIe siècle que l'action littéraire de l'Occident se fraie énergiquement un chemin, qui ne fut pas direct tout de suite, mais prit de très longs détours.

Les premiers intermédiaires littéraires entre la

Russie et l'Europe furent les Slaves méridionaux : Bulgares, Serbes et Dalmates, dont les rapports avec leurs frères du nord étaient facilités par la communauté de l'alphabet, inventé au IXe siècle par saint Cyrille, le célèbre apôtre des Slaves. Par eux, la littérature européenne gagna la Russie en y produisant la première révolution spirituelle.

Les « nouvelles slavo-romanes » (comme les appellent les historiens et les philologues russes), c'est-à-dire les versions slaves des divers romans de chevalerie (Tristan et Yseult, le chevalier Bova, Attila, la Belle Hélène, etc.), se répandent en Russie et y engendrent un monde nouveau d'idées, de sentiments et des sympathies. Les aventures et les exploits des chevaliers, la glorification de leur héroïsme et d'autres thèmes semblables qui font le sujet des « nouvelles slavo-romanes » offraient un délassement à des esprits fatigués par la monotone parénétique religieuse et morale, leur seul aliment depuis des siècles. Les légendes de France, de Bretagne et d'Italie, ayant traversé la Serbie et la Dalmatie, arrivaient chez les Moscovites pour y réveiller les traditions poétiques de la période de Kiev avec ses chants épiques (*byliny*), impitoyablement persécutées et extirpées par l'Eglise. Quelques-unes de ces productions (par exemple, le roman italien du chevalier Bova) sont devenues et restées jusqu'à nos jours la lecture favorite des grandes masses populaires de Russie.

Les sujets d'amour surtout étaient une nouveauté pour les Russes, longtemps soumis à une éthique de provenance byzantine qui, suivant l'enseignement de l'Eglise, s'efforçait de leur représenter la femme comme un « être mauvais », un « vase diabolique », tandis que les conteurs et les poètes de l'Occident l'idéalisaient et proclamaient ouvertement le culte de la beauté et de l'amour.

Au XVIIe siècle, c'est par l'entremise de ses deux

parentes et voisines plus cultivées, la Pologne et l'Ukraïne (alors bien polonisée), que la Russie moscovite perçoit les échos de la littérature européenne.

« Sous des habits polono-ukraïniens viennent chez nous la gracieuse fée Mélusine, qui se change mystérieusement en un petit serpent, le comte Pierre de Provence avec sa fidèle Magellonne, le prince Brunsvig, partout suivi de son lion, les couples d'amoureux, les braves chevaliers, visions touchantes ou poignantes. »[1]

A la même époque, la Russie apprend à connaître aussi les scènes gaies des fameuses facéties qui abondent en Occident, les fabliaux français et les épisodes du Décaméron de Boccace. Cette révélation, dit le professeur Veselovsky, qui a étudié spécialement l'influence européenne sur la prose et la poésie russes, « produit un changement définitif dans les goûts et dans les jugements du lecteur en libérant enfin les aspirations éternelles, la passion, l'amour, le rire, les rêves, tout ce qui était opprimé par la doctrine de l'abstention et de la fausse pudeur ».

II. — Les œuvres européennes, en même temps qu'elles développaient le goût chez les Russes, leur apportaient les modèles que méditèrent les premiers représentants de la prose et de la poésie. Antérieurement, la production écrite ne connaissait que deux formes : la *lietopis*, c'est-à-dire la *chronique* historique, et l'homélie religieuse. L'Europe lui en apprit d'autres : l'ode, le drame, la nouvelle.

Au XVII[e] siècle, dans le Sud-Ouest (surtout à Kiev) se créent des foyers littéraires où l'on s'essaie à composer des vers syllabiques, selon les règles du pseudoclassicisme, et à échafauder des espèces de drames.

1. Alexis Veselovsky, l'*Influence occidentale dans la littérature moderne russe* (2[e] édition, Moscou, 1896), p. 24.

Il se forme même un embryon de théâtre, organisé par les étudiants des écoles ecclésiastiques en Ukraïne. A la même époque, la société fait connaissance, pour la première fois, avec le journal périodique. Il est vrai que le premier journal russe fut fondé beaucoup plus tard, au commencement du XVIIIe siècle ; mais, dès le XVIIe, le gouvernement faisait traduire en russe les journaux étrangers.

Depuis le commencement du XVIIIe siècle, les lettres de l'Occident eurent sur la Russie un retentissement direct, indépendant de l'intermédiaire de la Pologne : les écrivains entrèrent en contact immédiat avec leurs maîtres d'Europe.

Le premier auteur satirique russe, le prince Antioch Kantemir, qui combattait l'ignorance et célébrait la science, entretenait des rapports personnels avec Montesquieu, Voltaire et d'autres. On voit qu'il s'est inspiré de Boileau, dont il répète presque textuellement l'aveu, que « le mot, pour avoir réjoui le lecteur, a coûté bien souvent des larmes à l'auteur. Il rit dans ses vers, dit-il, mais, dans son cœur, il pleure sur les gens de mauvaises mœurs. » Il imite aussi La Bruyère, Mathurin Régnier et Voltaire.

Un autre poète russe de la première moitié du XVIIIe siècle, Vassili Tretiakovsky, apprit l'art poétique à l'étranger. Il voyagea en Hollande et en France et suivit les cours de l'université de Paris. Faute d'argent, il dut faire à pied une grande partie de son voyage à Paris. Il disait de cette ville que « seul l'homme ayant une âme bestiale peut ne pas aimer ce beau lieu, ces chères rives de la Seine ». Le talent poétique de Tretiakovsky n'est pas très grand (il a écrit de meilleurs vers en français que dans sa langue maternelle), mais il fut le vrai fondateur de la versification russe. Par une comparaison avec la versification française il se convainquit qu'elle doit être basée sur le principe tonique et non sur le principe

syllabique. Grâce à la révolution accomplie par lui, la poésie russe a pu se développer librement, échappée aux règles conventionnelles de la versification latine.

Un autre poète lyrique, précurseur immédiat de Pouchkine, Bogdanovitch (fin du XVIII[e] siècle), fut aussi l'élève des Français. Le sujet de son roman *Duchenka* est emprunté à La Fontaine (*Psyché*). Il traduisit aussi des pièces de Voltaire, de Marmontel, etc.

La tragédie est également d'importation occidentale. Le créateur du genre, Soumarokov (1717-1777), fut surnommé chez nous le « Racine russe » et il tâcha vraiment d'imiter Racine (et Voltaire). Il composa même une poésie à la gloire de ces deux poètes et de Molière, où il exprime la conviction que « le *Tartufe* de Molière ne sera pas oublié tant que le monde existera ».

Soumarokov fut, en outre, l'initiateur du journalisme russe : il fonda une revue mensuelle, devancière des publications périodiques de la fin du XVIII[e] siècle. Ces ancêtres de nos journaux étaient encore une imitation de l'Europe : ils se réduisaient à des copies du *Spectator*, revue anglaise bien connue alors, et d'autres écrits analogues. Tous les confrères russes du *Spectator* anglais étaient remplis de traductions et d'adaptations de ses articles. A ce propos, la forme de la *Vision de Mirza*, poème du célèbre auteur des odes, Derjavine (1743-1816), est prise au poème allégorique d'Addison publié sous le même titre toujours dans le *Spectator*.

A la même époque se développaient en Russie deux genres encore : la comédie et la fable. Ici, de nouveau, les auteurs russes, même les plus indépendants et les plus nationaux, ne furent que des disciples dociles de l'Europe. Sous ce rapport, l'évolution du talent chez le fabuliste bien connu Krylov est fort intéres-

sante. Il commence par écrire des tragédies suivant les règles du classicisme français. Ensuite, il écrit des opéras-comiques et des comédies dans lesquelles il prend à Molière, à Beaumarchais et à d'autres Français. Sa comédie *Une leçon aux filles* est une copie mot pour mot des *Précieuses ridicules* de Molière. Quand enfin il se consacre exclusivement aux fables qui ont fait sa gloire non seulement en Russie, mais dans le monde entier, il suit encore une fois les traces des devanciers grecs et français. Le biographe français de Krylov, M. Fleury, et nombre de critiques russes ont démontré qu'il imitait La Fontaine et restait adaptateur jusque dans ces fables qu'il affectait de tenir pour originales et qui semblaient respirer vivement l'invention.

Quant aux comiques, les deux plus connus à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle sont le comte de Kapnist et Fonvizin. Dans la célèbre comédie de Kapnist *Yabeda* (*Chicane*), qui attaque avec force la justice injuste et vénale de Russie, nous trouvons des traits du *Misanthrope* de Molière, et un des principaux personnages de cette pièce est presque le sosie d'Alceste. Fonvizin, père de la comédie et même de tout le théâtre russe, présente un exemple encore plus curieux de l'influence occidentale. Il combattait la « gallomanie », c'est-à-dire l'excès d'admiration professé par la société russe pour la littérature française, les idées françaises, les mœurs françaises. Et, nonobstant, lui aussi, dans ses comédies, « faisait subir aux auteurs français son invasion dévastatrice » (selon l'expression de M. Veselovsky) en leur empruntant tout ce qu'il pouvait. Il pillait Duclos, La Bruyère, Voltaire, La Rochefoucauld, etc., pratiquant jusqu'à de vrais plagiats. Qui plus est, cette comédie de Fonvizin, *Ivanouchka*, où il rassemble ses principaux coups à la « gallomanie », n'est nullement une œuvre originale et nationale,

mais une simple adaptation d'une comédie de Holberg, auteur danois, *Jean de France*, qui a pour héros un jeune Danois trop francisé. Fonvizin ne changea seulement pas le nom du principal personnage et le traduisit tout simplement : *Ivanouchka* veut dire *le petit Jean*.

Pour terminer cet aperçu, je dirai quelques mots de ce qu'on appelle chez nous le genre « publiciste », c'est-à-dire les écrits de propagande politique et sociale, qui jouent un énorme rôle en Russie. C'est à la fin du xviiie siècle qu'il apparaît ; et sa première production mémorable est le *Voyage de Pétersbourg à Moscou* de Radichtchev. Ce « livre, qui a beaucoup souffert » (comme son auteur), qui a été mis à l'index par le gouvernement russe et est resté interdit pendant cent ans (!), élève une protestation hardie et enflammée contre les maux et les horreurs du régime despotique et du servage. Œuvre de noble audace, il procède directement de deux ouvrages étrangers : le *Voyage sentimental*, de Sterne (*Sentimental Journey through France and Italy*, Londres, 1768) et l'*Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* de Raynal (La Haye, 1770). A l'auteur anglais Radichtchev doit la forme extérieure et toute une série d'épisodes ; à l'auteur français la condamnation de l'esclavage indien, auquel ressemblait beaucoup le servage russe.

Il est donc bien établi que les plus célèbres monuments de la littérature russe du xviiie siècle sont nés de la littérature européenne, de la française surtout, et que les principaux genres et les principales formes nous sont venus de l'Occident. Le xviiie siècle fut pour les écrivains russes le *siècle didactique*, pendant lequel ils se formèrent chez les Européens.

Les deux premières dizaines d'années du xixe siècle

appartiennent encore à cette période. Le meilleur nouvelliste de cette époque, Karamzine, a trouvé le type de ses nouvelles sentimentales chez Rousseau (*Nouvelle Héloïse*) et chez Gœthe (*Werther*). Le poète le plus connu de ce temps-là, Joukovsky, écrivit des ballades modelées sur celles de Bürger et d'autres romantiques allemands, et des élégies à l'imitation des poètes européens.

C'est seulement dans le deuxième quart du XIXe siècle, quand surgit la puissante triade Pouchkine, Lermontov et Gogol, que la littérature russe se sépare de sa mère nourricière et commence à mener une vie vraiment indépendante et nationale. Ce n'est pas à dire que, dès lors, elle soit restée fermée à toute suggestion étrangère. Les créations géniales de Pouchkine, de Lermontov et de Gogol ont mûri aussi sous la chaleur bienfaisante répandue par la littérature d'Occident. Mais à la reproduction mécanique et de surface se sont substituées une appropriation organique et une transformation nationale des idées et des expressions internationales.

La littérature russe a toujours les yeux sur l'Europe, peut-être plus qu'autrefois, mais elle ne suit plus son sillage, comme un bâtiment pris en remorque; elle s'ouvre son propre chemin.

CHAPITRE III

I. Les divers courants littéraires européens en Russie. Le classicisme, le sentimentalisme et le romantisme. Shakespeare en Russie. — II. Le réalisme russe. — III. Le byronisme. Opinion de Dostoïevsky sur le byronisme.

I. — Il va de soi que l'Europe n'a pas seulement donné à la littérature russe des modèles de langue et de composition. Elle s'est emparée aussi de sa mentalité; et les principaux « courants » européens du XVIIIe et du XIXe siècle, du classicisme au symbolisme (si on veut, même au... futurisme!), se sont étendus jusqu'à elle.

En Russie, ils subissent des transformations. Certains demeurent superficiels; d'autres s'adaptent très bien et déterminent un ébranlement fécond.

Un historien français, M. André Lirondelle (professeur à l'université de Lille), a publié il y a trois ans un très intéressant ouvrage : *Shakespeare en Russie*, qui est une véritable transposition littéraire de l'alliance franco-anglo-russe (un savant français étudiant l'influence d'un grand écrivain anglais sur les lettres russes) et nous fournit quantité de données concrètes pour juger avec précision le caractère général et la puissance relative des diverses impulsions communiquées à notre littérature.

Les Russes apprirent à connaître Shakespeare peut-être dès le XVIIe siècle, mais sans le pénétrer tout de suite et, jusqu'à la fin du siècle suivant, sans accepter sa maîtrise. Le XVIIIe siècle, en effet, est l'âge du clas-

sicisme. Dans les premières années de ce siècle, un écrivain bien connu, Féofane Prokopovitch, révèle un « tempérament classique ». Il raille la liberté que prenaient les imitateurs russes des drames jésuitiques : « Les tsars, sur leur scène, disent des sottises, pleurent comme des femmes, parlent comme des artisans ! » s'écrie-t-il avec indignation. Aussi l'historien dit-il justement : « Avec de pareilles idées, Féofane aurait certainement critiqué Shakespeare et exalté Corneille et Racine »[1]

Durant tout le xviiie siècle s'affermit en Russie le règne de la littérature française, et, simultanément, celui du classicisme. Et c'est par l'intermédiaire de ses traducteurs et de ses exégètes français que Shakespeare s'introduit dans la littérature russe. C'est un Shakespeare « francisé » ; néanmoins il travaille à y affaiblir le classicisme français, parce que, comme M. Lirondelle le remarque avec raison, le tempérament russe lui-même aidait à la diffusion du shakespearisme. Les théories de la nouvelle école dramatique allemande (celle de Lessing) y contribuèrent également. Ses attaques à l'étroitesse du classicisme devaient avoir un grand succès en Russie. « Parler d'abrogation des règles, recommander la simplicité et le naturel, c'était d'avance avoir cause gagnée auprès d'esprits impatients des contraintes. »[2]

Cependant la réaction contre le classicisme à l'époque de Catherine II, la révolte contre les lois de la dramaturgie classique ne touche qu'aux formes extérieures et conventionnelles. Quant au véritable esprit shakespearien, il est encore inconnu aux écrivains russes de cette époque-là. Ainsi Catherine II, qui avait renié les trois « unités » du classicisme et imitait Shakespeare dans la construction de ses pièces

1. André Lirondelle, *Shakespeare en Russie.* (Paris, 1912), pp.14-15.
2. *Ibidem*, p. 32.

historiques, voulait que l'histoire et la réalité « ne fussent pas choquantes ». Elle dénature son modèle plutôt qu'elle ne l'imite, et les types shakespeariens les plus originaux éprouvent, chez elle, des métamorphoses tout à fait invraisemblables : par exemple, « Falstaff, d'un ivrogne « flamand », la baleine au ventre gonflé de tonnes d'huile, échouée à Windsor, est devenu un élégant petit-maître, toujours habillé, coiffé, chaussé à la dernière mode ».

Entraînée aussi par des considérations d'ordre politique, Catherine refusait l'accès de son théâtre à toute conception vraiment populaire et démocratique. Ainsi, dans une « adaptation libre » de *Timon*, elle supprime tout ce qui a trait à la démocratie grecque et à ses luttes.

Le siècle de Catherine était trop imprégné de « despotisme éclairé » et de faux classicisme pour épouser le réalisme robuste et populaire de Shakespeare. L'opinion prédominante sur Shakespeare est formulée comme suit par une revue russe en 1769 :

« Shakespeare, cet ancien tragique, encore aujourd'hui adoré des Anglais, avait des pensées très élevées, était spirituel et savant, mais entêté et de mauvais goût. Toutes ses tragédies sont devenues maintenant d'étranges farces, où les caractères sont décrits et mêlés sans choix. Dans son *Jules César*, des plaisanteries qui conviendraient à de grossiers artisans romains sont introduites dans la très importante scène entre Brutus et Cassius. »

Moins de vingt ans après, un autre jugement est prononcé. Karamzine, chef du courant « sentimentaliste », publie en 1787 une traduction de *Jules César*, dans la préface de laquelle il dit :

« Peu d'écrivains ont pénétré aussi profondément la nature humaine que Shakespeare, peu ont connu aussi bien que ce peintre étonnant tous les ressorts les plus secrets de l'homme, ses mobiles les plus

cachés, les particularités de chaque passion, de chaque tempérament et de chaque vie. Tous ses magnifiques tableaux imitent directement la nature ; toutes les nuances de ses tableaux étonnent ceux qui les examinent attentivement ; chaque classe d'hommes, chaque âge, chaque passion et chaque caractère parlent chez lui leur propre langue. Pour chaque pensée, il trouve une image, pour chaque sensation une expression, pour chaque mouvement de l'âme la tournure la meilleure. »

Karamzine prend la défense de Shakespeare contre « le célèbre sophiste Voltaire » (*sic*), qui « s'est efforcé de prouver que Shakespeare était un auteur médiocre. rempli de grands défauts » et qui trouve que les tragédies de Shakespeare sont « des farces tragico-lyrico-pastorales sans plan, sans lien entre les scènes, sans unité, un désagréable mélange de sublime et de bas ». Karamzine prête à cette opinion de Voltaire des motifs personnels et affirme qu' « étant redevable à Shakespeare des meilleurs éléments de ses tragédies » Voltaire « craignait de louer Shakespeare pour ne pas par là s'abaisser lui-même ».

« Que Shakespeare n'ait pas observé les règles du théâtre, cela est vrai, continue Karamzine. La véritable cause en était, je pense, son imagination ardente, qui ne pouvait se plier à aucune prescription. Son esprit planait comme un aigle et ne pouvait mesurer son essor à la mesure des moineaux... Il n'a pas voulu resserrer dans des bornes son imagination ; il a regardé seulement la nature, sans se soucier de rien d'autre... Son génie, pareil au génie de la nature, embrassait du regard le soleil et les atomes. »

Mais, si les « sentimentalistes » russes ont été plus justes envers Shakespeare que les représentants du faux classicisme, il leur fut encore impossible de bien le saisir. Les passions violentes de ses héros et

son réalisme brutal étaient trop forts pour les tendres sentimentalistes. On éprouve une impression très singulière devant leurs efforts pour trouver chez lui de la « mélancolie » et devant leurs lamentations sur l'attitude choquante de ses bouffons, qui les offensent par leurs cris bruyants et leurs plaisanteries populacières.

L'école romantique, qui a suivi en Russie, comme partout, celle du sentimentalisme, cherche à exploiter Shakespeare à son profit littéraire. La poésie romantique russe, fortement dominée par sa sœur allemande, accorde, comme elle, ses préférences à l'élément mystérieux et fantastique. Et c'est lui que nos romantiques exaltent chez Shakespeare, tandis qu'ils sont blessés par son réalisme presque autant que nos sentimentalistes. Par exemple, leur chef, Joukovsky, « est séduit par les scènes « effrayantes » de *Macbeth*, le fantastique des sorcières, le monologue qui précède le crime, le somnambulisme de lady Macbeth ». Mais « les plaisanteries de Shakespeare lui semblent manquer de finesse »[1]. Nonobstant, Shakespeare est officiellement classé par les critiques et les philosophes de cette école en Russie parmi les « poètes romantiques », et ses œuvres deviennent le sujet de grandes discussions pour nos « cercles philosophiques » de 1830 à 1840. Les jeunes membres de ces cercles (dont je reparlerai) recueillent dans les drames shakespeariens de quoi illustrer les idées abstraites de leurs maîtres les philosophes allemands (Schelling, Fichte et Hegel).

A la même époque, cependant, Pouchkine arrive, le premier de tous les écrivains russes, à bien comprendre Shakespeare et à l'apprécier avec justesse; il pense que « les lois populaires » du drame anglais convenaient mieux au théâtre russe que « les traditions

1. A. Lirondelle, *op. cit.*, p. 128.

de cour de la tragédie racinienne ». Et, dans son drame historique *Boris Godounov*, Pouchkine suit fidèlement ces lois du drame shakespearien. *Boris Godounov* devient le point de départ du nouvel art dramatique, et en général de la nouvelle littérature russe, fondée sur le *réalisme*.

II. — Tous ceux qui connaissent la littérature russe et savent la juger sont d'avis que c'est dans le réalisme que résident sa puissance et sa séduction principales. C'est par le réalisme qu'elle est devenue mondiale. Que l'universalisme de la littérature russe procède de son réalisme, c'est ce que M. S. Venguerov, dans un ouvrage récent, a très bien établi en ces termes :

« Est-ce que tous les grands écrivains *russes* ne sont pas en même temps des écrivains *mondiaux*? Ne doit-on pas les mettre au premier rang entre les hommes ?... Si on borne la comparaison à la période moderne de la littérature russe, c'est-à-dire à la *seconde moitié du XIXe siècle* et qu'on énumère seulement les auteurs les plus connus, on voit que ses mérites sont tout autres. Est-ce que les œuvres de Tolstoï, de Tourguenev et de Dostoïevsky équivalent simplement aux productions anglaises et américaines de la même époque, dont les plus éminentes sont les romans de George Eliott, de Beecher-Stowe, les contes de Bret-Harte, la poésie nébuleuse de Browning, les idylles sucrées de Tennyson? Sont-elles au même niveau que leurs contemporaines allemandes, dont les plus marquantes portent les noms d'Auerbach, de Freytag, de Spielhagen et de Paul Heyse? Enfin, la place de la littérature russe est-elle tout à fait à côté de la littérature française, où brillent cependant des talents comme ceux de Dumas fils, de Flaubert, de Guy de Maupassant?

« Non, on peut le dire sans aucun chauvinisme,

par le génie individuel de ses protagonistes, et surtout par ses tendances fondamentales, la littérature russe de la seconde moitié du XIXe siècle est absolument au-dessus de la littérature occidentale moderne, qui atteignit son apogée non dans la dernière, mais dans la première moitié de ce siècle, par Gœthe, Schiller, Heine, Byron, Balzac, Hugo, George Sand, Dickens. Ce qui, récemment encore, apparaissait en Europe comme la dernière conquête du progrès littéraire, c'est-à-dire le réalisme, ne domine-t-il pas chez nous déjà depuis quatre-vingts ans environ? Et encore quel est l'homme au sens artistique développé qui ne comprend pas à quel point le fameux réalisme européen de 1870 à 1880, attenant à la pornographie et à l'absence d'idéal, est inférieur au réalisme des écrivains russes? Chez les Russes, la vie est rendue avec une fidélité poussée jusqu'à la reproduction complète, et cette reproduction, réelle jusqu'aux dernières limites, est cependant illuminée d'idéal et pleine d'un amour de l'homme dont il n'y a même pas de traces chez les plus grands réalistes européens... Et nul doute que ce soit précisément cette différence qui explique le mystère de l'énorme succès obtenu par les écrivains russes auprès du public et de la critique en Occident. Tout le monde a senti que dans les eaux stagnantes et croupies de la littérature européenne entrait avec eux un fleuve frais et plein de couleurs originales qui ne sont pas issues de la putréfaction, mais d'un travail organique accompli par des forces encore jeunes, vierges et intarissables. Les barbares d'hier ont parlé un langage nouveau qui devait retentir profondément dans la littérature européenne. »[1]

Mais, tout cela reconnu, il ne faut pas oublier que le réalisme en Russie doit l'existence à quelques auteurs européens, et plus particulièrement à Shakespeare,

1. S. Venguerov, le *Caractère héroïque de la littérature russe.* (Pétersbourg, 1911), pp. 21-22.

dont la grande ombre s'étend sur le berceau de la jeune littérature réaliste russe. Aujourd'hui que toute l'humanité vient de célébrer le troisième centenaire de Shakespeare, il faut proclamer que, de la part de la Russie, il a mérité une reconnaissance particulière.

III. — M. Lirondelle, dans son *Shakespeare en Russie*, touche à l'important phénomène du conflit entre la domination de Shakespeare et celle de Byron dans la littérature russe. Parlant de l'ascendant de Shakespeare sur le père de la poésie et de la prose russes, Pouchkine, M. Lirondelle remarque qu' « à son contact Pouchkine ne court pas le danger que Byron lui a fait côtoyer en l'attirant vers une subjectivité outrée ». Ce jugement est celui de plusieurs historiens, qui affirment aussi que la tutelle de Shakespeare a sauvé Pouchkine du « subjectivisme byronien ».

Je ne partage pas cette opinion, et voici mes raisons :

D'abord, je ne comprends pas pourquoi le byronisme pourrait ou aurait pu être plus « dangereux » pour nos écrivains russes que le « hamletisme » shakespearien, si puissamment marqué dans nos lettres. Le hamletisme est le scepticisme d'un esprit supérieur, mais privé de toute force morale, de toute puissance d'action. Ces traits de caractère prédominent chez les « intellectuels » russes à certaines époques du dernier siècle, et ils sont peints très souvent par nos écrivains, comme je l'ai indiqué dans ma *Russie moderne*. Quant au byronisme, le manque de volonté, si caractéristique, du hamletisme lui est étranger. Et, pendant la première période de sa diffusion en Russie, le byronisme fut adopté par nos penseurs surtout comme une défense révolutionnaire de l'individualité contre les vieilles forces sociales et politiques qui l'oppriment. Byron, pour les Russes,

fut le poète non seulement de *Don Juan* et de *Childe-Harold*, mais aussi de l'insurrection grecque et de la liberté en général. Il est à observer que des trois courants principaux du romantisme occidental, ce n'est pas l'allemand avec ses ballades fantastiques, ni le français avec son conservatisme et son mysticisme, mais l'anglais qui l'a emporté en Russie. Ce ne sont pas les écrivains et les lettrés qui sont coupables de ce que l'ambiance nationale ne leur a pas permis de transporter dans la vie réelle leur élan byronien, qui les poussait, eux, vers la liberté et vers la vérité. Ce n'est pas par leur faute si cet élan, brisé contre le régime social et politique, est tombé dans un hamletisme passif.

Au dernier siècle, il y eut en Russie des moments d'activité sociale et politique très intense. Alors, la jeunesse éclairée fut parfois très sévère pour les « byroniens ». En 1877, Dostoïevsky, dans le discours qu'il prononça sur la tombe de Nekrassov, ayant comparé ce poète aimé de la jeunesse d'avant-garde à Pouchkine et à Lermontov, une voix dans l'assistance cria que Nekrassov était supérieur aux Pouchkine et aux Lermontov, parce qu'ils « n'étaient que des byroniens ».

Dostoïevsky lui-même n'aimait pas beaucoup les « byroniens » russes, qui lui étaient antipathiques comme « occidentalistes » et comme détachés du sol national. Il les tourne en dérision plus d'une fois; et il est souvent injuste envers eux. En 1861, il écrivait ceci :

« Il y avait chez nous des natures byroniennes. Les byroniens, d'ordinaire, demeuraient les bras croisés, sans même se donner la peine de maudire, comme leur chef d'école. Ils se contentaient de sourire amèrement de temps en temps et se moquaient de leur initiateur anglais parce qu'il lui arrivait de pleurer et de se fâcher, ce qui était tout à fait indigne d'un lord.

Leur paisible dédain leur permettait de faire bonne chère dans les restaurants, d'engraisser non seulement chaque jour, mais chaque heure; et leur douce amertume leur inspirait simplement une aimable haine pour la propriété. On en vit qui, dans leur désintéressement d'autrui, fouillaient dans les poches des voisins et s'enrichissaient à leurs dépens. Quelques-uns d'entre eux devinrent des *grecs*. Nous les regardions avec admiration : « Ces gaillards-là, pen- « sions-nous, dire que tout ce qu'ils font là, ils le « font par principe! »

Mais, plus tard, Dostoïevsky revint sur ce jugement, et les byroniens, que ses auditeurs, devant le cercueil de Nekrassov, voulaient dénigrer à leur tour, il les prit sous sa protection. Dans son *Journal d'un écrivain*, il y a une page remarquable sur le byronisme :

« D'abord, écrit-il, il me semble qu'on ne doit pas employer le mot *byronien* comme une injure. Le byronisme n'a été qu'un phénomène momentané, mais il a eu son importance et il est venu à son heure. Il apparut à une époque d'angoisse et de désillusion. Après un enthousiasme effréné pour un idéal nouveau, né à la fin du XVIII[e] siècle en France (et la France était alors la première nation européenne), l'humanité se reprit, et les événements qui suivirent ressemblèrent si peu à ce qu'on avait attendu, les hommes comprirent si bien qu'on s'était joué d'eux qu'il y eut peu de moments aussi tristes dans l'histoire de l'Europe occidentale. Les vieilles idoles gisaient là, renversées, quand se manifesta un poète puissant et passionné. Dans ses chants retentit l'angoisse de l'homme, et il pleura sa déception. C'était une muse inconnue encore que celle de la vengeance, de la malédiction et du désespoir. Les cris byroniens trouvèrent partout un écho. Comment ne se fussent-ils pas répercutés dans un cœur aussi grand que celui

de Pouchkine? Nul talent un peu intense ne pouvait alors éviter de passer par le byronisme. En Russie, également, bien des questions douloureuses demeuraient en suspens, et Pouchkine eut la gloire de découvrir, au milieu d'hommes qui le comprenaient à peine, une issue à la triste situation de l'époque : le retour au peuple. »

Quant à Lermontov, « c'était, dit Dostoïevsky, aussi un « byronien », mais, grâce à la puissance de son originalité, ce fut un byronien « singulier, méprisant, capricieux, ne croyant ni à sa propre inspiration ni à son byronisme ». Et, si la mort ne l'avait arrêté en route, « il serait allé droit, lui aussi, à la vérité nationale ».

Pour Dostoïevsky, l'essentiel du byronisme russe réside dans l'antithèse entre le « type de Russe tourmenté par l'européanisme » et le « peuple ». Dostoïevsky voyait l'apaisement de ce conflit dans la soumission du lettré européanisé à la « vérité nationale », la vérité du simple peuple. Les occidentalistes l'attendent, au contraire, de l'européanisation du peuple lui-même. Mais je ne veux pas m'étendre sur ce point-là. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que Dostoïevsky a très exactement compris et défini l'œuvre du byronisme en Russie. Si cette philosophie a pris chez nous une si grande expansion, c'est parce qu'elle a donné une formule toute prête à un état de choses réel. Donc on ne peut pas opposer l'un à l'autre le « dangereux » subjectivisme byronien et l'objectivisme shakespearien. Être byronien signifiait, chez nous, à certains moments, être fidèle à l'objectivisme de la vie, qui engendrait des types byroniens dans les murs de Pétersbourg et de Moscou.

Voilà pourquoi l'on ne doit pas s'étonner de ce fait indiscutable que le byronisme, comme le shakespearisme, est à l'origine même de la littérature réaliste en Russie.

CINQUIÈME PARTIE

LES IDÉES

CHAPITRE I

I. Le premier choc entre les idées nationalistes et celles de l'Occident. Le premier *zapadnik* russe. — II. Les deux émigrés moscovites. — III. Le premier slavophile en Russie.

I. — Nous avons indiqué les conditions dans lesquelles l'Europe a envahi la vie économique et politique de la Russie. Voyons maintenant comment elle a contribué à former la mentalité, la conscience nationale russes.

Pour bien le comprendre, il nous faut remonter de nouveau le cours de l'histoire et commencer notre examen par l'époque où, pour la première fois, un choc se produit entre les idées européennes et l'âme de l'ancienne Russie, c'est-à-dire le XVII[e] siècle.

En ce temps-là se montre la figure bien curieuse et bien caractéristique du premier *zapadnik* russe[1]. C'est le prince Ivan Khvorostinine, champion de l'occidentalisme, qui est entré en Russie d'abord par l'intermédiaire de la Pologne.

1. *Zapadnik*, dérivé du mot *zapad* (Occident), signifie partisan des idées occidentales, admirateur de l'Europe.

Il fut attaché à la cour éphémère de Dimitri l'Imposteur, où il y avait beaucoup de Polonais. Dans ce milieu, le prince Khvorostinine apprit à connaître la civilisation latine et le catholicisme. Plein des idées qu'il y avait acquises, il attaqua les mœurs moscovites et la religion orthodoxe. Après la chute de Dimitri Ier, il fut accusé par les vieux -orthodoxes d' « hérésie latine » et déporté au monastère de Saint-Joseph « pour y faire pénitence ». Peu de temps après, on lui rendit la liberté. Aux Temps Troubles, il commanda un régiment de l'armée moscovite contre les Polonais et leurs alliés. Il devint même dignitaire.

Mais le bouleversement qui s'était opéré en lui était trop profond : il ne pouvait plus avoir de sympathie pour la vieille Russie. Il l'attaqua encore, redevint « hérétique » pour ses compatriotes, qui l'accusèrent d'orgueil et de mépris pour sa patrie. En 1623, le tsar ordonne de l'enfermer au monastère de Saint-Cyrille et de l'y placer sous les ordres d'un bon ancien (moine). Les instructions du patriarche sont que le prince hérétique « ne passe pas un seul jour sans prières ni cantiques ». Un an après, il signe un acte d'abjuration de son hérésie et est relâché pour mourir en 1625, « réconcilié » avec l'orthodoxie et ayant pris l'habit de moine.

Il est très probable que sa soumission ne fut qu'apparente : l'ancienne foi et l'ancienne morale de la Russie moscovite répugnaient trop à Khvorostinine pour qu'il se ralliât sincèrement à elles.

Le professeur Klutchevsky nous le représente comme « un original libre-penseur russe sur une doublure catholique qui s'était pénétré d'une profonde antipathie pour le sec ritualisme byzantino-ecclésiastique et pour toute la vie russe, imbue de ce ritualisme ». Klutchevsky compare aussi Khvorostinine à Tchaadaev, dont nous parlerons plus loin. Il ne faut

pas croire cependant que Khvorostinine quitta l'orthodoxie pour le catholicisme. Dans ses écrits et dans les mémoires de ses contemporains, on ne trouve aucune preuve de sa conversion. Ce qu'il savait du catholicisme et de l'Occident en général ne l'entraîna vers aucune nouvelle foi positive, mais lui rendit sensibles les vices qui existaient chez les siens. Il était athée. L'acte d'accusation dressé contre lui affirme que lui-même n'allait pas à l'église, qu'il ne permettait pas à ses serfs d'y aller et qu'en cas de désobéissance il les battait et les punissait. Ses ennemis prétendaient aussi qu'il manquait de respect pour le tsar et qu'il l'appelait le « despote ».

Ce qui nous frappe surtout chez Khvorostinine, c'est son profond isolement moral et intellectuel. Européanisé par l'esprit, il était au-dessus de son ambiance. S'il est vrai qu'il prit l'habit de moine vers la fin de sa vie, c'est qu'il comprit lui-même sa solitude spirituelle : il devait quitter volontiers un monde avec lequel il lui était impossible de coexister paisiblement.

Tel fut le premier cas que nous connaissions de rupture entre un « Européen russe » et son pays.

III. — Trente-cinq ans après que la mort du prince Ivan Khvorostinine eut débarrassé de son hostilité le gouvernement du tsar et l'Eglise orthodoxe, les chancelleries moscovites eurent à s'occuper d'un autre réfractaire, le jeune *boyarine* Voïne Ordyne-Nachtchokine, qui s'enfuit à l'étranger (en 1660) parce que la vie russe « lui soulevait le cœur ».

Voïne Ordyne-Nachtchokine avait été élevé par son père, diplomate moscovite réputé, dans le respect de l'Europe, et son éducation avait été confiée à des professeurs polonais, qui surent éveiller en lui une grande affection pour les lumières occidentales et de l'aversion pour sa patrie arriérée. Dominé par ces

sentiments, il émigra d'abord en Pologne, ensuite en France. Le gouvernement de Moscou fut tellement irrité de son départ qu'il chercha à « mettre fin à son existence dans le monde ». Mais ce fut inutile, car, après quatre ans de séjour à l'étranger, le jeune boyarine, saisi d'une profonde nostalgie, se repentit et fut « gracié » par le tsar, qui lui ordonna d'abord de demeurer dans une terre de son père, ensuite l'enferma pour quelque temps dans le monastère de Saint-Cyrille, où il devait tous les jours assister aux offices pour s'affermir dans l'orthodoxie. Grâce aux sollicitations de son père, il put quitter le monastère, en 1667, et termina ses jours dans les fonctions de voïevoda provincial.

La Russie contemporaine lui « soulevait le cœur ». Et cependant il y rentra de son propre gré. Pourquoi ? M. Plekhanov l'explique comme ceci :

« Les hommes pareils au prince Ivan Khvorostinine et à Voïne Nachtchokine « avaient des nausées » à Moscou ; l'étranger les attirait. Mais il leur était aussi difficile de s'adapter à l'Europe occidentale. Leur malheur, le grand malheur irréparable consistait à être étrangers de l'un et de l'autre côté de la frontière moscovite. » Ils furent « les premières victimes de l'inflexion de la Moscovie vers l'Occident ». [1]

Le troisième *zapadnik* russe éminent, Grigory Kotochikhine, subit l'attraction suédoise. Il était fonctionnaire du *prikaz* des Affaires étrangères. Des relations s'étaient établies entre lui et un commerçan de Narva, d'origine russe, mais sujet de la Suède Kotochikhine se mit en rapport aussi avec des diplomates suédois. Il poussa la complaisance pour eux jusqu'à leur livrer quelques renseignements secrets. L'année suivante, en 1664, il quitta la Russie et

1. G. Plekhanov, *Histoire de la pensée sociale en Russie*, tome I, p. 276.

s'installa en Suède, où il entra dans l'administration. Mais, trois ans après, un malheur lui arriva dans sa nouvelle patrie : il blessa mortellement un Suédois dans une dispute et il fut condamné à mort.

Ce n'est pas pour échapper au châtiment de son acte de « haute trahison » que Kotochikhine avait quitté la Russie : la vénalité de la bureaucratie moscovite avait l'habitude de pareilles indiscrétions. Kotochikhine avait d'autres raisons: les mêmes qui avaient poussé à l'émigration le jeune Ordyne-Nachtchokine. Homme d'une grande valeur intellectuelle (« *vir ingenio incomparabili* », dit de lui son biographe suédois), il était incapable de descendre au niveau de ses compatriotes.

Dans son remarquable ouvrage *De la Russie sous Alexis Mikhaïlovitch*, il peint en traits impitoyables, mais véridiques la haute société moscovite du milieu du XVIIe siècle, l'administration, la justice, les mœurs. L'impression qu'il produit encore aujourd'hui, à deux siècles et demi de distance, est très pénible. La population est ignorante, même les hautes classes ; surtout les femmes, qui sont enfermées entre les quatre murs du logis clos. On ne peut pas permettre à la tsarine d'assister aux réceptions officielles des ambassadeurs, parce qu'elle est trop peu intelligente et ne sait pas se tenir en présence des étrangers. Les habitants de la capitale manquent de toute sécurité : des brigands sont maîtres des rues de Moscou. Les administrations publiques sont composées d'individus choisis non pour leur intelligence, mais pour leur naissance; et les boyards qui siègent à la Douma sont obtus : ils « appuient leurs barbes » sur la table, sans rien comprendre.

Tout cela, pour Kotochikhine, vient de ce que la Russie est isolée de l'Europe.

« Ils (les Russes) n'envoient pas leurs fils s'instruire à l'étranger, parce qu'ils craignent que leurs

fils, ayant appris à connaître la religion, les mœurs et la bonne liberté des autres pays, ne se mettent à abandonner leur religion et à en embrasser une autre, sans se préoccuper de retourner dans leurs foyers et auprès de leurs parents. »

IV. — Les slavophiles reprochent très sévèrement à Kotochikhine sa haine pour la vieille Russie. Ils lui opposent souvent un autre moraliste de la même époque, Joury Krijanitch.

D'origine serbe, né en Croatie (en 1617), élève du séminaire catholique de Vienne, il arriva en Russie en 1646 et y habita pendant cinq ans. Il y revint en 1660, mais, en 1661, il fut déporté en Sibérie, à Tobolsk, où il demeura pendant quinze ans. De 1676 à 1680, il habita la Pologne. Après 1680, ses traces se perdent.

Krijanitch avait été attiré en Russie, d'après ses propres dires, par son amour pour les Slaves. Il cherchait parmi eux un peuple qui n'aurait pas encore été dénationalisé par l'influence étrangère. Il considérait les Slaves de Poméranie, de Silésie, de Bohême et de Moravie comme définitivement germanisés. Ceux des Balkans « auraient perdu, selon lui, depuis longtemps déjà, non seulement leurs formations nationales, mais toute leur puissance, leur langue et leur intelligence ».

« On ne peut pas rétablir leurs Etats actuellement, en ces temps difficiles ; on peut seulement, par le moyen des livres, leur ouvrir les yeux de l'esprit pour qu'ils apprennent à comprendre par eux-mêmes leur dignité et songent à leur indépendance. » Krijanitch met plus d'espoir dans les Polonais, mais il croit qu'ils doivent être aidés par la Russie, dont le concours et la protection sont encore plus nécessaires à d'autres Slaves.

Mais, pour protéger et guider le monde slave, la

Russie doit, dit Krijanitch, se libérer elle-même de la « xénomanie, » c'est-à-dire de l'engouement pour les étrangers. Krijanicth trouve que les étrangers nuisent aux deux bases principales de la puissance russe : à ses richesses matérielles et à ses forces militaires. Les commerçants étrangers exploitent la population, lui achetant à bas prix ses produits et lui vendant cher leurs marchandises ; ils exportent le blé, dont le pays a besoin pour l'augmentation de sa population, et ils importent des objets qui servent à corrompre les Russes et à insinuer en eux des goûts étrangers. Quant à la force guerrière de la Russie, la participation des étrangers à sa transformation est un mal, parce que l'organisation établie par eux convient aux guerres sur sa frontière occidentale, mais non à la lutte contre les nomades du Midi, particulièrement dangereux. La nomination des étrangers aux fonctions militaires tient les nationaux à l'écart, et les soldats, commandés en une langue étrangère, n'ont pas confiance en leurs officiers et perdent confiance en eux-mêmes.

La conclusion de Krijanitch est bien simple : Il faut expulser les étrangers; les commerçants européens ne doivent être tolérés que dans quelques villes de négoce voisines de la frontière ; les « colonels » doivent être congédiés et renvoyés chez eux aussitôt qu'ils auront transmis leurs connaissances aux Russes, ce qui est déjà fait.

Krijanitch toutefois ne fut pas un nationaliste réactionnaire, semblable à ceux que la Russie a vus au XIXe siècle. Il recommande au peuple russe de suivre une « route intermédiaire », également éloignée de deux extrêmes, dont l'un, pour Krijanitch, consiste dans les Grecs byzantins, et l'autre dans les Européens. Il compare l'action de ces deux facteurs et l'expose d'une manière très intéressante :

« Il y a, écrit-il, deux peuples qui induisent la

Russie en tentation par des appâts de nature contraire... Ce sont les *Niemtzy*[1] et les Grecs. Malgré toutes leurs différences, ces deux peuples s'accordent parfaitement entre eux sur un point, c'est-à-dire sur le but capital de leurs séductions, et leur accord est tel qu'on pourrait croire à une conspiration contre nous :

« 1. Les *Niemtzy* nous recommandent toutes sortes de nouveautés. Ils veulent que nous abandonnions toutes nos anciennes et louables institutions et que nous nous adaptions à leurs mœurs et à leurs lois dépravées. Les Grecs, au contraire, condamnent toute nouveauté, sans restriction... Ils répètent que toute nouveauté est un mal. Mais la raison dit que rien ne peut être bon ou mauvais seulement parce que nouveau. Tout bien et tout mal a commencé par être une nouveauté... On ne peut pas accepter la nouveauté sans discussion, légèrement, car, dans ce cas, on peut se tromper. Mais on ne doit pas repousser le bien à cause de sa nouveauté, car, dans ce cas, l'erreur est possible aussi...

« 2. Les Grecs nous ont appris jadis la religion orthodoxe. Les *Niemtzy* nous prêchent des hérésies impures et funestes à l'âme. La raison nous conseille dans ce cas d'être bien reconnaissants aux Grecs, d'éviter les *Niemtzy* et de les détester comme les diables et les dragons.

« 3. Les *Niemtzy* cherchent à nous attirer à leur école... Ils nous conseillent de mettre les sciences libres, c'est-à-dire philosophiques, dans le domaine commun et de les rendre accessibles à tout moujik. Les Grecs, au contraire, condamnent toute connaissance, toute science et nous recommandent l'ignorance. Mais la raison dit : Evite les sorcelleries dia-

1. Je rappellerai que le nom de *Niemtzy* était donné dans la Russie d'alors à tous les Européens en général. Aujourd'hui, il est réservé aux Allemands.

boliques comme le diable même, mais crois que l'ignorance ne mène pas au bien.

« 4. Les *Niemtzy* placent au-dessus de tout le sermon ou la lecture de l'Evangile ; ils espèrent se sauver par là, sans aucune pénitence ni bonnes œuvres. En outre, ils nous provoquent aux disputes. Quant aux Grecs, ils ont supprimé entièrement et ont condamné la prédication de la parole de Dieu. Et ils ont condamné et interdit les disputes et les conclaves. Mais la raison conseille 1° d'être zélé pour la pénitence et les bonnes œuvres ; 2° de ne pas mépriser le sermon. Il ne saurait toutefois être permis au premier venu de prêcher... C'est l'évêque seul ou un des plus anciens moines qui peut le faire. Quant aux simples prêtres — et encore cela ne convient pas à tous — il leur suffira de lire les sermons dans le livre. Or, en Allemagne et en Pologne, n'importe quel ivrogne de prêtre peut prêcher la parole de Dieu.

« 5. Les *Niemtzy* nous conseillent de nous abandonner à tous les plaisirs du corps et nous enseignent à mépriser la vie monacale, les veilles et toute mortification de la chair. Les Grecs demandent que nous observions la vraie et louable tempérance chrétienne, mais, en outre, ils propagent des genres spéciaux de piété fausse et de superstition pharisaïque. Ils veulent laver les souillures spirituelles par le moyen d'ablutions corporelles, et, avec des prières de prêtre, ils pensent nettoyer l'impureté du corps, etc. Mais la raison dit : Il ne faut aucunement souffrir la débauche corporelle, et il ne faut pas mépriser les actes de pénitence ni la mortification de la chair. Quant aux pratiques pieuses nouvelles et suspectes inconnues de nos pères, on doit bien les examiner au préalable.

« 6. Dans les affaires politiques, les Grecs nous conseillent d'agir en tout suivant l'exemple de la cour turque. Dénués eux-mêmes de savoir et d'expérience en cette matière, ils ne peuvent nous rapporter que

ce qu'ils voient à la Porte. Quant aux *Niemtzy*, ils réprouvent toutes les mœurs, lois et institutions turques. Tout ce qui porte le nom de turc a chez eux, par ce seul fait, une réputation de barbarie, d'inhumanité, de bestialité. Mais la raison dit que, chez les Turcs aussi, il y a quelques institutions excellentes et dignes d'imitation, pas toutes, bien entendu.

« 7. Les *Niemtzy*, pour affirmer qu'on ne doit condamner personne pour cause de religion, s'appuient sur l'Evangile, qui dit : « Ne jugez point pour ne pas « être jugés ». Les Grecs se prévalent d'un autre texte : « Que celui qui vous prêchera quelque chose en « dehors de ce que vous avez appris soit excommu- « nié ». Et ils déduisent de ce passage et d'autres semblables que nous ne devons écouter qu'eux et les croire sans discussion. Mais la raison conseille de rejeter sans aucun nouvel examen les hérésies allemandes et toutes autres condamnées déjà par l'Eglise. Surgit-il une nouvelle controverse, il faut d'abord en prendre connaissance, l'examiner convenablement et ne pas condamner sans s'être éclairé.

« 8. Les Grecs nous flattent et cherchent à gagner nos bonnes grâces au moyen de fables, en exagérant l'antiquité de l'Etat russe, alors qu'en réalité ils le ravalent et lui font injure. Ils ont appelé Moscou la troisième Rome et ont conçu cette idée ridicule que l'Etat russe serait un Etat romain ayant droit aux insignes de l'empire romain. Les *Niemtzy* nous calomnient et tâchent de prouver par tous les moyens que l'Etat russe n'est qu'une simple principauté et que les souverains russes ne sont que des grands-princes. Les uns comme les autres refusent à cet Etat le nom et le rang de royaume; les uns comme les autres s'accordent dans cette imposture que l'Etat romain ne serait pas un simple royaume, mais quelque chose de supérieur et que la Russie ne pourrait pas être son égale à moins d'une investiture qui lui serait conférée

par l'Etat romain. Mais la raison dit que Dieu seul peut créer des souverains, et non l'empereur romain... L'Etat russe est aussi grand et aussi glorieux que le romain, ne lui a jamais été soumis et lui est égal en puissance.

« 9. Par tout ce qui précède, on voit clairement la diversité et le danger des tentations auxquelles nous soumettent les *Niemtzy* et les Grecs en nous donnant, en outre, des conseils diamétralement opposés. En effet, les premiers veulent nous contaminer de leurs nouveautés; les derniers condamnent toute nouveauté, en bloc, et, sous le couvert d'une fausse antiquité, nous communiquent leurs aberrations. Les uns sèment des hérésies; les autres, qui nous ont appris la vraie religion, y ont mêlé le schisme. Les uns nous offrent un mélange des sciences vraies avec les diaboliques; les autres glorifient l'ignorance et tiennent toutes les sciences pour des hérésies. Les uns nourrissent le vain espoir de se sauver par le sermon seul; les autres méprisent le sermon et préfèrent le mutisme complet. Les uns, partisans de toute licence, nous attirent vers le large chemin du péril; les autres, usant de la superstition pharisaïque et de la dévotion outrée, nous tracent un chemin plus étroit même que le chemin difficile et vrai du salut. Les uns regardent toutes les institutions de l'Etat turc comme barbares, tyranniques et inhumaines; les autres prétendent que tout y est beau et louable. Les uns trouvent qu'on ne peut juger personne; les autres affirment qu'on doit condamner sans entendre. Les uns refusent à cet Etat les honneurs qui lui sont dus; les autres lui attribuent des honneurs fictifs, vains, absurdes et impossibles. Ainsi, en désaccord presque sur tout, ils s'entendent parfaitement pour haïr également notre peuple, le mépriser, le dénigrer et l'accabler des pires calomnies et incriminations. »

Comme on le voit, Krijanitch, considéré parfois comme le père spirituel du mouvement slavophile en Russie, est assez dur pour le byzantinisme, si vénéré de ses continuateurs. Ce qui est surtout significatif, c'est qu'il combat l'idée, apportée en Russie au xve siècle par des Slaves balkaniques, de faire de Moscou la « troisième Rome », héritière des deux premières (Rome et Byzance). Elle eut beaucoup de succès à la cour d'Ivan III, qui avait épousé Sophie Paléologue, nièce de l'empereur byzantin. Elle était essentiellement conservatrice : pour ne pas partager le sort des deux premières Romes, la Russie ne doit pas changer de mœurs, de coutumes, ni d'institutions parce que « le pays qui en change ne se maintient plus longtemps ». Krijanitch pensait que la Russie devait s'écarter des traditions conservatrices byzantines aussi bien que de la civilisation européenne et suivre son propre chemin.

Il reconnaissait à la Russie beaucoup d'avantages sur l'Occident. Les Russes, dit-il, mènent une vie plus simple que les Européens. Chez eux, la distance entre les riches et les pauvres n'est pas aussi grande qu'en Europe, où il y a des « sardanapales » plongés dans le luxe et des ouvriers ne possédant rien et ne pouvant pas manger à leur faim. « En Russie, grâce à Dieu, tout le monde, les plus pauvres comme les plus riches, mange du pain de seigle, du poisson et de la viande » et habite des maisons chauffées, tandis qu'en Occident les indigents souffrent du froid, parce que « le bois s'y vend au poids de l'or ». « Ainsi la vie des paysans et des ouvriers est meilleure en Russie que dans beaucoup de pays. »

Un auteur moderne (G. Plekhanov) a reproché à Krijanitch de peindre la condition du peuple grand-russien sous des couleurs trop belles. « Mais il y avait du vrai dans son tableau. Dans les pays où prédomine l'économie naturelle, les objets de première

nécessité, comme le pain et la viande, sont beaucoup plus accessibles au peuple que dans les pays où les échanges commerciaux ont pris un grand développement. Nous savons aujourd'hui que la division du travail social dans l'Europe occidentale a entraîné l'appauvrissement de la masse laborieuse. Il y a donc une vérité indiscutable dans cette antithèse entre la Russie moscovite et l'Occident. Krijanitch est le premier écrivain qui en ait fait une pareille... Elle offrait une assise logique suffisante à ce doute : N'est ce pas pécher contre le peuple que de favoriser le développement des forces productrices du pays? La question ne se posait pas pour Krijanitch lui-même... Mais les penseurs russes du XIX[e] siècle, auxquels les intérêts de la masse laborieuse étaient très chers, ont dû dépenser peut-être la plus grande partie de leurs forces pour résoudre cette « maudite question ». Sur ce point, le philosophe serbo-russe du XVII[e] siècle a été le précurseur de nos *narodniki* contemporains.

Krijanitch remarque d'ailleurs de nombreux défauts dans le caractère des Russes et dans leur vie. Il blâme, par exemple, très énergiquement la « hideuse ivrognerie », répandue en Russie, la paresse et la prodigalité, le manque d'instruction, etc. Il avoue que les Européens sont plus civilisés que les Russes et il constate qu'un peuple cultivé et instruit exploite toujours celui qui l'est moins. Il admet aussi la nécessité de l'instruction et de la civilisation, mais pense que le temps est passé pour les Russes d'être « sur les bancs de l'école européenne » et que, maintenant, ils peuvent « expulser les *Niemtzy* » et vivre sans leur aide. Il réclame la « fermeture des frontières russes ». Mais, en même temps, pour les conseils pratiques qu'il donne aux Russes, il prend de nouveau exemple sur l'Europe et y cherche des enseignements utiles. Dans ses exhortations à la mise en valeur des forces économiques, il propose le modèle

de l'Angleterre et des Pays-Bas. A la « mauvaise législation » russe il oppose celle du royaume de France, « qui est bonne ».

Krijanitch est résolument l'adversaire du despotisme oriental et byzantin. Il se prononce pour une monarchie éclairée, appuyée sur les classes privilégiées, auxquelles elle doit accorder des libertés. Et il cite encore une fois l'expérience de l'Europe : « Chez les Français et les Espagnols, les grands jouissent de certaines libertés qu'ils doivent à leur naissance et grâce auxquelles les rois ne sont exposés là-bas à aucun outrage ni de la part du peuple ni de la part de l'armée. Chez les Turcs, au contraire, où il n'y a pas de libertés attachées à la noblesse, les souverains sont en butte à la sottise et à l'insolence de simples fantassins ».

Dans l'existence de privilèges et de libertés pour les hautes classes, Krijanitch voit un moyen de « changer un gouvernement rigoureux et une tyrannie en un gouvernement modéré ».

M. Milukov compare ce système de Krijanitch à celui des « pouvoirs intermédiaires » de Montesquieu, répandu un siècle plus tard.

Ce bref aperçu des idées de Krijanitch établit que le premier « slavophile » russe n'était point radicalement ennemi de l'Europe et qu'il lui demandait des leçons. Si l'on veut voir en lui le premier représentant du nationalisme en Russie, il ne faut pas oublier qu'il n'était pas d'origine russe, qu'il arrivait d'Occident et qu'il s'y était formé.

Nous verrons plus tard que les slavophiles du XIXe siècle firent aussi des emprunts à la pensée européenne.

CHAPITRE II

I. — L'impossibilité d'un compromis entre la Russie moscovite et les tendances européennes. — II. Les voltairiens russes. Les « superfluités historiques ». Jugements de Klutchevsky et de Herzen sur les voltairiens russes. — III. Radichtchev et Novikov.

I. — La « voie intermédiaire » recommandée par Krijanitch n'eut pas la préférence ; et la Russie passa d'un extrême à l'autre.

Au milieu du xviie siècle, il s'en fallut de peu que les Européens fussent expulsés de Russie, comme l'avait demandé Krijanitch. La populace, excitée par des prêtres et d'autres représentants du conservatisme byzantin, leur fit subir à Moscou un véritable *pogrom*. Sur les instances du clergé, le gouvernement du tsar Mikhaïl Fedorovitch donna l'ordre de démolir les trois églises luthériennes qui existaient alors dans cette ville, interdit aux Russes le port du costume européen, confina les étrangers dans une zone de résidence, leur fit défense d'avoir des serviteurs russes et expulsa les commerçants anglais de toutes les villes, sauf d'Arkhanghelsk.

Mais, comme l'a dit un historien russe, « chasser les étrangers de Moscou sans pouvoir se passer d'eux, c'était se mettre dans l'obligation d'aller chez eux, dans leur propre milieu, y chercher la science ». Sous Alexei Mikhaïlovitch, l'intransigeance nationaliste prend déjà fin. Ce souverain s'efforça de conserver un certain équilibre entre la réaction

indigène et le progrès européen. Aussi les historiens russes nous le représentent-ils un pied au delà de la frontière occidentale, l'autre sur le sol moscovite, « figé dans son indécision ».

Cet état ne pouvait pas durer longtemps, parce que nul accord, si limité qu'il fût, n'était possible entre le byzantinisme conservateur et l'européanisation. L'histoire du schisme nous prouve d'une manière frappante que les partisans de la vieille Russie rejetaient même les plus nécessaires « nouveautés ». L'ordre donné par le patriarche Nikon de reviser sur les originaux le texte des livres du culte employés par les popes et d'en corriger les fautes, parfois très importantes et très grossières, fut dénoncé comme une « hérésie » par les conservateurs, qui le combattirent de toutes leurs forces. De là vint le grand schisme de l'Eglise orthodoxe. Ne rien troubler, conserver toutes choses comme elles existaient depuis des siècles, tel fut le mot d'ordre du nationalisme militant. Ses excès expliquent ceux de l'esprit d'innovation sous Pierre Ier. Les deux conceptions étaient en trop violent antagonisme pour être conciliées. Mais, la force matérielle étant du côté du pouvoir, il ne restait à l'opposition qu'à se soumettre ou à quitter volontairement un pays envahi par des « hérésies » et des « nouveautés » européennes.

Dans la première moitié du XVIIe siècle, les partisans de l'européanisation durent chercher en Occident un refuge contre les persécutions du conservatisme byzantin. Dans l'autre moitié du même siècle et au commencement du suivant, ce sont les conservateurs qui tombent sous les coups des « novateurs » ou, pour échapper à la « civilisation » occidentale, s'enfuient dans les immenses forêts de l'Oural et du Nord ou dans les vastes steppes du Midi.

Mais il faut dire que, sous Pierre Ier, ce ne fut pas un conflit d'idées qui éclata entre la vieille et la nou-

velle Russie. L'« européanisation » entreprise par Pierre Ier était brutale dans son matérialisme pratique. Elle avait pour but immédiat un changement de l'aspect extérieur, pour ainsi dire, en commençant par les longues barbes des boyards et en finissant par les noms des institutions d'Etat, et elle coïncidait avec le fardeau des recrutements et des impôts. C'est pourquoi il est très difficile de dire si les conservateurs s'indignèrent et s'enfuirent en masse pour des raisons spirituelles (comme Ordyne-Nachtchokine) ou pour des raisons de pur intérêt temporel.

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, sous Catherine II, la lutte entre la Russie et l'Europe est beaucoup plus abstraite et extrêmement intéressante pour l'histoire des idées.

II. — Si, au XVIIe siècle, un Russe européanisé apparaissait à ses compatriotes sous les espèces d'un « hérétique », il était connu à la fin du XVIIIe siècle sous les noms de « *voltairianetz* » (voltairien) et de « *farmazon* » (franc-maçon). Le premier est surtout mémorable, car il atteste les conquêtes de la philosophie française en général, et de Voltaire en particulier.

Mais le *voltairianetz* sujet de Catherine II n'était pas seulement un de ces admirateurs de Voltaire qui foisonnaient alors dans toute l'Europe : c'était surtout un type social et ethnique spécial à la Russie et qui tint une fonction essentielle dans le développement de sa civilisation.

Plusieurs de nos historiens ont traité du *voltairianstvo* russe ; celui qui, jusqu'ici, nous en a donné la meilleure évocation — je voudrais même dire la seule véritablement classique — est notre historien-poète Klutchevsky. Je la reproduis ici d'autant plus volontiers qu'on ne la trouve que dans les exemplaires lithographiés et très rares des conférences qu'il a faites à l'université de Moscou.

Sous Elisabeth, « tsarine joyeuse », l'impulsion venue d'Europe eut un caractère plutôt esthétique : la Russie adoptait ce qui pouvait embellir la vie, *embellir* au sens tout à fait matériel. Sous Catherine II, au désir d'embellir la vie s'ajoute celui d'orner l'esprit. Sous le règne d'Elisabeth, la société s'était bien préparée aux délices intellectuelles : elle avait appris le français et acquis le goût des belles-lettres. Pour elle, la France était devenue l'école des élégances mondaines au moment où des livres français qui eurent tant de retentissement proclamaient des idées nouvelles. Les Russes, mûrs pour elles, les accueillirent avec une avidité que favorisait la cour. Sous Elisabeth, elle avait noué des rapports avec les grand écrivains de France. Voltaire devint alors membre d'honneur de l'Académie des sciences russe et fut chargé d'écrire une histoire de Pierre le Grand. Catherine, dès sa jeunesse, avait été séduite par les chefs-d'œuvre français ; montée sur le trône, elle s'empressa d'entrer directement en rapport avec leurs auteurs. Entraînée dans une certaine mesure par le courant général, Catherine obéissait aussi à des considérations diplomatiques : elle cherchait à gagner les bonnes grâces de ces maîtres de l'opinion, parce qu'elle attachait une grande importance au suffrage de Paris. Sa correspondance avec Voltaire le démontre. Elle voulut charger d'Alembert de l'éducation du grand-prince Paul, héritier du trône russe, et lui reprocha vivement et longuement son refus. Elle étendit ses faveurs à Diderot : ayant appris que l'éditeur de l'*Encyclopédie* se trouvait dans l'embarras, elle lui acheta sa bibliothèque 15.000 francs et lui en remit la garde aux appointements de 1.000 francs par an.

La haute société partageait l'engouement de l'impératrice. Les seigneurs russes donnaient à leurs enfants des gouverneurs français. Le républicain La Harpe

était l'éducateur du petit-fils de Catherine, du futur Alexandre Ier. Celui qui allait devenir le montagnard Romme remplissait le même office auprès du comte Stroganov, ami d'Alexandre. Les fils du comte Sâltykov étaient confiés au frère de Marat.

La noblesse moyenne ne pouvait pas se permettre le luxe de pareils maîtres et se contentait des livres. Les ouvrages français se répandaient librement et en abondance jusque dans les coins provinciaux de l'empire. Aujourd'hui, nous ne pouvons qu'avec beaucoup de peine nous figurer l'énorme quantité de ces productions qui fut traduite en russe et mise en vente sous Catherine. Un *dvorianine* ukraïnien, Vinsky, officier de la garde, cite dans ses mémoires des faits intéressants sous ce rapport. Pendant son séjour à Pétersbourg, il trouva chez ses amis, militaires et civils, tous les meilleurs livres français. Peu après, il fut déporté à Orenbourg pour quelques frasques comme s'en permettait souvent la garde. Dans cette ville lointaine, pour se distraire, il commença une traduction de ces livres et la répandit en manuscrit. Quelques années plus tard, il eut le plaisir de recevoir de Sibérie plusieurs de ses propres cahiers, qu'on lui envoyait de là-bas comme une « nouveauté » curieuse. Sur les bords de la Volga, à Simbirsk, à Kazagne et ailleurs, la littérature française était fort connue.

Sous son action se modifièrent les rapports entre la société russe et l'Europe. Sous Pierre Ier, les nobles allaient à l'étranger pour y étudier l'art de la guerre ou la navigation. Ensuite, ce fut pour apprendre le bon ton. Sous Catherine, ce fut pour saluer les philosophes. Des Russes apparaissent de temps en temps parmi les hôtes de Voltaire à Ferney, et Catherine lui écrit que beaucoup de ses officiers sont enchantés d'être allés le voir. Les Français venant à Pétersbourg à la fin du règne de Catherine sont, à leur tour,

enchantés de la jeunesse intellectuelle qu'ils y rencontrent, et certains la déclarent la plus cultivée et « la plus philosophique » de l'Europe.

Ce règne des lettres et de la philosophie françaises fut la dernière phase de l'évolution intellectuelle et morale traversée par la société russe après la mort de Pierre Ier : le gentilhomme à la mode, artilleur ou marin à l'époque de Pierre, « petit-maître » sous Elisabeth, devint, sous Catherine, « homme de lettres », libre-penseur, franc-maçon ou voltairien.

Qu'est-il resté en Russie de cette empreinte occidentale ? Pour le comprendre, il faut se rappeler le caractère de l'encyclopédisme français. Ce fut la première révolte contre l'ordre basé sur la tradition féodale et catholique, à laquelle il opposait la foule de ses conceptions logiques et de ses systèmes. C'est cette philosophie qui s'empara des esprits éclairés en Russie, où la féodalité proprement dite et le catholicisme n'existaient pas. En France, les théories encyclopédiques manifestaient les prétentions très réelles et concrètes du tiers État, qui aspirait à les appliquer. Leurs adeptes russes, au contraire, ne leur reconnaissaient aucune portée pratique ; ils n'y voyaient que des dogmes faits pour rester dans le domaine de l'absolu, non pour régir effectivement les rapports des hommes : que de nobles idées, exprimées en de grands mots, qui donnaient un air de distinction, servaient à sortir du commun, mais ne devaient nullement être prises pour règles de conduite dans la réalité. La sensibilité, la philanthropie de ces amateurs n'étaient que verbales ; sous cette toilette, ils gardaient intacts leur égoïsme, leur dureté, l'ensemble de leurs habitudes morales.

Klutchevsky nous dépeint quelques types de ces « encyclopédistes » russes. Un noble opulent du gouvernement de Penza, Nikita Strouisky, qui aimait les lettres et faisait lui-même des vers, qui les lisait

volontiers à ses amis, en se laissant aller, dans le feu de la déclamation, à pincer ses auditeurs jusqu'au sang, s'était épris aussi de juridiction, avait institué dans ses domaines un tribunal selon les derniers enseignements de la science européenne, mais en conservant la vieille procédure russe de la torture. La célèbre princesse Dachkov était la plus éclairée de toutes ses contemporaines ; elle fut élevée à la présidence de l'Académie des sciences russe. A l'âge de quinze ou de seize ans, elle éprouvait une telle passion pour la littérature française qu'elle lisait les œuvres de Bayle, de Voltaire, de Rousseau jusqu'à contracter une maladie nerveuse. A la fin de sa brillante carrière, elle vécut à Moscou dans l'isolement, où se décela sa vraie nature. Elle ne recevait personne, était complètement indifférente au sort de ses propres enfants, battait ses serviteurs et concentrait tous ses sentiments et son activité sur des rats qu'elle avait apprivoisés. La mort de son fils ne l'attrista point ; un malheur arrivé à un de ses rats l'atteignit au fond de l'âme. Commencer par Voltaire et finir par un rat apprivoisé, voilà de quoi seuls étaient capables les sujets de Catherine.

Quelle était, en effet, la condition de la noblesse, à laquelle appartenaient tous ces « voltairiens » ? Elle vivait d'une injustice politique et dans l'inaction sociale. Des mains d'un *diatchok* (chantre)[1], le noble russe passait entre celles d'un gouverneur français ; il achevait son instruction au théâtre italien ou au cabaret français, suivait la mode d'esprit apprise dans les salons de la capitale et terminait ses jours dans son cabinet à Moscou ou à la campagne, en lisant Voltaire. Ses manières, ses habitudes, ses notions, les sentiments qu'il s'était appropriés, la

1. Les chantres donnaient alors l'instruction primaire ; aujourd'hui encore, ils enseignent dans les « écoles paroissiales ».

langue même dans laquelle il pensait, tout était de provenance étrangère, tout était importé d'Europe. Nul lien vivant, nulle fonction organique ne l'unissait aux populations qui l'entouraient; il n'avait aucun travail sérieux, ni dans l'administration locale, subordonnée aux gouverneurs, ni dans l'exploitation de ses terres, fondée sur le labeur des serfs. Dans la société, c'était un inutile. Une *superfluité historique*, tel est le terme que Klutchevsky applique à cette sorte de gens.

Cette sentence, prononcée par notre meilleur historien, est à comparer à celle de Herzen, notre meilleur écrivain politique, qui, dans sa jeunesse, eut mainte occasion d'observer les survivants du *voltairianstvo* russe :

« Le XVIII[e] siècle a produit en Occident, dit-il, une génération admirable, surtout en France, avec toutes les faiblesses de la Régence et toutes les forces de Sparte et de Rome. Ces Faublas qui étaient des Régulus en même temps ouvrirent la porte de la Révolution toute grande et s'y précipitèrent les premiers, en se poussant, pour sortir par la « fenêtre » de la guillotine. Notre siècle ne produit plus de ces natures vigoureuses et d'une seule pièce; le siècle passé, au contraire, les suscitait partout, même là où elles étaient *superflues*, où elles ne pouvaient se développer que par une anomalie. En Russie, ceux sur qui avait soufflé ce grand vent occidental ne devinrent pas de grandes figures historiques, mais des originaux. Etrangers chez eux, étrangers ailleurs, spectateurs passifs, gâtés pour la Russie par leurs préjugés occidentaux, pour l'Occident par leurs habitudes russes, ils apparaissent comme une *superfluité intelligente*, égarée dans une vie artificielle. »[1]

S'ils sont d'accord sur l'aspect extérieur des *voltai-*

1. A. Herzen, Œuvres (Genève-Lyon, 1878), tome VI, p. 99.

riantzy russes, Klutchevsky et Herzen ne voient pas de la même manière le fond de leur âme. Klutchevsky affirme que ces amateurs ne souffraient pas de l'écart entre leurs idéaux et les réalités ambiantes, qu'ils ne le ressentaient même pas, étaient gais et sans réprobation pour l'ordre existant. Les livres leur donnaient de l'élégance d'esprit, un certain éclat, parfois leur imprimaient une commotion nerveuse. Mais les idées françaises ne les emportaient pas, ne les poussaient à aucune résolution. Elles charmaient leur vie en les laissant indifférents à celle des autres.

Herzen parle autrement de ces voltairiens : il leur impute « de la raillerie méchante, de l'irritation, de l'éloignement pour les hommes, de la méfiance et de la rancune : conséquence, d'après lui, du choc de deux choses aussi ennemies que le XVIII[e] siècle européen et la vie russe ».

Cependant Klutchevsky a constaté chez les voltairiens russes des cas de grande douleur, et même de désespoir, causés par l'irrémédiable désaccord où ils étaient plongés : celui, par exemple, d'Opotchinine, seigneur du gouvernement d'Yaroslavl, que son éducation européenne mit dans l'impossibilité de se résigner aux choses de son pays et qui se suicida, en 1793. Dans son testament, il explique que « sa répugnance pour la vie russe est ce qui l'a contraint à décider spontanément de son sort ». Il parle ensuite de sa bibliothèque :

« Mes livres aimés, je ne sais à qui les léguer : je suis sûr que, dans ce pays, personne n'en a besoin. Je prie humblement mes héritiers de les livrer au feu. Ils étaient mon premier trésor ; eux seuls me soutenaient dans la vie ; sans eux, ma vie n'aurait été qu'un perpétuel chagrin, et, depuis longtemps déjà, j'aurais quitté ce monde avec mépris. »

Quelques minutes avant sa mort, Opotchinine eut

encore le courage de commencer la traduction des vers de Voltaire

O Dieu qu'on méconnaît, ô Dieu que tout annonce... »[1]

III. — Ce qu'Opotchinine avait compris de lui-même, le gouvernement le fit comprendre à d'autres *voltairiantzy* et *farmazony*.

On sait le revirement causé chez Catherine II, vers la fin de sa vie, par la Révolution française. D'admiratrice des encyclopédistes, elle devint ennemie de toutes les idées libérales et elle poursuivit partout les signes de la « contagion française » pour les exterminer impitoyablement. Le buste de Voltaire qui ornait son cabinet de travail fut, sur son ordre, mis au grenier.

Deux remarquables écrivains russes tombèrent victimes de cette réaction. Ce sont Radichtchev et Novikov. Tous les deux étaient de véritables *zapadniki*, mais à tendances toutes différentes.

Alexandre Radichtchev (1749-1802), auteur de « l'ouvrage qui a beaucoup souffert » (le *Voyage de Pétersbourg à Moscou*), fut envoyé, en 1766, par le gouvernement, en compagnie d'autres jeunes gens, à l'université de Leipzig. Il y suivit les cours des professeurs Gellert et Platner. Mais il préférait à la science allemande la philosophie française et lisait Voltaire, Helvétius, Raynal, Mably. Tout plein d'eux, comme de Rousseau et des sentimentalistes anglais (surtout de Sterne), il écrivit son livre célèbre. Ce *Voyage* est pénétré des principes rationalistes, préconisés par les encyclopédistes, sur les droits de l'homme et du citoyen. « L'homme naît dans le monde égal en tout à un autre homme. Tous

1. Klutchevsky, *Cours d'histoire russe* (édition lithographique des conférences faites à l'université de Moscou), 4e fascicule, pp. 264 et suivantes.

nous avons les mêmes membres; tous nous avons la raison et la volonté... Nous sommes tous égaux, depuis notre sortie du ventre maternel, en liberté naturelle; nous devons être égaux aussi devant les restrictions qu'on y apporte. » La société russe, où ne se rencontrait pas la moindre trace de l'égalité et de la liberté revendiquées par Radichtchev, il la condamnait impitoyablement. Catherine II, devenue réactionnaire, ne pouvait pas tolérer cette courageuse critique, et, malgré que le *Voyage* de Radichtchev eût été publié avec l'autorisation préalable de la censure, l'impératrice trouva que « l'intention de ce livre est visible à chaque page; son auteur est rempli et entiché de l'erreur française; il cherche de toute manière et par tous les moyens à diminuer le respect pour l'autorité et la puissance publique, à exciter dans le peuple l'indignation contre les chefs et les gouvernants ». Catherine donna l'ordre d'intenter un procès à Radichtchev et chargea de l'instruction le cruel policier Chechkovsky, qui mit Radichtchev à la torture pour lui extorquer l'aveu de ses « erreurs » et le repentir. Radichtchev ne put pas supporter les supplices; il se rétracta, en déclarant son livre « irraisonnable » et « nuisible ». Ensuite, il fut, pour ses écrits, condamné à mort, mais sa peine fut commuée en celle de la déportation perpétuelle en Sibérie, où il fut transporté *enchaîné*.

Paul Ier lui rendit la liberté, et, après l'avènement d'Alexandre Ier, il devint fonctionnaire. Mais ses adversaires ne le laissaient pas en repos; et, en 1802, craignant de nouvelles persécutions, il s'empoisonna. En lui, un fervent et sincère partisan de la civilisation européenne succomba à la résistance de la vieille Russie.

Nicolas Novikov (1744-1818) ne fut pas plus heureux. Il était élève, lui, des francs-maçons et des « piétistes » allemands. Le piétisme allemand était diamé-

tralement opposé au rationalisme des encyclopédistes français; il avait pour seul but la rénovation morale de l'homme. Cette doctrine attira Novikov, dominé, d'ailleurs, par un certain Schwarz, franc-maçon allemand. Mais il n'était pas de ceux qui n'admettaient que les moyens mystiques de la « perfection » humaine. Au contraire, il associait au mysticisme un grand et sincère amour pour la science et pour l'instruction publique.

Il fonda des imprimeries, des sociétés savantes, des écoles, publia des manuels scolaires, des livres, des revues, etc. C'était d'ailleurs un philanthrope; en 1787, pendant la disette, il secourut les paysans. Cette activité bienfaisante suffit pour éveiller les soupçons de Catherine. Elle chargea un inquisiteur ecclésiastique, l'archevêque moscovite Platon, d' « examiner » les publications de Novikov et d' « éprouver » ses convictions religieuses. Platon déclara qu'une partie des livres publiés par Novikov était utile et suppléait au manque des ouvrages d'enseignement; une autre partie (les œuvres mystiques) lui parut incompréhensible; la troisième, les écrits des encyclopédistes, il la tint pour nuisible. Quant aux opinions religieuses de Novikov, Platon les jugea dans les termes suivants :

« J'implore le Dieu très généreux pour que, non seulement parmi le troupeau parlant confié à moi par Dieu et par toi, ô souveraine très gracieuse, mais dans tout le monde, il y ait des chrétiens pareils à Novikov. »

Grâce à cette attestation, Novikov fut laissé en liberté, mais pas pour longtemps. Catherine voyait toujours en lui un exemple de la « contagion française », comme en Radichtchev.

En 1791, Novikov fut contraint de fermer ses établissements typographiques, de cesser toute publication ou propagande et de se retirer dans son domaine

rural. Cet isolement volontaire ne le sauva point. En avril 1792, un détachement de hussards fut envoyé chez lui pour y faire une perquisition et l'arrêter. Arraché aux pleurs de ses paysans, qui l'aimaient beaucoup (cas rare), il fut transporté d'abord à Moscou, ensuite à la forteresse de Schlüsselburg, où le même Chechkovsky « s'occupa » de lui... En août 1792, Catherine proclama par un oukaze que Novikov méritait un « châtiment impitoyable pour ses crimes » (dont l'oukaze ne dit pas un seul mot), mais que la peine de mort était pour lui commuée en une détention de quinze ans dans une forteresse.

L'injustice commise à l'égard de Novikov était si évidente que, suivant un témoignage digne de foi, Paul Ier, l'ayant libéré, en 1796, après son avènement, lui aurait demandé pardon pour sa mère défunte, et même se serait agenouillé devant lui.

Si non e vero...

Quatre ans de captivité dans une forteresse coûtèrent cher à Novikov, qui sortit de là vieilli, infirme et incapable de travail.

CHAPITRE III

I. La réaction nationaliste sous Catherine II et Alexandre Ier. Chtcherbatov et Karamzine. Les réactionnaires russes et la Révolution française. Les émigrés royalistes. — II. L'influence positive des idées de la Révolution française. Quelques opinions.

I. — L'histoire de Novikov démontre encore une fois qu'à la pénétration des idées occidentales, fussent-elles les plus modérées, la Russie offrait des obstacles presque infranchissables. D'ailleurs, outre les persécutions policières, on s'efforçait de les attaquer dans leur essence et de leur dénier toute utilité effective. Un ouvrage du prince Mikhaïl Chtcherbatov, *De la dépravation des mœurs en Russie*, est un monument de cette défense conservatrice. Chtcherbatov pense que Pierre Ier alla trop vite et trop loin dans la voie des réformes et que les « changements » entrepris par lui furent « excessifs ». D'après les calculs de Chtcherbatov, Pierre Ier voulut atteindre en quelques années des résultats qui auraient dû être obtenus, par une évolution normale et naturelle, au bout de « trois générations ». Une transformation brusquée et forcée de l'ancienne Russie en Etat européen a été un mal, et elle a dépravé les mœurs russes.

Mais chez ce docteur du conservatisme percent également des traces de l'esprit européen. Ses conceptions historiques procèdent de l'Occident : sa théorie de la science des causes est empruntée au

philosophe anglais Hume; il a des obligations aussi à Rousseau et à la franc-maçonnerie.

La doctrine de Chtcherbatov agit à son tour sur Karamzine. Cet européanisateur de la langue russe devint en même temps un des principaux chefs du nationalisme conservateur politique et intellectuel. Il a écrit une grande *Histoire de l'Etat russe*, dont Pouchkine dit dans une épigramme mordante :

De son histoire l'élégance et la simplicité
Nous démontrent sans aucune partialité
La nécessité de l'autocratie
Et les beautés du knout.

Karamzine développa ses idées dans un mémoire intitulé *Sur l'ancienne et la nouvelle Russie* qu'il présenta à Alexandre Ier. Comme Chtcherbatov et tous les autres partisans de l'« ancienne » Russie, il y combat les réformes de Pierre Ier et blâme son œuvre d'européanisation. Mais ce qui lui est surtout antipathique, c'est le « libéralisme », enfant de la Révolution française.

Karamzine était à Paris pendant la Révolution, mais il n'y comprit rien et il ne s'y intéressa même pas beaucoup. Il suffira de dire que, dans ses *Lettres d'un voyageur russe*, il décrit (en 1790 !) les jardins et les œuvres d'art de Paris, mais remarque à peine que la ville est en pleine effervescence. Ayant cependant été voir l'Assemblée nationale, il affirme avec regret que « ses séances sont dénuées de toute pompe et de toute grandeur ». Ce système d'indifférence est remplacé, vers la fin de sa vie, par de la haine pour tout ce qui tient à la Révolution, et, comme il est arrivé à beaucoup d'autres, cette haine s'étend à l'Occident en général. *Zapadnik* fervent dans sa jeunesse, il devint un des hérauts du nationalisme absolu.

Cette régression s'opéra chez d'autres penseurs, quelques-uns antérieurs à Karamzine. On connaît le reten-

tissement politique de la Révolution en Russie. Mais celui qu'elle eut dans le domaine de l'esprit, et dont Karamzine n'offre qu'un faible exemple, est encore plus vaste et presque incalculable. Certaines de ses conséquences ont été immédiates; d'autres, plus générales et plus lointaines.

La Révolution ne put toucher d'abord que les hautes classes. Les masses populaires l'ignoraient complètement. Elle fut accueillie par l'aristocratie russe à peu près comme par la française. Plusieurs y applaudissaient. Le comte Paul Stroganov, entre autres, qui se trouvait à Paris quand elle commença, assista aux séances de l'Assemblée nationale et s'y posa en véritable jacobin, déclarant que « le plus beau jour de sa vie serait celui où il verrait en Russie une semblable révolution ». A Pétersbourg, on fêta la prise de la Bastille; des grands-ducs se déclarèrent partisans de la République. Mais cet enthousiasme ne dura pas.

Catherine II fut la première à comprendre que l'entrée des principes et des procédés révolutionnaires français serait périlleuse pour sa monarchie et sa noblesse, et elle commença à les combattre, sans contenir l'expression de sa colère contre l'« hydre à 1.200 têtes » (l'Assemblée nationale), contre le « monstre qui veut être roi » (Egalité), contre les « ânes de la liberté » (les membres de l'Assemblée nationale). En 1780, Catherine disait avec orgueil : « Chez moi, tout le monde à son franc parler ». Après la chute du pouvoir royal en France, elle supprime la tolérance dont jouissaient les libres penseurs et les philosophes français, qu'elle avait tant admirés jusqu'alors, et affirme qu'en publiant l'*Encyclopédie* « Helvetius et d'Alembert avaient deux buts : d'abord, l'anéantissement du christianisme; ensuite, celui des monarchies ». Elle ordonne aux Russes résidant en France de quitter sans retard ce pays impie, expulse

de Russie les Français et interdit de vendre d'abord l'*Encyclopédie*, ensuite aucun livre français. Cette prohibition devint encore plus sévère sous Paul Ier. Après la brève phase de libéralisme sous Alexandre Ier, elle fut accrue par le gouvernement de Nicolas Ier : non seulement les livres français, mais tous les livres étrangers en général furent alors proscrits. Une censure sévère fut établie pour toute entrée de livres dans le pays, et elle est encore en vigueur aujourd'hui : une publication étrangère n'est admise sur le territoire qu'après avoir passé par le « comité central de la censure étrangère ».

Quant à l'interdiction pour les Français de séjourner en Russie, elle fut abolie peu après en faveur des émigrés, qui trouvèrent bon accueil chez les aristocrates et les réactionnaires aussi bien qu'auprès du gouvernement et dont quelques-uns furent nommés à divers postes dans l'administration.

Avec les royalistes et les jésuites, reçus librement aussi, la propagande catholique s'implante en Russie. Dans les premières années du XIXe siècle, quantité de Russes deviennent catholiques, ce qui permet à Joseph de Maistre de constater que « la conversion des esprits à la foi catholique est très rapide en Russie et les passages au catholicisme remarquables tant par le nombre des personnes que par la position qu'elles occupent dans le monde ».

La plupart de ces « conversions » ne furent que très passagères et provoquées par l'esprit de mode, comme dit un contemporain : beaucoup de personnes (surtout parmi les femmes) s'étaient converties pour suivre le courant et rentrèrent ensuite dans le giron de l'Eglise orthodoxe. En 1821, les jésuites furent expulsés, et le prosélytisme catholique amené par les émigrés cessa de s'exercer.

Cependant il laissa des souvenirs peu étendus mais très profonds dans la société russe ; et, de temps

en temps, il s'y présente des cas extrêmement intéressants de passage au catholicisme, notamment celui de Tchaadaev.

Mais, avant de parler de Tchaadaev, je dois dire encore quelques mots des suites positives de la Révolution française.

II. — J'ai déjà montré l'attraction immédiate de la Révolution et des guerres napoléoniennes sur le mouvement politique de leur temps en Russie. Mais la Révolution française y est encore de nos jours une force opérante.

Elle demeure un objet de haine pour les uns, d'admiration pour d'autres. Il est permis de dire que, dans une très grande mesure, un homme politique russe peut être jugé sur l'opinion qu'il a de la France révolutionnaire. J'ai cité dans ma *Russie et la Guerre* la déclaration apportée à la tribune de la Douma (en 1909) par le député Markov, leader de l'extrême droite, qui prétend que « la Révolution française est l'acte le plus odieux, le plus méprisable de l'histoire moderne » et que « République veut dire règne des hommes et des femmes publics ». Cette appréciation n'est pas exceptionnelle : ainsi pensent tous les réactionnaires russes, dont quelques-uns poussent si loin la malveillance envers la France républicaine que, pendant la guerre actuelle même, ils lui souhaitent d'être écrasée par l'Allemagne, foyer du monarchisme et du conservatisme.

Les démocrates russes, au contraire, aiment la France parce qu'elle incarne la tradition révolutionnaire. La grande Révolution est l'objet d'un vrai culte de leur part. Dès les bancs de l'école, la jeunesse s'en pénètre malgré les efforts de la réaction. Dans des mémoires que j'ai sous les yeux, une Russe de notre temps décrit les impressions provoquées en elle par des conférences sur l'histoire

de France faites par un professeur au lycée de jeunes filles de Moscou, dont elle était l'élève.

« ... Aujourd'hui, notre professeur commença à nous parler de la Révolution française. Après avoir dessiné en traits généraux l'état de la France et la mentalité des Français à la veille de la Révolution, il traça le portrait de ses hommes. Il commença par Mirabeau. Mon Dieu, quel homme admirable que ce Mirabeau !... Ce fut par une journée de printemps que Mirabeau quitta la vie. Il ordonna d'ouvrir la fenêtre. Le son des cloches pénétrait dans sa chambre. Et, dans la rue, des enfants criaient : « La trahison du « comte de Mirabeau ! »... Oh ! pourquoi, pourquoi a-t-il fini *ainsi*? Les grands hommes doivent finir autrement !... Après Mirabeau, Marat. Sa sévérité m'effraye. Il n'a pas la belle attitude de Mirabeau. Tout est fort et tout est inquiétant en Marat. Peut-être suis-je trop petite pour le comprendre, mais il m'apparaît comme une énorme puissance qui est à craindre !... Voilà les Girondins ! Madame Roland ! Que d'énergie, que de volonté, que d'amour de la patrie, que d'enthousiasme, que de foi il y a en elle ! Comme elle est fière dans la mort !... Vergniaud, cet orateur brillant !... Et Camille Desmoulins ! A la veille de leur exécution, dans la prison, ils se rassemblent tous, ils chantent des hymnes à la liberté. Camille Desmoulins tient en main une rose que sa femme lui a envoyée. Le lendemain, montant à l'échafaud, il dit à sa femme :... « Ma chérie !... » Quelques jours après, sa femme Lucile restait impassible devant la guillotine, en attendant la mort...

« ... Je pleurais pendant que le professeur nous racontait cela. Merci, merci à vous, notre bon professeur ! Vous avez su si bien remuer et réveiller ce qui dormait au fond de mon âme ! Merci ! merci ! Je sais maintenant quel est le véritable sens de la vie !

« ... Quand on conseilla à Danton de se sauver, il

répondit fièrement : « Est-ce qu'on emporte sa patrie « à la semelle de ses souliers? » Et il resta. L'exécution. On le transporte sur la place. Il est devant la guillotine. Il s'adresse au bourreau : « Tu montreras « ma tête au peuple : elle en vaut la peine! »

« C'est une véritable vie! Ce sont des hommes! Mon Dieu, que je les envie! Que dis-je? Je ne les envie pas : je tremble d'admiration pour eux, pour la femme de Desmoulins. Si j'avais été à sa place, est-ce que je ne serais pas allée aussi courageusement au supplice, suivant l'exemple de mon mari, comme elle l'a fait? Oh! sûrement, j'y serais allée avec joie!

« ... Je ne me souviens pas du moment où la leçon prit fin... Je me suis précipitée auprès du professeur et je l'ai prié de m'indiquer des livres sur la Révolution. Il me les a indiqués... Aussitôt après les classes, je cours chez moi, et puis, sans retard, à la bibliothèque... »

Cet extrait d'un journal intime nous montre mieux qu'une longue démonstration les sentiments éveillés dans la jeunesse russe par les événements et les hommes de la Révolution française.

L'histoire de la Révolution est soumise chez nous à une étude scientifique très approfondie. Et on rencontre des noms de savants russes parmi ceux de ses meilleurs connaisseurs et investigateurs.

D'autre part, les principes de la Révolution et jusqu'à son langage sont entrés dans les programmes et la pratique de nos partis politiques. Par exemple, tous nos partis d'extrême gauche réclament la convocation d'une Constituante. L'idée, qui a des défenseurs, de confisquer les proprités foncières des grands seigneurs au profit des paysans est aussi un héritage de la Révolution française. Un des hymnes les plus aimés des travailleurs russes est une *Marseillaise ouvrière* socialiste qui se chante sur l'air de la *Marseillaise*.

Les souvenirs de la grande Révolution vivent jusque dans les débats de la Douma : on y cite Mirabeau et Robespierre, on s'y lance d'un banc à l'autre la qualification de « jacobin », on y rappelle aux ministres du tsar le sort de Louis XVI.

Il est donc exact, comme l'ont dit M. Sarolea dans son livre *The French Revolution and the Russian Revolution*, et M. Haumant, que, pour les Russes, « la Révolution n'est pas un passé mort, déjà distant, mais une actualité vivante ».

L'amour et l'admiration professés par les démocrates russes pour la France, patrie de la Révolution, nous expliquent l'étonnement où les met l'indifférence dont témoigne parfois (et même assez souvent) la société bourgeoise française devant la condition politique intérieure de la Russie. Non qu'on puisse accuser ces bourgeois de sympathie pour le despotisme russe ; mais ils sont peut-être trop tolérants à son égard. On conçoit très bien que l'éventualité d'une agression allemande et la nécessité de conserver l'alliance avec la Russie aient obligé la France à ménager le gouvernement de son alliée. Mais, comme je l'ai démontré dans ma *Russie et la Guerre*, la politique pratiquée par lui affaiblissait les moyens militaires de l'empire.

D'un autre côté, disais-je dans cet ouvrage, la réserve gardée par la France bourgeoise devant les « choses de Russie » lui vient de sa qualité de créancière de notre pays. Un créancier, en général, ne s'intéresse qu'au versement des intérêts et au remboursement du principal de sa créance, et peu lui importent les moyens employés par son débiteur pour s'acquitter.

« Les avantages de son placement, voilà ce qui préoccupe le plus un créancier. Le reste, il ne s'en soucie pas. D'où, pour tout ce qui n'est pas son

argent, une indifférence qui touche parfois à la cruauté. De plus, les capitalistes français acquièrent des valeurs russes par l'intermédiaire du gouvernement russe, derrière lequel ils ne remarquent pas le peuple russe. Mais un peuple et son gouvernement ne sont pas nécessairement la même chose. Il y a des moments où un gouvernement a besoin d'argent pour étouffer la juste révolte de son peuple, et un peuple ne se croit aucun devoir de reconnaissance pour les bailleurs de fonds de son oppresseur. Par exemple, en souscrivant l'emprunt de 1906, la France républicaine sauva de la chute l'autocratie tsariste : a-t-elle le droit de s'indigner que les démocrates russes, contre lesquels elle prenait parti, lui aient laissé voir leur stupéfaction profonde et leur amer désenchantement, même sous une forme violente et peu correcte, comme a fait Maxime Gorki dans sa lettre « à la belle France », dont la main, disait-il, « a fermé à tout un peuple la route de la liberté » ?

« Malgré tout, il y a dans les milieux démocratiques russes de grandes réserves, d'inépuisables réserves de sympathie pour la France. Son influence intellectuelle est énorme en Russie. Le même Gorki qui envoya « son crachat de sang et de fiel » au visage de la France, est, comme tous ses coreligionnaires politiques, un grand admirateur du peuple français, de l'histoire de France, fertile en actes héroïques, de la belle littérature française. Et, interviewé par un collaborateur du *Temps* (en 1910), Gorki assurait qu'aux écrivains russes il ne cesse de répéter : « Lisez les « Français, encore les Français, toujours les Fran- « çais ».

« L'attachement de la démocratie russe pour la France et ses traditions héroïques a supporté les plus difficiles épreuves, dont la guerre de 1870 n'a pas été la moindre. Un critique littéraire russe bien connu, M. Kranichfeld, a retracé récemment la phy-

sionomie de la société russe pendant cette guerre, et voici ce que nous y voyons :

« La guerre entre la France et la Prusse captiva extraordinairement l'attention des esprits cultivés en Russie. « Elle introduisit la haine et la discorde « dans notre vie, écrit une grande revue, *Otetchest-« vennyia Zapiski* (les *Annales de la patrie*), qui pa-« raissait à Pétersbourg et qui jouissait d'une grande « autorité. Le père s'arma contre son fils, le frère « contre son frère, le mari contre sa femme, et tout « cela à cause du partage des sympathies et des « souhaits de victoire entre la France et la Prusse. »

« Du côté de la Prusse, dit la même revue, se trouvent la plupart des personnes notables... Quant à la défense de la France, c'est le menu fretin qui l'a prise. »

Un écrivain de la même époque (M. Nikitenko) note dans ses mémoires ce qui suit :

« Dans les hautes sphères, les sympathies se manifestent pour les Prussiens, tandis que dans tout le peuple prédomine une hostilité également forte pour eux... »

Mais c'est dans l'œuvre de notre grand écrivain satirique (malheureusement inconnu à l'étranger), Michel Saltykov, que l'amour de la France monte à son exaltation la plus inspirée :

« Pauvre France! dit-il en 1870. Cette fois encore tu deviens la victime expiatoire! Le monde te regardait comme une flamme qui réchauffait la vie de l'humanité, et voici que, maintenant, tout naturel du Mecklembourg-Strelitz t'appelle, sans gêne, assemblage de *dummköpfe* (imbéciles). Laissons-le tranquille, cet indigène du Mecklembourg-Strelitz! Il t'a pris tout ce qui lui manquait. A la fin du XVIII[e] siècle, tu lui as donné le désir de la liberté; en 1848, tu lui as donné le désir de réaliser la « grande patrie ». Et, néanmoins, tu es coupable. Tu es coupable parce

que tu n'as pas su créer l' « ordre »... Pendant que tu créais la liberté, le Mecklembourgeois, n'ayant pas besoin de créer ce qui existait déjà par toi, préférait « une certaine étroitesse de principes à leur lar- « geur ». Sous la protection de tes convulsions politiques et sociales, il creusait en cachette le problème, beaucoup plus abordable à son intelligence, de l'alliance entre l'improbité et la fourberie, d'une part, et le patriotisme, de l'autre, et, il faut l'avouer, il l'a résolu d'une manière assez satisfaisante (sans dépasser la moyenne, qui lui est si familière).

« Vois, tu es coupable, France ! En poursuivant des buts d'une grandeur mondiale, tu as oublié l'existence de millions de petits détails domestiques, dont la mise en œuvre assure la vie contre les usurpations et dont l'oubli peut condamner à l'anéantissement les desseins même les meilleurs. Lès Mecklembourgeois, les Hessois, les Hohenzollernois l'ont mieux compris, quoique, inversement, ils n'aient pas compris suffisamment peut-être que, parfois, si bien qu'on soigne les petits détails, on ne bâtit cependant que sur le sable faute d'avoir pris pour assises les idées générales proclamées par toi.

« Un originaire de Meiningen. dans sa mesquinerie, n'élabore même la plus petite idée qu'à son usage exclusif. Un *dummkopf*, au contraire, jette aux pauvres esprits même les plus grandes idées... Le coq gaulois sait élever un principe à sa véritable hauteur. »

Saltykov était radical et libre-penseur. Mais le grand philosophe russe V. Soloviev, chrétien et adversaire en principe des méthodes révolutionnaires. croit cependant que la grande Révolution et toute l'histoire de la France, en général, ont une importance universelle.

« L'époque de la grande Révolution et des guerres napoléoniennes, écrit Soloviev dans la *Justifi-*

cation du bien. Philosophie morale, est, sinon par ce qu'elle produisit, du moins par la tension intérieure de la vie populaire et la largeur de l'action au dehors, le point où le développement national de la France atteignit sa plus grande ampleur. C'est ce qui a le mieux montré qu'il intéresse l'univers. Certes, les Droits de l'homme et du citoyen ont été à moitié fictifs ; certes, la trinité révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité, s'est réalisée d'une manière assez étrange. En tout cas, l'enthousiasme de ce peuple pour ces idées universelles démontre avec une suffisante clarté qu'il était étranger à tout nationalisme étroit... En dehors de cette époque, la France s'est d'ailleurs toujours distinguée par son universelle intelligence et son caractère liant : elle sait et veut s'assimiler les idées d'autrui, leur donner une forme achevée et accessible à tous et les rendre alors à l'univers. Cette propriété, qui fait de l'histoire de la France le résumé brillant et clair de l'histoire européenne, saute trop aux yeux et a trop souvent été relevée pour qu'il soit nécessaire d'en parler longuement. »[1]

De même que le philosophe chrétien et contre révolutionnaire, l'athée et anarchiste prince P. Kropotkine considère la grande Révolution comme un bienfait pour tous les hommes.

« L'œuvre de la Révolution française, écrit Kropotkine, ne se borne pas à ce qu'elle a obtenu et à ce qui s'est maintenu en France ; elle est aussi dans les principes qu'elle a légués aux siècles suivants, dans les jalons qu'elle a plantés pour l'avenir... Quelle que soit la nation qui entrera aujourd'hui dans la voie des révolutions, elle héritera de ce que nos aïeux ont fait en France. Le sang qu'ils ont versé, ils l'ont versé pour l'humanité. Les souffrances qu'ils ont

1. J.-B. Séverac, *Vladmir Soloviev*. Introduction et choix de textes (édit. française), p. 144.

endurées, il les ont subies pour l'humanité entière. Leurs luttes, les idées qu'ils ont lancées, le choc de ces idées, tout cela est le patrimoine de l'humanité. »[1]

Donc les démocrates russes, en communiant avec les idées de la Révolution française, communient non seulement avec la France, mais, par son intermédiaire, avec le genre humain.

1. P. Kropotkine, la *Grande Révolution*, Paris, 1909 (conclusion).

CHAPITRE IV

I. L'influence catholique en Russie. Tchaadaev et sa philosophie de l'histoire. — II. Vladimir Soloviev et l'idée de l'Eglise universelle.

I. — La figure de Tchaadaev nous rappelle un peu celle de Khvorostinine, car lui aussi est un *zapadnik* sur une doublure catholique, mais beaucoup plus épaisse. Khvorostinine n'avait été qu'effleuré par le catholicisme ; il ne s'en servit que comme point de départ de ses critiques contre la vieille Russie, tandis que Tchaadaev en était pénétré.

Né en 1794, Piotre (Pierre) Tchaadaev reçut une brillante éducation dans un milieu aristocratique. Il fit ses études à l'université de Moscou. Puis il prit part comme officier de la garde à la guerre contre Napoléon. Il demeure à Pétersbourg jusqu'en 1821 avec une réputation de philosophe. On le trouve parmi les futurs décembristes. En 1821, il quitte la garde et les salons pétersbourgeois et passe deux ans dans la solitude. En 1823, il part pour l'étranger et, là, souffrant d'une maladie nerveuse, il subit la domination du mystique Jung-Stilling. Il s'y était préparé en lisant les œuvres des catholiques français, Joseph de Maistre et Chateaubriand. En 1826, il retourne en Russie, où, après l'insuccès du mouvement décembriste, la réaction triomphait dans l' « atmosphère des potences ». Il s'isole de nouveau et passe quatre ans en anachorète. En 1830, il rentre dans le monde

intellectuel et se mêle aux discussions des sociétés littéraires et philosophiques de Moscou, partagées entre deux grandes tendances : la slavophilie et l'occidentalisme. Il est plus proche de ce dernier, mais ses idées occidentalistes ont leurs assises dans le catholicisme, tandis que d'autres *zapadniki* s'appuyaient sur la philosophie idéaliste allemande ou le socialisme utopique de France.

Tchaadaev fait sa profession de foi dans ses *Lettres philosophiques.*

La première de ces lettres parut en 1836 dans une revue moscovite. Elle retentit, suivant l'expression de Herzen, « comme un coup de fusil dans une nuit noire » et souleva une tempête d'indignation dans les milieux officiels et « bien pensants ». C'est un acte d'accusation contre la vieille Russie et un hymne chaleureux à la gloire de la civilisation occidentale, dont Tchaadaev croyait voir dans le catholicisme la plus haute expression. Il se trouva, bien entendu, « un patriote russe d'origine allemande » (un certain Wiegel) qui ne manqua pas de dénoncer Tchaadaev comme porteur d'idées subversives. Un autre « patriote » russe de la même origine, le comte von Benckendorf, chef de la gendarmerie (police politique), se chargea de l'affaire et, ayant examiné la *Lettre philosophique* de Tchaadaev, où il ne comprit pas grand'-chose sans doute, il y découvrit des intentions criminelles.

Nicolas Ier, sur la proposition de von Benckendorf, donna l'ordre de déclarer officiellement Tchaadaev atteint de démence, de le consigner dans sa maison et de le soumettre à une surveillance médico-policière. Après un an de cette surveillance, une nouvelle résolution de l'empereur *interdit à Tchaadaev d'écrire.*

Tchaadaev ne cessa pas d'écrire malgré cet ordre absurde, et il publia même une remarquable *Apologie d'un fou*, où il se défend contre ses adversaires, contre ceux « dont les cris ont bouleversé son exis-

tence tranquille et ont de nouveau lancé sur l'océan des misères humaines sa barque, échouée au pied de la croix ». Mais les persécutions auxquelles il fut soumis par le gouvernement l'empêchèrent de vivre et de travailler en paix et entravèrent la manifestation de sa pensée. C'est pourquoi ce grand esprit n'a pas pu donner à son pays et au monde tout ce qu'il y avait en lui.

Cependant ce qu'il nous a laissé présente le plus haut intérêt, comme étant la première tentative remarquable de construire la philosophie de l'histoire russe sur le terrain de l'histoire universelle.

Quelle est cette philosophie?

Elle est fondée sur cette proposition que la Russie est spirituellement et moralement isolée dans le monde :

« C'est une des choses les plus déplorables de notre singulière civilisation (la civilisation russe) que les vérités les plus triviales ailleurs, et même chez des peuples bien moins avancés que nous sous certains rapports, nous sommes encore à les découvrir, écrit Tchaadaev. C'est que nous n'avons jamais marché avec les autres peuples. Nous n'appartenons à aucune des grandes familles du genre humain : nous ne sommes ni de l'Occident ni de l'Orient, et nous n'avons les traditions ni de l'un ni de l'autre. Placés comme en dehors des temps, l'éducation universelle du genre humain n'est pas allée jusqu'à nous. »[1]

De l'avis de Tchaadaev, la comparaison de l'histoire de Russie avec celle des autres peuples n'est pas au profit de sa patrie. Il est, dit-il, pour tous les peuples un temps d'agitation violente, d'inquiétude passionnée, un âge des grandes émotions, des grandes entreprises, où les peuples s'agitent avec véhémence, sans

1. Œuvres choisies de Pierre Tchaadaev (édit. française, Paris. 1862), pp. 14-15.

sujet apparent, mais non sans fruit pour la postérité. Toutes les sociétés ont passé par ces périodes. Mais « nous autres. nous n'avons rien de tel. Une brutale barbarie d'abord ; ensuite, une superstition grossière; puis une domination étrangère, féroce, avilissante, dont l'esprit a été légué au pouvoir national... une existence terne et sombre, sans vigueur, sans énergie... voilà la triste histoire de notre jeunesse ».

En désaccord avec les slavophiles russes, Tchaadaev refuse toute valeur et toute portée morales et éducatives au passé russe :

« Parcourez de l'œil tous les siècles que nous avons traversés, dit-il, tout le sol que nous couvrons, vous ne trouverez pas un souvenir attachant, pas un monument vénérable, qui vous parle des temps passés avec puissance, qui vous les retrace d'une manière vivante et pittoresque. Nous ne vivons que dans le présent le plus étroit, sans passé et sans avenir, au milieu d'un calme plat. »

N'ayant pas de traditions à elle, la Russie n'en a pas non plus en commun avec tous les peuples européens : « Nos premières années, passées dans un abrutissement immobile, n'ont laissé aucune trace dans nos esprits, et nous n'avons rien d'individuel sur quoi asseoir notre pensée ; mais, isolés par une destinée étrange du mouvement universel de l'humanité, nous n'avons rien recueilli non plus des idées traditives du genre humain. C'est sur ces idées pourtant que se fonde la vie des peuples ; c'est de ces idées que découle leur avenir et que provient leur développement moral ».

Ces « idées traditives » impriment à tous les peuples de l'Europe « une physionomie commune, un air de famille ». Tchaadaev croit que, « malgré la division générale de ces peuples en branches latine et teutonique, en méridionaux et septentrionaux, il y a un lien qui les unit tous en un même faisceau, bien

visible pour quiconque a approfondi leur histoire générale ». A ce « patrimoine héréditaire d'idées » ces peuples doivent « une certaine méthode dans l'esprit », qui manque aux Russes. « Le syllogisme de l'Occident nous est inconnu, dit Tchaadaev. Il y a quelque chose de plus que de la frivolité dans nos meilleures têtes... Ce n'est point cette légèreté que l'on reprochait jadis aux Français et qui, du reste, était seulement une manière facile de concevoir les choses qui n'exclut ni la profondeur ni l'étendue dans l'esprit, et qui mettait infiniment de grâce et de charme dans leur commerce ; c'est l'étourderie d'une vie sans expérience et sans prévoyance, dont la vue ne dépasse pas l'existence éphémère de l'individu détaché de l'espèce... L'expérience des temps est nulle pour nous ; les âges et les générations se sont écoulés pour nous sans fruit. On dirait, à nous voir, que la loi générale de l'humanité a été révoquée pour nous. Solitaires dans le monde, nous n'avons rien donné au monde, nous n'avons rien appris au monde... Pas une pensée utile n'a germé sur le sol stérile de notre patrie, pas une grande vérité ne s'est élancée du milieu de nous. »

A ceux qui soutiendraient que la Russie a été européanisée sous Pierre le Grand, qu'elle est entrée alors dans la famille des peuples occidentaux, Tchaadaev adresse cette réponse, où il tâche d'établir que l'œuvre de Pierre fut superficielle :

« Un jour, un grand homme voulut nous civiliser, et, pour nous donner l'avant-goût des lumières, il nous jeta le manteau de la civilisation. Nous ramassâmes le manteau, mais nous ne touchâmes point à la civilisation. »

Toutes les tristesses de l'esprit et de l'histoire russes, Tchaadaev les impute au schisme qui a partagé l'Eglise chrétienne entre l'Eglise catholique et l'Eglise byzantine, à laquelle se sont attachés les Russes.

« Tandis que du sein de la lutte entre la barbarie énergique des peuples du Nord et la haute pensée de la religion s'élevait l'édifice de la civilisation moderne, que faisions-nous? Obéissant à une destinée funeste, nous allions chercher dans la misérable Byzance, objet du profond mépris de ces peuples, le code moral qui devait régir notre éducation. Un moment auparavant, un esprit ambitieux (Photius) avait enlevé cette famille à la fraternité universelle : c'est l'idée ainsi défigurée par la passion humaine que nous recueillîmes. Le principe vivifiant de l'unité animait tout alors en Europe. Tout émanait de là, et tout y convergeait. Tout le mouvement intellectuel de ces temps ne tendait qu'à constituer l'unité de la pensée humaine, et toute impulsion provenait de ce besoin puissant d'arriver à une idée universelle qui est le génie des temps modernes. »

Seul, le peuple russe resta « étranger à ce principe merveilleux ». Il resta en dehors de l'autre grand mouvement européen, celui de la Renaissance. « En se repliant sur l'antiquité païenne, le monde chrétien avait retrouvé les formes du beau qui lui manquaient encore. Relégués dans notre schisme, rien de ce qui se passait en Europe n'arrivait jusqu'à nous. Nous n'avons rien à démêler avec la grande affaire du monde. Les qualités éminentes dont la religion avait doté les peuples modernes... ces forces nouvelles dont elle avait enrichi l'intelligence humaine, ces mœurs que la soumission à une autorité désarmée avait rendues aussi douces qu'elles avaient d'abord été brutales, rien de tout cela ne s'était fait chez nous... Tandis que le monde se reconstruisait tout entier, rien ne s'édifiait chez nous; nous restions blottis dans nos masures de bois et de chaume. En un mot, les nouvelles destinées du genre humain ne s'accomplissaient pas pour nous. Chrétiens, le fruit du chistianisme ne mûrissait pas pour nous. »

Ce pessimisme extrême à l'égard de la Russie était à l'opposite de l'optimisme voulu et hypocrite affiché par les milieux dirigeants et la réaction, dont le représentant typique, le comte Ouvarov, était convaincu, et il le déclarait en public, que, si le passé de la Russie fut admirable, son présent est plus qu'admirable, et son avenir dépassera toute imagination. Une véritable religion, une véritable adoration du régime existant était professée par ce porte-parole de la Russie officielle.

Ouvarov et ses pareils croyaient qu'ils aimaient la Russie et que Tchaadaev la haïssait et la méprisait. Tchaadaev pensait autrement. Dans son *Apologie d'un fou*, où, d'après ses propres expressions, il « tâche de découvrir où en est, vis-à-vis de ses semblables, vis-à-vis de ses concitoyens, vis-à-vis de son Dieu, l'homme frappé de démence par un arrêt de la justice suprême du pays », il démontre qu' « il y a diverses manières d'aimer sa patrie. Le Samoyède, par exemple, qui aime les neiges natales, cause de sa myopie, la yourte enfumée où il reste blotti la moitié de ses jours, la graisse rance de ses rennes, qui l'environne d'une atmosphère nauséabonde, n'aime pas assurément son pays de la même manière que le citoyen anglais, fier des institutions et de la haute civilisation de son île glorieuse... C'est une belle chose que l'amour de la patrie, mais il existe quelque chose de mieux : l'amour de la vérité... Ce n'est point par le chemin de la patrie, c'est par celui de la vérité que l'on monte au ciel... » [1]

Il n'est pas vrai que Tchaadaev ait voulu systématiquement dénigrer et humilier son pays et ses compatriotes, comme l'affirment ses adversaires. Au contraire, il était convaincu que seul un hasard malheureux a laissé la Russie à l'écart de la grande route

1. Tchaadaev, Œuvres choisies, p. 127.

suivie par la civilisation universelle et que sa place est parmi les peuples européens. Il combat « les gens de l'Europe qui se méprennent singulièrement sur le compte des Russes » : « Ils s'obstinent à nous livrer l'Orient; par une sorte d'instinct de nationalité européenne, ils nous refoulent en Orient pour ne plus nous rencontrer en Occident », écrit-il à Alexandre Tourguenev. Mais, pour lui, la Russie a le droit d'entrer dans la communauté européenne. « Nous sommes situés à l'orient de l'Europe, cela est positif, mais nous n'avons jamais fait partie de l'Orient pour cela. L'Orient possède une histoire qui n'a rien de commun avec celle de notre pays. Nous sommes tout simplement un pays du nord et, par nos idées tout autant que par nos climats, fort loin de la vallée parfumée de Cachemire et des rives sacrées du Gange. »[1]

Tchaadaev se plaît au rêve qu' « un jour viendra où nous, les Russes, nous nous placerons au milieu de l'Europe intellectuelle comme nous nous sommes déjà placés au milieu de l'Europe politique, plus puissants alors par notre intelligence que nous ne sommes aujourd'hui par notre force matérielle ».

Mais, pour que ce rêve puisse se réaliser, il faut que l'union spirituelle et morale entre la Russie et l'Occident soit rétablie. Et Tchaadaev, convaincu que le catholicisme est seul véritablement qualifié pour garder l'unité d'idéal de l'Europe, presse ses compatriotes de s'y rallier.

Il ne serait pas difficile de relever les points faibles et les erreurs de son argumentation. On n'aurait aucune peine à démontrer que la civilisation européenne et universelle, tant célébrée par lui, n'est pas exclusivement l'œuvre du catholicisme et qu'au contraire nombre de ses éléments primordiaux sont sor-

1. *Ibidem*, p. 141.

tis de la lutte engagée par la société laïque contre l'Eglise catholique. Mais, pour Tchaadaev, le catholicisme vaut en réalité non comme Eglise et comme religion, mais plutôt par sa philosophie et ses dogmes sociaux. A ses yeux, il symbolise la civilisation européenne, où il voulait que sa patrie eût accès.

« Plus qu'aucun de vous, croyez-moi, je chéris mon pays, dit-il à ses adversaires. J'ai l'ambition de sa gloire... Mais je n'ai point appris à aimer mon pays les yeux fermés, le front courbé, la bouche close. Je trouve qu'on ne saurait être utile à son pays qu'à la condition d'y voir clair ; je crois que le temps des aveugles amours est passé, qu'aujourd'hui, avant tout, l'on doit à sa patrie la vérité. J'aime mon pays ainsi que Pierre le Grand m'a appris à l'aimer. Je n'ai point, je l'avoue, ce patriotisme béat, ce patriotisme paresseux qui s'arrange pour voir tout en beau, qui s'endort sur ses illusions et dont, malheureusement, beaucoup de bons esprits sont affligés de nos jours. Je pense que, si nous sommes venus après les autres, c'est pour faire mieux que les autres. »

Il pense que la profonde solitude où se trouve depuis si longtemps la Russie lui servira peut-être pour l'accomplissement de sa mission future, car « toujours les grandes choses sont venues du désert ».

II. — Un demi-siècle plus tard, l'esprit catholique brille en Russie dans les œuvres d'un autre remarquable penseur, Vladimir Soloviev, que j'ai déjà eu l'occasion de citer. Son biographe et commentateur français, M. J.-B. Séverac, dit que « Vladimir Soloviev a mérité d'être qualifié de « premier philosophe « russe ». Et, en effet, jusqu'à lui, la Russie n'a pas eu de philosophe au sens qu'a ce mot dans l'Europe occidentale. »[1] Il y a là de l'hyperbole ; on doit recon-

1. J.-B. Séverac, *Vladimir Soloviev*. Introduction et choix de textes (Paris, sans date), p. 14.

naître cependant que Soloviev fut une des figures les plus originales de la Russie à la fin du XIX[e] siècle.

Né en 1853 et mort en 1900, V. Soloviev a laissé, en dehors de ses œuvres philosophiques, le souvenir d'une grande honnêteté et d'un grand courage moral. N'étant point révolutionnaire, il élevait la voix contre toutes les injustices et combattait pour la liberté. Après l'assassinat d'Alexandre II (13 mars 1881), alors qu'on attendait l'exécution des terroristes accusés de cet acte, Soloviev prononça un discours public où il invita le successeur d'Alexandre II à gracier les meurtriers de son père :

« Aujourd'hui, dit-il, on juge les régicides, et ils seront probablement condamnés à mort. Mais le tsar peut les gracier, et, si, réellement, il sent le lien qui l'attache au peuple, il doit le faire. Le peuple russe ne connaît pas deux vérités. Or la vérité de Dieu dit : « Ne tue pas. » Voici le moment solennel de la justification ou de la condamnation. Que le tsar montre qu'il est avant tout un chrétien. Mais, s'il transgresse les commandements de Dieu, s'il entre dans cette voie sanguinaire, le peuple chrétien ne peut plus le suivre. »

Pour ces paroles généreuses, Soloviev perdit sa chaire de professeur de philosophie à l'université de Pétersbourg et dut « désormais mener une existence incertaine et errante, dont sa plume lui fournissait les moyens ».[1]

Je ne peux pas exposer ici la philosophie de Soloviev dans tout son ensemble. Ce qui nous intéresse le plus, ce sont ses idées sur l'histoire et la religion, sur le rôle de la Russie dans le monde et ses rapports avec l'Occident. Mais il est à remarquer que la philosophie générale de Soloviev se rattache à sa philosophie de l'histoire, à sa conception des rapports entre la Russie et l'Europe :

1. J.-B. Séverac, *op. cit.*, p. 12.

« Les résultats nécessaires et derniers du développement de la philosophie occidentale, écrit-il (dans son livre la *Crise de la philosophie occidentale*), sont l'affirmation, sous la forme de la connaissance rationnelle, des mêmes vérités qui, sous la forme de la foi et de la contemplation spirituelle, avaient été affirmées par les grands dogmes de l'Orient (de l'Orient antique pour une part, mais surtout de l'Orient chrétien). Ainsi la philosophie la plus récente, avec la perfection logique de sa forme occidentale, tend à rejoindre la contemplation orientale. D'un côté, elle s'appuie sur les données de la science positive ; de l'autre côté, elle donne la main à la religion. La réalisation de cette synthèse universelle de la science, de la philosophie et de la religion... doit être le but suprême et le résultat dernier de l'évolution de la pensée. »

On voit qu'un problème même purement métaphysique devient vivant pour V. Soloviev et le conduit à la recherche d'un rapprochement entre l'Orient et l'Occident.

Quant à la distinction entre l'esprit oriental et l'esprit occidental, elle est établie par Soloviev presque dans les mêmes termes que par Tchaadaev, qui la définit comme suit :

« Le monde fut de tout temps partagé en deux parts : l'Orient et l'Occident. Ce n'est point là seulement une division géographique... ce sont deux principes qui répondent aux deux forces dynamiques de la nature, deux idées qui embrassent toute l'économie du genre humain. C'est en se concentrant, en se recueillant, en se renfermant en lui-même que l'esprit humain se construisit en Orient; c'est en s'épandant au dehors, en rayonnant dans tous les sens, en luttant contre tous les obstacles qu'il se développe en Occident. La société se constitua naturellement sur ces données primitives. En Orient, la

pensée, retirée en elle-même, réfugiée dans le repos, cachée dans le désert, laissa le pouvoir social maître de tous les biens de la terre ; en Occident, l'idée, se projetant partout, embrassant tous les bonheurs, fonda le pouvoir sur le principe du droit... L'Orient vint le premier et versa sur la terre des flots de lumière du sein de sa méditation solitaire ; puis vint l'Occident, qui, avec son immense activité, sa vive parole, son analyse toute-puissante, s'empara de ses travaux, acheva ce que l'Orient avait commencé et l'enveloppa enfin dans sa vaste étreinte. »[1]

Soloviev est moins sévère pour le passé de la Russie que Tchaadaev : au début de son existence philosophique et littéraire, il subit le pouvoir de la slavophilie. A cette époque-là, il ne demandait pas (comme Tchaadaev l'avait fait) la soumission de l'Orient à l'Occident, de la Russie à l'Europe, de l'orthodoxie au catholicisme ; il parlait d'une « synthèse ».

Ainsi, dans ses conférences sur l' « Humanité-Dieu », il disait que, dans l'histoire de la chrétienté, l'Eglise d'Orient représente le principe divin ; l'Eglise d'Occident, le principe humain. Avant de devenir l'agent fécondant de l'Eglise, la raison doit s'écarter d'elle pour pouvoir développer librement toutes ses forces. Une fois que le principe humain s'est complètement individualisé et a senti la faiblesse où le laisse son isolement, il peut entrer librement en conjonction avec le fondement divin du christianisme, conservé dans l'Eglise d'Orient, et, par cette libre conjonction, enfanter l'humanité spirituelle. Ces paroles datent de 1879 ; mais, dix ans plus tard, il proclama la suprématie du catholicisme sur l'orthodoxie et en tira toutes les déductions pratiques.

Soloviev se demande quelle est la raison d'être de la Russie dans le monde. Il distingue trois phases

1. P. Tchaadaev, Œuvres, pp. 137-138.

principales dans l'histoire de la Russie. La première est la formation d'une grande monarchie nationale; elle se termine sous le tsar Alexis, père de Pierre le Grand. Ce dernier ouvre la phase suivante, en initiant son pays à la science occidentale. Mais il s'agissait de savoir ce que la Russie aurait à faire après être sortie de la barbarie et vers quel but elle doit marcher maintenant.

Soloviev n'est satisfait ni de la réponse des slavophiles ni de celle des simples « patriotes » positivistes. Aux premiers, convaincus que la Russie orthodoxe se suffit à elle-même et n'a rien à demander à « cet Occident en décadence », Soloviev fait observer qu'ils réduisent ainsi l'objectif final et la raison d'être du genre humain à l'existence d'une seule nation.

« On nous propose, écrit-il, un retour à l'ancien judaïsme avec cette différence que le rôle exceptionnel du peuple juif dans les desseins de la Providence est attesté par la parole de Dieu, tandis que l'importance exclusive de la Russie ne peut être affirmée que sur la parole de certains publicistes russes dont l'inspiration est loin d'être infaillible. »[1]

Quant à la théorie des « patriotes plus prosaïques » qui, « réagissant contre cette poésie vague et stérile du panslavisme », prétendent qu'il n'est pas indispensable pour un peuple de porter en soi un certain idéal et qu'on doit tout simplement travailler à rendre son pays riche et puissant, sans lui assigner une tâche supérieure dans l'humanité, « elle revient à dire, pense Soloviev, que les nations vivent du seul pain quotidien, et cela n'est ni vrai ni désirable ». Soloviev croit que « les peuples historiques ont vécu non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour l'humanité entière, en achetant par des œuvres immortelles le droit d'affirmer leur nationalité ». « On ne demande

1. V. Soloviev, *la Russie et l'Église universelle.* (Paris, 1889), p. 9.

pas quelle mission historique ont les Achantis ou les Esquimaux », mais « la Russie moderne, qui, depuis deux cents ans, ne cesse de se manifester sur la scène de l'histoire universelle, cette Russie ne devrait pas oublier complètement où elle va ni ce qu'elle compte faire ». Donc il faut savoir quelle idée la Russie apporte au monde, comment elle a contribué, comment elle entend contribuer encore au bien de l'humanité entière.

La réponse que Soloviev donne à cette question résulte de ses idées générales. Chrétien convaincu et sincère, il croyait que l'histoire humaine est une « incarnation du Verbe », une réalisation graduelle de la volonté divine dans la vie des hommes. Mais l'incarnation du Verbe, la réalisation de la volonté divine ne se produisent pas par le moyen d'un homme isolé, mais par celui de la société humaine, qui doit être une théocratie, c'est-à-dire être basée sur le principe religieux et dirigée par un pouvoir ecclésiastique.

Dans son original ouvrage *la Russie et l'Eglise universelle*, qu'il a dû faire paraître en 1889 en français, parce qu'en Russie la censure ecclésiastique n'aurait pas toléré la publication d'un livre si imbu de catholicisme, Soloviev compare entre elles les deux Eglises chrétiennes existantes et les assimile aux deux saints d'une jolie légende populaire russe.

Ces deux saints, saint Nicolas et saint Cassien, envoyés du paradis pour visiter la terre, aperçurent un jour sur leur chemin un pauvre paysan dont la charrette, chargée de foin, était profondément embourbée et qui déployait des efforts infructueux pour faire avancer son cheval.

— Allons donner un coup de main à ce brave homme, dit saint Nicolas.

— Je m'en garderai bien, répondit saint Cassien : j'aurais peur de salir ma chlamyde.

— Attends-moi alors ou poursuis ton chemin sans moi, dit saint Nicolas.

Et, bravement, s'enfonçant dans la boue, il aida vigoureusement le paysan à dégager sa charrette.

Lorsque, la besogne terminée, saint Nicolas rejoignit son compagnon, il était tout crotté, et sa chlamyde, salie et déchirée, ressemblait à un vêtement de pauvre. Grande fut la surprise de saint Pierre lorsqu'il le vit arriver en cet état à la porte du paradis.

— Eh ! qui t'a arrangé de cette façon? demanda-t-il.

Saint Nicolas raconta le fait.

— Et toi, demanda saint Pierre à saint Cassien, n'étais-tu pas avec lui dans cette rencontre?

— Oui, mais je n'ai pas l'habitude de me mêler de ce qui ne me regarde pas, et, avant tout, j'ai songé à ne pas ternir la blancheur immaculée de ma chlamyde.

— Eh bien, dit saint Pierre, toi, saint Nicolas, pour ne pas avoir eu peur de te salir en tirant de peine ton prochain, tu seras fêté dorénavant deux fois chaque année et tu seras considéré comme le plus grand des saints après moi par tous les paysans de la sainte Russie. Et toi, saint Cassien, contente-toi du plaisir d'avoir une chlamyde immaculée. Tu n'auras ta fête que les années bissextiles : une fois tous les quatre ans[1].

« L'Oriental prie, l'Occidental prie et travaille. Lequel des deux a raison? » demande Soloviev. Et il répond :

« Jésus-Christ a fondé son Eglise visible non seulement pour contempler le ciel, mais aussi pour travailler sur la terre et pour combattre les portes de l'enfer. Il a envoyé ses apôtres non pas dans le désert et la solitude, mais dans le monde, pour le conquérir

1. L'Église orthodoxe célèbre la fête de saint Nicolas le 6 mai et le 6 décembre, la fête de saint Cassien le 29 février.

et le soumettre au Royaume qui n'est pas de ce monde, et Il leur a recommandé non seulement la pureté des colombes, mais aussi la prudence des serpents. »[1]

Partant de là, Soloviev croit que, si l'Orient a une *Eglise qui prie*, il n'a pas une *Eglise qui agit* et qui travaille à réformer toute la vie sociale des nations selon l' « idéal chrétien ». Pour accomplir la vraie volonté du Christ, l'Eglise orientale doit accepter franchement le catholicisme pour compagnon et *pour guide* dans son voyage terrestre.

Soloviev critique très sévèrement la situation actuelle de l'Eglise orthodoxe, dans laquelle, dit-il, il n'existe pas de gouvernement vraiment spirituel. L'Eglise orthodoxe se trouve dans la complète dépendance du pouvoir d'Etat, et, d'après l'expression du slavophile Ivan Axakov, citée par Soloviev, elle « apparait comme un espèce de bureau ou de chancellerie colossale qui applique à l'office de paître le troupeau du Christ tous les procédés du bureaucratisme allemand, avec toute la fausseté officielle qui leur est inhérente... Le gouvernement ecclésiastique est organisé comme un département d'administration laïque. Le glaive spirituel — la parole — se couvre de rouille, remplacé par le glaive de l'Etat, et, à l'enceinte de l'Eglise, au lieu des anges de Dieu en gardant les entrées et les issues, on voit des gendarmes et des inspecteurs de police, ces gardiens des dogmes orthodoxes, ces directeurs de notre conscience. »[2]

1. V. Soloviev, *la Russie et l'Église universelle*, Paris, 1889, p. 4.

2. Ivan Axakov, Œuvres, tome IV, p. 84. Soloviev cite aussi, d'après Axakov, l'histoire des aiguillettes *(achdselband)* d'aide de camp général dont a été décoré (sous Paul Ier) Mgr Irénée, archevêque de Pskov et membre du Saint-Synode, et qui représentent d'une manière significative les rapports de l'Église et de l'Etat en Russie.

Pour V. Soloviev, une pareille situation est inconciliable avec la dignité spirituelle de l'Eglise, avec son origine divine, avec sa mission universelle. Mais, pour en sortir, l'Eglise orthodoxe n'a qu'une seule voie : l'union avec l'Eglise catholique. Le fond populaire de foi est identique dans l'orthodoxie et le catholicisme. En vertu de l'Evangile et de l'histoire, c'est l'Eglise catholique qui doit diriger. Une longue analyse à laquelle il soumet le texte de l'Evangile et les délibérations des conciles, etc., mène Soloviev à la conclusion que la papauté romaine est vraiment chargée par le Christ de le représenter sur la terre, et, comme « au Christ, à l'être un, centre de tous les êtres, doit correspondre l'Eglise, collectivité aspirant à l'unité parfaite », l'orthodoxie doit se réconcilier avec le catholicisme et se soumettre au pouvoir du pape. Dans sa « paternité spirituelle » se réalisera l'unité du genre humain. Nous accomplirons alors la volonté du Christ, qui, « en réunissant tous ses disciples dans une même communion, n'a pas voulu s'arrêter devant les divisions nationales. Il a étendu sa fraternité sur toutes les nations. Et, si cette communion mystérieuse du corps divin est véritable et réelle, nous devenons, en y participant réellement, des frères sans distinction aucune de race et de nationalité. »

Donc, en se réunissant au catholicisme, l'Eglise orthodoxe et toute la Russie avec elle acquièrent la possibilité de participer à la grande œuvre de l' « incarnation du Verbe », de la perfection de la nature humaine et de la société.

Herzen a dit de Tchaadaev qu'en lui s'est personnifié le « côté raisonnable et social du catholicisme ». On pourrait en dire autant de Soloviev. Sa foi religieuse, son mysticisme même sont orientés vers le bien et le bonheur des hommes.

Mais ni Tchaadaev ni Soloviev, malgré toute la

puissance de leur originalité, n'ont pu s'emparer de la pensée russe, qui resta, en général, très éloignée de la route suivie par ces deux philosophes remarquables, tourmentés pendant toute leur vie par le grand problème des rapports entre l'Orient et l'Occident, entre la Russie et l'Europe, dont ils crurent avoir trouvé la solution dans la fusion religieuse de l'une avec l'autre.

CHAPITRE V

I. La philosophie idéaliste allemande. Le hégélianisme. — II. Bielinsky. L'influence de Schelling et de Fichte. — III. Bielinsky, hégélien de droite et conservateur. Son antipathie pour les idées françaises. — IV. La conversion de Bielinsky. La supériorité française. Les aspirations sociales.

I. — Un poète français a dit que, quand on n'a pas de point d'appui dans le ciel, on tourne ses regards vers la terre. Cet aphorisme est juste aussi dans le sens inverse. Quand on n'a rien pour s'appuyer sur la terre, on se retourne vers le ciel. La vie intellectuelle de la Russie le prouve clairement.

Au deuxième quart du XIX[e] siècle, après l'écrasement du mouvement décembriste, les aspirations politiques et concrètes ayant été étouffées violemment, s'ouvrit une ère de spéculations abstraites et nébuleuses. Ce fut celle du *hegelianstvo* russe, c'est-à-dire du culte de Hegel et de la philosophie idéaliste allemande en général. Aux récentes sociétés politiques secrètes, discutant les Constitutions française, anglaise, espagnole et américaine, succèdent des cercles philosophiques qui tuent le temps à discuter les plus complexes problèmes de la métaphysique.

« Il n'y a pas un seul paragraphe dans toutes les trois parties de la *Logique* de Hegel, dans les deux parties de son *Esthétique*, dans son *Encyclopédie*, etc., qui n'ait fait la matière de disputes furieuses pendant plusieurs nuits. Des gens qui s'aimaient, se

brouillaient pour des semaines entières à cause d'un désaccord sur la définition de l' « esprit interceptant », prenaient pour offense personnelle une opinion sur la « personnalité absolue » et sur son existence autonome. Toutes les brochures, jusqu'aux plus insignifiantes, paraissant à Berlin et autres foyers provinciaux de la philosophie allemande, où Hegel était seulement mentionné étaient achetées et lues jusqu'à être trouées, jusqu'à être tachées, jusqu'à tomber en lambeaux, en quelques jours. »

Telle est la description pittoresque faite de la vie de ces cercles philosophiques par Herzen, qui y avait été activement mêlé.

La philosophie idéaliste allemande exerça sur la société russe un empire très grand et très fécond qui lui rendit le service de développer en elle le goût de la pensée abstraite et l'habitude du raisonnement logique. Certains de ses adeptes devinrent de véritables « monstruosités par leur dialectique serrée et par leur perception lumineuse des idées dans leur essence » (c'est l'opinion de Proudhon sur Bakounine). Cette pratique de la « dialectique » libéra la jeunesse russe de beaucoup de préjugés et de la soumission docile aux croyances naïves de ses pères. Réservant à l'homme la place suprême dans le système du monde (« l'homme est le couronnement de la nature »), l'idéalisme allemand fortifiait chez eux l'idée de la dignité humaine.

Mais la philosophie allemande avait un côté négatif et dangereux. Les disciples russes de Fichte, considérant le « monde extérieur » comme un produit de l'esprit humain, étaient entraînés à un subjectivisme outré, concentraient tous les intérêts en leur « moi » et négligeaient la vie réelle. Schelling, qui avait enrichi de poésie la théorie de Fichte, et pour qui la nature est l'œuvre de l'imagination artistique et créatrice de l'homme, les poussait vers un « esthétisme »

exagéré. Même les formules de Hegel, dont la dialectique et la philosophie de l'histoire étaient pour Herzen et ses amis une « algèbre de la révolution », recélaient de grands dangers pour les esprits russes, comme nous le verrons plus loin.

Cette passion excessive pour la métaphysique allemande s'accompagnait souvent, chez nous, d'aversion pour les « idées françaises ». Heureusement, ce syndrôme ne fut que très passager, et ce sont les « idées françaises » qui, neutralisant les effets pernicieux de la philosophie allemande, permirent aux Russes de sortir de son labyrinthe sans y avoir laissé le meilleur de leurs sentiments humains.

II. — De 1830 à 1840, il y eut une grande abondance d'idées et d'hommes. C'est alors qu'entrèrent en mouvement les principaux courants de la littérature et de la philosophie. Il se leva une pléiade de noms illustres : les slavophiles Khomiakov, les frères Kireevsky, les frères Axakov, les *zapadniki* Granovsky, Bielinsky, Herzen, Ogariov, Stankievitch, Botkine. Le génie destructif de Bakounine se forma à cette époque-là, qui donna naissance aussi au roman et à la critique littéraire, guide, pendant de longues années, du goût et également de la vie sociale et morale.

Cette étonnante période ne saurait être bien connue sans une étude approfondie des œuvres de Vissarion Bielinsky : rien n'éclaire mieux les origines de l'occidentalisme et de la slavophilie et les forces d'attraction et de répulsion exercées par l'Europe sur la Russie.

Doué d'un esprit très vif et apportant une remarquable sincérité dans l'expression de sa pensée et de ses sentiments, ressentant d'une façon très aiguë toutes les impressions et toutes les impulsions, « Vissarion le Furieux » (comme l'appelaient ses amis) reflète dans son évolution et dans ses écrits les prin-

cipaux facteurs de la vie intellectuelle de 1830 à 1850.

Au début, Bielinsky est un partisan passionné du romantisme philosophique et esthétique de Schelling. Dans un article intitulé les *Rêveries littéraires* (ou l'*Élégie*), il suit presque textuellement les « définitions » de Schelling et parle du « monde divin, immense et beau, qui n'est autre chose que le souffle d'une idée unique et éternelle (de la pensée du Dieu unique et éternel) et qui se manifeste sous des formes innombrables, comme un grand spectacle de l'unité absolue dans une variété illimitée. Seul, le sentiment enflammé d'un mortel peut concevoir, à ses moments de clairvoyance, combien grand est le corps de cette âme de l'Univers, dont le cœur est fait de soleils énormes, dont les veines sont des voies lactées et dont le sang est l'éther pur ». Seuls, l'art et la poésie peuvent saisir l'essentiel de cette vie universelle : l'art est, pour Bielinsky, l'expression de la grande idée de l'Univers dans ses manifestations infiniment variables.

Le plaisir esthétique consiste, pour lui, en « un oubli momentané de notre « moi » dans une vive sympathie avec la vie universelle ».

L'histoire de l'humanité est aussi une série de manifestations de l'idée divine, et « chaque peuple joue, dans la grande famille du genre humain, son rôle particulier, qui lui est destiné par la Providence ». Ce romantisme historique et national n'a pas, chez Bielinsky, un caractère démocratique et populaire : « Notre physionomie nationale, dit-il, s'est le mieux conservée dans les couches inférieures de la population, mais la vie *supérieure* du peuple se concentre principalement dans ses plus hautes couches. » C'est de ces hautes couches que Bielinsky attend le progrès en Russie, et il en voit déjà des indices dans l'action éclairée des « dignitaires célèbres, aides du tsar sur le terrain difficile de l'administration », qui

viennent « aux temples de l'instruction russe » et montrent à la jeunesse russe « la voie conduisant à la civilisation basée sur l'orthodoxie, l'autocratie et l'esprit national »; dans « la noblesse reconnaissante », qui donne à ses enfants « une instruction solide »; dans la « classe des marchands », qui « s'instruit rapidement », dans « notre clergé », qui « prend une part active à l'œuvre sainte de l'instruction nationale ».

C'est avec le même optimisme que Bielinsky contemple le passé du peuple russe : il y trouve partout de bons phénomènes. Pour ce qui est de la littérature russe, principal sujet de l'*Élégie*, il en réprouve toutes les œuvres satiriques et pessimistes et se prononce en faveur de l' « art pur », c'est-à-dire qu'il réduit à rien les meilleurs monuments du génie national.

Cette exagération de lénitude et ce désir de ne voir en Russie que le bien juraient évidemment avec la réalité. Il suffira de dire que ce même comte Ouvarov, ministre de l'instruction publique, qui est le « dignitaire célèbre » désigné par Bielinsky exprima, dans une visite au « temple de l'instruction » (c'est-à-dire l'université de Moscou), le vœu que « la littérature russe cessât enfin d'exister », parce qu'il y voyait un véhicule des idées libérales; il croyait aussi que le devoir du gouvernement est de « multiplier les digues spirituelles partout où existe quelque possibilité de le faire ».

III. — Le désaccord criant entre les « rêveries littéraires » et le véritable état de choses ne pouvait pas manquer de tourmenter l'âme de Bielinsky. Il chercha un remède, ou plutôt un asile spirituel chez Fichte. Sous l'impulsion de Michel Bakounine, son ami, il adopta l'idéalisme fichtéen :

Dans une lettre à Bakounine, il écrit que « la vie idéale et la vie réelle se divisaient toujours dans ses conceptions », mais que, éclairé par Fichte, il a compris que « la vie idéale est précisément la vie réelle, positive et concrète, tandis que ce qu'on appelle la vie réelle n'est qu'une négation, un fantôme, un rien, une futilité ». Dans une autre lettre (1837), il dit qu' « en dehors de la pensée tout est fantôme, rêve ; seule, la pensée est substantielle et réelle. Qu'es-tu, toi-même ? Une pensée revêtue de chair... Qu'est-ce qui est le plus important : une idée ou un phénomène, une âme ou un corps ? L'idée est-elle un résultat du phénomène ? ou le phénomène est-il le résultat de l'idée ? Sans doute, le phénomène est un résultat de l'idée. »

Mettant ces théories en pratique, Bielinsky « s'enfuyait à toutes jambes dans les livres », comme il disait plaisamment plus tard ; il tâchait de s'enfermer dans la tour d'ivoire de la philosophie :

« Noie-toi, disparais dans la science et l'art, conseille-t-il à un de ses amis. Ne cherche pas Dieu dans les temples créés par les hommes, mais cherche-le dans ton cœur... La philosophie, voilà ce qui doit être l'objet de ton activité... Elle seule donnera la paix et l'harmonie à ton âme... Tu ne seras pas dans le monde, mais le monde sera en toi... Par-dessus tout, *quitte la politique* et redoute toute influence politique sur ton jugement. La politique, chez nous, en Russie, n'a aucun sens, et, seules, les têtes vides peuvent s'en occuper. »

Ce parti pris d'indifférence extérieure couvrait, comme toute affectation semblable, une tendance conservatrice :

« La Russie est encore dans l'enfance, écrit-il plus loin. Donner la liberté à un enfant, c'est le perdre. Donner la liberté à la Russie dans son état actuel, c'est la perdre... Ce n'est pas au Parlement qu'irait le

peuple russe libéré, mais au cabaret... Tout l'espoir de la Russie est dans l'instruction, et non dans les bouleversements, les révolutions et les Constitutions... »

Le conservatisme russe est toujours ennemi de la France. Bielinsky ne fait pas exception :

« Il y eut en France deux révolutions, écrit-il (en 1837) ; le résultat en est une Constitution, et voilà ! Dans cette France constitutionnelle, il y a beaucoup moins de liberté de penser que dans la Prusse autocratique. Et c'est parce que la liberté constitutionnelle est une liberté conventionnelle, tandis que la véritable liberté absolue se lève dans l'Etat à mesure que croît l'instruction, basée sur la philosophie, sur une philosophie spéculative et non empirique. »

Plus loin, il sévit contre la pensée française en ces termes :

« A bas la politique ! vive la science ! En France, et la science, et l'art, et la religion sont devenus, ou, pour mieux dire, ont toujours été l'instrument de la politique ; c'est pourquoi il n'y a là ni science, ni art, ni religion. Donc crains la science francaise, et surtout la philosophie française, crains-la plus même que la politique française... Les Français déduisent tout de l'état actuel de la société ; c'est pourquoi ils n'ont pas de vérités éternelles... Une philosophie basée sur l'expérience est un non-sens. Les Français contemporains se sont emparés des Allemands, mais ne les ont pas compris, parce qu'un Français ne peut jamais s'élever jusqu'à l'universalité... Donc que le diable emporte les Français ! Leur exemple ne nous a jamais rien valu que du mal. Nous avons imité leur littérature et nous avons tué la nôtre... L'Allemagne, voilà la Jérusalem de l'humanité moderne... A la Russie jeune et vierge l'Allemagne doit transmettre sa vie de famille, et ses vertus

sociales, et sa philosophie, qui embrasse l'Univers... Nous devons prendre l'initiative de cette union avec l'Allemagne. »

Bielinsky, dans sa germanophilie et sa gallophobie, va jusqu'à louer le gouvernement réactionnaire de Nicolas I[er] de laisser pénétrer en Russie les « produits de la pensée allemande » et de proscrire les idées venant de France.

IV. — Dans sa phase suivante, l'évolution spirituelle chez Bielinsky est dominée par la philosophie de Hegel, ou, plus précisément, par une interprétation unilatérale et erronée de quelques propositions de Hegel. « Un monde nouveau s'est révélé à nous, écrit-il, pour rendre l'impression produite sur lui par l'hegelianisme. La force est le droit, et le droit est la force. Non, je ne peux pas te décrire avec quel sentiment j'ai entendu ces mots. Ce fut une libération. J'ai compris la chute des royaumes, la légalité des actions des conquérants; j'ai compris qu'il n'y a pas de force matérielle sauvage, de domination de la baïonnette et du glaive, qu'il n'y a pas d'arbitraire. Et la voilà finie, la mission de tuteur du genre humain que je m'étais donnée; et le rôle de ma patrie m'apparaît sous un nouvel aspect... Le mot de *réalité* est devenu pour moi synonyme du mot de *Dieu*... Celui-là est bienheureux qui sait éclairer la cuisine même de la pensée de l'infini. »

Comme on le voit, Bielinsky est toujours tourmenté par l'antinomie entre l'idée et la réalité. Et il tâche de les pacifier en reconnaissant pour nécessaire et légal tout ce qui existe. Il faut l'avouer, la philosophie historique de Hegel pouvait être interprétée dans le sens qu'il lui prêtait. Hegel dit : « Tout ce qui est réel est raisonnable, et tout ce qui est raisonnable est réel. » Cela signifie que

tout ce qui existe peut être expliqué par la raison, c'est-à-dire a des causes raisonnables. Et, de même, ce que la raison prévoit comme une nécessité logique de l'évolution est *réel*, c'est-à-dire sera réalisé dans l'avenir. Il en résulte que tout ce qui existe aujourd'hui peut et doit périr pour donner la vie à quelque chose de nouveau. Toute chose présente renferme le germe d'une chose future; chaque thèse suppose une antithèse.

L'erreur de Bielinsky était de n'apercevoir qu'un seul côté de la formule hegelienne: « tout ce qui est réel est raisonnable ». Et cette faute de vision le conduisait logiquement à justifier l'ordre existant comme « nécessaire » et « légal », erreur d'autant plus excusable que Hegel lui-même donnait à sa philosophie historique cette interprétation (au moins officiellement) et approuvait le régime prussien parce que « raisonnable ».

Il n'est donc pas étonnant que Bielinsky ait glissé sur la pente. Homme sincère, ardent et qui « savait ne pas pâlir devant les plus formidables déductions », il tâcha de s'accorder complètement avec la vie réelle, avec toutes ses violences, ses injustices et ses bassesses, avec la « baïonnette », le « glaive » et la « cuisine », et de démontrer que « tout ce qui existait dans son pays était « raisonnable ». Il eut le courage de ne pas garder ses opinions pour son usage personnel et les exposa dans une série d'articles retentissants. Dans un de ces articles, consacré à l'anniversaire de la bataille de Borodino, Bielinsky tient l'histoire de l'Etat russe pour la manifestation de la « substance mystérieuse » du « royaume de l'Infini ». L'Etat n'est pas une institution humaine, mais une émanation de la divinité. Le pouvoir autocratique n'est pas né d'une élection ou d'un contrat (comme « dirait un petit abbé libéral français »). Ce pouvoir, « renfermant en soi toutes les volontés indivi-

duelles », est une « transformation de la monarchie de la raison éternelle ». Le nom même du monarque est une chose mystique et sacrée. Les besoins et les désirs des individus ne doivent pas être pris en considération, parce qu'un monde objectif doit vaincre un monde subjectif. Tout est raisonnable et nécessaire. Ceux qui ne le pensent pas et se révoltent contre les souffrances et les injustices ne sont que des « martyrs volontaires » et insensés. Un poète ou un artiste ne doit pas s'intéresser au monde contemporain, qui n'est qu' « un commencement sans milieu et sans fin ». Les moralistes sont « des vampires qui tuent la vie par le froid de leur toucher et tentent d'enchaîner l'Infini dans les cadres étroits de leurs définitions raisonnées, mais non raisonnables ».

La littérature française, étant loin de ce détachement presque extrahumain, essuie les attaques violentes de Bielinsky. Les œuvres de Racine et de Molière ne sont pour lui que « de plates sentences dans des vers plats »; Voltaire est un « impudent railleur de toutes les choses saintes et sacrées pour l'humanité »; Victor Hugo et Eugène Sue sont des « adorateurs de la violence des passions bestiales » et des « bouchers qui se posent en tragédiens et en romanciers »; George Sand ne s'occupe que d'introduire dans la littérature les idées sectaires du saint-simonisme, qui nous entraînent à « l'anéantissement des liens sacrés du mariage, de la parenté et de la famille » et « transforment l'État d'abord en théâtre d'une orgie bestiale et impudente, ensuite en un fantôme formé de mots en l'air ».

Il est à remarquer qu'à cette période Bielinsky avait une grande antipathie pour les écrivains français, et aussi pour ceux des écrivains allemands chez lesquels il constatait la même tendance à la révolte et au « moralisme » que chez les Français. Plus tard, il a dit de Schiller, ce « Hugo allemand » :

« Schiller était alors mon ennemi personnel, et j'avais beaucoup de peine à retenir ma haine pour lui et à rester dans les limites des convenances auxquelles je pouvais me plier. Pourquoi cette haine ? Pour son point de vue moral et subjectif, pour l'horrible idée du devoir, pour l'héroïsme abstrait, pour la guerre à la réalité, pour tout ce qui me faisait souffrir à l'évocation de son nom. »

V. — Les thèses conservatrices et presque serviles professées par Bielinsky provoquèrent un vif mécontentement parmi la jeunesse lettrée de Moscou; et quelques-uns de ses amis rompirent avec lui, Herzen entre autres. Mais, heureusement pour lui et pour la pensée russe, le temps de sa « réconciliation » avec la réalité, ou plutôt de sa résignation, ne fut pas long. A la fin de 1839, Bielinsky, ayant quitté Moscou et étant venu habiter Pétersbourg, put y observer dans ses pires états la « réalité russe », due au « byzantinisme militarisé » de Nicolas Ier. Et, dès le mois de novembre 1839, il écrit à son ami Botkine : « Piter (*nom populaire de Pétersbourg*) a un don extraordinaire d'offenser tout ce qu'il y a de saint dans un homme. » Et, plus loin : « Plus je vis et je pense, plus mon amour pour la Russie devient intime; mais je commence à comprendre que mon affection pour la Russie va à son essence, tandis que sa modalité tangible commence à me mettre au désespoir : c'est sale, dégoûtant, révoltant et inhumain. » Au commencement de l'année suivante, il écrit au même ami que « Pétersbourg a été pour lui un horrible rocher où s'est heurtée sa bonhomie ». Il trouve que « c'était nécessaire ». Il souffre de la rupture avec ceux qui avaient repoussé sa théorie de la conciliation, et il renie ses aspirations abstraites, sa « vie dans les livres ». « Les Français me dégoûtent comme auparavant, écrit-il, mais l'idée sociale m'a

pris plus fortement... Tout ce qu'on voit révolte l'âme, offense les sentiments... Non, que le diable emporte toutes les aspirations et toutes les fins supérieures. Nous vivons en un temps terrible; le destin nous oblige à faire abnégation de nos intérêts personnels; nous devons souffrir pour que nos petits-enfants puissent mieux vivre. »

Dans une lettre à K. Axakov, il déclare (juin 1840) que « la réalité scientifique est la réalité de la vie », qui doit être le fondement de la science. Il renonce à ses idées récentes sur la Russie et son passé; il déclare qu'il « payerait très cher pour pouvoir anéantir » ce qu'il a écrit là-dessus. « La Chine est un Etat répugnant, mais encore plus répugnant est l'Etat où existent de riches éléments de vie et qui est serré dans des chaînes de fer. » Peu après, il abjure définitivement toute son ancienne philosophie :

« Je maudis mon abominable tendance à la conciliation avec l'abominable réalité! Vive le grand Schiller, noble avocat de l'humanité, étoile lumineuse du salut, qui a émancipé la société des sanglants préjugés traditionnels!... La personnalité humaine est pour moi, aujourd'hui, au-dessus de l'histoire... Je ne me réconcilierai pas avec la plate réalité... La réalité, c'est un bourreau... La négation constitue notre droit historique... et, sans lui, toute l'histoire de l'humanité deviendrait une mare stagnante et fétide... Et les énormités que je vomissais contre les Français, ce peuple énergique et généreux qui verse son sang pour les droits les plus sacrés de l'humanité... Bien entendu, les Français ne comprennent pas l'absolu dans l'art, ni dans la religion, ni dans la science, et il ne leur appartient pas de le faire. L'Allemagne est une nation d'absolu, mais c'est un Etat honteux... Bien entendu, en France, il y a beaucoup de braillards et de phraseurs, mais, en Allemagne, il y a beaucoup

de *hofräthe*, de philistins, de charcutiers et autres *reptiles.* » Et Bielinsky se réjouit de voir que « les Allemands ont enfin deviné ce que sont les Français », que, progéniture des idées françaises, « apparaît chez eux cette noble compagnie d'enthousiastes de la liberté connue sous le nom de la « jeune Allemagne », en tête de laquelle se trouve Heine, personnalité si admirable, si belle ».

En 1841, il corrige son hegelianisme : « Je soupçonnais déjà depuis longtemps que la philosophie de Hegel n'est qu'un facteur, quoique grand ; mais le caractère absolu de ses déductions ne vaut rien ; plutôt mourir que les adopter... Le subjectif chez Hegel n'est pas un but en soi, mais un moyen momentané de manifester l'objectif; et cet objectif apparaît, chez lui, dans ses rapports avec le subjectif, comme une espèce de Moloch, car, après un court séjour en lui, il le quitte comme un vieux pantalon... Le sort du subjectif, de l'individu, de la personnalité est, pour moi, plus important que les destins de l'Univers et la bonne santé de l'empereur chinois, c'est-à-dire de l'*Allgemeinheit* hegelienne... Je vous remercie beaucoup, Yegor Fedorovitch, continue-t-il, dans une apostrophe plaisante à Hegel. Je salue votre bonnet philosophique, mais, avec toute l'estime qui convient à votre philosophie philistine, j'ai l'honneur de vous déclarer que, si j'avais la chance de monter jusqu'au degré le plus élevé de l'échelle de l'évolution, je vous demanderais, même là, compte de toutes les victimes de la vie et de l'histoire... Autrement, je me jetterais du haut de l'échelle. Je ne veux pas du bonheur, fût-il gratuit, si je ne suis pas tranquille pour tous mes frères de sang... On dit que la désharmonie est une condition de l'harmonie ; c'est très avantageux et agréable pour des mélomanes, mais non pour ceux, sans doute, dont le propre sort doit fournir la désharmonie. »

Bielinsky explique avec beaucoup de profondeur et de finesse la crise qu'il a subie et la différence essentielle entre la pensée allemande et la pensée française :

« En cherchant une issue, nous nous étions précipité avidement dans la charmante sphère de la contemplation allemande et nous espérions nous créer un monde agréable, plein de chaleur et de lumière, un monde de vie intérieure. Nous ne comprenions pas que ce subjectivisme contemplatif a un intérêt objectif pour la nationalité allemande, qu'il est pour les Allemands la même chose que, pour les Français, le sentiment social. » La réalité nous a réveillé », continue-t-il ; et il se range du côté des Français : « Le sentiment social... voilà ma devise. Que m'importe que l'universel vive si l'individu souffre? Que m'importe que, sur la terre, le génie habite les cimes si la foule se vautre dans la boue? Que m'importe que je comprenne l'Idée, que le monde de l'Idée se révèle à moi dans l'art, dans la religion, dans l'histoire si je ne peux pas partager tout cela avec ceux qui devraient être mes frères de par l'humanité... mais qui me sont étrangers et hostiles par leur ignorance? Que m'importe que le bonheur existe pour une élite si la majorité ne soupçonne pas même la possibilité du bonheur? Loin de moi le bonheur s'il est mon bien à moi seul parmi les milliers d'hommes! Je n'en veux pas s'il ne m'est pas commun avec mes frères ! »

Bielinsky applaudit aux critiques lancées contre les abstractions conservatrices de Hegel par les hegeliens de gauche : il y voit « la preuve que même les Allemands ont dans l'avenir la possibilité de devenir des hommes et de cesser d'être des Allemands ». Son opinion sur la littérature française se transforme aussi. Il s'incline devant Voltaire (« quelle noble personnalité ! » s'écrie-

t-il), devant George Sand (« prophète inspiré, défenseur énergique des droits de la femme ») ; il admire les saint-simoniens. Mais il garde toute l'indépendance de sa pensée et de son jugement : par exemple, il est implacable envers Rousseau, dont il réprouve la vie privée, envers Auguste Comte, chez qui il ne trouve pas même des « traces de génie », etc.

Dans une lettre écrite en 1846, il dit de lui-même : « Je suis une nature russe ; je ne veux même pas être français, quoique j'aime et estime la nation française plus que les autres. La personnalité russe n'est jusqu'ici qu'un embryon, mais que d'ampleur et de force il contient ! combien étouffantes et épouvantables lui paraissent toute médiocrité et toute étroitesse ! » Bielinsky regarde l'esprit de critique, d'insoumission et de négation comme le don le plus précieux de l'âme russe, et, au sujet de ses anciens hommages à la réalité, il dit :

« Ce qui existe est raisonnable ? Mais un bourreau existe aussi, et son existence est raisonnable et réelle ; néanmoins il est abominable et repoussant.. La négation, voilà mon dieu. Dans l'histoire, mes héros sont les destructeurs de l'ancien : ce sont Luther, Voltaire, les encyclopédistes, les terroristes français, Byron (Caïn), etc. La raison est aujourd'hui pour moi supérieure au raisonnable ; c'est pourquoi je place les blasphèmes de Voltaire au-dessus de toute obéissance à l'autorité, à la religion, à la société. »

La métamorphose accomplie chez Bielinsky se reflète de la manière la plus complète dans sa lettre à Gogol, qui restera toujours parmi les plus remarquables modèles de la littérature russe. Gogol, célèbre écrivain satirique, reniait tout ce qu'il avait pensé de la Russie, rétractait toutes les justes accusations qu'il avait portées contre ses maux et exhortait les hommes de pensée à la résignation mystique,

à l'humilité, à la paix avec l'Eglise orthodoxe et le pouvoir autocratique. Bielinsky lui adressa une réponse écrasante, où il dit que « la Russie ne voit pas son salut dans le mysticisme, ni dans l'ascétisme, ni dans le piétisme, mais dans les succès de la civilisation, de la lumière, de l'humanité ».

A la fin de ses jours, Bielinsky commença à être gagné par la philosophie de Feuerbach d'une part, par le fouriérisme de l'autre. Mais, au printemps de 1848, la phthisie, cette maladie professionnelle des écrivains russes, le mit au tombeau. La mort vint à propos pour le soustraire aux persécutions. Le gouvernement de Nicolas Ier, qui n'avait rien à reprocher à son conservatisme hegelien, ne pouvait pas tolérer ses convictions nouvelles. Et, au moment même de son agonie, les gendarmes arrivèrent chez lui pour l'arrêter. Mais il n'était plus temps.

CHAPITRE VI

I. Bakounine germanophile et conservateur. — II. Les slavophiles. Leur attitude devant l'européanisation de la Russie. — III. Les éléments européens dans le *slavianophilstvo*. — IV. Les slavophiles et les *zapadniki*. — V. La crise de Herzen.

I. — La crise intellectuelle et morale subie par Bielinsky se répéta, avec des variations individuelles, chez un grand nombre de ses contemporains les plus éminents, car son histoire, si passionnante, est typique. C'est celle aussi de Michel Bakounine. Dans sa jeunesse, il appartint au milieu idéaliste de Bielinsky, sur qui son autorité était grande et qu'il poussa aux extrémités de l'idéalisme métaphysique allemand. Lui-même acceptait toutes les suites logiques de la philosophie hegelienne telle qu'il l'avait comprise et interprétée. Dans un article qu'il écrivit sur Hegel, il pousse peut-être encore plus loin que Bielinsky la glorification de la réalité et l'aversion pour les Français. Il parle avec dédain des « philosophications » empiriques de Voltaire, de Rousseau, de Diderot, de d'Alembert et d'autres écrivains français qui « se sont revêtus du titre tapageur et immérité de philosophes ». Il oppose les Allemands paisibles et ennemis des révolutions aux Français turbulents et incriminateurs. Dans un parallèle entre la mentalité et l'histoire des Allemands et celles des Français, Bakounine désapprouve « les scènes sanglantes et furieuses de la Révolution » il se plaît à reconnaître que « le profond sentiment religieux et esthétique du

peuple allemand » l'a sauvé de l'ouragan « abstrait et sans limites » qui « a secoué la France et a failli l'anéantir ». La soumission de Bakounine à la réalité est si complète qu'il cherche à justifier tous les maux et toutes les souffrances : « Oui, écrit-il, la souffrance est bonne : elle est cette flamme purifiante qui transforme l'esprit et lui donne la fermeté. »

A cette époque-là, Bakounine est fort conservateur quant à la Russie et au devoir des Russes. Il croit que la véritable éducation est celle qui « forme un homme russe véritable et tout dévoué au tsar » et que « l'acceptation de la réalité, sous tous les rapports et dans toutes les conditions de la vie, est le grand problème de notre temps ». Hegel et Gœthe sont pour lui « les chefs de cette réconciliation, de ce retour de la mort dans la vie ». Il faut donc suivre ces chefs et répudier les idées françaises contraires. « Chez le peuple français, la dernière étincelle de la Révélation s'est éteinte. Le christianisme, cette éternelle et immuable preuve de l'amour du Créateur pour ses créatures, est devenu un objet de raillerie et de mépris pour tous... La religion a disparu, emportant avec elle le bonheur et la tranquillité de la France... Sans religion, il ne peut y avoir d'État; et la Révolution a été la négation de tout État, de tout ordre légal... Toute la vie de la France n'est que la conscience du vide... Du nouveau ! L'ancien nous ennuie ! telle est la devise générale de la jeune France... Les Français sacrifient à la mode, leur seule déesse de tout temps, tout ce qu'il y a de saint, de vraiment grand dans la vie. »

Cette « maladie française » avait atteint, dit Bakounine, ces Russes instruits qui « se remplissent de phrases françaises, vaines, vides de sens, tuant l'âme dans son germe et en chassant tout ce qu'elle contient de saint et de beau ». Il faut donc que la société russe « abandonne ce bavardage » et s'allie au « monde

allemand avec sa conscience disciplinée » et à « notre belle réalité russe ».

Un des biographes russes de Bakounine a publié récemment de lui une lettre de jeunesse à ses parents. « Les Russes ne sont pas français, écrit-il. Ils aiment leur patrie, adorent leur monarque; sa volonté est pour eux une loi. Il ne s'en trouvera pas un seul parmi eux qui ne sacrifierait tous ses intérêts pour le bonheur du souverain et la prospérité de la patrie. »[1] Si l'on compare ce conservatisme extrême avec les opinions postérieures de Bakounine, avec sa propagande anarchiste, qui est trop connue pour que j'en parle ici, on constate que le revirement chez lui a été encore plus profond et plus violent que chez Bielinsky. Mais ce qu'il faut remarquer, c'est que non seulement il enlève Bakounine à la germanophilie, mais qu'il a pour cause le triomphe remporté en lui par la pensée française. Son passage de la vénération politique et religieuse à l'anarchisme, à l'athéisme et à d'autres doctrines « subversives » est déterminé par un changement radical de son jugement sur les conceptions des Allemands et celles des Français. De germanophile et francophobe, le voilà devenu francophile et germanophobe. Et, comme s'il voulait arborer sa foi nouvelle, il signe d'un pseudonyme français (Jules Elisard) le premier article où il proclame sa rupture avec ce qu'il avait glorifié et se réunit aux hegeliens de gauche[2].

II. — La lutte entre les philosophies européennes, qui a causé l'évolution de presque tous les esprits les plus remarquables, a donné naissance aussi et imposé

1. Cité d'après M. Kovalewski, la *Lutte de l'influence allemande contre l'influence française à la fin du XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe* (article dans le *Viestnik Yevropy*, 1915, X, Pétrograd).

2. Cet article parut dans les *Deutsche Jahrbücher* en 1842.

son attraction aux deux grands courants de la pensée russe: la slavophilie et l'occidentalisme.

Le *slavianophilstvo* eut pour principal prophète Konstantine Axakov, qui fut, d'après l'expression de son biographe (M. Venguerov) « le militant d'avant-garde » de ce mouvement. C'est K. Axakov qui le développe devant le grand public, tandis que ses coreligionnaires (les frères Kireevsky, Khomiakov et Samarine) se consacrent aux études historiques, philosophiques, religieuses, et atténuent parfois la théorie. Herzen a dit de lui qu'il « était intransigeant comme tout militant, parce qu'avec un éclectisme tranquille et pondéré on ne peut pas mener le combat ». Donc nous trouvons chez lui la slavophilie dans son expression la plus simple, la plus nette et la plus claire.

« Le monde n'a pas encore vu peut-être, déclare K. Axakov, cette force universelle au service de l'humanité tout entière qui lui apparaîtra chez la grande race slave, et chez les Russes en particulier. »

Pour lui, de même que pour d'autres slavophiles, « l'histoire russe a la valeur d'une histoire sainte. Elle sera lue comme une hagiographie ». Le docile peuple russe est l'élu de Dieu; « la doctrine du Christ est la base profonde de la vie du peuple russe », et « l'histoire du peuple russe est l'histoire de l'unique peuple chrétien au monde ».

L'Etat occidental « était fondé sur la coercition de la servitude et l'antagonisme »; chez nous, la vie du peuple avait un tout autre caractère: « La Russie est un pays tout à fait original et qui ne ressemble en rien aux Etats européens. » En Occident, le peuple est acquis à l'idéal de l'Etat; en Russie, il s'est épris d'un idéal moral. Les Etats les plus démocratiques d'Occident sont ceux qui heurtent le plus K. Axakov. Aux Etats-Unis, par exemple, il trouve, « au lieu du peuple, une machine étatiste faite d'hommes ». L'ordre exté-

rieur aux États-Unis est brillant, mais « l'éclat n'en est que superficiel ; un bel ordre y règne, mais c'est l'ordre d'une machine ». C'est-à-dire que la démocratisation de l'État n'a pas de bons effets. « La République est une tentative faite par le peuple pour être lui-même Etat, pour se transformer, dans son ensemble, en Etat. Il a donc essayé d'abandonner définitivement le chemin de la liberté morale, le chemin de la vérité intérieure pour entrer dans des voies extérieures, étatistes. »

La Russie a pris un tout autre parti : « La grâce divine est descendue sur la Russie, qui a accepté la foi orthodoxe, tandis que l'Occident a suivi la voie du catholicisme. » Contrairement à l'Occident, « la Russie n'a pas admis l'esclavage ; il n'y a chez elle ni libéralisme ni esclavage. C'est un pays libre. L'Occident a commencé par l'esclavage, a passé par la révolte et se vante de son insolent libéralisme, qui n'est que de l'insolence d'esclave ». La loi, l'obligation, l'Etat, en général, un « dogme extérieur » règne en Occident ; la libre conscience et la vérité intérieure, en Russie, où « l'État n'a jamais séduit le peuple, n'a pas flatté ses rêveries ». L'Occident est accoutumé au vice. Il y a une grande différence entre un péché et un vice. « Dans l'ancienne Russie il y avait des péchés, mais pas de vices. »

Il n'y avait dans l'ancienne Russie, d'après K. Axakov, ni aristocratie ni paganisme. L' « Etat » n'y domina jamais la « terre ». C'est seulement à la suite des réformes de Pierre I[er] que la norme extérieure d'Occident commence à asservir chez nous la norme intérieure de Russie. K. Axakov avait une véritable haine pour Pierre le Grand. Il lui a même lancé une poésie où il le décrit dans les termes suivants :

O grand génie, ô homme ensanglanté,
Loin, aux confins de la patrie,
Tu te tiens debout, dans l'éclat d'une gloire horrible,
Avec une hache couverte de sang...

Au nom de l'utilité et de la science
Empruntées à un pays étranger,
Plus d'une fois tes mains puissantes
Se sont empourprées du sang des tiens...

Toute la Russie, toute sa vie antérieure
A été méconnue par toi ;
Et sur ton œuvre démesurée
Le sceau de la malédiction est imprimé.

Tu as répudié Moscou sans pitié
Et, loin du peuple,
Tu as construit une ville solitaire :
Il ne vous était plus possible de vivre ensemble.

Dans une autre poésie (intitulée *Retour*), Axakov invite les Russes à retourner *chez eux*.

Arrachés par une main puissante,
Nous avons quitté notre patrie,
Nous nous sommes précipités au loin, enchantés par un [pays étranger,
Et, méprisant la vie de la terre natale...
... La nuée s'est dissipée ! Devant nos yeux
La Russie a reparu.
Finie, finie, la séparation poignante !
Le terme si désiré de l'exil est arrivé.
Les voix de la patrie se pressent dans l'âme,
Et le regard se fixe, avec amour, vers l'orient.
Il est temps de retourner chez soi... Le pays natal nous attend,
Pays grand dans sa souffrance muette.

Cette idée du « retour » revient dans un article où il dit ceci :

« Il faut retourner aux principes du pays natal. La voie de l'Occident est fausse; il est honteux de la suivre. Les Russes doivent être russes, prendre un chemin russe, le chemin de la foi, de la soumission, de la vie intérieure... Il faut se libérer entièrement de l'Occident, de ses principes aussi bien que de son orientation, de ses habitudes, de ses mœurs... en un mot, de tout ce qui porte la marque de son esprit. »

L'existence sociale et politique de la Russie ne doit pas avoir pour base une Constitution à l'européenne,

mais un accord moral entre le gouvernement et le peuple. « Au gouvernement les pouvoirs d'Etat illimités; au peuple la pleine liberté morale. Au gouvernement le droit d'agir et, par suite, de légiférer; au peuple le droit de juger et, en conséquence, de parler. »

Une « Assemblée de la terre » (*Zemsky Sobor*) convoquée par le gouvernement et ayant voix consultative, telle est le seul mode de « Constitution » admis par K. Axakov.

« On nous dira, écrit-il, que le peuple et le pouvoir peuvent se trahir l'un l'autre. Une garantie est donc nécessaire. Non, une garantie n'est pas nécessaire! Une garantie est un mal. Où une garantie est nécessaire, il n'y a pas de bien; que la vie disparaisse plutôt où il n'y a pas de bien. »

Regardant les manifestations de l'opinion publique, la liberté de la parole comme le principal droit du peuple, Axakov en présente une brillante défense: « Rien ne peut être plus nuisible que l'intrusion d'une force brutale dans les problèmes moraux, écrit-il. La seule arme de la vérité morale, c'est la libre conviction, c'est la *parole*. » La parole est pour lui « l'unique glaive de l'esprit », « le drapeau de l'homme sur la terre ». « Créée du son par l'homme même, toute pénétrée de conscience, la parole anime le monde visible, donne un corps au monde invisible. »

En général, les slavophiles de cette époque n'étaient pas réactionnaires subjectivement; et dans leur romantisme nationaliste et conservateur se discernent bien des traits démocratiques, dont le principal est l'antithèse du peuple « simple » et de la haute société, corrompue par l'Europe.

« Le simple peuple est la base de tout l'édifice social du pays. Et la source du bien-être matériel, et la source de la puissance extérieure, et la source de

la force et de la vie intérieures et, enfin, l'idée nationale demeurent dans le simple peuple. »

Il en est ainsi dans le monde entier. Mais, chez nous, en Russie, le rôle du simple peuple « est encore plus grand », parce que, chez nous, « lui seul est le gardien des assises nationales et historiques de la Russie; lui seul n'a pas rompu avec le passé, avec l'ancienne Russie ».

Axakov parle en termes très sarcastiques de la société instruite et européanisée, qu'il appelle « public » et qu'il oppose au simple peuple. La scission entre le « public » et le peuple est due aux réformes de Pierre Ier. Avant la construction de Pétersbourg, « il n'y avait pas de public chez nous, il y avait le peuple ». « Le public constitue notre lien permanent avec l'Occident et n'est qu'une déformation de l'entité peuple », dit Axakov.

Dans un article retentissant publié en 1857, il confronte le « public » et le peuple de Russie.

« Le public fait venir d'au delà de la mer des idées et des sentiments, des mazurkas et des polkas ; le peuple puise la vie à la source indigène. Le public parle français; le peuple parle russe. Le public porte un costume étranger; le peuple, un costume russe. Le public suit les modes parisiennes; le peuple a ses habitudes russes. Le public dort encore quand le peuple est éveillé depuis longtemps et travaille. Le public travaille (le plus ordinairement les pieds sur un parquet) quand le peuple dort ou se réveille déjà pour aller de nouveau travailler. Le public méprise le peuple; le peuple pardonne au public. Le public n'a que cent cinquante ans; le peuple a des années innombrables. Le public passe; le peuple est éternel. Et, dans le public, il y a de l'or et de la boue, et, dans le peuple, il y a de l'or et de la boue; mais, chez le public, la boue est dans l'or ; chez le peuple, l'or est dans la boue. »

Alexandre II, ayant lu cet article, trouva qu' « il était conçu dans un mauvais esprit ».

Dans une poésie (*A un humanitaire*), Axakov s'adresse aux hommes cultivés et les invite à renouer les liens avec le peuple, à « se retrouver en lui », à « se soumettre à la collectivité » ; qu'ils sachent que, « sans cela, ils ne sont que des égoïstes impuissants, que leur belle vie est vide, leurs aspirations inutiles et leurs rêves faux ».

III. — On pourrait croire que la slavophilie, nationaliste par excellence, est d'origine nationale. En réalité, le *slavianophilstvo* russe est objectivement beaucoup moins éloigné de l'européanisme que ses représentants ne l'étaient personnellement de l'Occident.

La slavophilie russe présente une grande analogie avec le nationalisme romantique d'Occident. Je ne partage pas l'opinion de Schulze-Gävernitz, qui cherche à assimiler le *slavianophilstvo* russe et le mercantilisme européen. Le mercantilisme était une théorie bourgeoise ; elle apparait pour la première fois en Russie sous Pierre Ier, à l'époque du premier « embourgeoisement ». Les slavophiles étaient, au contraire, des adversaires acharnés de la société bourgeoise et de l'État bourgeois d'Occident. Aussi combattaient-ils l'œuvre de Pierre Ier. Leurs dissertations sur le mal des « garanties écrites », sur la nécessité de l'accord moral entre gouvernants et gouvernés ne sont qu'une tentative d'embellir la théorie du « pouvoir paternel », théorie féodale et chère aux seigneurs, charmés de se considérer comme les « pères » de leurs serfs. Et ce n'est pas par une coïncidence fortuite que ces idées ont commencé à être professées au moment où le servage et le droit seigneurial en Russie étaient à la veille de disparaître.

La slavophilie est une adaptation russe de ce

romantisme qui fleurit dans toute l'Europe pendant la première moitié du XIXe siècle.

« La masse du public est accoutumée à considérer la naissance du *slavianophilstvo* comme un phénomène purement russe et original... Mais l'histoire intellectuelle de l'Europe établit que *presque aucun pays* ne fut exempt, en son temps, d'un mouvement analogue à notre *slavianophilstvo.* » Il y en eut un en Bohême, en Pologne, au Danemark, en Suède, et surtout en Allemagne, où, « associant leurs efforts, la poésie romantique et la philosophie préparèrent toutes les forces du mouvement germanophile : l'idéalisation du passé, fortifiée par le culte de ses souvenirs. La prédominance du principe religieux dans les légendes et la vie d'autrefois prêta son prestige à la piété maladive et au mysticisme ; la foi en la mission providentielle qui est la raison d'être du peuple allemand exalta le principe du nationalisme orgueilleux, en introduisant l'habitude de condamner résolument tout ce qui ne s'accorde pas avec ce principe... Au lieu de s'élancer dans l'espace immense d'un progrès étendu à l'humanité tout entière, la pensée s'enferme dans des enclos étroits, s'y débat comme enchaînée, reniant la loi éternelle de la marche en avant et plaçant ses idéaux en arrière... On sait à quelles tristes fins aboutirent les romantiques, de quel fanatisme religieux et politique ils se pénétrèrent, en devenant les fidèles serviteurs de tout gouvernement réactionnaire, quel qu'il fût, et les inspirateurs de toutes les persécutions exercées contre la pensée moderne qui ne se courbait pas devant leurs théories archaïco-nationalistes. »[1]

Entre la philosophie romantique allemande et le *slavianophilstvo* russe, les points de contact et de

1. Alexis Veselovsky, l'*Influence occidentale dans la nouvelle littérature russe*, pp. 185-186.

ressemblance sont bien visibles. A Fichte les slavophiles ont emprunté l'opposition de la vérité intérieure à la vérité extérieure ; à Schelling ils ont pris une sorte de mépris pour la science, à laquelle Schelling opposait l'intuition artistique et à laquelle ils opposèrent, eux, « la profondeur de l'intuition des Pères de l'Eglise originale, inaccessible aux esprits européens, vivante et intégrale », intuition conservée par l'Eglise orthodoxe et par le simple peuple. Chez Hegel, ils ont trouvé le dogme du peuple choisi par Dieu et prédestiné à une œuvre supérieure; mais, tandis que Hegel réservait ce privilège au peuple allemand, ils le réclamaient pour le peuple russe.

S'il était nécessaire, je pourrais apporter aussi des données biographiques pour démontrer que l'idéalisme et le romantisme allemand ont agi directement sur les slavophiles russes. Mais je crois que ce point est suffisamment établi.

IV. — Il faut ajouter que les meilleurs représentants du *slavianophilstvo*, tout en préférant la « vérité intérieure » russe à la « vérité extérieure » européenne, ne s'abaissaient pas à une haine aveugle pour l'Europe. Au témoignage de Herzen, Ivan Kireevsky, théoricien du *slavianophilstvo*, était « admirateur de la liberté et de la grande époque de la Révolution française ». Kireevsky lui-même, dans un de ses écrits, pressent une synthèse de la vérité russe et de la vérité européenne. « L'amour pour la civilisation européenne aussi bien que l'amour pour la civilisation russe se mêlent au dernier point de leur développement et deviennent le même amour, la même aspiration à une civilisation vivante, complète, embrassant toute l'humanité et vraiment chrétienne. »

Plus tard, les chefs du mouvement occidentaliste convinrent qu'il y avait entre les slavophiles et les *zapadniki* beaucoup plus de similitudes qu'on ne

croyait. Herzen disait que le *slavianophilstvo* et le *zapadnitchestvo* n'étaient, en réalité, qu'un Janus tournant ses deux faces en sens différents, mais n'ayant qu'un seul cœur. Herzen affirmait encore que « le parti occidentaliste en Russie n'aura le rang et la puissance d'une force sociale que quand il se sera emparé des thèmes et des problèmes mis en circulation par les slavophiles ».

Selon lui, la société russe saluait dans les *zapadniki* « la pensée d'Occident brûlant du désir de la liberté, du désir de l'indépendance intellectuelle et de la lutte pour la conquérir. Par les slavophiles, elle protestait contre l'arrogance birenienne du gouvernement pétersbourgeois, qui offensait le sentiment national ».

Mais tous ces rapprochements n'ont été faits que plus tard; trop tard, pourrait-on dire. Au temps de leur formation, les deux grands courants d'idées en Russie étaient en conflit violent. Les *zapadniki* de toutes les couleurs se solidarisaient dans la condamnation de la slavophilie. L'occidentaliste catholique Tchaadaev écrivait au sujet de leurs efforts pour asseoir leur théorie sur l'histoire et l'archéologie :

« Nos Slavons fanatiques pourront bien, dans leurs fouilles diverses, exhumer de temps à autre des objets de curiosité pour nos musées, pour nos bibliothèques, mais il est permis de douter, je crois, qu'ils parviennent jamais à extraire de notre histoire de quoi combler le vide de nos âmes, de quoi condenser le vague de nos esprits. »

Tchaadaev est très sévère pour le *slavianophiltsvo* :

« Il s'opère au milieu de nous, écrit-il, dans la pensée nationale, une véritable révolution, une réaction passionnée contre les lumières, contre les idées de l'Occident, contre ces lumières, contre ces idées qui nous ont faits ce que nous sommes, dont cette réaction même est le fruit. »

Bielinsky était entraîné par son antipathie pour les slavophiles jusqu'à recommander à ses amis de rompre leurs relations personnelles avec eux. « Je suis juif de nature, disait-il, et je ne peux pas m'attabler avec des Philistins. »

Il croyait inutile la propagande nationaliste des slavophiles : « Si un peuple, disait-il, possède des forces intérieures, il n'a pas à se soucier de son originalité nationale : elle se manifestera d'elle-même, comme la nature. » Stankievitch, l'ami de Bielinsky, écrit aussi : « Pourquoi s'occuper de la nationalité? Il faut aspirer à ce qui est l'humanité en général; ce qui intéresse chacun en particulier viendra malgré nous. »

Mais il n'en résulte pas que les *zapadniki* fussent cosmopolites et ennemis de la patrie. Bielinsky dit, dans un de ses articles, que, « sans les nationalités, l'humanité ne serait qu'une abstraction logique sans vie, une parole sans idée, un son dénué de signification. V. Botkine, un des plus intéressants parmi les *zapadniki* de cette époque-là, écrivait à un de ses amis ce qui suit : « Les slavophiles ont prononcé un mot vrai : celui de *nationalité*; c'est leur grand mérite. Ils ont senti les premiers que notre cosmopolitisme ne nous mène qu'à un raisonnement vide et à un vain bavardage... En général, ils avaient raison dans leur critique. Mais toutes leurs bonnes qualités ne vont pas au delà de la critique. Aussitôt qu'ils arrivent à un thème positif, ils dévoilent de l'étroitesse d'esprit, de l'ignorance, la mentalité archaïque la plus étouffante, une méconnaissance des plus simples principes de la science économique et politique, de l'intolérance, de l'obscurantisme, etc. »[1]

1. Je cite cette lettre et les lettres de Bielinsky d'après un bon recueil de documents relatifs au courant occidentaliste et publié en russe sous le titre les *Zapadniki de 1840 à 1850* (Moscou, 1910).

Les *zapadniki* ne pouvaient pas supporter l'idéalisation de l'ancienne Russie par les slavophiles, d'abord parce qu'elle était contraire à la réalité et à la vérité historique. Ensuite, la réconciliation avec le passé dégénérait trop facilement en réconciliation avec le présent, qui n'était point beau sous Nicolas Ier, alors que toute la Russie gémissait sous le sceptre pesant du régime byzantino-prussien. Si le cœur des slavophiles s'offusquait du manque de respect auquel leurs adversaires se laissaient parfois aller envers le passé national, le cœur des *zapadniki* souffrait encore plus du dédain professé par les slavophiles pour la « fausse » civilisation européenne et de leur parti pris de la dénigrer.

Il ne faut pas oublier que, comme l'a dit un contemporain, l'Europe était pour les occidentalistes russes d'alors la « terre promise » ; et ils attendaient tant de l'européanisation de leur pays, ils y mettaient de si grands espoirs que toute attaque à l'objet de leur culte devenait pour eux quelque chose comme une insulte personnelle.

D'autre part, point fort important, les slavophiles avaient des « amis de droite » pour auxiliaires dans la lutte contre les *zapadniki*. Ces nationalistes réactionnaires (parmi lesquels il faut mentionner surtout les professeurs Chevyrev et Pogodine) utilisaient les théories slavophiles à des fins trop pratiques. Si les meilleurs des slavophiles gardaient une certaine mesure dans leur réprobation de l'Occident, leurs amis de droite professaient sans nulle retenue que « l'Occident est pourri », que « l'Europe est une charogne », etc.

Le monde officiel et gouvernemental s'était aussi mêlé à la lutte et cherchait à en profiter.

Quoique choqué d'un fonds de démocratie chez certains slavophiles, il trouvait leurs doctrines beaucoup moins dangereuses que celles des occiden-

talistes. Le gouvernement de Nicolas Ier redoutait l'exemple de l'Europe. Le comte Ouvarov disait que « tous les peuples occidentaux changent les conditions de leur existence », mais que « la Russie est encore jeune et vierge » et « ne doit pas goûter des agitations sanglantes ». « Il faut prolonger sa jeunesse, déclarait-il. Si j'arrive à tenir la Russie éloignée pendant cinquante ans de ce que les théories lui préparent, je considérerai mon devoir comme accompli et je mourrai tranquille. » Ouvarov a même conçu une loi du conservatisme officiel : La Russie ne ressemble pas aux Etats européens, et son existence est basée sur trois assises immuables : l'autocratie, l'orthodoxie et la nationalité russe. Pour le salut de cette fameuse triade, le gouvernement pourchassait toutes les aspirations à l'indépendance et au progrès et employait contre les *zapadniki* toute la puissance de son mécanisme policier.

Le nationalisme officiel compromettait beaucoup les slavophiles par son adhésion et exploitait souvent leurs idées. On ne saurait les rendre responsables des procédés assez indélicats dont usaient leurs « amis de droite », et je ne partage pas l'opinion du professeur tchèque Masaryk, qui va jusqu'à dire que les slavophiles « ont érigé en système, à l'aide de la philosophie allemande, le programme d'Ouvarov. »[1] Néanmoins la chaleur de la polémique pouvait porter à des assimilations; et les *zapadniki* accusaient, parfois non sans raison, les slavophiles d'avoir des appuis officiels et réactionnaires et de ne pas se séparer toujours de l'extrême droite nationaliste.

Ainsi s'envenimait la querelle entre ces deux grandes écoles russes, qui ne pouvaient plus voisiner en paix.

1. H. G. Masaryk, *Russland und Europa. Zur russischen Geschichts- und Religionsphilosophie. Soziologische Skizzen* (Jena, 1913), tome I, p. 209.

V. — L'occidentalisme non plus n'était pas tout à fait uniforme. En dehors du groupe Bakounine-Stankievitch-Bielinsky, le *zapadnitchestvo* était représenté par le cercle d'Ogariov, de Herzen et de leurs adhérents. Herzen a défini la différence entre ces deux éléments :

« Entre notre groupe et celui de Stankievitch, il n'y avait pas beaucoup de sympathie. Nos tendances presque exclusivement politiques ne leur plaisaient pas. Les leurs, presque exclusivement spéculatives, ne nous plaisaient pas non plus. Ils nous regardaient comme *frondeurs et français;* nous les regardions comme *sentimentalistes et allemands.* »

La domination française chez Herzen et ses amis se marquait d'abord par un véritable culte pour le saint-simonisme (dont nous parlerons plus loin) et pour George Sand. Celle-ci jouissait d'une autorité si grande et si bienfaisante que Dostoïevsky lui-même, qui n'avait pas trop de sympathie pour la France et la littérature française, a fait son éloge funèbre.

« Oh! certes, il se trouvera des gens pour sourire de l'importance que j'attribue à l'action de George Sand, écrit-il, mais les moqueurs auront tort... George Sand est morte... Mais tout ce qui nous fit sentir, lors des premiers débuts du poète, que retentissait une parole nouvelle, tout ce qui, dans son œuvre, était universellement humain, tout cela eut immédiatement son écho chez nous, dans notre Russie. Nous en ressentîmes une impression intense et profonde, qui ne s'est pas dissipée et qui prouve que tout poète, tout novateur européen, toute pensée neuve et forte venue de l'Occident devient fatalement une force russe. »[1] Et Dostoïevsky place George Sand parmi ces écrivains européens qui, « surgissant

1. Dostoïevsky, *Journal d'un écrivain*, traduction française par M. Bienstock (Paris, 1914), p. 227.

là-bas, dans le pays des « miracles saints », ont attiré à eux, de notre Russie, une somme énorme de pensées, d'amour, de nobles élans, de vie et de convictions profondes ».

La pensée de George Sand et des grands socialistes utopistes français, à laquelle les souvenirs de la Grande Révolution ajoutaient leur enchantement, emplissait les *zapadniki* russes de piété et d'adoration. Herzen, rappelant dans ses mémoires cette époque-là, dit qu' « *il enluminait l'Europe de couleurs magiques, qu'il croyait en l'Europe, et surtout en la France* ». Un autre grand *zapadnik* russe, Saltykov-Chtchedrine, malgré tout son scepticisme de satirique, parle de la France avec une affection touchante et dit que de la patrie de George Sand, de Saint-Simon, de Louis Blanc, de Cabet et de Fourier rayonnait sur la Russie la belle lumière de l'espoir et de la conviction que « les meilleurs temps de l'humanité, son âge d'or ne sont pas derrière nous, mais devant nous ».

La pensée française, toutefois, ne régnait pas sans partage sur l'esprit de Herzen, parce qu'il savait la combiner avec l'hegelianisme de gauche et la philosophie de Feuerbach. Pour l'hegelianisme, Herzen s'en appropria seulement l' « algèbre révolutionnaire », c'est-à-dire l'idée que rien ne reste immuable et que tout état social contient les germes d'un changement radical.

Avec une foi ardente en l'Occident en général, en la France particulièrement, avec une foi non moins ardente en un cataclysme révolutionnaire, Herzen vint en Europe. Ce fut la désillusion qu'il rencontra. Un court séjour à l'étranger lui enleva tout son enthousiasme et toutes ses espérances. Il le déclare ouvertement avec son entière sincérité. Il confesse qu'il a honte de son affection pour l'Europe, qu'il « *rougit de ses préjugés* ».

Ce désenchantement eut pour première origine les événements de 1848 en France. L'échec général de la révolution en Europe approfondit en Herzen cette crise qui a donné le jour à quelques remarquables ouvrages, notamment à son livre *De l'autre rive*, plein d'une véritable douleur universelle.

« Nous étions jeunes il y a deux ans, nous sommes vieux aujourd'hui », écrit-il en 1850, pour rendre l'effet produit sur lui par ce qu'il a vu en Europe. A partir de ce moment-là, il renie son ancienne « croyance en les paroles et les drapeaux, en la déification de l'humanité » et l' « illusion que le salut ne peut être apporté que par l'Église de la civilisation européenne ». L'Occident est mort pour lui. C'est un vieux monde, dont il n'y a rien à attendre.

Alors commence le fameux « retour » de Herzen en Russie. Il n'y retourna pas de sa personne, d'ailleurs, car il resta jusqu'à la fin de ses jours émigré politique et mourut loin de sa patrie. La confiance qu'il avait eue en l'Europe, il la plaça en l'avenir de la Russie.

Les nationalistes, les slavophiles, les conservateurs et tous les autres adversaires russes de l'occidentalisme ont cherché à exploiter le reniement de Herzen pour leur guerre aux idéaux européens et à l'européanisation de la Russie. N. Strakhov, ami de Lev Tolstoï, lui a consacré toute une moitié de son curieux ouvrage la *Lutte contre l'Occident dans notre littérature.*

« Herzen, dit Strakhov, est notre premier *zapadnik qui ait abjuré l'Occident* et qui ait, par conséquent, perdu tout fil conducteur. Il s'est adressé à l'Occident pour y puiser la sagesse et la perfection morale et il a compris, après des recherches longues et patientes, qu'il ne pouvait y trouver rien de stable ni de positif. »[1]

1. N. Strakhov, la *Lutte contre l'Occident dans notre littérature*, p. 83.

Strakhov tâche d'en tirer une conclusion plus générale. A son avis, Herzen, en abandonnant ses illusions sur l'Europe, continue la véritable tradition de la littérature russe. La civilisation occidentale, les lumières d'origine européenne ne conviennent pas, au fond, à la Russie, dit Strakhov. La Russie peut emprunter à l'Occident « l'astronomie et les mathématiques », des vérités élémentaires comme « deux et deux font quatre », mais, « dans son ensemble », l'esprit de l'Europe ne peut pas servir à la Russie, qui doit suivre ses voies particulières.

« Depuis longtemps déjà — très visiblement depuis l'époque de Karamzine — tout écrivain russe de valeur passe par des variations intellectuelles assez semblables en général. Il commence par s'éprendre des idées européennes, par s'en emparer avidement. Puis vient le désenchantement, sous telle ou telle forme et pour tel ou tel motif : il doute de l'Europe et se sent de l'antipathie pour ses principes. Enfin commence le *retour chez soi*, l'amour plus ou moins serein pour la Russie, et c'est en elle qu'il recherche le port assuré, les appuis solides pour la pensée et la vie. »

A l'appui, Strakhov cite les noms de Karamzine, de Griboïédov, de Pouchkine, de Gogol, de Dostoïevsky et de Tolstoï : « tous ont passé par ce chemin », dit-il.

Ces exemples sont trop différents pour être convaincants. Nous savons que Karamzine, à la fin de sa vie, devint conservateur et ennemi de l'Occident. Mais cette conversion ne peut passer pour fatale chez tout écrivain russe, parce qu'elle reconnait des causes d'ordre général qui opéraient à cette époque-là dans toute l'Europe : partout se présente alors un mouvement de réaction, résultat inévitable des événements de la Révolution française. Quant à Griboïédov, il n'était aucunement contre-occidentaliste. Si le héros de

sa comédie immortelle, Tchatsky, dénonce les abus d'une « vaine, servile et aveugle » imitation de l'Europe, il ne vise pas la civilisation européenne, mais le faux semblant, la caricature qu'en offrait la haute société russe. Et il attaque avec plus de force encore ces représentants d'une « civilisation» prétendue « nationale » qui veulent « remplacer Voltaire par un feldwebel ». Dans une lettre à un ami, Griboïédov se plaint amèrement du sort pénible « d'un rêveur enflammé dans un pays de neiges éternelles ». En ce qui concerne Pouchkine, l'erreur de Strakhov est encore plus grande : Pouchkine, jusqu'au dernier jour de sa vie trop brève, resta occcidentaliste convaincu ; jamais il ne condamna la civilisation européenne. Plus encore : Pouchkine a été, sans doute, le plus national et, en même temps, le moins nationaliste des poètes russes. Il avait une « âme universelle », comme a dit fort justement Dostoïevsky, qui tient cette capacité de sympathie universelle pour un trait essentiel du caractère vrai-russe.

« Que nous a valu la réforme de Pierre le Grand? dit Dostoïevsky dans son discours sur Pouchkine. N'a-t-elle consisté qu'à introduire chez nous les costumes européens, la science et les inventions européennes? Réfléchissons-y. Peut-être Pierre le Grand ne l'a-t-il entreprise, d'abord, que dans un but tout utilitaire; mais, plus tard, il a certainement obéi à un mystérieux sentiment qui l'entraînait à préparer pour la Russie un avenir immense. Le peuple russe lui-même n'y a vu au début qu'un progrès matériel et pratique, mais il n'a pas tardé à comprendre que l'effort qu'on lui faisait accomplir devait le mener plus loin et plus haut. Nous nous sommes bientôt élevés jusqu'à la conception de l'universelle unification humaine. Oui, la destinée du Russe est paneuropéenne et universelle. Devenir vrai-russe ne signifie peut-être que devenir le frère de tous les hommes,

l'homme universel, si je puis m'exprimer ainsi. Cette division entre slavophiles et occidentaux n'est que le résultat d'un gigantesque malentendu. Un vrai-russe s'intéresse autant aux destinées de l'Europe, aux destinées de toute la grande race aryenne qu'à celles de la Russie... Oui, tous les Russes de l'avenir comprendront que se montrer vrai-russe, c'est chercher un vrai terrain de conciliation pour toutes les hostilités européennes. »

Cette citation peint bien Dostoïevsky lui-même, qui, à ses meilleurs moments, savait s'élever au-dessus de l'exclusivisme nationaliste. Je remarquerai en passant qu'on ne peut établir aucune analogie entre la défection de Dostoïevsky et la désillusion de Herzen, parce qu'entre le Dostoïevsky membre du cercle fouriériste et le Dostoïevsky slavophile croyant et conservateur il y eut quelques années de séjour dans une « maison morte », c'est-à-dire au bagne. Son cas est presque pathologique. Encore plus pathologique est celui de Gogol, dont Strakhov se prévaut aussi. A la veille de sa mort, Gogol, souffrant d'une maladie psychique et tombé au pouvoir d'un moine, atteint, lui, de manie religieuse, abjura toutes ses opinions « libérales », condamna ses œuvres satiriques, brûla ses manuscrits et invita la pensée russe à s'agenouiller devant la réaction politique et l'Eglise orthodoxe.

Aucune comparaison logique ne peut être faite entre la crise de Gogol et celle de Herzen. Herzen, jusqu'à la mort, resta ennemi décidé de la réaction politique et religieuse. Non seulement il n'adora ni l'autocratie ni l'Eglise orthodoxe, mais il était convaincu que leur combinaison « germano-byzantine » est une des principales causes des malheurs et des souffrances populaires.

Et Lev Tolstoï? Mais, d'abord, il n'est pas d'assimilation possible entre lui et Gogol ou Dostoïevsky.

Ces derniers, sous l'empire de circonstances exceptionnelles, devinrent de bons serviteurs du tsar et de fidèles enfants de l'Eglise. Tolstoï, au contraire, se détourna de l'autocratie et de l'orthodoxie, fut poursuivi par l'une et excommunié par l'autre. Ensuite, Tolstoï ne se posa jamais en adversaire de la civilisation européenne parce qu'européenne. L'aversion de la Russie pour l'Europe lui était étrangère. Il ne considérait pas telle ou telle nation, mais l'humanité. Les problèmes auxquels il s'est attaché sont beaucoup plus vastes que celui des nationalités : ce sont ceux du progrès, de la civilisation humaine, en général, que Rousseau avait déjà débattus, mais autrement.

Aussi Strakhov s'égare-t-il en regardant l'œuvre de la littérature russe comme une « lutte contre l'Occident », en la rabaissant à un étroit nationalisme.

Mais voici l'origine de la révolution qui s'accomplit en Herzen :

Herzen avoue qu'avant de partir pour l'Europe il ne la connaissait pas et qu'il l'avait embellie de « couleurs mirifiques ». Elle avait pour lui l'attrait du « fruit défendu » (on se rappelle que le gouvernement de Nicolas Ier tâchait de soustraire la Russie à la séduction intellectuelle de l'Europe, surtout de la France). En voyant dans sa réalité cette Europe dont il s'était fait une image trop belle, Herzen fut déçu. Ce qui le frappa et l'indigna le plus, c'est l'écrasement du mouvement ouvrier en France, en 1848, et les fusillades à Paris. Quel bouleversement pour cet homme tout pénétré du rêve socialiste français et qui lui avait voué ce culte dont seuls les Russes sont capables pour la révélation apportée par les écrits de l'étranger ! Car, comme l'a dit Dostoïevsky, si je ne me trompe, « ce qui pour un savant européen n'est qu'une hypothèse, pour un jeune Russe est un axiome ».

Les idées avancées avaient été accueillies par Herzen

comme des dogmes absolus, comme des axiomes. Quoiqu'il crût comprendre l'algèbre dialectique de Hegel, les vraies lois de l'évolution historique lui échappaient. Il était convaincu que tout était prêt en Europe pour le règne du socialisme utopique (que, naturellement, il ne considérait pas comme tel).

Après sa déconvenue, il se demanda si c'était son idéal qui était faux ou si l'Europe était incapable de le réaliser. On connaît la réponse : il ne condamna pas l'idéal, mais l'Europe. Au reste, cette doctrine de l'affranchissement politique et économique que Herzen et ses amis professaient n'était pas d'origine russe, mais leur était venue de l'Occident.

Donc Herzen ne rompit pas avec tout l'Occident. S'il condamna l'Europe contemporaine, c'est parce qu'elle faillit aux promesses faites par elle-même, parce qu'elle resta inférieure à ses propres ambitions.

Herzen n'étendit pas son anathème aux idées occidentales; il le borna aux situations et aux hommes. C'est en cela qu'il se distingue radicalement de beaucoup d'autres « repentis » et « convertis », et de Dostoïevsky en particulier, qui, à la suite des slavophiles, opposait parfois l' « idée russe » à l' « idée européenne » comme deux choses essentiellement contraires.

Le retour de Herzen à la Russie n'est pas une abdication. D'après sa propre expression, « il fut sauvé du désespoir (que lui avaient inspiré les événements de 1848) par sa foi en la Russie ». Mais quelle était cette foi? Dostoïevsky, revenu de Sibérie, devint admirateur du peuple et de ses préjugés; il partagea — sincèrement ou non — toutes ses croyances naïves, son culte primitif pour le tsar, l'Eglise orthodoxe, etc. Herzen ne se soumit pas aux superstitions du peuple, et il choisit d'autres objets d'admiration, notamment le *mir*, la commune rurale, où il voit un embryon de la *socialisation* future.

La véritable clef du « retour » de Herzen en Russie est donnée par lui-même dans sa lettre ouverte à Michelet. « L'homme de l'avenir en Russie, c'est le moujik, aussi bien qu'en France, c'est l'ouvrier. »

Cet aphorisme date de 1851, trois ans après la révolution de 1848. Herzen avait-il donc perdu sa confiance en l'Europe tout entière? Non : trompé par la « vieille » Europe bourgeoise, qu'il estimait trop embourgeoisée, il continua à compter sur le socialisme ouvrier.

Ce qui est surtout significatif, c'est que Herzen place le moujik russe au niveau de l'ouvrier français, en qui, pour lui, s'incarnent le progrès, la libération et la révolution. Il ne croit pas non plus que le moujik russe soit asservi à une destinée de sujétion et de résignation. Il lui propose le but de l'ouvrier socialiste européen; le terme est le même; il n'y a de différence que dans les voies et les moyens d'y aboutir. Herzen croit que la Russie, grâce à l'existence du *mir* rural, fondera la cité socialiste sans passer préalablement par la phase capitaliste de l'évolution.

Beaucoup d'autres que Strakhov ont tenté d'associer Herzen aux adversaires de l'occidentalisme, et surtout à Dostoïevsky, mais en vain. Herzen était fort supérieur à l'étroitesse nationaliste. Si Dostoïevsky descendit parfois jusqu'à l'antisémitisme, Herzen sut rester indemne de l'aveuglement chauvin, même pendant l'insurrection polonaise de 1863. A ce moment terrible, tandis que les soldats russes et les insurgés s'entretuaient dans les forêts de la Pologne, il se prononça pour la cause polonaise, avec toute l'Europe démocratique, quoiqu'il risquât de s'aliéner une partie de ses lecteurs russes, ce qui lui arriva en effet.

Le contraste entre Herzen et Dostoïevsky apparaît dans ce chapitre du *Journal d'un écrivain* où celui-ci

parle de celui-là avec une irritation peu cachée, en l'appelant ironiquement *citoyen du monde*. Oui, Herzen était un citoyen du monde, dans le meilleur sens de ce mot, et, comme tel, il ne pouvait être ni anti-européen ni antirusse. Ce n'était qu'un véritable Européen russe. Il en était persuadé et il disait lui-même que, pour les slavophiles, il était l'homme de l'Occident ; pour les *zapadniki*, l'homme de l'Orient.

CHAPITRE VII

I. Dostoïevsky et ses contradictions. — II. La désagrégation du *slavianophilstvo*. Katkov, Pobiedonostsev et Leontiev. — III. Les sources occidentales du nationalisme réactionnaire en Russie.

I. — Dostoïevsky est le seul slavophile du « deuxième ban » qui ait su se maintenir à une certaine hauteur. Et cela peut-être parce qu'il n'était pas slavophile pur. Il ne pouvait pas en être un parce que la vraie slavophilie russe est un produit de la mentalité seigneuriale, tandis que Dostoïevsky était un véritable représentant du monde intellectuel petit-bourgeois, du monde des déclassés, qui forment, selon la remarquable définition de Klutchevsky, « l'élément liquide de la société russe ». Comme tel, Dostoïevsky marie des conceptions souvent très disparates. Il condamne le mouvement révolutionnaire comme étranger à l'esprit populaire et à l'intérêt national. Il va jusqu'à représenter les hommes d'avant-garde comme une espèce de troupeau de porcs possédés du démon et capables seulement de commettre des insanités et de se perdre. Néanmoins il reste admirateur de Bielinsky, de George Sand, de Byron et de beaucoup d'autres parmi les plus « subversifs ». Il s'élève contre la civilisation européenne et affirme que « jamais le peuple n'accueillera comme un des siens un Russe européanisé ». Mais il se tourne aussi contre les conservateurs qui demandent que les « fausses » lumières européennes ne soient pas répandues

parmi le peuple et qui veulent détruire l'instruction publique comme un instrument d'européanisation et il démontre que l'obscurantisme profite exclusivement aux exploiteurs.

« Le caractère des Russes diffère à tel point de celui de toutes les autres nations européennes que leurs voisins sont vraiment dans l'impossibilité de les comprendre. » « La Russie est un pays qui ne ressemble en rien à l'Europe... Comment voulez-vous que la Russie se passionne pour une civilisation qu'elle n'a pas faite? » De telles maximes abondent chez Dostoïevsky; mais elles voisinent avec d'autres tout opposées et qui n'ont rien de la mesquinerie nationaliste. Nous avons déjà vu, par exemple, qu'il attribue aux Russes une mission universelle, envers l'humanité tout entière. Il y revient très souvent : « Chez le Russe, écrit-il, il n'y a pas l'impénétrabilité, l'intolérance européennes. Le Russe peut s'accommoder facilement des tendances universelles, sait s'assimiler toute idée... Le Russe peut parler toutes les langues étrangères, en approfondir l'esprit, en saisir les finesses, comme s'il s'agissait de sa propre langue, faculté qui n'existe pas chez les autres peuples européens, du moins en tant que *faculté nationale universelle.* » Cette faculté d'assimilation est, d'après lui, un avantage positif; il glorifie (contrairement aux slavophiles) Pierre le Grand, qui en fut le représentant illustre et qui, « par une intuition de génie, comprit le rôle vrai de son pays et la nécessité d'élargir son champ d'action ».

Que nous sommes loin de K. Axakov et de ses malédictions!

II. — Mais, malgré toute la puissance de son talent, Dostoïevsky ne jouit pas d'une puissance marquée sur ses jeunes contemporains; la pléiade des « slavophiles du premier ban », des frères Axakov et de

Kireevsky, de Khomiakov et de Samarine, pas davantage. En 1862, le nouveau « maître de la pensée du siècle », le chef des « réalistes pensants » et des *zapadniki* positivistes, Dimitri Pissarev, traitait les slavophiles d'hallucinés; à l'en croire, un homme raisonnable ne devait pas perdre son temps à discuter avec eux. Dans son article sur les œuvres d'Ivan Kireevsky, Pissarev dit que le *slavianophilstvo* est une aberration psychologique due au « désir d'aimer et de croire »; or, comme, dans la vie réelle, rien ne mérite l'amour ni la foi, les slavophiles durent idéaliser la réalité. « La slavophilie, dit Pissarev, est le donquichottisme russe : où il n'y a que des moulins à vent, les slavophiles voient des chevaliers armés. »[1]

Si, par son côté romantique, le *slavianophilstvo* paraissait tout à fait inoffensif même aux nihilistes de 1860 à 1870, il contenait aussi des éléments qui l'acheminaient à un conservatisme de plus en plus prononcé et à la dégénérescence. Les premiers slavophiles étaient des « *libéraux* archéologiques », comme quelqu'un les a appelés, et réclamaient le secours moral de l' « ancienne Russie » contre les injustices et l'oppression qu'une *bureaucratie* prussianisée faisait subir au peuple; mais leurs successeurs étaient déjà des *réactionnaires* archéologiques, ou, pour mieux dire, archaïques.

Cette déviation de l'ancienne slavophilie, causée surtout par le développement de la réaction générale à la fin du règne d'Alexandre II et sous Alexandre III, entraîna jusqu'à ceux des premiers slavophiles qui avaient la malchance de se survivre. Tel Ivan Axakov, (frère de Constantin) qui, au commencement du règne d'Alexandre III, attaque violemment tout libéralisme et toute démocratie comme une intrusion européenne.

Les épigones de la slavophilie qualifient l'Occident

1. D. Pissarev, Œuvres (Pétersbourg, 1894), tome II, p. 234.

de « pourri » et proclament la nécessité pour la Russie de rester en dehors de tout progrès européen. Les champions du nationalisme officiel tirent de cet anathème des déductions pratiques. Katkov, Leontiev et Pobiedonostsev ont construit un système complet de « vraie Russie », orthodoxe, autocrate et nationaliste.

Katkov, ancien hegelien et schellingien, membre du cercle de Stankievitch et de Bielinsky, puis (entre 1856 et 1860) libéral modéré et anglomane, devient à partir de 1861 le théoricien de la réaction. La Russie, dit-il, n'a pas besoin de réformes à l'européenne; elle a besoin d'un Etat fort, basé sur l'union nationale, une langue unique, une religion unique et sur le *mir* rural. Aucun ralliement de la Russie aux idéaux de l'Occident n'est possible ni désirable. Au lieu d'européaniser la Russie, il faut se donner pour tâche de réaliser la russification de tous les éléments « allogènes » qui habitent l'empire et qui sont déjà atteints d'européanisation. La mise à exécution de ce programme revenait à une lutte acharnée contre toutes les nations non russes et non orthodoxes (surtout contre les Polonais et les Finlandais) et contre le monde de la pensée (surtout contre les étudiants) fauteur des chimères occidentales, hostiles à la vraie Russie.

Pobiedonostsev et Leontiev ont présenté surtout le côté « moral » et religieux du système conservateur et nationaliste. Dans son *Recueil moscovite*, Pobiedonostsev donne à l'autocratie une origine divine. « Un des principes politiques les plus faux, écrit-il, est celui de la souveraineté du peuple », source de la fausse idée, « répandue, malheureusement, depuis la Révolution française », que « tout pouvoir doit émaner du peuple et être soumis à la volonté populaire ». De là découle « la théorie du parlementarisme, qui, jusqu'ici, a induit en erreur la masse de

ceux qu'on appelle « intellectuels » et qui a pénétré, malheureusement, dans les folles têtes russes ». Nous trouvons en France un exemple des mauvais effets du parlementarisme, dit Pobiedonostsev : « la pensée nationale y est extrêmement démoralisée, et le sens politique de toute la nation s'est affaibli ». L'Angleterre « est déjà touchée par la même maladie ».[1] Les institutions et les garanties constitutionnelles et parlementaires voilà le mal dont on doit préserver la Russie, prétend-il, d'accord avec les vieux slavophiles. Mais cette « liberté d'opinion » que K. Axakov et ses coreligionnaires réservaient au peuple, il la condamne aussi. Les abstractions, les principes généraux, et surtout ceux de liberté, de fraternité et d'égalité, « avec toutes leurs applications et toutes leurs ramifications », lui semblent détestables. Il combat la presse, l'école, tout ce qui peut contribuer au réveil et à l'affranchissement de la pensée. La seule éducation vraiment nationale et admissible en Russie consiste à « maintenir les hommes dans une rigoureuse soumission à l'ordre ».[2] C'est l'affaire du pouvoir d'Etat, qui est « grand, terrible et saint ».

Les doctrines du conservatisme « vrai-russe » ont reçu leur expression la plus achevée de Constantin Leontiev (1831-1891). Dans sa jeunesse, il avait été adepte du georgesandisme, qu'il déclara plus tard « diabolique » (*sic*). Puis il se convertit au mysticisme orthodoxe et inaugura une théorie du byzantinisme russe. En morale, il préconise la soumission absolue de l'individu aux lois de l'Eglise, non de l'Eglise chrétienne en général, mais de l'Eglise orthodoxe. Pour lui, le christianisme n'est pas l'amour et la charité, mais la *crainte* de Dieu. La nature humaine

1. K. Pobiedonostsev, *Moskovskii Sbornik* (le *Recueil moscovite*, 2e édit., Moscou, 1896), pp. 30 et 31.
2. *Ibidem*, p. 86.

est mauvaise et corrompue. Seules, une peur salutaire, une discipline sévère et des peines peuvent la corriger. « C'est mentir que de représenter l'idée de Dieu comme étant celle de l'amour. La foi en Dieu est un joug qui doit être supporté humblement. L'autocratie est une institution divine, et le pouvoir du tsar doit inspirer la même crainte à ses sujets que la puissance de Dieu aux croyants. »

La science et l'instruction chez le peuple sont inutiles parce qu'elles ne conduisent pas à la connaissance de Dieu, et nuisibles parce qu'elles détruisent la conscience religieuse. Tous les progrès, toutes les nouveautés sont choses superflues et malfaisantes, sans exception, même la simple connaissance de la lecture et de l'écriture.

Leontiev a inventé un système des âges de l'humanité. En Europe, l'époque des grandes migrations des peuples fut la jeunesse; le moyen âge, leur maturité. A la fin du XVIIIe siècle, avec la philosophie « athée » et la Révolution, l'Europe est entrée dans la vieillesse, et elle se rapproche de la mort. Le même sort menace la Russie; pour l'éviter, il faut « congeler » (*sic*) la Russie, la maintenir à l'état frigorifié, pour qu'elle ne puisse pas vivre et se développer. A bas donc toutes les réformes, toute l'européanisation ! [1]

Heureusement, le macabre idéal de Leontiev ne s'est pas réalisé : l'évolution économique, d'une part, la pénétration européenne, de l'autre, l'ont contenu dans le domaine des rêves; et la Russie, congelée à la fin du XIXe siècle, se décongèle et recommence à vivre au commencement du XXe.

III. — Ce qui est surtout intéressant, c'est que le conservatisme national et la résistance à l'occiden-

1. Les conceptions de Leontiev et d'autres contre-occidentalistes réactionnaires ont été excellemment retracées par le professeur Masaryk (*Europa und Russland*, tome II, 4e partie).

talisme doivent eux-mêmes le jour, pour une bonne part, à cette Europe détestée et haïe de leurs prophètes. Nous avons déjà vu que les premiers slavophiles étaient des nourrissons de la philosophie allemande. Leurs continuateurs dépendaient encore davantage de l'Europe. Vladimir Soloviev, remarquablement renseigné sur la philosophie occidentale, a pu le démontrer facilement et d'une façon indiscutable.

Ainsi, les slavophiles du deuxième ban, c'est-à-dire du dernier quart du XIXe siècle, avaient pour évangile et pour manuel l'ouvrage de Nicolas Danilevsky, *la Russie et l'Europe*, qui a fait beaucoup de bruit et passé pour essentiellement « original ». Il dépeint les « types de civilisation » qui caractérisent le développement des divers peuples. Aucune communion n'est possible entre ces « types », qui sont séparés l'un de l'autre comme par des murs infranchissables. D'où il suit que la Russie, ayant une civilisation à elle, ne pourra jamais s'européaniser.

Or cette imagination, Vladimir Soloviev a établi qu'elle est entièrement empruntée à l'historien allemand Heinrich Rückert. L'ouvrage de Danilevsky n'est qu'une « copie russe de l'original allemand », affirme Soloviev, et il le prouve par des citations exactes.

« La théorie prétendue russe et originale qui devait anéantir tous les enseignements européens de la science historique n'est, en réalité, qu'une mauvaise copie d'un système allemand, publié une douzaine d'années auparavant. Certes, l'œuvre du savant allemand n'est devenue ni meilleure ni pire pour avoir été reprise par un écrivain russe et grossie par lui d'un apport pseudo-patriotique. Mais les conceptions de Danilevsky, qui se résument en la négation de nos liens spirituels avec l'Europe, sont gravement compromises par cette circonstance que, pour

leur procurer une justification ou un semblant de justification théorique, on a dû louer un des médiocres produits du cerveau allemand. »[1]

Pour les nationalistes d'extrême droite, Katkov, Pobiedonostsev et Leontiev, la partie essentielle et la plus « nationale » de leurs idées leur vient, comme Vladimir Soloviev l'a démontré, des réactionnaires catholiques, surtout de Joseph de Maistre.

« Les élèves russes de Joseph de Maistre, au lieu de parler au nom de leur maître, ont parlé au nom du peuple russe, qui, cependant, n'a jamais et aucunement exprimé sa sympathie pour la doctrine du gentilhomme savoyard. Assurément, dans notre passé et dans notre présent, beaucoup de choses correspondent aux principes de J. de Maistre. Mais la vérité est que le peuple russe, dans son ensemble, n'a jamais érigé en vérités absolues certains épisodes ou traits de sa vie; il n'a jamais fait des idoles de ses défauts nationaux et des nécessités qu'il a subies. Oui, l'individualité et les relations sociales sont peu développées chez nous; les préceptes du droit et de la justice ne se sont pas encore enracinés dans notre âme, et, à cause de cela (comme quelqu'un l'a remarqué), les hommes honnêtes sont plus rares chez nous que les saints; tout cela est vrai. Les sectateurs fidèles de J. de Maistre croyent qu'il doit en être ainsi; mais le peuple russe le croit-il aussi? C'est une autre question. »[2]

Comme V. Soloviev le dit justement, la seule originalité des penseurs prétendus nationaux et contre-occidentalistes russes est de chercher à revêtir la pensée européenne d'un « kaftan » tartaro-byzantin troué.

1. V. Soloviev, *Un Original allemand et une Copie russe* (Œuvres, tome V, p. 294).

2. V. Soloviev, *la Slavophilie et sa dégénérescence* (Œuvres, tome V, p. 220).

CHAPITRE VIII

I. Le *zapadnitchestvo* triomphant. — II. Le nihilisme. Ses origines européennes. Dobrolubov et Pissarev. La « destruction de l'esthétique ». — Le nihilisme et l'anarchisme. L'opinion de Pissarev sur les Anglais et les Français. Le problème social et l' « esthétique ». — III. Tchernychevsky. Son matérialisme. La propagation des idées occidentales. Tchernychevsky et Feuerbach. La sécularisation de la pensée russe. Influence anglaise.

I. — Aujourd'hui, la slavophilie peut être considérée comme morte. Il est vrai que, de temps en temps, un écrivain ou un politicien russe essaie d'en exhumer quelque reste, de le réchauffer par une rhétorique enflammée et de le ranimer. Mais de telles tentatives échouent, parce que les assises économiques, sociales et politiques de l'ancienne slavophilie ont disparu. Elles n'existent plus à l'intérieur, où les rapports bourgeois ont pris la place de l'ancien système « patriarcal », ni à l'extérieur, dans le reste du monde slave. Ce monde s'est plus européanisé même que la Russie.

Dernièrement, on a voulu ramener au jour les formules slavophiles pour en orner les tendances impérialistes professées dans quelques milieux (heureusement peu nombreux) de la bourgeoisie russe, notamment les prétentions à l'hégémonie dans les Balkans, à la conquête de Constantinople, que des discours néo-slavophiles représentent comme une « communion » de la Russie avec la Sagesse divine (par allusion à Sainte-Sophie de Byzance). Mais orateur

et auditoire comprennent combien peu toute cette phraséologie archaïque convient aux appétits de l'impérialisme moderne.

L'ancien *slavianophilstvo* ne sera ressuscité par personne. L'occidentalisme reste seul maître du champ de bataille. Mais le *zapadnitchestvo* d'aujourd'hui n'est plus celui de l'époque de Bielinsky et de Herzen. Lui aussi a passé par une évolution qui ne l'a pas conduit à la mort, comme il est arrivé au *slavianophilstvo*, mais d'où il est sorti tout transformé.

Jetons un coup d'œil sur cette dernière partie de son histoire.

II. — Le grand poète Nekrassov a dit de l' « intellectuel » russe que

> Ce que lui aura dit le dernier livre
> Lui restera à la surface du cœur.

Cela veut dire qu'il s'éprend toujours de la dernière idée dont il a fait la connaissance et qu'il oublie facilement les précédentes.

Il y a dans cette observation une justesse indéniable. Les courants d'idées en Russie s'évincent l'un l'autre souvent et très brusquement. L'histoire de l'occidentalisme russe le prouve bien, mais elle prouve aussi que, malgré ces déclins fréquents et rapides de ce qui a prévalu un moment, il en reste toujours quelque chose, je ne dirai pas d'immuable, mais de plus ou moins stable et qui constitue la particularité nationale de notre occidentalisme.

Le premier grand tournant sur le chemin du *zapadnitchestvo* s'est présenté à l'époque des grandes réformes, ou pendant les « années soixante », comme on la dénomme en Russie.

C'est le temps du « nihilisme ».

Ma *Russie moderne* a résumé le caractère général du nihilisme russe et ses origines sociales. Mais je n'y

ai pas parlé de son inspiration européenne qui a été très puissante. Or, au fond, le nihilisme est une lutte en règle des idées européennes contre les vieux principes et les anciennes formes de la vie russe.[1]

Le nihilisme eut trois protagonistes : Dobrolubov, Pissarev et Tchernychevsky. Tous les trois étaient occidentalistes convaincus. Dobrolubov (né en 1836, mort en 1861 de la phthisie), critique littéraire de grand talent, avait pris pour maîtres les auteurs européens. Un de ses amis dit que, « Dobrolubov, pendant les années de sa formation intellectuelle, s'étant nourri de nos grands maîtres occidentaux, les livres et les articles écrits en russe pouvaient lui plaire, pouvaient le ravir (et certains le ravissaient), mais ne pouvaient nullement lui fournir le savoir et l'intelligence qu'il devait à la lecture ».

Peut-être objectera-t-on que Dobrolubov n'était pas un vrai nihiliste et « négateur ». Ces qualifications conviendraient plutôt à Pissarev (1841-1868). Mort à l'âge de vingt-sept ans, Pissarev ne produisit que pendant neuf ans, dont quatre passés en prison (pour la publication d'un article « subversif »). Dans ce court espace de temps, il réussit à écrire quelques milliers de pages destinées à propager le « nihilisme » ; et *pissarevchtchina* est devenu synonyme de *nihilisme par excellence*.

En quoi consiste ce nihilisme de Pissarev ?

D'abord, il rejette ce qui est le trait le plus marquant chez les *zapadniki* de la génération précédente : la philosophie idéaliste et l'« esthétique ». Pissarev

1. J'insiste sur ce point parce que certains auteurs étrangers ont méconnu la vraie nature du nihilisme russe et lui ont imputé la répudiation de toute civilisation européenne en général, et de la civilisation française en particulier. M. Haumant n'a pas évité cette méprise. (V. les pp. 500-505 de sa *Culture française en Russie.)*

témoigne d'un profond mépris pour l'« écale de hegelianisme » dont étaient « couvertes » les idées de Bielinsky, son prédécesseur. Mais c'est surtout à l'« esthétique » qu'il s'en prend. Dans ses efforts pour la détruire, il va jusqu'à traiter notre grand poète Pouchkine de « crétin sublime » (*sic*), à affirmer que Beethoven a la même valeur sociale qu'un habile joueur d'échecs ou de billard.

Cependant M. Haumant commet une erreur sensible en confondant le nihilisme de Pissarev avec la négation pour la négation ou l'anarchisme de Bakounine. Pissarev n'était pas du tout anarchiste et ne songeait pas à contester à l'État sa raison d'être. On le voit bien par son article intitulé les *Idées historiques d'Auguste Comte*, où le parallèle établi par Comte entre les institutions politiques de l'Europe continentale et celles de l'Angleterre est comparé à celui de Buckle. Or Pissarev se range du côté de ce dernier et écrit :

« L'anglomanie, cultivée en France par les adeptes de Montesquieu et les coreligionnaires de Guizot et chez nous par une certaine école de moralistes et de professeurs, a suscité contre elle une très forte réaction, qui, à son tour, est allée trop loin, ou, au moins, a pris une direction fausse. Certes, il est absurde de donner la Constitution anglaise pour une panacée de tous les maux sociaux ; il serait déraisonnable de transplanter sur le continent européen des institutions sous le couvert desquelles se sont épanouies toutes les beautés d'un paupérisme colossal. Il était nécessaire de dénoncer avec la plus grande énergie les maladies sociales de l'Angleterre, en laquelle les doctrinaires voyaient un paradis. Mais il ne fallait pas non plus se contenter d'une pure réprobation. Il fallait dire simplement qu'il y a beaucoup de mal en Angleterre sans ajouter ou sans laisser entendre que ce mal n'existe pas ou qu'il est moindre

sur le continent. Mettre un pays continental quelconque au-dessus de l'Angleterre ou même passer sur les énormes avantages qui distinguent l'Angleterre de tous les pays européens serait tomber dans un paradoxe très nuisible et dangereux... Pour s'en convaincre, il suffira de jeter un coup d'œil sur la plaie la plus grave de l'Angleterre, sur son paupérisme. La condition de l'ouvrier anglais est très pénible, il est vrai. Mais, d'abord, celle de l'ouvrier français ne vaut pas mieux ; ensuite, en Angleterre, il y a incomparablement plus de ressources pour une solution satisfaisante de la question ouvrière qu'en France ou dans quelque autre pays que ce soit du continent européen. Ces conditions viennent de l'habitude qu'a le peuple anglais de gérer lui-même ses affaires et de goûter la plus large liberté politique et civile.

« Il m'est arrivé parfois d'entendre et de lire des dissertations sur l'indifférence qu'éprouve pour les droits et les garanties politiques un homme qui meurt de faim. Ces dissertations sont exactes si l'homme meurt *littéralement* de faim ou de quelque autre mal : par exemple, de l'hydropisie ou de la phthisie. Dans ce cas, en effet, il ne s'intéresse pas à une Constitution, ni à des meetings, ni à l'*habeas corpus*, ni à la liberté de la presse. Mais, pour un homme qui vit et se porte bien jusqu'à un certain point, qui s'agite comme un poisson sous la glace, qui fait tous ses efforts pour améliorer sa situation et sortir d'une pauvreté accablante, les lois et les coutumes du pays où il doit vivre et agir ont une grande importance. »[1]

Comme on voit, Pissarev se distingue des anarchistes, adversaires du principe de l'Etat et pour lesquels tous les Etats et toutes les Constitutions se valent.

1. Pissarev, Œuvres, tome V, p. 432.

Dans le même article, Pissarev compare la mentalité politique des Français et celle des Anglais (il faut rappeler que cet article fut écrit en 1865, c'est-à-dire à l'époque de Napoléon III) :

« Les Français savent vaincre, mais, après la victoire, quand la dernière barricade a disparu, ils s'empressent de mettre toutes leurs espérances en un père ou un protecteur quelconque, qui, pour récompenser leur candeur, ne manquera pas de les obliger, quelques années plus tard, à construire de nouvelles barricades, qui apporteront de nouvelles espérances et une candeur nouvelle... Jusqu'à ce jour, le Français est réduit à répéter : « Si le comité « savait ! » « Si le consul savait ! » « Si l'empereur « savait ! » « Si le roi savait ! » « Si le président sa- « vait ! » « Si l'empereur savait ! »... Quant à l'Anglais, il s'est familiarisé avec les droits qui lui sont nécessaires, à tel point que, sans eux, l'existence même lui est impossible. »[1]

Pour achever de démontrer que Pissarev, quoi qu'on veuille voir en lui, n'était anarchiste en aucun cas, je citerai un passage de son article les *Réalistes*, qui est sa profession de foi :

« Réveiller l'opinion publique et former des dirigeants conscients du travail populaire, c'est ouvrir à la majorité *qui travaille* la route du développement intellectuel large et fécond. Mais, pour remplir ces deux tâches, dont dépend tout l'avenir du peuple, il faut agir exclusivement sur les classes cultivées de la société. Le sort du peuple ne se règle pas dans les écoles primaires, mais dans les universités. »[2]

Cet aristocratisme intellectuel ressemble-t-il beaucoup à la glorification de la « sainte ignorance » qu'on trouve chez Bakounine?

En faveur de quoi Pissarev fonce-t-il sur l'esthétique?

1. *Ibidem*, p. 435.
2. Pissarev, Œuvres, tome IV, p. 140.

En faveur de la science positive et de l'utilitarisme social.

« Nous tâchons d'anéantir l'esthétique pour concentrer l'attention et les forces intellectuelles de la société sur le minimum d'objectifs impérieux et inéluctables d'une importance primordiale, écrit-il. Ce sont, d'une part, la destruction de toute routine et de tous préjugés ; d'autre part, le relèvement matériel et moral des masses. Tout cela peut être accompli à l'aide des sciences positives et naturelles. »

Pissarev chante un véritable hymne en l'honneur du naturalisme scientifique et espère que « l'esthétique se transformera en une dépendance de la physiologie et de l'hygiène comme l'alchimie s'est transformée en chimie, et l'astrologie en astronomie ». Il écrit des articles pour vulgariser les leçons des naturalistes européens contemporains et prêcher l'étude de Buchner, de Moleschott, de Huxley, de Tyndall, de Carl Vogt, de Comte, de Darwin et d'autres matérialistes et positivistes.

Quant à l'esthétique et à l'art, il ne faut pas trop s'en préoccuper, parce que, pour la majorité des hommes, ils n'aboutissent qu'à une perte de temps; or le temps doit être économisé, surtout en Russie, pays pauvre et arriéré.

On doit avouer que, dans une certaine mesure, Pissarev avait raison. La précédente génération d'occidentalistes russes abusait des abstractions, des grands mots, de tout ce qu'embrasse le terme d'*esthétique*. Et la grandiloquence des seigneurs européanisés jurait trop souvent avec le servage et l'infortune du peuple. Nekrassov a bien dépeint cette génération dans une poésie où il parle de ceux qui

> ... Errent dans le monde
> Et cherchent un labeur gigantesque
> Parce que l'héritage de pères opulents
> Les a dispensés de petits travaux.

La société russe doit-elle s'abandonner à des rêveries de lazzarone ou prendre exemple sur un Américain de sens réaliste et pratique? demandait Pissarev. Et il se prononçait pour le réalisme et l'esprit pratique.

En réalité, cependant, les nihilistes russes, et Pissarev lui-même, ne ressemblaient en rien à un Yankee. Malgré tous leurs plaidoyers pour le matérialisme, malgré toute leur application à paraître « durs », « égoïstes » et « matérialistes », ils restèrent les vrais fils de leurs pères, les idéalistes des « années quarante ».

Pissarev condamne et veut supprimer l'esthétique. Par quel moyen? Il « assied sa conception réaliste de la science et de l'art », de son propre aveu, sur l'idée suivante de Pierre Leroux : « A un point de vue élevé, les poètes sont ceux qui, d'époque en époque, signalent les maux de l'humanité, de même que les philosophes sont ceux qui s'occupent de sa guérison et de son salut. » Développant cette pensée, Pissarev dit qu'il faut « toujours attirer l'attention de la société sur les questions économiques et sociales et combattre et réprouver systématiquement tout ce qui détourne de leur mission les forces intellectuelles des gens cultivés. Si au nombre des objets qui les distraient se trouvent ou l'art en général ou certaines parties de l'art, il doit être bien entendu que l'art aussi est à combattre et à réprouver. »

Accusé de « vandalisme » par ses adversaires, Pissarev leur répondit ce qui suit :

« Si vous vous mettez à me dire que les sonates de Beethoven ennoblissent, relèvent et agrandissent l'homme, etc., etc., je vous conseillerai de raconter ces fables à d'autres, et non à moi, qui n'y croirai jamais. Chacun de mes lecteurs connaît, sans doute, beaucoup de mélomanes véritables et de profonds connaisseurs en musique qui, malgré tout leur amour

pour le grand art et malgré toute la profondeur de leur savoir, restent des êtres frivoles, pitoyables, bons à rien. »

Chose curieuse, la thèse de Pissarev ressemble, on le voit, à celle de Tolstoï, qui, lui aussi, a renié, plus tard, l'esthétique dans l'intérêt des masses souffrantes[1]. Tolstoï cependant alla plus loin et condamna aussi la science comme chose inutile et « qui détourne ».

Vladimir Soloviev disait que les nihilistes russes avaient une logique tout à fait spéciale et qu'ils déduisaient leur programme social de leur matérialisme naturaliste à l'aide de « syllogismes » singuliers, comme celui-ci :

« L'homme descend du singe. Donc notre devoir est de nous sacrifier au bonheur du peuple. »

Cette plaisanterie n'est pas loin de la vérité.

Pour compléter le portrait des « nihilistes », il faut dire que, personnellement, ils menaient une vie très modeste et étaient vertueux. Pissarev, chef des « négateurs » et des « destructeurs », symbole de tous les péchés mortels (c'est ainsi qu'il était jugé par les réactionnaires), était un fils tendre et respectueux, et son principal ouvrage, il l'a dédié à sa mère. Tchernychevsky, à l'âge de vingt-quatre ans, désirant se marier, se demandait ce qu'il devrait faire si sa fiancée ne plaisait pas à sa mère : Devrait-il se marier contre la volonté maternelle? Et que décida-t-il? De se tuer dans ce cas, parce qu'il ne voulait pas contrarier sa vieille mère et ne pouvait pas vivre sans celle qu'il aimait.

Mais de Tchernychevsky il faut parler spécialement.

1. Récemment, on a publié des extraits du journal de Tolstoï. Il y relate une promenade dans un village, décrit la pauvreté et les fatigues des paysans et ajoute : « Et nous, nous nous occupons de Beethoven ! »

III. — Nicolas Gavrilovitch Tchernychevsky naquit en 1828. A l'âge de vingt-cinq ans, il se fait un nom dans la littérature. De 1855 à 1862, il est un des chefs les plus écoutés du mouvement intellectuel et social en Russie. En 1862, il est arrêté pour le « crime » d'opinion et condamné à quatorze ans de travaux forcés et à la déportation perpétuelle en Sibérie. En 1883 seulement, il reçut l'autorisation de retourner dans la Russie d'Europe. Il mourut six ans après, en 1889.

Si la domination de Pissarev a été passagère, celle de Tchernychevsky s'est soutenue jusqu'à nos jours. En ces dernières années, plusieurs historiens, critiques littéraires, sociologues et économistes ont entrepris une étude approfondie de ses œuvres et de sa philosophie et sont arrivés à conclure que « sa vie appartient à l'histoire » et que « son nom ne cessera jamais d'être présent à la mémoire de tous ceux qui s'intéressent aux destinées de la littérature russe et qui savent apprécier l'esprit, le talent, la science, le courage et l'abnégation ».[1]

Sur Tchernychevsky, l'ascendant des idées européennes d'avant-garde fut prépondérant. En général, l'époque du « nihilisme » fut celle du triomphe complet de l'esprit occidental en Russie, esprit de positivisme et de matérialisme, qui, sous Nicolas Ier, était considéré par les autorités d'Etat et d'Eglise comme contraire à la doctrine orthodoxe et à l'ordre autocratique et avait par là les meilleurs titres au succès. Après la débâcle de Crimée, la tutelle policière sur l'intelligence s'étant un peu relâchée, la jeunesse instruite, par une réaction toute naturelle, courut au fruit défendu de la pensée européenne. Le positivisme et le matérialisme, compris

1. G. Plekhanov, *N. G. Tchernychevsky* (Pétersbourg, 1910, p. 78). Ce livre donne une complète analyse de la pensée de Tchernychevsky.

alors sous le vocable commun de *réalisme*, devinrent une puissante machine de combat contre les préjugés religieux aidés par la pression officielle.

Mais le matérialisme des nihilistes n'est pas uniforme. Chez Pissarev, il prend la forme du « réalisme naïf », avec proscription de tout ce qui n'est pas légitimé par les constatations immédiates des sciences naturelles. De toutes les sciences sociales Pissarev n'admettait comme nécessaires que l'anthropologie, la géographie et la statistique. Quant à la philosophie, il la tenait en un superbe mépris. Même le matérialisme de Feuerbach lui paraissait inutile et superflu, bon seulement pour « ceux qui veulent construire tout un bâtiment avec une vingtaine de briques ».

Tchernychevsky ne partageait pas cette opinion et ne voulait pas que le cerveau fût enfermé dans les cadres étroits d'un positivisme exclusivement naturaliste comme celui de la *pissarevchtchina*. Mais il s'accordait avec Pissarev sur la tâche imposée aux écrivains et aux savants russes. Il disait qu'en Occident on a le droit de servir la science pure ou l'art pur. « Bacon, Descartes, Galilée, Leibniz, Newton, Humboldt, Liebig, Cuvier et Faraday travaillaient et travaillent avec le souci de la science en général, et non de ce dont a besoin, à un certain moment, tel ou tel pays, leur patrie. Nous ne savons pas et nous ne nous demandons pas s'ils aimaient leur patrie... Par leurs œuvres, ils sont cosmopolites. Il en est de même de beaucoup de grands poètes occidentaux. »

Tchernychevsky nomme Shakespeare, Arioste, Corneille, Gœthe. « Leurs noms, dit-il, évoquent des mérites acquis envers l'art, et non le dévouement spécial et prédominant à la patrie. »

Les choses sont bien différentes en Russie. « Pour le moment, un Russe n'a qu'une seule manière de bien servir les idées élevées de vérité, d'art, de

science : c'est de travailler à les répandre dans sa patrie. Le temps viendra où, chez nous aussi, comme ailleurs, des penseurs et des artistes se consacreront exclusivement à la science et à l'art; mais, aussi longtemps que nous ne serons pas au même niveau que les nations les plus avancées, une autre œuvre devra être plus chère à chacun de nous : contribuer, selon ses forces, à agrandir ce que Pierre le Grand a commencé. Cette œuvre a réclamé jusqu'ici et réclamera probablement encore pendant longtemps toutes les forces intellectuelles et morales que possèdent les fils les mieux doués de notre patrie. » [1]

Tchernychevsky, qui proposait à la pensée russe le devoir immédiat et effectif de populariser la pensée européenne, et qui s'y soumit lui-même, montra dans sa façon de le remplir une bien plus grande largeur de vues que Pissarev. Par exemple, il rend justice à la philosophie de Hegel. Il dit fort exactement de Hegel que « ses principes étaient extrêmement puissants et vastes, ses déductions étroites et nulles ».

Plus particulièrement, Tchernychevsky adopte cette maxime de Hegel qu' « il n'existe pas de vérité abstraite », que « la vérité est concrète »[2] et qu' « on ne peut pas juger le bien et le mal sans tenir compte des circonstances dans lesquelles se produit un phénomène déterminé ». Le principe hegelien du changement constant causé par les contradictions intérieures que renferme tout phénomène et tout état est aussi accepté par Tchernychevsky. Mais il s'appuye surtout sur Feuerbach, à qui, comme il le déclare lui-même, il recourt pour la solution de divers problèmes.

La principale des lois établies par Feuerbach est

1. Tchernychevsky, Œuvres (Pétersbourg, 1907), tome II, p. 120.

2. Hegel, lui-même, ne suit pas toujours cette règle.

l'unité de l'être humain : elle implique le rejet de l'ancienne conception dualiste qui séparaît l' « âme » du « corps », l'élément « spirituel » du « matériel ». Pour Tchernychevsky, comme pour son maître, il n'y a qu' « une seule nature humaine réelle et unique » et la vie « spirituelle » de l'homme n'est que le « côté subjectif » de certains faits objectifs et matériels. Une telle constatation a eu des conséquences capitales pour la pensée russe, car elle a porté un coup terrible à la foi byzantino-orthodoxe, qui voit en l'homme deux facteurs : l'un « céleste », saint, spirituel; l'autre « terrestre », diabolique et matériel : fondement de l'ascétisme, de la soumission à la volonté divine, au pouvoir de Dieu et de ses représentants sur la terre, c'est-à-dire des autorités spirituelles et temporelles.

Le monisme matérialiste propagé par Tchernychevsky était donc une vraie sécularisation de la pensée russe. Comme le remarque G. Plekhanov dans son ouvrage sur Tchernychevsky, c'était là un progrès comparativement au réalisme naïf de Pissarev et des naturalistes allemands Buchner et Carl Vogt, dont il est le disciple, qui réduisent tout le problème de l'âme humaine à la structure et au fonctionnement du cerveau. Plekhanov affirme que Feuerbach, sans le connaître, s'est rapproché du matérialisme français (celui de La Métrie et de Diderot), moins étroit et plus profond.

Le professeur Masaryk observe chez Tchernychevsky le vigoureux enseignement des Anglais, ce qui le distingue de la plupart des autres penseurs russes. Mais je dois dire qu'en cela Tchernychevsky n'avait rien d'exceptionnel : en général, la philosophie anglaise jouissait à cette époque-là d'une puissance énorme en Russie. Au risque de choquer certains de mes lecteurs, j'affirme que le « nihilisme russe » est en parti issu du positivisme anglais. Un nihiliste était

presque toujours « darwiniste », et le « livre Buckle » (c'est-à-dire l'*Histoire de la civilisation en Angleterre*, par Buckle) était un des guides du nihilisme. Les noms de Darwin et de Buckle étaient non moins détestés par tous les obscurantistes russes que ceux de Feuerbach et de Fourier.

CHAPITRE IX

I. Le socialisme en Russie. Le socialisme et la religion. — II. Les premières influences européennes. Le saint-simonisme en Russie. — III. Fourier et Robert Owen. — IV. Le *narodnitchestvo* et le marxisme. Les bakounistes en Russie. — V. Le blanquisme russe. Le terrorisme. — VI. La philosophie et la réalité. La situation actuelle du *narodnitchestvo* et du marxisme.

I. — La production littéraire de Tchernychevsky est étroitement liée à l'histoire du socialisme russe.

On pourrait certainement attribuer à ce socialisme des origines plus anciennes. Pierre Kropotkine croit que, en général, le socialisme européen se rattache à la Révolution française, qui, dit-il, « reprit pour son compte l'œuvre de la Révolution anglaise » et qui « fut la source de toutes les conceptions communistes, anarchistes et socialistes de notre temps ». Kropotkine aussi affirme que « le socialisme moderne n'a rien, absolument rien ajouté encore aux idées qui circulaient dans le peuple français en l'an II de la République. Le socialisme moderne a seulement mis ces idées en système et trouvé des arguments en leur faveur, soit en tournant contre les économistes bourgeois certaines de leurs propres définitions, soit en généralisant les faits du développement du capitalisme industriel au cours du XIXe siècle. »

D'après Kropotkine, « il y a filiation directe entre les enragés de 1793, le Babeuf de 1795 et l'Internationale » [1].

1. Pierre Kropotkine, la *Grande Révolution*.

Si l'on acceptait ce jugement de Kropotkine, on serait en droit, sans doute, de faire remonter le socialisme russe, en passant par son frère d'Occident, à la grande Révolution française. Mais il est possible aussi d'aller au delà et de trouver la source des idées communistes dans le christianisme, non pas dans celui de l'Eglise officielle, mais dans celui des premières communautés chrétiennes.

En Russie se produisirent quelques intéressantes tentatives de justifier les revendications communistes et socialistes par la doctrine chrétienne. Lev Tolstoï se sert du nom du Christ pour combattre le droit à la propriété privée. Diverses sectes religieuses rurales prennent l'Evangile pour base de leur communisme agraire. Dostoïevsky recommande à la Russie instruite de s'incliner devant la foi orthodoxe des moujiks, qui, d'après lui, est identique au principe de la justice sociale. Herzen, quoique fort éloigné du respect de Dostoïevsky pour l'orthodoxie, conseillait aussi aux esprits éclairés de compter avec les convictions religieuses des paysans.

Mais ce qui est beaucoup plus curieux, c'est l'existence, ces temps derniers, d'idées pareilles dans le parti démocrate socialiste russe. M. Lenine, quoique marxiste convaincu, a proposé, il y a quelques années, à ce parti de mettre à profit la conviction « religieuse » des paysans pour qui la terre est la « propriété de Dieu » et ne doit appartenir à personne. Les socialistes doivent se servir de cette foi naïve, dit M. Lenine dans sa brochure sur la question agraire, pour tâcher de persuader aux paysans qu'il est nécessaire de confisquer toute la propriété foncière et d'effectuer la « nationalisation de la terre », c'est-à-dire de déclarer les terres privées propriété d'Etat. Mais aucune des fractions du parti n'a voulu adopter ce plan démagogique et entrer dans la voie d'une exploitation encore plus démagogique des superstitions paysannes.

Au reste, un tel artifice était voué à l'insuccès, parce que, pour la grande majorité des moujiks, « la terre est propriété de Dieu » dans un sens tout à fait spécial et n'ayant rien de commun avec le vrai socialisme. Ce qu'elle regarde comme « propriété de Dieu », ce sont les terres des nobles, de grands propriétaires qu'elle veut exproprier à son propre bénéfice. Dieu n'est là qu'un pieux prétexte à des appétits tout à fait matériels.

Un autre petit groupe de démocrates socialistes russes voulut faire mieux que de prendre la religion pour auxiliaire : il s'avisa d'ériger le socialisme même en religion. Le chef de cette « chapelle » simili-socialiste a publié deux volumes pour démontrer que le socialisme est une doctrine religieuse, que les groupements socialistes ne sont qu'une nouvelle Eglise universelle, Karl Marx et Friedrich Engels que des continuateurs des prophètes d'Israël et du Christ et que le dogme du prolétariat doit remplacer celui de Dieu. Pour l'application de sa doctrine, l'inventeur a composé un nouveau *Pater noster*, où le mot de *Dieu* est remplacé par celui de *prolétariat* et où c'est au prolétariat qu'est adressé le vœu que « son règne arrive le plus tôt possible ».

Les fondateurs de la « religion socialiste » choisirent pour la propager l'époque qui suivit le soulèvement de 1905-1906, alors que la réaction triomphait dans le domaine politique, social et intellectuel. Ils prétendaient guérir la société russe du désespoir où l'avaient plongée une guerre malheureuse et l'échec d'une révolution. Néanmoins et malgré l'aide de Maxime Gorki, ils n'eurent aucun succès; et la seule trace qui reste de leur entreprise, ce sont les surnoms ironiques de *Dieu prolétarien* et de *saint* que la presse socialiste donne à l'inventeur de la croyance nouvelle.

Ce petit épisode montre que le socialisme et la

religion sont séparés en Russie par un tel abîme qu'aucune tentative de les rapprocher ne peut être prise au sérieux. Le nihilisme a laissé un si vigoureux ferment de positivisme et de matérialisme, si bien répandu par les Pissarev et les Tchernychevsky que les penseurs, sauf de très rares exceptions, restent complètement fermés aux préjugés religieux et accueillent très mal quiconque essaie de les réintroduire. Dans presque tous les pays d'Europe, d'ailleurs, on a cherché à rapprocher le socialisme et la religion. En Autriche et en Allemagne, les clergés catholique et protestant participent au mouvement ouvrier et s'ingénient à réunir, dans une mixture singulière et très réactionnaire, la doctrine de l'Eglise et les aspirations des masses laborieuses. En Suisse et en Angleterre, parmi les socialistes très sincères et aucunement réactionnaires, il y a des croyants et des pratiquants. Rien de semblable ne se rencontre en Russie, où il n'existe pas d'organisations ouvrières protégées et dirigées par l'Eglise, où l'on ne citerait même pas des cas individuels de socialisme uni à la croyance en Dieu. Un socialiste russe est toujours un athée.

II. — Pour revenir à la part de la grande Révolution dans le développement du socialisme, je dois dire qu'en Russie du moins on ne constate pas cette filiation dont parle Kropotkine. Là, ce sont surtout les conceptions *politiques* de la Révolution de 1789 qui ont saisi les esprits, et non son « communisme », généralement très vague. Les Russes cultivés se sont tournés vers le socialisme, parce que la tradition révolutionnaire française ayant cours en Russie se bornait à la politique. Herzen est le meilleur témoin de cette réaction naturelle, qu'il a éprouvée personnellement. Voici comment il relate la pénétration en Russie des idées saint-simoniennes,

point de départ, prétend-il, du socialisme russe :

« Le libéralisme enfantin de 1826, formé peu à peu selon la conception française que préconisaient les La Fayette et les Benjamin Constant et que chantait Béranger, perdit pour nous, après la chute de la Pologne, sa puissance de séduction. Ce fut alors qu'une partie de la jeunesse se précipita vers une étude approfondie et sérieuse de l'histoire russe ; une autre, vers l'étude de la philosophie allemande. Quant à moi et Ogariov, nous n'appartenions ni à celle-ci ni à celle-là. Nous nous étions trop enracinés dans d'autres idées pour les abandonner si rapidement. Notre foi dans une révolution à la Béranger, qu'on fait à table, était ébranlée, mais nous cherchions autre chose, que nous ne pouvions trouver ni dans la chronique de Nestor ni dans l'idéalisme transcendantal de Schelling. Tandis que notre esprit s'agitait ainsi entre les conjectures, les efforts pour comprendre, les doutes qui nous effrayaient, des brochures des saint-simoniens tombèrent entre nos mains, et nous connûmes leurs prédications, leurs procès. Ils nous frappèrent... Ils proclamaient la nouvelle foi ; ils avaient quelque chose à dire ; ils avaient des titres pour citer à leur tribunal le vieil ordre de choses qui voulait les juger selon le code Napoléon et la religion orléaniste.

« D'une part, la libération de la femme, son accession au travail commun, la remise de sa destinée entre ses propres mains, l'union avec elle comme avec un égal ; d'autre part, la rédemption, la réhabilitation de la chair !

« Ces grandes formules renfermaient un monde de rapports nouveaux entre les hommes, un monde de santé, d'esprit, de beauté, un monde naturellement moral et, par suite, moralement pur.

« Quel courage il fallait pour parler ouvertement en France de s'affranchir d'un spiritualisme si fortement

établi dans les idées des Français et totalement absent de leur conduite !

« Un nouveau monde frappait à la porte ; nos âmes, nos cœurs s'ouvrirent à lui. Le saint-simonisme se posa à la base de nos convictions et y resta pour toujours dans ce qu'il avait d'essentiel. »[1]

On voit cependant que l' « essentiel » du saint-simonisme n'est pas, pour Herzen, la même chose que pour les saint-simoniens eux-mêmes. L'organisation positive du saint-simonisme, sa constitution sociale et religieuse n'éveille pas l'admiration chez Herzen. La génération suivante des penseurs russes, les « nihilistes », se sont prononcés avec force contre le saint-simonisme à cause justement de sa religiosité. La répugnance éveillée chez les nihilistes par tout ce qui sentait le surnaturel peut se mesurer par l'exemple de Pissarev, qui, popularisateur du positivisme d'Auguste Comte, ne lui pardonna pas de comporter cette sorte d'ingrédient.

« Ayant achevé un travail énorme, écrit Pissarev, Comte n'a pas su s'arrêter où il fallait et a nui à sa propre œuvre, autant qu'un individu est en état de nuire à ce qui est l'intérêt de toute l'humanité, en créant une nouvelle religion dont les uns n'ont aucun besoin, dont les autres ne peuvent se satisfaire. »

Dans son article sur le procès des saint-simoniens, Tchernychevsky blâme leur tentative d'asseoir un nouvel ordre social sur une autorité divine.

« L'autorité, dit-il, règne dans les préjugés et la routine, c'est-à-dire dans des choses auxquelles la raison ne participe pas. La raison connaît des faits, se convainc par des preuves, mais n'accepte rien par autorité... Penser autrement, croire à la possibilité d'une autorité à laquelle se soumettrait librement une raison formée, voilà ce qu'était seul capable de

1. A. Herzen, Œuvres, tome VI, pp. 195-196.

faire un fanatique enflammé d'une croyance injustifiée aux anciens bienfaits de la papauté. » Tchernychevsky n'accepte pas non plus l'amour comme base de la société nouvelle, parce que l'amour ne régit les hommes qu'aux rares moments d'exaltation, tandis que, d'ordinaire, les hommes obéissent au calcul, aux usages, aux habitudes. Pour lui, les saint-simoniens sont des réformateurs de salon.

Mais, en même temps, Tchernychevsky trouve que l'idée fondamentale du saint-simonisme est « simple et pure » et l'exprime dans les termes suivants : « Pour l'apaisement de la société, il est nécessaire que l'existence matérielle et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre soit améliorée le plus rapidement possible. » Il affirme que « le devoir de tout bon citoyen, de tout honnête homme est de consacrer ses forces à cette tâche ».

Tchernychevsky a donc su faire le départ entre le sublime idéal de Saint-Simon et de ses disciples et leurs erreurs de pratique. Leur doctrine retient encore de nos jours l'attention et la sympathie en Russie. Elle forme une matière nécessaire d'étude pour les universités. Il y a une quinzaine d'années, à la Faculté d'histoire et de philologie de Moscou, dont je suivais les cours, elle faisait l'objet de conférences spéciales. De nombreux manuels d'histoire de la science économique employés par les étudiants russes lui consacrent des chapitres. Même des savants tout à fait « bourgeois » l'apprécient très favorablement.

Voici, par exemple, comment en parle le professeur Toughan-Baranovsky, économiste bien connu :

« Saint-Simon occupe dans l'histoire de la pensée une place si énorme qu'elle ne peut être exagérée. Nous le tenons pour le penseur social le plus génial des temps nouveaux; nous croyons qu'il a posé, d'une main sûre, des fondations solides à l'édifice

scientifique, à l'achèvement duquel doivent travailler encore plusieurs générations. Les idées de Saint-Simon touchent non seulement une science isolée, mais tout le cycle des sciences relatives à la société humaine. La philosophie de l'histoire, la sociologie, l'économie politique et, dans une certaine mesure, la jurisprudence, dans ses grands principes généraux, remontent directement à Saint-Simon... »[1]

M. Toughan-Baranovsky croit aussi que « toute la philosophie positiviste a été empruntée par Comte à Saint-Simon » et que « ce penseur remarquable, avec beaucoup plus de raison que Marx, doit être reconnu pour le créateur de la science sociale moderne ».

III. — Malgré ces hommages, le saint-simonisme n'a pas eu d'action effective sur le mouvement socialiste en Russie, qui dut son impulsion aux idées de Fourier et de Robert Owen; et ces « nihilistes » qui n'avaient pu accepter la doctrine de Saint-Simon devinrent les plus chaleureux « fouriéristes ».

Tchernychevsky, pendant son emprisonnement, écrivit un roman (*Que faire ?*) qui a acquis une énorme popularité, quoique, à n'en considérer que la valeur littéraire, il laisse à désirer. Ce roman est tout pénétré de la thèse fouriériste, et il a plus contribué à la répandre que tous les ouvrages théoriques pris ensemble.

« Tchernychevsky ne propose rien de nouveau, dit son biographe et critique. Il fait seulement connaître les déductions auxquelles, depuis longtemps déjà, était arrivée la pensée occidentale... Mais Tchernychevsky a donné aux idées de Fourier une expan-

1. M. Toughan-Baranovsky, *Esquisses de l'histoire de l'économie politique et du socialisme contemporains* (2e édit., Pétersbourg, 1905), p. 98.

sion inconnue jusqu'alors chez nous. Il les a enseignées au grand public. »[1]

M. Plekhanov nous fait remarquer que, sous l'inspiration de Fourier, Tchernychevsky fut le premier parmi les socialistes russes à se représenter la future société socialiste organisée sur la base d'une technique très développée et d'une production *en grand* dans des entreprises gigantesques. Et certains successeurs de Tchernychevsky qui ont cru, au contraire, que l'avenir serait à une fédération de petites communes et d'entreprises naines ont été en retard sur lui, parce que, si le socialisme est une forme *supérieure* de l'organisation économique, il devra se servir des conquêtes scientifiques faites par le monde capitaliste et non pas retourner aux formes « petit-bourgeoises » et précapitalistes.

Mais cette erreur était inévitable, car l'imagination reflète toujours la réalité, et un idéal de « socialisme » petit-bourgeois et communal devait naître en Russie, pays des petites exploitations rurales.

Tchernychevsky lui-même n'a pas su se défaire complètement de cette conception et y reste attaché en traçant le rôle social de la commune rurale en Russie.

En général, Tchernychevsky était occidentaliste convaincu. Il disait des slavophiles : « Ils ont une vue si originalement constituée que toute ordure russe qu'ils voient, ils la trouvent excellente et extrêmement propre à ranimer l'Europe mourante. » Il critique sévèrement l'opinion de Herzen sur la « jeune » Russie et le « vieux monde » européen et rejette cette sorte d'orgueil national dont Herzen n'était pas toujours indemne. Tchernychevsky croit que l'Europe n'a rien à apprendre de la Russie, parce qu' « elle comprend, elle-même, mieux que nous les conditions

1. G. Plekhanov. *N. Tchernychevsky*, p. 75.

nouvelles dont elle a besoin et la manière de les créer ». Mais, sur la question du *mir*, il se trouve d'accord et avec Herzen et avec certains slavophiles qui font observer que ce qui, en Occident, est encore une aspiration a déjà passé chez nous dans la réalité, parce que la commune rurale russe réussit à concilier la conservation de l'individualité avec les intérèts de la collectivité. Lui également, il déclare qu'en Russie « existe en fait ce qui en Occident paraît une utopie ». Chez nous, « la masse populaire pense que la terre est un bien commun » ; les propriétés particulières ne sont pas nombreuses, et la conception individualiste de la « propriété » n'est pas enracinée dans l'esprit du peuple. En Occident, la dissolution de la commune rurale a eu les résultats les plus tristes : elle a engendré le paupérisme et la misère. Donc « nous ne devons pas ignorer l'exemple de l'Occident et nous devons maintenir, chez nous, la commune ». En Occident, « l'individu s'est déjà habitué à exercer sur sa propriété particulière un droit sans restriction », et « le règne d'un meilleur ordre dans les rapports économiques y exigerait des sacrifices; c'est pourquoi il est difficile. Un tel ordre ne s'accorde pas avec les habitudes d'un paysan anglais ou français ». En Russie, grâce à l'existence de la commune, cet obstacle juridique et moral n'existe pas. »[1]

Nous verrons plus loin que le *mir* est devenu un objet de longues et violentes discussions entre les deux grandes écoles qui se sont formées dans le socialisme russe vers la fin du XIXe siècle (le *narodnitchestvo* et le marxisme).

Or cette question avait déjà été mise sur le tapis par Tchernychevsky et ses contemporains.

L'Europe n'y resta pas étrangère. D'abord, la pre-

1. Tchernychevsky, Œuvres, tome III, pp. 181-185.

mière étude sérieuse du *mir* russe sous les rapports économique et social a eu pour auteur non un Russe, mais un Allemand (le baron von Haxthausen), qui a véritablement « découvert » la commune rurale en Russie et en a expliqué au public toute l'importance. En 1847, Tchernychevsky et plusieurs de ses compatriotes connurent l'ouvrage de Haxthausen et y trouvèrent les éléments d'un jugement sur l'institution.

Ensuite, les plans d' « association » de producteurs conçus par les socialistes utopistes, français et anglais, entre autres Louis Blanc et Robert Owen, incitèrent les premiers socialistes russes à rechercher la forme pratique sous laquelle on pourrait instaurer en Russie le « nouvel ordre » social. Et, comme, alors, le mode d'exploitation capitaliste n'était pas fort développé et qu'il n'y avait pas encore de prolétariat industriel, ils n'eurent comme sujet que la population rurale. C'est en elle qu'ils durent chercher un terrain pour les « associations ». Ils crurent l'avoir trouvé dans le *mir*.

Quelques socialistes européens louent également la commune rurale russe. Voici l'avis de Proudhon sur la possession communale de la terre :

« Cette possession est essentiellement égalitaire : en Russie, la commune, seule censée propriétaire, doit fournir à chaque ménage une quantité de terre labourable ; et, si le nombre des familles augmente, on refait le partage de manière que personne ne soit exclu. Cette règle est commune à tous les peuples slaves ; elle a été maintenue en Russie par le décret d'émancipation (de 1861). » [1]

Proudhon pense que « l'économie politique elle-même » ne peut exiger mieux que cette forme de possession de la terre, « à laquelle l'inégalité est con-

1. Proudhon, Œuvres posthumes (Paris, 1866), t. I, p. 89.

traire » et que, par conséquent, on doit « la régulariser et l'affermir ».

Je remarquerai en passant qu'entre Proudhon et Tchernychevsky il y a encore d'autres points de rapprochement, notamment dans la théorie économique. Nul doute que Proudhon ait eu un certain ascendant sur Tchernychevsky.

Mais M. Plekhanov, dans son livre sur Tchernychevsky, établit que, parmi tous les grands socialistes utopistes européens, ce fut Robert Owen qui fit sur lui l'impression la plus forte, et il l'explique par des analogies intellectuelles : « Par la nature de son esprit, où prédominait le raisonnement, il était incliné à sympathiser avec ceux des grands fondateurs de systèmes socialistes qui succombaient moins aux tentations de la fantaisie. Ainsi Robert Owen était assurément plus rapproché de lui que Fourier. »[1]

M. Plekhanov confirme donc ce que j'ai dit ci-dessus, sous une forme plus générale, des sources anglaises du « nihilisme » russe. Mais il ne faut pas croire cependant que les idées de Robert Owen eussent pu recevoir une application *pratique* dans la Russie d'alors, comme dans l'Angleterre industrielle. C'est seulement aujourd'hui qu'elles guident l'action effective de certains socialistes russes, notamment de ceux qui collaborent au mouvement coopératif. Pour les coopérateurs russes, Owen est devenu une des étoiles conductrices. Dans les « cercles » ouvriers, on étudie sa vie et son œuvre, on apprend ses préceptes, on lui consacre des articles de journal et des brochures qui trouvent des dizaines de milliers de lecteurs.

Robert Owen, comme Saint-Simon et Fourier, a pris place dans la vie académique en Russie. Le

1. Plekhanov, *op. cit.*, p. 302.

professeur Toughan-Baranovsky, déjà cité, dit que l'action d'Owen est « une page instructive et glorieuse de l'histoire sociale de l'Angleterre moderne ». « Tout le mouvement coopératif d'aujourd'hui est issu de la propagande d'Owen... Des millions d'ouvriers en Angleterre et dans le monde entier qui tirent actuellement des avantages économiques réels de la coopération n'en doivent être reconnaissants à nul autre qu'au naïf rêveur Owen, criblé, en son temps, de railleries par les représentants du prétendu sens commun, trop clairvoyants pour leurs avantages immédiats, mais complètement inaptes à pénétrer du regard l'avenir. »[1]

Mais, je le répète, la mise en action de l'« owenisme » en Russie n'est devenue possible que de nos jours. A l'époque de Tchernychevsky, les socialistes russes ne purent qu'en prendre la théorie. Tchernychevsky, en particulier, lui a emprunté un principe très important et tout à fait matérialiste : le pouvoir du milieu social sur les actes et les sentiments des hommes. Toutefois Tchernychevsky, comme Owen et comme les utopistes français, a conservé beaucoup de métaphysique et d'idéalisme. Il est porté à expliquer en rationaliste les événements historiques. Il croit que les hommes ont été et sont malheureux faute d'être assez « instruits » et « conscients ». Il suffira donc de leur expliquer la justice, de les convaincre qu'il est nécessaire de changer l'état actuel des choses, de les gagner à un bon « plan » d'ordre nouveau pour que le problème social soit résolu.

Cette croyance en la force de la raison, qui rapproche Tchernychevsky et d'autres « nihilistes » russes des encyclopédistes et des grands révolutionnaires français, fut décisive pour l'évolution de la théo-

1. Toughan-Baranovsky, *op. cit.*, p. 89.

rie socialiste et du mouvement révolutionnaire en Russie. Si le monde est dirigé par la raison, qui donc dispose de la force principale dans la lutte pour la liberté et le bonheur du peuple? Ce ne sont pas les masses populaires elles-mêmes; ce sont les hommes éclairés, représentants professionnels de la raison, pour ainsi dire. La tâche incombant à cette élite dans le mouvement socialiste et révolutionnaire devient ainsi une des questions les plus brûlantes; et, sur elle, le socialisme russe se divisa en deux camps violemment opposés.

IV. — Au XIXe siècle, on observe un changement très significatif des attractions auxquelles obéissent nos occidentalistes. Entre 1830 et 1850, ce sont les idées abstraites de la philosophie et de la métaphysique qui les captivent le plus. Le nihilisme donne la préférence aux sciences naturelles. Mais déjà Tchernychevsky montre un grand intérêt pour les problèmes de la sociologie, de l'histoire et de l'économie. Cette tendance devient prépondérante chez ses successeurs, et la lutte entre le *narodnitchestvo* (*populisme*) et le marxisme, qui remplit presque toute la vie intellectuelle de la société cultivée en Russie à la fin du siècle dernier, a pour objet les problèmes historiques, sociologiques et économiques. Maxime Kovalevsky, témoin oculaire de ce revirement, le compare à ce qui s'est passé en France au XVIIIe siècle. Il dit :

« Dans un pays où les débats politiques sont inconnus, la discussion des grands problèmes de la science sociale, surtout de ceux qui concernent d'une façon directe ou indirecte la situation actuelle, occupent une place à laquelle elle ne saurait prétendre dans les milieux plus agités. La mode s'en mêlant, tout le monde est devenu de nos jours économiste ou sociologue en herbe, ni plus ni moins qu'au temps où, en

France, le célèbre docteur Quesnay, quelques années après le « krach » monstre occasionné par John Law, passionnait par ses doctrines de liberté commerciale et de lois économiques naturelles les gens revenus de leur engouement pour le régime protecteur.

« Ce n'est point là d'ailleurs le seul trait de ressemblance que présente la Russie moderne avec la France d'il y a cent et quelques années. Ainsi que nos grands-pères les hommes de la Constituante, les jeunes générations russes sont pénétrées de la conviction qu'une nouvelle ère sociale va s'ouvrir prochainement. Ils se croient appelés à faciliter son enfantement par l'emploi judicieux des données scientifiques et de l'expérience sociale acquises par l'Occident européen.

« Ce sont là des idées généreuses et qui, certes, ne méritent pas le dénigrement et l'animosité avec lesquelles elles ont été accueillies par ceux qui se déclarent partisans à outrance des assises séculaires de notre régime économique. »

L'analogie que M. Kovalevsky trouve entre la passion suscitée par les problèmes économiques en France à la fin du XVIII[e] siècle et en Russie à la fin du XIX[e] est intéressante, mais l'explication qu'il en donne quant à la Russie n'est pas suffisante. Il n'est pas exact que l'on se soit épris d'économie parce que le gouvernement ne permettait pas de toucher à la politique. Les préoccupations économiques se sont imposées pour deux raisons : D'abord, parce qu'après la suppression du servage, en 1861, la Russie entra dans une période d'activité commerciale, industrielle et financière très intense, qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention de tous les esprits ouverts. Ensuite, parce que les questions économiques étaient inséparables des questions politiques à tel point qu'à la fin du XIX[e] et au commencement du XX[e] siècle les partis

se distinguent à la fois politiquement et économiquement : à un certain système politique se rattache toujours un certain système économique, et l'adepte de l'un adhère nécessairement à l'autre. Un *narodnik* appartient à une école économique et en même temps à une école politique. Le nom de *marxiste* désigne non seulement un partisan de la doctrine du « matérialisme économique » de Karl Marx, mais aussi un membre de la démocratie socialiste.

Ces deux croyances, le *narodnitchestvo* et le marxisme, ont littéralement accaparé l'esprit des démocrates russes avant le mouvement de 1905. Toute la jeunesse fut entraînée dans la lutte théorique qu'elles se livraient.

Leurs divergences portaient principalement sur les points suivants :

Quel est le type du développement économique de la Russie ? Est-il identique à celui de l'Europe occidentale ou différent ?

Quel est, en particulier, l'avenir de l'économie rurale en Russie et du *mir* ?

Quel est le rôle des paysans, de la bourgeoisie, du prolétariat industriel et du monde de la pensée ? Quel est en général le rôle de l'individu dans l'histoire ?

Toutes ces questions, abstraites à première vue, avaient en réalité une grande importance pratique, parce que les partis politiques réglaient leurs programmes et leur tactique sur la solution qu'elles recevaient et qui, cela va sans dire, variait avec la mentalité sociale.

Ainsi, entre 1870 et 1885, dans les opinions et l'action des révolutionnaires s'accusaient les caractéristiques des gens instruits, parmi lesquels ils se recrutaient exclusivement : rationalisme extrême et idée outrée du rôle de la « personnalité » dans la vie sociale. D'autre part, ces mêmes hommes adoptent la thèse de Michel Bakounine sur la mentalité com-

muniste des masses populaires en Russie. Conséquemment, ils sont, eux, porteurs conscients de l'idéal communiste inné, pour ainsi dire, dans les masses de la population russe[1]. Il ne leur reste donc qu'à se rapprocher du peuple, à descendre dans ses profondeurs pour y faire de la propagande, répandre des brochures et semer la révolte. Les lettres russes ont gardé le souvenir de cette grande tentative de communion :

Un passeport, une besace,
Une bonne douzaine de « publications »,
De fortes jambes,
Beaucoup de plans et de rêves...
Des champs, des prairies,
Des espaces clairs, les richesses de la nature...
Des routes désertes,
La détresse dans les maisons paysannes.
Mais, dans chaque maison,
Le pain-sel est prêt pour le « passant ».
Les gens écoutent avidement
Les paroles de la vérité.
Dans les villages, des gendarmes,
Des amendes, des impôts, des contributions.
« Il y aura une révolte, mes petits frères ! »
Entend-on, par-ci, par-là, dans les conversations[2].

Mais les souvenirs poétiques furent plus beaux que les résultats effectifs de la propagande. En vain, les « intellectuels », mêlés au peuple, appelaient les paysans

1. Une idée analogue est dévelopée par P. Kropotkine dans sa *Science moderne et l'Anarchie*, où il considère l'anarchie comme une chose qui « ne sort pas des universités, mais de la force créatrice du peuple » et en même temps comme « une tentative d'appliquer des généralisations acquises par la méthode inductive des sciences naturelles à l'appréciation des institutions humaines et de deviner, en se basant sur cette appréciation, la marche future de l'humanité dans la voie de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, pour le plus grand bonheur possible de chacune des unités de la société humaine ». *(La Science moderne et l'Anarchie* (édit. russe, Londres, 1901), p. 62.

2. M. Mouravsky, *Dans le peuple* (poésie écrite en 1874).

à la « révolte ». Sauf de rares exceptions, les paysans, auxquels les agitateurs attribuaient un « crâne collectiviste », ne bougeaient pas du tout ou se révoltaient, mais contre... les propagandistes, leur liaient les mains et les « présentaient » aux autorités.

Cette campagne révolutionnaire chez les paysans échoua non, comme on le supposerait, parce qu'elle ne leur était pas assez compréhensible ni qu'ils fussent indifférents à la « politique ». La plupart des propagandistes ne cherchaient pas à exciter les sentiments politiques de la population rurale, mais ses aspirations économiques. Beaucoup d'entre eux croyaient, avec Proudhon et Bakounine, que les masses laborieuses n'ont rien à faire avec la politique, les changements dans le système du gouvernement. Le germe de ce principe se trouve déjà chez Herzen, qui écrit dans ses lettres ouvertes à Linton, écrivain anglais bien connu, que, si le peuple russe fait un jour la révolution, ce ne sera pas pour remplacer la tyrannie d'un tsar par celle d'un président ou d'un parlement « bourgeois », mais pour obtenir une liberté « véritable » et complète. Ce véritable nihilisme politique, qui met tous les gouvernements et tous les régimes dans le même sac, reflète l'anarchisme européen, mais aussi l'indifférentisme des paysans russes d'alors. Les « bakounistes » y voyaient une preuve de la mentalité communiste du peuple russe, qui, d'après eux, aurait déjà compris la vanité de toutes les transformations *politiques* et n'accepterait qu'une révolution *sociale*.

Ainsi le retard de la Russie était érigé en supériorité sur l'Europe.

Les marxistes, qui ont attaqué cette perversion anarchisante du *narodnitchestvo*, ont pu facilement démontrer que la réalité ne répond pas aux fantaisies des « propagandistes » et que, partout en Europe, le mouvement communiste est né de la résistance des ouvriers

au régime capitaliste, tandis que les paysans russes vivent encore dans l'état précapitaliste. D'autre part, le paysan, qui accueille volontiers l'idée d'une « répartition juste » de la terre quand il s'agit de ce qui appartient aux gros propriétaires, n'en veut pas pour sa propriété, à lui. En outre, possession *communale* du sol ne signifie aucunement communisme, parce que, possédant des terres en commun, les paysans les cultivent individuellement; et c'est individuellement aussi qu'ils jouissent du produit de leur travail. Il ne faut donc pas compter sur le « crâne collectiviste » du moujik pour faire une révolution sociale. Cette révolution, il faut l'attendre du prolétariat industriel.

L'échec de la « descente » des intellectuels dans la campagne a démontré que les marxistes avaient raison.

V. — Mais, comme, entre 1870 et 1880, le prolétariat en Russie n'était pas encore assez fort ni assez nombreux pour inspirer aux penseurs russes l'espoir que leurs revendications seraient rapidement satisfaites, ils préférèrent une autre voie, « plus courte » : celle des conspirations et du terrorisme.

Dès 1875, un organe révolutionnaire (*Nabat*, ce qui veut dire le *Tocsin*) se prononce énergiquement contre la théorie antiétatiste des « bakounistes » et oppose à leur fédéralisme le principe d'une révolution centraliste sous forme de coup d'Etat :

« En Occident, comme chez nous, écrit cet organe, nous remarquons deux courants : l'un est purement utopiste, fédéraliste et anarchiste; l'autre est réaliste, centralisateur et étatiste. A moins que le pouvoir gouvernemental ne soit saisi de force par le parti révolutionnaire, aucun changement durable et radical dans l'ordre social existant n'est possible. »[1]

1. Cité d'après les *Narodniki propagandistes de 1873 à 1878* de P. Lavrov, (Pétersbourg, 1907), p. 172.

Mais le peuple n'est pas encore capable de prendre le pouvoir en main. Ce n'est pas un obstacle, car une « minorité révolutionnaire » peut le faire pour lui :

« Il va de soi que moins il y a d'éléments révolutionnaires dans le peuple et plus sa capacité révolutionnaire est faible, plus petite doit être aussi sa participation à l'accomplissement de la « révolution « sociale » et plus grands doivent être l'action, le pouvoir et l'influence de la minorité révolutionnaire... La minorité révolutionnaire, après avoir délivré le peuple de la crainte que lui inspire le gouvernement, lui donnera la possibilité de manifester sa puissance révolutionnaire destructive... La minorité révolutionnaire, profitant de la puissance destructive du peuple. anéantira les ennemis de la révolution et, se réglant sur l'idéal positif du peuple dans son esprit général (c'est-à-dire sur ses forces conservatives), posera les fondements d'un nouvel ordre social raisonnable. »[1]

La mefiance de ces idéologues de la « minorité » pour le peuple était si grande qu'ils déclaraient que « ni aujourd'hui ni dans l'avenir le peuple, abandonné à lui-même, ne sera capable de faire une révolution sociale. Nous seuls, la minorité révolutionnaire, pouvons la faire et nous *devons* la faire le plus tôt possible. »

La critique marxiste a prouvé que cette théorie n'a rien d'original et qu'elle remonte aux jacobins et à Auguste Blanqui, convaincu également de la possibilité, pour un petit nombre de révolutionnaires bien organisés, de faire à un moment propice une attaque victorieuse. D'ailleurs, elle est connue chez nous sous le nom de *blanquisme russe*. Mais le blanquisme russe fut beaucoup plus... blanquiste que Blanqui lui-même. Blanqui, malgré toute l'ardeur de son révolutionnarisme, savait *attendre* en cas de

1. *Ibidem*, pp. 173-174.

nécessité et retenir ses camarades plus impatients. Les chefs du blanquisme russe disaient à leurs disciples : « Le peuple est toujours prêt à la révolution... Attendre ? Est-ce que nous avons le droit d'attendre? Nous ne souffrons aucun délai, aucun retard... Nous ne pouvons ni ne voulons attendre!... Que chacun prenne ce qu'il a le plus tôt possible et se mette en route ! »

Et la rédaction de l'organe « blanquiste » tenait pour renégat quiconque, appartenant au parti révolutionnaire, ne croyait pas à la possibilité d'une révolution immédiate.

Les « blanquistes » russes avaient découvert des arguments très originaux pour la défense de leur tactique. Ainsi ils prétendaient que c'est celle qui convient le mieux aux conditions nationales de la Russie. Leur chef, Pierre Tkatchev, a développé sa thèse dans sa « lettre ouverte » à Friedrich Engels :

« Nous ne disposons, en Russie, d'aucun de ces moyens de lutte révolutionnaire dont vous disposez, en Occident... Il n'y a chez nous ni prolétariat urbain, ni liberté de la presse, ni représentation nationale... On ne peut pas songer chez nous à des publications pour les ouvriers; mais, si même elles étaient possibles, elles seraient inutiles, parce que la majorité de notre peuple ne sait pas lire. » Néanmoins la victoire de la révolution sociale n'est pas plus problématique en Russie qu'en Occident. Aucunement! « Nous n'avons pas de prolétariat urbain, c'est vrai ; aussi n'y a-t-il pas du tout de bourgeoisie. Aucune classe moyenne ne sépare chez nous le peuple souffrant du despotisme et l'Etat qui l'opprime ; nos travailleurs ne devront combattre qu'une force *politique* : la force du capital, chez nous, est encore à l'état embryonnaire. »[1]

1. Cité d'après *Nos Discordes* de G. Plekhanov (Pétersbourg, 1906), p. 47.

« Notre parti révolutionnaire d'hommes instruits n'est pas nombreux, il est vrai. Mais il ne poursuit que des idéaux socialistes, et ses ennemis sont encore plus impuissants que lui... Notre gouvernement ne paraît fort que de loin. En réalité, sa force est factice et imaginaire. Il n'a pas de racines dans la vie économique du peuple... Chez vous, Européens, l'Etat s'appuie de deux pieds sur le capital. Chez nous, il est en l'air (*sic*). »

De ces propositions tout à fait contraires à la réalité et absurdes découlaient des règles d'action aussi erronées et inefficaces : changer le régime de l'Etat par des conspirations et des actes terroristes. Toute la fin du règne d'Alexandre II fut marquée par des complots et des attentats contre le tsar, qui finit par être tué le 1er/13 mars 1881. Mais sa mort violente démontre de la façon la plus évidente que les efforts des conspirateurs et des terroristes furent stériles. L'autocratie est sortie de cette crise non affaiblie, mais raffermie.

Vingt ans après, au commencement du siècle présent, le terrorisme politique ressuscite en Russie. Le parti socialiste révolutionnaire, qui continue la tradition de l'ancien *narodnitchestvo*, fait du terrorisme un de ses moyens d'action. Il crée des « organisations de combat » et des « détachements volants » qui font la chasse aux grands-ducs, aux ministres, aux gouverneurs des provinces, etc. Mais, après quelques années d'une lutte très intense, l'inanité politique du terrorisme saute aux yeux. Le terrorisme individuel même apparaît plus dangereux pour ceux qui l'emploient que pour le gouvernement. Il affaiblit les effectifs du parti révolutionnaire, lui enlève ses membres les plus énergiques et les plus dévoués, débilite l'organisation et jusqu'à la propagande. Car pourquoi perdre du temps à associer et à instruire les masses ouvrières si l'on a dans le terrorisme un instrument

aussi « efficace » et aux résultats aussi rapides que l'imaginent ses partisans ? Ensuite, le terrorisme présente un tel appât aux agents provocateurs qu'à la fin des fins toute l'organisation du parti devient un jouet entre les mains de la police secrète, comme il est arrivé au parti socialiste révolutionnaire russe. M. Bourtzev a établi que, pendant plus de dix ans, tous les rouages centraux de ce parti furent sous la surveillance, sinon sous la direction d'un certain Azev, « le plus grand provocateur du monde ».

Les tristes fruits de l'action terroriste exercée par le parti socialiste révolutionnaire suscitèrent une opposition au sein même de ses membres. En 1909, (après les révélations de Bourtzev), au conseil du parti, quelques délégués se prononcèrent contre elle et en proposèrent l'abandon officiel, en recourant aux arguments des marxistes. La terreur, dirent-ils, était plausible au temps où « l'on se figurait que la lutte politique en Russie a un caractère titanique, c'est-à-dire qu'elle est ouverte entre deux individus ». Mais, actuellement, « la lutte politique étant devenue une lutte de classe », le terrorisme est inadmissible ; un acte de terreur individuelle ne peut pas changer le système social [1].

Mais la majorité des chefs du parti ne se rendit pas à ces raisons : elle décida de conserver le terrorisme sinon en pratique, au moins en principe.

Il faut dire (et je l'ai déjà fait dans la *Russie moderne*) que la « terreur individuelle « s'adapte bien à la mentalité de ceux qu'on a appelés les « intellectuels ». Un intellectuel, faute d'être directement impliqué dans le mécanisme matériel de la vie économique et d'en dépendre, sent très peu le lien qui l'attache à l'ensemble social, est entraîné à opposer sa

1. V. le compte rendu des débats sur le terrorisme au conseil du parti socialiste révolutionnaire russe en mai 1909 (*le Socialiste révolutionnaire*, Paris, 1910, nº 2).

« personnalité » à la société et considère les phénomènes sociaux comme des manifestations de volontés individuelles. Voyant dans la société une combinaison d'individus, il arrive facilement à croire qu'elle puisse être changée par la suppression d'un individu.

VI. — Le sens politique de l' « intellectuel » russe est bien rendu par les écrivains qui ont formulé la philosophie sociale et morale du *narodnitchestvo*, surtout Pierre Lavrov et Nicolas Mikhaïlovsky :

« Comment marchait l'histoire ? demande Lavrov dans ses célèbres *Lettres historiques*. Qui la poussait en avant ? Les personnalités isolées... Des hommes énergiques, fanatiques, risquant tout et prêts à tout sacrifier sont nécessaires. Des martyrs sont nécessaires, dont les qualités réelles, les mérites effectifs seront beaucoup embellis par la légende. On leur attribuera la vigueur qu'ils n'avaient pas. On mettra dans leur bouche la meilleure pensée, la meilleure expression de sentiment qui auront été élaborées par leurs disciples. Ils deviendront pour la foule un idéal inaccessible, irréalisable. Mais leur légende inspirera à des milliers d'hommes la force qui est nécessaire pour la lutte... Le nombre de ceux qui périssent n'a pas d'importance. La légende le multipliera à l'extrême... Tout le progrès social dépend de l'action des personnalités isolées. »[1]

L'autre éminent *narodnik* russe, N. Mikhaïlovsky, traduit la même idée dans ses *Héros et la Foule*.

Il est intéressant de constater que la théorie qui fait de l'histoire l'œuvre de personnalités et qui eut du succès en Occident nous est représentée comme s'appliquant surtout à nous. Ainsi nos *narodniki* affirment qu'en Russie le rôle d'une « personnalité

1. P. Mirtov (pseudonyme de Lavrov), *Lettres historiques* (Pétersbourg, 1870), pp. 108, 109 et 121.

consciente » peut être beaucoup plus important qu'en Europe, parce que le milieu social russe est plus uniforme, moins varié. Une idée ou un exemple peut donc y avoir une grande force de contagion. Comme on le voit, un défaut se transforme ici, encore une fois, en qualité : l'uniformité et la faiblesse des différences, qui sont les marques d'un état arriéré, deviennent pour nos *narodniki* une supériorité.

La manière de concevoir le rôle de la personnalité dans l'histoire tient étroitement à la philosophie de l'histoire en général. C'est sur ce point que porta surtout la querelle entre les *narodniki* et les marxistes. Les *narodniki* assuraient que la méthode *objective* et *déterministe*, proposée par le marxisme pour expliquer et juger les phénomènes historiques, n'est pas suffisante, qu'il faut la remplacer par la méthode subjective ou éthique. Un historien doit être en même temps moraliste, disait Mikhaïlovsky. Il doit non seulement établir les causes et les conséquences des événements, mais les apprécier selon son idéal éthique et social.

Ce « subjectivisme » moralisateur n'est, en réalité, qu'un dualisme dans la science historique et sociale. Il se rencontre aussi chez les nihilistes. Monistes matérialistes dans les sciences naturelles, ils étaient spiritualistes et dualistes en histoire et en sociologie : Pissarev est subjectiviste dans la philosophie de l'histoire à peu près comme Mikhaïlovsky. Mais Pissarev sentait que la méthode subjective dans les sciences sociales est incompatible avec le monisme matérialiste de la philosophie naturaliste. Incapable de les concilier, il a tout simplement exclu les sciences sociales (la géographie, l'anthropologie et la statistique exceptées) du domaine des sciences « exactes » et positives. Mikhaïlovsky a fait pis : il a tâché de donner cours légal dans les sciences sociales à la méthode subjective et contraire à la science.

Les marxistes russes croient, au contraire, devoir maintenir le principe matérialiste et l'appliquer aux sciences sociales et à la philosophie de l'histoire. Ils pensent que les idéaux ne sont qu'une prévision de la nécessité historique et que toute tentative de construire un idéal social en dehors de cette prévision demeure vaine. Les idéaux humains sont déterminés par les conditions sociales et par les intérêts de classe. Les idéaux sont justifiables et progressifs qui appartiennent aux classes progressives. Et, le prolétariat industriel étant une classe de l'avenir, la force la plus progressive, c'est son idéal qui doit être accepté et défendu par tous ceux qui veulent contribuer au progrès de l'humanité. Mais, comme le prolétariat industriel se développe, devient de plus en plus nombreux, fort et conscient à mesure que se développe le capitalisme, un vrai partisan du progrès et de la révolution ne peut défendre aucune mesure ni soutenir aucune institution qui mette obstacle à ce développement.

C'est pourquoi les marxistes se sont prononcés contre toute tentative de conserver artificiellement le *mir*, tandis que les *narodniki* réclamaient en sa faveur une législation spéciale. Les marxistes tenaient pour illusoires tous les espoirs socialistes que les *narodniki* mettaient dans les paysans; ils ont démontré aisément que les paysans ne forment pas une classe sociale unique, qu'à l'intérieur de la commune rurale des dissimilitudes économiques se sont produites et qu'une lutte sociale y est en cours. Ils nient aussi que les « intellectuels » constituent un groupe social à part, et ils affirment que dans ce monde aussi règne la mentalité de classe et retentissent les conflits de classe.

La polémique entre les *narodniki* et les marxistes fut très violente. Elle ne resta pas toujours loyale : les *narodniki* accusèrent le déterminisme économique

des marxistes de n'être qu'une admiration du capitalisme et qualifièrent ses partisans d'amis des exploiteurs.

Le mouvement de 1905 mit à l'épreuve les deux doctrines. Le *narodnitchestvo* s'est divisé pendant et après la révolution de 1905 en trois courants différents, et cette scission a révélé très clairement ses points faibles. Ses membres les plus avancés, croyant que la personnalité « crée » l'histoire et que les lois de l'évolution capitaliste ne sont pas applicables à la Russie, inclinent à une sorte d'anarchisme et défendent la théorie « maximaliste », selon laquelle la Russie, immédiatement et « sans attendre », peut réaliser le programme maximum du parti socialiste, c'est-à-dire faire une révolution sociale et sauter du régime autocratique et semi-féodal directement dans le paradis socialiste. Les « maximalistes » ont commencé à faire la « révolution » sociale en invitant les ouvriers à prendre possession des fabriques et des usines et en formant des « groupes », qui se consacrent aux actes terroristes et aux « expropriations ». Ce mouvement dégénéra très rapidement en un simple brigandage.

Les modérés du *narodnitchestvo*, au contraire, sont devenus une sorte de parti paysan, peu socialiste, mais très démocratique par son programme politique. Le groupe travailliste à la Douma et le groupe des « socialistes populaires » représentent ses tendances. Le « centre » du *narodnitchestvo*, formé par les organisations officielles du parti socialiste révolutionnaire, reste gardien de l'orthodoxie. Son programme est un mélange éclectique de fédéralisme communal à moitié bakouniste et de centralisme étatiste; il réunit la foi naïve dans le « communisme » des membres du *mir* rural et les desiderata du prolétariat industriel. La désagrégation du parti continue ; quelques-uns de ses éléments

se rapprochent des travaillistes; d'autres, des anarchistes; d'autres encore, de la démocratie socialiste.

Quant à cette dernière, elle reste beaucoup plus unie, quant à la théorie, que le *narodnitchestvo*. Mais, elle aussi, est agitée de mouvements intérieurs. Déjà avant la révolution de 1905, il y avait parmi les marxistes russes des controverses chaleureuses. Certains, après avoir accepté la doctrine marxiste, ont trouvé nécessaire de la « reviser ». Ils ont renoncé au matérialisme historique et sont retournés aux conceptions métaphysiques : les uns à celles de Kant, d'autres à celles de Nietzsche. Plusieurs chefs du mouvement libéral en Russie (Pierre Struve, fondateur du parti « cadet ») ont composé leur système actuel en revisant le marxisme.

Après la révolution de 1905, la doctrine marxiste fut soumise à une nouvelle revision, fondée non sur la philosophie de Kant ou de Nietzsche, mais sur le « machisme », c'est-à-dire sur les théories d'Ernst Mach, physicien viennois bien connu. Cette rénovation n'a pas eu beaucoup de succès. Les « machistes » essuyèrent les violentes critiques des marxistes orthodoxes, surtout de Plekhanov, à qui, depuis trente ans, incombe principalement la charge de défendre les idées marxistes en Russie et qui accomplit ce devoir avec un grand talent. Le « machisme » a recruté quelques adeptes parmi les « intellectuels », mais, chez les ouvriers démocrates socialistes, il ne rencontre que de l'indifférence.

En général, les ouvriers socialistes russes se montrent beaucoup plus stables et conservateurs dans leurs convictions que les penseurs. Le marxisme démocrate socialiste a acquis des positions très fortes dans le milieu ouvrier. La Russie, qui a donné au monde le plus puissant ennemi de Karl Marx, Bakounine, est devenue, ironie de l'histoire, par son prolétariat socialiste, une des principales forteresses du

marxisme. Mais, comme je l'ai remarqué ailleurs, le marxisme et la démocratie socialiste russes ne sont pas identiques à ceux des Allemands. « Les marxistes russes aiment à dire que le vrai marxisme révolutionnaire est une synthèse de trois éléments : de la philosophie dialectique allemande, de la pratique révolutionnaire française et de l'histoire de l'évolution économique anglaise. » Actuellement, les révolutionnaires et les socialistes russes se divisent, pour la tactique, en deux écoles : ceux qui veulent « parler allemand », c'est-à-dire préconisent une lente organisation et un opportunisme réformiste, et ceux qui veulent « parler français », c'est-à-dire préfèrent l'élan révolutionnaire des masses populaires décidant elles-mêmes de leurs destinées. Les partisans de la « méthode française » sont en majorité parmi les éléments conscients.

Mais ce qui est encore plus digne de remarque, c'est que, même pour la théorie, le marxisme russe ne s'enferme pas dans les cadres de la philosophie allemande et cherche dans la pensée française les points d'appui nécessaires. C'est ainsi qu'a procédé M. Plekhanov, dont le *Problème du développement de la conception moniste de l'histoire* (publié sous le pseudonyme de Beltov) reste jusqu'ici l'évangile de ses coreligionnaires. Ses idées philosophiques et sociales plongent non seulement dans la doctrine même de Marx, mais aussi bien dans le rationalisme français du XVIII[e] siècle, dans l'école historique française de la Restauration et dans le socialisme utopique français.

CONCLUSION

Nous avons suivi le développement des rapports entre la Russie et l'Europe et la pénétration européenne dans les divers domaines de la vie matérielle, sociale, politique et intellectuelle du peuple russe. Nous avons vu que l'action des éléments européens sur la Russie compte déjà plusieurs siècles et est très étendue, plus peut-être que ne croient les Européens eux-mêmes.

Les faits relatés dans le présent ouvrage et dans la *Russie moderne* établissent que les destinées de la Russie sont étroitement liées à celles de l'Europe. Non seulement en ce sens que l'Europe a jeté des racines indestructibles dans le terrain économique et dans la vie sociale russes, mais aussi parce que, pour la Russie, le type général de l'existence et de l'évolution historique est le même que pour l'Occident.

Certes, on ne peut pas dire que l'européanisation de la Russie soit déjà accomplie. Economiquement, c'est-à-dire sous le rapport des formes du travail et de l'échange, elle est déjà complète dans l'industrie et plus ou moins complète dans le commerce. Dans l'exploitation rurale, elle commence à peine.

Mais c'est surtout le régime politique de la Russie qui est suranné et trop oriental et qui, par conséquent, offre un contraste frappant avec celui des Etats européens. Actuellement donc, c'est à lui surtout que l'européanisation doit s'étendre afin de

l'adapter aux conditions économiques et de le soumettre à la conscience et aux aspirations de la société. Cette conscience, elle-est très bien rendue par ces mots de Dostoïevsky :

« Nous, Russes, avons deux patries : notre Russie et l'Europe. »

Ce qu'il nous faut, c'est que notre pays, cessant d'être la « Russie d'Europe », devienne une *Europe russe*. Cette formule synthétise ce qu'il y a de bon dans notre pays et en Europe. Si elle était appliquée, la Russie travaillerait en commun avec d'autres pays européens à l'avenir du genre humain.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTACT ARMÉ ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE

TROISIÈME PARTIE

L'EUROPÉANISATION DE L'ÉTAT

QUATRIÈME PARTIE

LES TENDANCES EUROPÉENNES DANS LA LITTÉRATURE RUSSE

CINQUIÈME PARTIE

LES IDÉES

4365 Paris — Imp. Hemmerlé et Cie. (1-17).

2° PSYCHOLOGIE ET PHILOSOPHIE

AVENEL (Vicomte Georges d'). **Le Nivellement des Jouissances.**
BALDENSPERGER (F.), chargé de cours à la Sorbonne. **La Littérature.**
BERGSON, POINCARÉ, Ch. GIDE, Etc., **Le Matérialisme actuel** (7e mille).
BINET (A.), directeur de Laboratoire à la Sorbonne. **L'Ame et le Corps** (9e mille).
BINET (A.). **Les Idées modernes sur les enfants** (14e mille).
BOHN (Dr G.). **La Naissance de l'Intelligence** (40 figures) (6e mille).
BOUTROUX (E.), de l'Institut. **Science et Religion** (16e mille).
COLSON (C.), de l'Institut. **Organisme économique et Désordre social.**
CRUET (J.), avocat à la cr d'appel. **La Vie du Droit et l'impuissance des Lois** (5e m.).
DAUZAT (Albert), docteur ès lettres. **La Philosophie du Langage.**
DROMARD (Dr G.). **Le Rêve et l'Action.**
DWELSHAUVERS (Georges), professeur à l'Université de Bruxelles. **L'Inconscient.**
GUIGNEBERT (C.), chargé de cours à la Sorbonne. **L'Evolution des Dogmes** (6e m.).
HACHET-SOUPLET (P.), directeur de l'Institut de Psychologie. **La Genèse des instincts.**
HANOTAUX (Gabriel), de l'Académie française. **La Démocratie et le Travail.**
JAMES (William), de l'Institut. **Philosophie de l'Expérience** (8e mille).
JAMES (William). **Le Pragmatisme** (6e m.).
JAMES (William). **La Volonté de Croire** (4e m.)
JANET (Dr Pierre), de l'Institut, professeur au Collège de France. **Les Névroses** (8e m.).
LE BON (Dr Gustave). **Psychologie de l'Éducation** (20e mille).
LE BON (Dr Gustave). **La Psychologie politique** (13e mille).
LE BON (Dr Gustave). **Les Opinions et les Croyances** (10e mille).
LE BON (Dr Gustave). **La Vie des Verités** (7e mille).
LE BON (Dr Gustave). **Enseignements Psychologiques de la Guerre** (21e mille).
LE BON (Dr Gustave). **Premières Conséquences de la Guerre.**
LE DANTEC. **Savoir!**
LE DANTEC. **L'Athéisme** (14e mille).
LE DANTEC. **Science et Conscience** (8e m.)
LE DANTEC. **L'Égoïsme** (8e mille).
LE DANTEC. **La Science de la Vie** (6e m.).
LEGRAND (Dr M.-A.). **La Longévité.**
LOMBROSO. **Hypnotisme et Spiritisme** (7e mille).
MACH (E.). **La Connaissance et l'Erreur** (5e mille).
MAXWELL (Dr J.). **Le Crime et la Société** (5e mille).
PICARD (Edmond). **Le Droit pur** (6e mille).
PIERON (H.), Me de Confe à l'Ecole des Htes-Etudes. **L'Evolution de la Mémoire** (4e mil.)
REY (Abel), professeur agrégé de Philosophie. **La Philosophie moderne** (9e mille).
VASCHIDE (Dr). **Le Sommeil et les Rêves** (5e mille).
VILLEY (Pierre), professeur agrégé de l'Université. **Le Monde des Aveugles.**

3° HISTOIRE

ALEXINSKY (Grégoire), ancien député à la Douma. **La Russie moderne** (6e mille).
ALEXINSKY (Grég.). **La Russie et l'Europe.**
AURIAC (Jules d'). **La Nationalité française, sa formation.**
AVENEL (Vicomte Georges d'). **Découvertes d'Histoire sociale** (6e mille).
BIOTTOT (Colonel). **Les Grands Inspirés devant la Science. Jeanne d'Arc.**
BLOCH (G.), professeur à la Sorbonne. **La République romaine.**
BORGHÈSE (Prince G.). **L'Italie moderne.**
BOUCHÉ-LECLERCQ (A.), de l'Institut. **L'Intolérance religieuse et la politique.**
BRUYSSEL (E. van), consul général de Belgique. **La Vie sociale** (6e mille).
CAZAMIAN (Louis), me de Conférences à la Sorbonne. **L'Angleterre moderne** (6e m.)
CHARRIAUT. **La Belgique moderne** (7e m.).
CHARRIAUT (Henri) et M.-L. AMICI-GROSSI. **L'Italie en guerre.**
COLIN (J.), Lt-Colonel. **Les Transformations de la Guerre** (6e mille).
COLIN (J.) Lt-Colonel. **Les Grandes Batailles de l'Histoire.** *De l'antiquité à 1913.* (6e m.)
CROISET (A.), membre de l'Institut. **Les Démocraties antiques** (8e mille).
DIEHL (Charles), membre de l'Institut. **Une République patricienne. Venise** (5e m.)
GARCIA-CALDERON (F.). **Les Démocraties latines de l'Amérique** (5e mille).
GENNEP. **Formation des Légendes** (5e m.)
HARMAND (J.), ambassadeur. **Domination et Colonisation.**
HILL, ancien ambassadeur. **L'Etat moderne.**
LE BON (Dr Gustave). **La Révolution Française et la Psychologie des Révolutions** (10e mille).
LICHTENBERGER (H.), professeur adjoint à la Sorbonne. **L'Allemagne moderne** (13e m.).
LUCHAIRE (J.) Dr de l'Institut de Florence **Les Démocraties italiennes.**
MEYNIER (Commandant O.), pr à l'École militaire de Saint-Cyr. **L'Afrique noire** (5e mille).
MICHELS (Robert). Professeur à l'Université de Turin. **Les Partis Politiques.**
NAUDEAU (Ludovic). **Le Japon moderne, son Evolution** (10e mille).
OLLIVIER (E.), de l'Académie française. **Philosophie d'une Guerre (1870)** (6e mille).
OSTWALD (W.), professeur à l'Université d Leipzig. **Les Grands Hommes.**
PIRENNE (H.), Profr à l'Université de Gand **Les Démocraties des Pays-Bas.**
ROZ (Firmin). **L'Energie américaine** (7e m.)

Bibliothèque de Philosophie scientifique

DIRIGÉE PAR LE Dr GUSTAVE LE BON

1° SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES

BACHELIER (Louis), Docteur ès sciences. **Le Jeu, la Chance et le Hasard.**
BELLET (Daniel), profr à l'École des Sciences politiques. **L'Évolution de l'Industrie.**
BERGET (A.), professeur à l'Institut océanographique. **La Vie et la Mort du Globe** (6e m.).
BERGET (A.). **Les problèmes de l'Atmosphère** (27 figures).
BERTIN (L.-E.), de l'Institut. **La Marine moderne** (66 figures) (5e mille).
BIGOURDAN, de l'Institut. **L'Astronomie** (50 figures) (5e mille).
BLARINGHEM (L.). **Les Transformations brusques des êtres vivants** (49 figures). (5e mille).
BOINET (Dr), profr de Clinique médicale. **Les Doctrines médicales** (6e mille).
BONNIER (Gaston), de l'Institut. **Le Monde végétal** (230 figures) (10e mille).
BONNIER (Dr Pierre). **Défense organique et Centres nerveux.**
BOUTY (E.), de l'Institut. **La Vérité scientifique, sa poursuite** (5e mille).
BRUNHES (B.), professeur de physique. **La Dégradation de l'Energie** (8e mille).
BURNET (Dr Etienne), de l'Institut Pasteur. **Microbes et Toxines** (71 fig.) (6e mille).
CAULLERY (Maurice), professeur à la Sorbonne. **Les Problèmes de la Sexualité.**
COLSON (Albert), professeur à l'École Polytechnique. **L'Essor de la Chimie** (5e m.)
COMBARIEU (J.), chargé de cours au collège de France. **La Musique** (11e mille).
DASTRE (Dr A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Vie et la Mort** (14e mille).
DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.). **Les Théories de l'Evolution** (7e mille).
DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.), **La Parthénogénèse.**
DELBET (P.), professeur à la Fe de Médecine de Paris. **La Science et la Réalité.**
DEPÉRET (C.), de l'Institut. **Les Transformations du Monde animal** (7e mille).
ENRIQUES (F.). **Les Concepts fondamentaux de la Science.**
GUIART (Dr). **Les Parasites inoculateurs de maladies** (107 figures) (5e mille).
HÉRICOURT (Dr J.). **Les Frontières de la Maladie** (9e mille).
HÉRICOURT (Dr J.). **L'Hygiène moderne** (12e mille).
HOUSSAY (F.), professeur à la Sorbonne. **Nature et Sciences naturelles** (7e mille).
JOUBIN (Dr L.), professeur au Muséum. **La Vie dans les Océans** (45 figures) (6e mille).
LAUNAY (L. de), de l'Institut. **L'Histoire de la Terre** (11e mille).
LAUNAY (L. de), de l'Institut. **La Conquête minérale** (5e mille).
LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution de la Matière,** avec 63 figures (27e mille).
LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution des Forces** (42 figures) (15e mille).
LECLERC DU SABLON (M.). **Les Incertitudes de la Biologie** (24 figures).
LE DANTEC (F.). **Les Influences Ancestrales** (12e mille).
LE DANTEC (F.). **La Lutte universelle** (10e m.)
LE DANTEC (F.). **De l'Homme à la Science** (8e mille).
MARTEL, directeur de *La Nature*. **L'Évolution souterraine** (80 figures) (6e mille).
MEUNIER (S.), professeur au Muséum. **Les Convulsions de la Terre** (35 fig.) (5e m.).
OSTWALD (W.). **L'Evolution d'une Science, la Chimie** (8e mille).
PERRIER (Edm.), memb. de l'Institut, direct. du Muséum. **A Travers le Monde vivant** (5e m.)
PICARD (Émile), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Science moderne** (12e mille).
POINCARÉ (H.), de l'Institut, profr à la Sorbonne. **La Science et l'Hypothèse** (26e mille).
POINCARÉ (H.). **La Valeur de la Science** (21e mille).
POINCARÉ (H.). **Science et Méthode** (13e m.).
POINCARÉ (H.). **Dernières Pensées** (10e m.)
POINCARÉ (Lucien), dr au Mre de l'Instruction publique. **La Physique moderne** (16e m.).
POINCARÉ (Lucien). **L'Électricité** (11e mille).
RENARD (Ct). **L'Aéronautique** (68 figures) (6e mille).
RENARD (Ct). **Le Vol mécanique. Les Aéroplanes** (121 figures).
ZOLLA (Daniel), professeur à l'École de Grignon. **L'Agriculture moderne.**

PSYCHOLOGIE, PHILOSOPHIE ET HISTOIRE

Voir la liste des ouvrages parus page 3 de la couverture.

4365. — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie. — 2-17.